

VILLE DE GENÈVE

**COMPTES 2015 PAR POLITIQUE PUBLIQUE
ET RAPPORT DE GESTION DU
CONSEIL ADMINISTRATIF**

INTRODUCTION

conformément à l'article 48 lettres d) et e) de la loi sur l'administration des communes (LAC), le conseil administratif a l'honneur de présenter au conseil municipal son rapport de gestion à l'appui des comptes de la ville de Genève pour l'exercice 2015.

La première partie de ce rapport concerne la synthèse du conseil administratif.

La deuxième partie s'attache à l'analyse financière des comptes 2015. Elle contient, notamment, le rapport de l'organe de révision ainsi que le détail des principaux écarts constatés entre le budget et les comptes par chapitre. un éclairage est ensuite porté sur la fiscalité.

des informations financières, telles que les bilans, les délibérations, la récapitulation des amortissements et des investissements complètent cette partie.

Les volets 3 et 4 traitent des comptes par politique publique de la ville de Genève et des bilans de l'ensemble des départements pour l'exercice écoulé.

Les 2 dernières parties sont, quant à elles, dédiées au programme stratégique de développement durable et aux délégations du CA.

enfin, les annexes terminent ce rapport de gestion par la présentation des grandes manifestations organisées par la ville de Genève en 2015.

TABLE DES MATIÈRES

1	SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF	11	1
2	ANALYSE FINANCIÈRE	14	2
2.1	états financiers	14	2.1
2.2	informations financières	36	2.2
2.3	Analyse par chapitre	47	2.3
2.4	gestion hôtelière	60	2.4
3	COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE VILLE DE GENÈVE	64	3
3.1	charges par politique publique	64	3.1
3.2	revenus par politique publique	65	3.2
3.3	comptes de fonctionnement par politique publique et chapitre comptable	68	3.3
3.4	comptes de fonctionnement par politique publique et département	70	3.4
3.5	ressources humaines	72	3.5
3.6	subventions par politique publique	73	3.6
3.7	services compétents	75	3.7
4	COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE DES DÉPARTEMENTS	88	4
4.1	Autorités	88	4.1
4.2	finances et logement	104	4.2
4.3	constructions et aménagement	132	4.3
4.4	culture et sport	148	4.4
4.5	environnement urbain et sécurité	194	4.5
4.6	cohésion sociale et solidarité	214	4.6
5	PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	246	5
5.1	PSDD - suivi annuel 2011-2015 par objectif	246	5.1
6	DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF	272	6
6.1	délégation Genève ville solidaire (DGVS)	272	6.1
6.2	délégation à l'aménagement du territoire	279	6.2
7	ANNEXES	284	7
7.1	grandes manifestations	284	7.1
7.2	Liste des abréviations	288	7.2

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1	ÉVOLUTION DE LA DETTE, EN MILLIONS DE FRANCS	33
FIGURE 2	INVESTISSEMENTS 2015 PAR GROUPE SPÉCIFIQUE	41
FIGURE 3	ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET DU FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	45
FIGURE 4	EXCEDENT / INSUFFISANCE DE FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	45
FIGURE 5	COMPTES 2015, BUDGET 2015 ET COMPTES 2014, EN MILLIERS DE FRANCS	49
FIGURE 6	PRODUCTION « CENTIMES ADDITIONNELS »	58
FIGURE 7	CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE	66
FIGURE 8	REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE	67
FIGURE 9	POIDS DES CHARGES PAR CHAPITRE COMPTABLE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES, EN MILLIONS DE FRANCS	69
FIGURE 10	POIDS DES CHARGES DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES DÉPARTEMENTS, EN MILLIONS DE FRANCS	71
FIGURE 11	POIDS DES SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE	74
FIGURE 12	RÉPARTITION DES SUBVENTIONS PONCTUELLES A21	124

SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

1 SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Les comptes 2015 présentent un excédent de revenus de 39.5 millions de francs, contre un budget juste à l'équilibre. ce constat est réjouissant dans un contexte qui connaît d'incertitudes économiques tel qu'on le connaît. L'excellente maîtrise des charges associée à des revenus non budgétés (correctifs d'impôts, revalorisation d'actions cotées, accord extrajudiciaire, dons, etc..) ont permis de présenter ce résultat positif.

il convient de tempérer ce constat réjouissant dans une situation de mutations importantes à venir pour les finances publiques suisses. La troisième réforme de l'imposition des entreprises est actuellement examinée par les chambres fédérales. Bien que le conseil d'État n'ait encore pleinement défini ses intentions en la matière, le conseil administratif évalue les pertes fiscales consécutives à cette réforme pour la ville de Genève à un montant compris entre 50 et 60 millions de francs, s'agissant de l'impôt sur le bénéfice et le capital. Le conseil administratif suit attentivement l'évolution de ce dossier, dont l'entrée en vigueur est attendue pour le début de la prochaine décennie. A ce stade, le conseil administratif ne souhaite toutefois pas anticiper la mise en œuvre de cette réforme. En effet, les compensations des pertes des communes doivent encore être négociées avec le canton.

Les comptes 2015 sont à nouveau marqués par une fine maîtrise des charges. Les outils de pilotage mis en œuvre permettent à l'administration de respecter au plus juste les enveloppes budgétaires votées. Dans le même temps, la stratégie de gestion de la dette définie par le conseil administratif continue de bénéficier d'une situation particulièrement favorable en termes de taux d'intérêts.

Les investissements réalisés en 2015 se sont avérés proches de l'enveloppe définie par le conseil municipal à 130 millions de francs. Les investissements nets ont ainsi atteint 132.2 millions de francs. un peu moins d'un tiers de ce montant a été consacré au domaine « culture et loisirs », avec la construction de dépôts de stockage d'œuvres d'art au sein du périmètre dit du « carré vert », la rénovation de l'Alhambra ou encore celle du bâtiment BOT-III à l'usage du conservatoire et jardin botaniques. on notera que 17% des investissements ont été consacrés à la rénovation d'établissements existants (des écoles notamment).

ANALYSE FINANCIÈRE

2 ANALYSE FINANCIÈRE

2.1 ÉTATS FINANCIERS

2.1.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

COMPTES 2014		BUDGET 2015	
COMPTE ADMINISTRATIF			
CHF		CHF	
charges	revenus	charges	revenus
	1'132'264'891.18		1'141'795'349
1'038'273'867.85		1'057'251'337	
79'045'535.26		84'530'317	
1'117'319'403.11	1'132'264'891.18	1'141'781'654	1'141'795'349
36'710'481.97	36'710'481.97	36'831'940	36'831'940
1'154'029'885.08	1'168'975'373.15	1'178'613'594	1'178'627'289
14'945'488.07		13'695	
1'168'975'373.15	1'168'975'373.15	1'178'627'289	1'178'627'289
dépenses	recettes	dépenses	recettes
118'846'751.89	17'825'362.53	100'000'000	
23'347'818.13	1'009'613.98	30'000'000	
	123'359'593.51		130'000'000
142'194'570.02	142'194'570.02	130'000'000	130'000'000
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS			
dépenses	recettes	dépenses	recettes
101'021'389.36		100'000'000	
22'338'204.15		30'000'000	
	72'628'699.06		79'731'587
	6'416'836.20		4'798'730
	-14'945'488.07		13'695
	93'991'023.33		84'544'012
	29'368'570.18		45'455'988
123'359'593.51	123'359'593.51	130'000'000	130'000'000
VARIATION DE FORTUNE			
	28'392'690.30		20'268'413
	15'921'367.95		25'201'270
	-29'368'570.18		-45'455'988
14'945'488.07		13'695	
14'945'488.07	14'945'488.07	13'695	13'695

COMPTES 2015		
CHF		
Fonctionnement	charges	revenus
Revenus		1'184'646'093.70
Charges	1'058'721'427.21	
Amortissements	86'408'610.10	
Total net des charges et revenus	1'145'130'037.31	1'184'646'093.70
Imputations internes	37'749'057.34	37'749'057.34
Total brut des charges et revenus	1'182'879'094.65	1'222'395'151.04
Excédent de revenus	39'516'056.39	
	1'222'395'151.04	1'222'395'151.04
investissements	Dépenses	Recettes
Investissements du patrimoine administratif	113'389'683.67	7'703'942.93
Investissements du patrimoine financier	26'819'838.04	271'742.00
Investissements nets		132'233'836.78
	140'209'521.71	140'209'521.71
	Dépenses	Recettes
Investissements nets du patrimoine administratif	105'685'740.74	
Investissements nets du patrimoine financier	26'548'096.04	
Amortissements du patrimoine administratif		81'668'011.43
Amortissements du patrimoine financier		4'740'598.67
Excédent de revenus du compte de fonctionnement		39'516'056.39
Autofinancement		125'924'666.49
Insuffisance de financement		6'309'170.29
	132'233'836.78	132'233'836.78
Augmentation du patrimoine administratif		24'017'729.31
Augmentation du patrimoine financier		21'807'497.37
Insuffisance de financement		-6'309'170.29
Augmentation de la fortune	39'516'056.39	
	39'516'056.39	39'516'056.39

compte tenu du résultat de l'exercice 2015, la fortune au 31 décembre 2015 est de CHF 1'005'662'780.23

2.1.2 RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

en notre qualité d'organe de révision, selon l'article 94 al. 2 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984, de l'article 56 de son règlement d'application du 31 octobre 1984, et de l'article 16 du règlement sur le contrôle interne, l'audit interne et la révision des états financiers en ville de Genève LC 21 191, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints, comprenant le bilan, le compte de fonctionnement et l'annexe aux états financiers, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015.

responsabilité du conseil administratif

La responsabilité de l'établissement des états financiers, conformément aux principes de gestion financière et de comptabilité, définis dans le manuel de comptabilité publique (ci-après «MCH1») et aux dispositions légales, incombe au conseil administratif. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des états financiers afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le conseil administratif est responsable du choix et de l'application des méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

responsabilité de l'organe de révision

notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les états financiers. nous avons effectué notre audit conformément aux directives émises le 25 octobre 1989 par le département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie, aux dispositions légales et aux normes d'audit suisses (NAS). ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'anomalies significatives.

un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit, en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur ou de l'auditrice, de même que l'évaluation des risques que les états financiers puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur ou l'auditrice prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des états financiers, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des états financiers dans leur ensemble. nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

opinion d'audit

selon notre appréciation, les états financiers pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes aux principes de gestion financière et de la comptabilité, définis dans le manuel de comptabilité publique (MCH1).

cependant, certains travaux liés à notre révision et qui concernent les points ci-après n'ont pu être fondés que sur les informations reçues de la république et canton de Genève:

- en raison du secret fiscal qui nous est opposé par l'Administration fiscale cantonale, notre appréciation des informations fiscales relatives aux centimes additionnels communaux et du reliquat est uniquement basée sur les décomptes et annexes explicatives transmis par l'Administration fiscale cantonale ;
- notre appréciation de l'évaluation de la provision relative au reliquat de centimes additionnels, soit 30% de ce reliquat, est fondée sur la recommandation formulée à l'attention de l'Association des communes genevoises par le conseil d'état dans son courrier daté du 28 juin 1996 ;
- notre appréciation des informations concernant la ville de Genève relatives à la perception des taxes d'écoulement et d'équipement, ainsi que les contributions de remplacement pour la construction d'abris publics de protection civile, est uniquement basée sur les décomptes arrêtés au 31 décembre 2015 transmis par la république et canton de Genève. Par ailleurs, notre appréciation de la part relative à la taxe des compagnies d'assurance 2015 revenant à la ville de Genève repose uniquement sur l'avis de crédit bancaire, lié au versement de cette taxe à la ville de Genève par la république et canton de Genève.

concernant la comptabilisation de la contribution à l'entretien des routes, selon la convention amendée du 1er janvier 2012, il existe un écart au 31 décembre 2015 entre le montant comptabilisé par la ville de Genève et le décompte fourni par le département de l'environnement, des transports et de l'agriculture. Toutefois, la comptabilisation effectuée dans les comptes de la ville de Genève est conforme à la convention.

paragraphe d'observation

par ailleurs, nous attirons l'attention sur les points de l'annexe aux états financiers suivants:

- point 2.2 «123 Immeubles» : il existe un écart entre la valeur intrinsèque des immeubles du patrimoine financier et la valeur comptabilisée à l'actif du bilan. cette méthode de comptabilisation est conforme au MCH1. Par ailleurs, dans une période antérieure à la mise en production de l'ERP SAP au 1er janvier 2004, des dépenses d'investissement relatives à des groupes d'immeubles du patrimoine financier ont été regroupées sous deux objets, pour un montant total de Fr. 10'349'199.45. ces deux objets ne sont pas amortis. une régularisation sera effectuée lors du passage au MCH2 dans le cadre de la réévaluation des immeubles du patrimoine financier ;
- point 2.2 «129 Autres placements» : concernant l'hôtel métropole et le restaurant du parc des eaux-vives, les soldes des actifs et passifs sont compensés dans le groupe 129 «Autres placements». Les bénéficiaires sont, quant à eux, comptabilisés dans le compte 423200 «Bénéficiaires sur autres placements PF». cette méthode de comptabilisation n'est pas conforme au principe de non-compensation des actifs et passifs ainsi que des charges et produits. toutefois, les comptes annuels de ces deux établissements sont présentés dans le rapport de gestion du conseil administratif ;
- point 2.2 «139 Actifs transitoires» : le montant comptabilisé au titre de la production de la taxe professionnelle correspond au total des bordereaux de taxation établis dans l'exercice jusqu'au 31 décembre 2015 ;
- point 2.2 «24 Provisions et 25 passifs transitoires – a) seuil de comptabilisation» : les provisions relatives aux dépenses d'investissement ne sont pas comptabilisées. il n'y a cependant pas d'impact significatif sur le compte de fonctionnement ;
- point 2.2 «24 Provisions et 25 passifs transitoires – c) Acquisitions de collections et livres en 2015» : ce point précise que les reports de crédit liés aux acquisitions de collections et livres en 2015 dérogent au principe de spécialité temporelle et que, avec l'accord de la République et Canton de Genève, l'approbation des comptes par le conseil municipal entérine cette dérogation ;
- point 2.2 «24 Provisions et 25 passifs transitoires – d) Autres provisions» : le montant relatif aux congés payés non pris au 31 décembre 2015 n'est pas comptabilisé. il en est de même pour les heures optionnelles et supplémentaires qui n'ont pas été validées par le directeur général de l'administration municipale ;
- point 3 «Emprunts et instruments de couverture» : la méthode d'amortissement de la prime de sortie d'un instrument de couverture exercée en 2014 et l'annulation d'un autre instrument de couverture en 2015 sont indiquées sous ce point ;
- point 4.4 «Garantie des engagements de prévoyance» : la caisse d'assurance du personnel (CAP) n'a pas été en mesure de communiquer la part non couverte des engagements de prévoyance au 31 décembre 2015. Le montant indiqué en annexe correspond à la situation au 1er janvier 2015 ;
- point 7 «Attribution au Fonds municipal d'art contemporain» : du fait de sa particularité de son mode de financement, le traitement comptable conduit à une augmentation des dépenses d'investissement. Le MCH1 ne prévoit pas de dispositions particulières de comptabilisation de tels fonds. Au 31 décembre 2015, le solde du Fonds municipal d'art contemporain est de Fr. 5'340'386.31 ;
- point 10 «Événement post-clôture» : en dérogation aux principes d'amortissement des crédits d'études tels que décrits dans l'annexe aux comptes au point 2.2, et suite au rejet du projet du musée d'art et d'histoire (ci-après «MAH») lors des votations du 28 février 2016, le crédit d'étude lié aux dépenses de restauration et d'agrandissement du MAH a été amorti intégralement en 2015 pour un montant de Fr. 6'989'105.25. La PR (proposition du conseil administratif) prévoyait, quant à elle, un amortissement sur 5 ans. L'amortissement de ce crédit d'étude a créé un dépassement budgétaire du compte 331010 «Amortissements ordinaires du PA» de Fr. 1'936'424.28.

ces commentaires ne remettent pas en cause l'opinion exprimée ci-dessus.

rapport sur d'autres dispositions légales

nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément, conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (au sens de l'article 728 du code des obligations), et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

conformément au règlement LC 21 191 et à la norme d'audit suisse 890, nous attestons, au sens de l'article 728a al. 1 ch. 3 du code des obligations, qu'il existe au niveau de la direction financière un système de contrôle interne relatif à l'établissement des états financiers. toutefois, au niveau des autres services et des directions de départements de l'administration, la documentation par écrit du système de contrôle interne, garantissant une tenue régulière de la comptabilité et un rapport financier adéquat, est toujours en cours.

nous recommandons au conseil municipal d'approuver les états financiers qui lui sont soumis, présentant un excédent de produits de fonctionnement de Fr. 39'516'056.39 et une fortune nette au 31 décembre 2015 de Fr. 1'005'662'780.23.

Les dépassements de crédit d'engagement doivent, en principe et en vertu de l'article 33 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes (ci-après «RAC»), faire l'objet soit d'un crédit complémentaire, soit d'une information au conseil municipal ou à la commission concernée, avec demande de crédit complémentaire présentée au moment du bouclage du crédit, et ce, selon les circonstances et l'importance du crédit. dans le cadre de notre révision, nous nous sommes assurés que tout dépassement de crédit d'engagement, identifié lors de nos travaux, était inclus dans le tableau «détail des investissements (dépenses, amortissements et soldes inscrits au bilan, par crédit)» figurant dans la brochure «comptes 2015 par service».

de plus, selon l'article 28 du RAC, et sous réserve de son article 29, si un crédit budgétaire est insuffisant pour remplir la tâche prévue, un crédit supplémentaire doit être demandé. L'écart entre les charges et les revenus 2015 avec le budget 2015 est indiqué dans la brochure «comptes 2015 par politique publique».

enfin, conformément au MCH1, les biens des legs ne figurent pas dans les comptes. seuls les engagements de la ville de Genève à l'égard des fonds spéciaux issus de legs sont présentés au bilan. Les autres informations sont indiquées dans l'annexe aux états financiers, au point 9 «Fonds spéciaux» ainsi que dans le tableau «Fonds spéciaux». nous sommes dans l'attente d'une clarification concernant le traitement des fonds spéciaux dans le nouveau manuel MCH2 des communes genevoises, actuellement en cours de validation.

contrôle financier de la ville de Genève

maxime chrétien
expert-réviseur agréé
directeur



André Lévrier
expert-réviseur agréé
réviseur responsable



Genève, le 31 mars 2016

2.1.3 BILANS RÉSUMÉS COMPARÉS PAR GROUPE DE COMPTES

en francs		31.12.2015	31.12.2014	VARIATION	
				EN FRANCS	EN %
1	ACTIF	2'712'343'976.17	2'718'335'006.52	-5'991'030.35	-0.2%
10	disponibilités	1'884'773.31	15'387'811.24	-13'503'037.93	-87.8%
100	caisses	204'445.45	239'753.15	-35'307.70	-14.7%
101	comptes de chèques postaux	1'324'573.30	11'422'358.64	-10'097'785.34	-88.4%
102	banques	350'354.56	3'674'965.20	-3'324'610.64	-90.5%
109	trésorerie en transit	5'400.00	50'734.25	-45'334.25	-89.4%
11	Avoirs	295'563'090.80	330'140'655.71	-34'577'564.91	-10.5%
110	Avances de frais	23'635.00	25'239.65	-1'604.65	-6.4%
111	comptes courants	15'475'437.75	21'493'641.85	-6'018'204.10	-28.0%
112	impôts à encaisser	264'719'970.13	298'000'666.47	-33'280'696.34	-11.2%
115	Autres débiteurs	15'065'458.68	10'334'955.09	4'730'503.59	45.8%
119	Autres créances	278'589.24	286'152.65	-7'563.41	-2.6%
12	Placements	1'143'970'282.34	1'116'683'613.71	27'286'668.63	2.4%
121	Actions et parts sociales	38'549'147.50	31'678'807.00	6'870'340.50	21.7%
122	prêts	9'913.30	8'943.70	969.60	10.8%
123	immeubles	1'049'594'200.69	1'027'783'532.31	21'810'668.38	2.1%
124	meubles, machines, véhicules	6'342.03	9'513.04	-3'171.01	-33.3%
125	marchandises en stock	4'220'975.66	5'425'442.50	-1'204'466.84	-22.2%
129	Autres placements	51'589'703.16	51'777'375.16	-187'672.00	-0.4%
13	Actifs transitoires	48'044'367.30	57'259'192.75	-9'214'825.45	-16.1%
130	Intérêts	2'250.00	2'250.00	-	-
132	Assurances	27'905.75	16'627.05	11'278.70	67.8%
135	Frais chauffage	4'714'401.19	5'372'658.42	-658'257.23	-12.3%
139	Autres actifs transitoires	43'299'810.36	51'867'657.28	-8'567'846.92	-16.5%
14	Investissements	995'692'762.82	970'962'889.65	24'729'873.17	2.5%
140	terrains non bâtis	47'632'035.29	46'211'265.10	1'420'770.19	3.1%
141	ouvrages génie civil	373'255'803.62	378'138'622.00	-4'882'818.38	-1.3%
143	terrains bâtis	537'324'127.71	512'315'832.82	25'008'294.89	4.9%
145	Forêts	4'520'357.25	2'676'382.01	1'843'975.24	68.9%
146	meubles, machines, véhicules	23'231'983.12	22'144'041.70	1'087'941.42	4.9%
149	Autres biens	9'728'455.83	9'476'746.02	251'709.81	2.7%
15	prêts et participations permanentes	215'882'242.92	215'384'201.25	498'041.67	0.2%
152	communes	10'002.00	10'002.00	-	-
153	propres établissements	31'116'461.01	30'514'374.34	602'086.67	2.0%
154	sociétés d'économie mixte	184'191'198.08	184'295'243.08	-104'045.00	-0.1%
155	institutions privées	4.00	4.00	-	-
157	Etranger	564'577.83	564'577.83	-	-
16	subventions d'investissements	8'579'306.68	9'675'917.21	-1'096'610.53	-11.3%
161	crédits d'invest. subv. cantons	6'533'686.50	6'918'021.00	-384'334.50	-5.6%
162	crédits d'invest. subv. communes	295'466.40	319'266.40	-23'800.00	-7.5%
163	crédits d'invest. propres établissements	264'360.00	354'680.00	-90'320.00	-25.5%
164	crédits d'invest. subv. stés mixtes	635'197.78	844'337.81	-209'140.03	-24.8%
165	créd. d'inv. subv. instit. privées	850'596.00	1'239'612.00	-389'016.00	-31.4%
17	Autres dépenses à amortir	2'727'150.00	2'840'725.00	-113'575.00	-4.0%
170	divers crédits d'investissement	2'727'150.00	2'840'725.00	-113'575.00	-4.0%

en francs		31.12.2015	31.12.2014	VARIATION		
				EN FRANCS	EN %	
2	PASSIF		2'712'343'976.17	2'718'335'006.52	-5'991'030.35	-0.2%
20	engagements courants		69'162'933.28	109'529'580.55	-40'366'647.27	-36.9%
200	créanciers	41'378'603.86	39'838'475.23	1'540'128.63	3.9%	
201	dépôts	161'587.80	150'348.00	11'239.80	7.5%	
204	subventions à verser	5'504'683.30	5'889'372.10	-384'688.80	-6.5%	
206	comptes courants	14'840'193.25	56'329'665.57	-41'489'472.32	-73.7%	
209	autres engagements	7'277'865.07	7'321'719.65	-43'854.58	-0.6%	
21	dettes à court terme		120'000'000.00	220'000'000.00	-100'000'000.00	-45.5%
210	banques	120'000'000.00	80'000'000.00	40'000'000.00	50.0%	
211	collectivités publiques	-	115'000'000.00	-115'000'000.00	-100.0%	
212	entreprises publiques	-	25'000'000.00	-25'000'000.00	-100.0%	
22	dettes à moyen et long terme		1'390'000'000.00	1'290'000'000.00	100'000'000.00	7.8%
221	reconnaisances de dettes	790'000'000.00	790'000'000.00	-	-	
223	emprunts par obligations	600'000'000.00	500'000'000.00	100'000'000.00	20.0%	
23	engagements envers des entités particulières		81'131'767.19	75'355'506.48	5'776'260.71	7.7%
233	Fonds spéciaux	31'978'321.84	28'176'327.26	3'801'994.58	13.5%	
234	Fonds pour risques non assurés	33'185'362.39	32'678'819.39	506'543.00	1.6%	
235	Autres fonds	15'961'549.31	14'410'986.36	1'550'562.95	10.8%	
237	Fonds de recherche	6'533.65	89'373.47	-82'839.82	-92.7%	
24	provisions		6'759'684.82	5'137'636.59	1'622'048.23	31.6%
240	comptes de fonctionnement	6'748'174.04	5'104'616.81	1'643'557.23	32.2%	
241	comptes d'investissement	11'510.78	33'019.78	-21'509.00	-65.1%	
25	passifs transitoires		18'839'234.84	22'944'886.27	-4'105'651.43	-17.9%
250	Intérêts courus sur dette publique	2'205'496.74	3'883'115.29	-1'677'618.55	-43.2%	
251	Loyers encaissés d'avance	4'827'597.70	4'844'012.26	-16'414.56	-0.3%	
259	Autres passifs transitoires	11'806'140.40	14'217'758.72	-2'411'618.32	-17.0%	
28	Préfinancements et financements spéciaux		20'787'575.81	29'220'672.79	-8'433'096.98	-28.9%
280	Préfin.travaux équipement	5'633'398.80	7'979'622.45	-2'346'223.65	-29.4%	
282	Préfin.tax.e d'écoulement	806'492.60	8'455'245.25	-7'648'752.65	-90.5%	
283	Préfin.construction abris pc	1'360'663.25	1'299'179.25	61'484.00	4.7%	
285	Préfin.relance économique	640'504.68	640'504.68	-	-	
286	Financements spéciaux divers	434'128.12	336'455.47	97'672.65	29.0%	
287	Préfinancements de tiers	11'912'388.36	10'509'665.69	1'402'722.67	13.3%	
29	fortune nette		1'005'662'780.23	966'146'723.84	39'516'056.39	4.1%
	solde au 01.01.2015 / 2014	966'146'723.84	951'201'235.77	14'945'488.07		
	excédent de revenus total :					
	- 2015 / 2014	39'516'056.39	14'945'488.07	24'570'568.32		

2.1.4 ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2015

1. organisation de la ville de genève

La ville de Genève est soumise à la loi sur l'administration des communes (LAC B 6 05) et à son règlement d'application (RAC B 6 05.01). ses organes sont constitués :

- du conseil municipal (LAC B 6 05, art. 3 lt a))

il est formé de 80 membres élus pour une durée de 5 ans et exerce des fonctions délibératives et consultatives. ses attributions sont définies au titre II, chapitre IV «Attributions» (LAC B 6 05)

- du conseil administratif (LAC B 6 05, art. 3 lt b))

il est formé de 5 membres élus pour une durée de 5 ans et constitue l'exécutif municipal. ses attributions sont définies au titre III, chapitre II «Attributions» (LAC B 6 05).

Les comptes de la ville de Genève sont vérifiés par le service du contrôle financier de la ville de Genève (LAC B 6 05 art. 94 al. 2 et RAC B 6 05 01 art. 56 al. 1 lt. a). ils sont soumis au contrôle ordinaire (règlement sur le contrôle interne, l'audit interne et la révision des comptes annuels en ville de Genève LC21 191 art. 16).

2. principes appliqués en matière de comptabilité et d'évaluation

2.1 référentiel comptable

La ville de Genève établit son budget, sa comptabilité et présente ses comptes annuels conformément :

- au règlement d'application de la LAC (B 6 05 01)
- aux directives d'application du département (directives comptables)
- respectivement au plan comptable des communes genevoises adopté par le conseil d'état

2.2 principes de comptabilisation et d'évaluation de certains postes du bilan

- **112 « impôts à encaisser » - provisions pour créances douteuses**

Le reliquat des centimes additionnels fait l'objet d'une provision forfaitaire de 30% de son montant conformément à la recommandation du conseil d'état figurant dans son courrier adressé à l'Association des communes genevoises le 28 juin 1996.

Les débiteurs de la taxe professionnelle, ouverts au 31 décembre 2015 et qui font l'objet de procédures de poursuites, de procédures judiciaires, de mise en liquidation, de sursis concordataire, de faillite ainsi que les dossiers en suspens (défaut d'adresse des débiteurs, absence d'organe responsable pour les personnes morales) sont provisionnés pour leur totalité.

La provision « trop encaissé » de la taxe professionnelle correspond à des taxes payées mais contestées par le contribuable.

en francs

NO COMPTE	INTITULÉ	SOLDE	ATTRIBUTIONS À	DISSOLUTION	SOLDE
		01.01.2015	LA PROVISION	DE PROVISION	31.12.2015
240001	provision déb. centimes additionnels	107'532'000.00	1'377'000.00	-	108'909'000.00
240290	provision débiteurs taxe prof.	5'813'833.27	1'162'359.48	-	6'976'192.75
240291	provision trop encaissé taxe prof.	1'631'740.00	-	1'504'160.00	127'580.00
	total	114'977'573.27	2'539'359.48	1'504'160.00	116'012'772.75

- **115 « Autres débiteurs » - provisions pour créances douteuses**

Les factures ouvertes, dont la date est antérieure au 1er octobre 2015, font l'objet, pour leur totalité, d'une provision pour débiteurs douteux, ainsi que les factures datées entre le 1er octobre 2015 et le 31 décembre 2015 pour autant qu'elles aient fait l'objet d'un rappel.

La provision pour débiteurs douteux de la gérance immobilière municipale est calculée en fonction des critères complémentaires suivants :

- les créances dont le montant est inférieur à CHF 50.- ne sont pas prises en compte,
- les créances relatives aux locataires dont le bail est résilié au 31 décembre sont incluses,
- les créances qui, sur la base d'une analyse du secteur juridique ne justifient pas la constitution d'une provision sont exclues.

Les créances faisant l'objet d'un jugement de faillite ou d'un acte de défaut de biens sont comptabilisées en cours d'exercice, dans le groupe n° 334 « pertes sur débiteurs ».

- **121 « Actions et parts sociales » (patrimoine financier) - estimation de la valorisation au bilan**

Les titres cotés sont évalués au bilan à leur valeur de marché au 31 décembre 2015.

Les titres non cotés sont évalués à leur valeur d'acquisition.

- **123 « Immeubles »**

L'acquisition des immeubles et les travaux portés à l'actif du patrimoine financier sont comptabilisés au coût d'acquisition défini dans les propositions votées du conseil administratif. Les actions de la société immobilière « Alpes 12 » SA sont comptabilisées dans ce groupe et sont valorisées selon la même méthode.

La valeur intrinsèque, représentant la valeur de remplacement à savoir la valeur de reconstruction de l'immeuble dans son état actuel et comprenant les bâtiments et les terrains, sous réserve des chantiers en cours, se monte à CHF 1'833 million au 31 décembre 2015, alors que la valeur nette comptable de ces immobilisations figure à l'actif du bilan pour un montant total de CHF 1.049 milliard.

Le cas échéant et en ce qui concerne les travaux, les amortissements sont comptabilisés conformément aux délibérations du conseil municipal.

- **125 « Marchandises et approvisionnement »**

Les stocks de fluide sont évalués au bilan au prix du marché ou au coût moyen pondéré (CMP), respectivement au plus bas des deux.

Les autres stocks sont évalués au CMP ou au prix d'achat.

- **129 « Autres placements »**

En dérogation au principe de non compensation des actifs et des passifs, les soldes des actifs et des passifs de l'hôtel Métropole et du restaurant du Parc des Eaux-vives sont compensés dans le groupe n°129 « Autres placements ». Les résultats (bénéfice / perte) sont comptabilisés respectivement dans les comptes n°423200 « Bénéfices sur autres placements PF » et 334903 « C-CGE Pertes sur autres placements financiers à LT PF ». Les comptes annuels de ces deux établissements sont présentés dans le rapport de gestion du conseil administratif.

- **139 « Actifs transitoires »**

Le seuil de comptabilisation des actifs transitoires est de CHF 10'000.- par objet.

La production de la taxe professionnelle résulte de la comptabilisation des bordereaux de taxations établis au cours de l'exercice. Aucun actif transitoire (produit à recevoir) relatif aux éventuelles déclarations non encore taxées au 31 décembre 2015 n'est comptabilisé.

- **14 « investissements » (140 à 149)**

Les investissements et les travaux portés à l'actif du patrimoine administratif sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire en fonction des durées et taux d'amortissement ressortissant de l'article 34 RAC.

La mise en exploitation d'une immobilisation est appliquée, lorsque 95% des dépenses facturées par rapport à l'ensemble des dépenses engagées (dépenses facturées + engagements) sont atteints.

L'amortissement débute sur l'exercice qui suit la mise en exploitation de l'immobilisation et porte sur le cumul des dépenses effectuées ou le montant du crédit voté, respectivement le plus élevé des deux.

Lorsque l'immobilisation correspond à une catégorie d'investissement ne nécessitant pas une mise en exploitation (véhicule, mobilier, etc.), l'amortissement débute selon la date indiquée dans l'arrêté voté par le conseil municipal et porte sur le cumul des dépenses effectuées ou le montant du crédit voté, respectivement le plus élevé des deux.

Dès qu'un crédit d'investissement est bouclé, l'amortissement annuel d'une immobilisation est calculé sur le solde restant à amortir en fonction du nombre d'années restantes.

Les dépenses occasionnées par des crédits d'étude suivis de réalisation sont transférées sur le crédit de réalisation y relatif et amorties. Les crédits d'études non-suivis de réalisation sont amortis conformément à la durée indiquée dans l'arrêté voté.

- **15 « prêts et participations permanentes » (152 à 157 patrimoine administratif)**

Ces titres et participations apparaissent au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction d'amortissements éventuels.

- **24 « provisions » et 25 « passifs transitoires »**

a) seuil de comptabilisation

Les factures fournisseurs dont le montant est inférieur à CHF 10'000.- ne font pas l'objet d'une provision ou d'un transitoire à l'exception des cas suivants :

- les subventions et les écritures liées aux charges de personnel sont comptabilisées dès le premier franc,
- les travaux gérés par la direction du patrimoine bâti pour lesquels le seuil est appliqué par objet et par nature comptable,
- les travaux gérés par la gérance immobilière municipale pour lesquels le seuil est appliqué par nature comptable et centre de coût,
- Les provisions relatives aux dépenses d'investissement ne sont pas comptabilisées.

b) Provision pour risques

une provision pour risques est constituée lorsque les trois conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- il s'agit d'un engagement actuel, découlant d'un événement survenu dans le passé,
- la sortie de fonds nécessaire pour faire face à l'engagement est probable (la probabilité est supérieure à 50%),
- le montant de l'engagement peut être estimé de manière fiable.

chaque direction de département analyse l'intégralité des affaires en-cours (litiges ou contentieux avec un tiers) et évalue la probabilité d'occurrences du risque juridique et de son impact financier potentiel. Le cas échéant, une provision pour risque est comptabilisée par service.

c) Acquisitions de collections et livres en 2015

en francs

NO COMPTE	INTITULÉ	SOLDE	ATTRIBUTIONS À	PRÉLÈVEMENT	SOLDE
		01.01.2015	LA PROVISION	DÉPENSES	31.12.2015
240500 à 240501	Provision acquis. CJB	43'692.68	4'709.50	7'012.45	41'389.73
240510 à 240570	Provision acquis. M.A.H. et filiales	84'319.24	55'085.61	-	139'404.85
240601	Provision acquis. Muséum	18'154.91	57'798.39	-	75'953.30
240610 à 240611	Provision acquis. Bibliothèques municipales	266'888.78	-	87'294.04	179'594.74
240650	Provision acquis. Musée du S.I.S.	40'246.30	-	-	40'246.30
total		453'301.91	117'593.50	94'306.49	476'588.92

ces comptes enregistrent la part non dépensée ou l'excédent de dépense par rapport au budget de fonctionnement pour l'achat de collections et de livres.

ces reports de crédit dérogent au principe de spécialité temporelle. Avec l'accord du canton de Genève, l'approbation des comptes par le conseil municipal entérine cette manière de procéder.

d) Autres provisions

Les vacances non prises au 31 décembre 2015 ne font pas l'objet d'une provision. Seules les heures supplémentaires validées par les départements et le directeur général de l'Administration municipale font l'objet d'une provision ou d'un transitoire.

3. Emprunts et instruments de couverture

- La ville de Genève utilise des instruments financiers dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêt. Il s'agit de couvertures parfaites ; ces instruments ne sont donc pas valorisés au bilan et les intérêts y relatifs sont compensés avec les intérêts des sous-jacents.
- Le détail des emprunts et instruments financiers figure dans le tableau de la dette consolidée.
- un swap issu du swaption, dont l'option a été exercée en avril 2014, a été annulé le 16 mars 2015 avec effet au 6 novembre 2014. Le solde de la prime encaissée relative à la vente du contrat de swaption a été utilisé dans la renégociation d'un nouveau swap avec effet au 19 mars 2015 (échangeant un taux Libor 6 mois par un taux fixe de 2.055% sur un notionnel de CHF 100 millions arrivant à échéance le 19 mars 2032).
- une prime de sortie sur un swap au taux fixe de 2.81% sur 100 mio du 19/03/2007 au 19/03/2032 a été exercée en 2013 par la contrepartie. Cette prime d'un montant de CHF 20'727'438.89 a été répartie sur la durée restante de l'emprunt sur lequel le swap était adossé, soit du 19/03/2013 au 19/03/2032.
- Les intérêts courus sont comptabilisés mensuellement.
- Les intérêts négatifs sont portés en diminution de la charge d'intérêt.

4. Engagements hors bilan

4.1 contrats de leasing non portés au bilan

- L'échéance d'un contrat de leasing pour un système de mise sous pli est fixée en 2017. Le solde des mensualités à payer au 31.12.2015 est de CHF 28'282.80. Le contrat ne prévoit pas de valeur de reprise à l'échéance.
- L'échéance d'un contrat de leasing pour un système de machine à piquer dans le pli est fixée en 2019. Le solde des mensualités à payer au 31.12.2015 est de CHF 52'390.50. Le contrat ne prévoit pas de valeur de reprise à l'échéance.
- L'échéance d'un contrat de leasing, pour un relieur est fixée en 2020. Le solde des mensualités à payer au 31.12.2015 est de CHF 42'301.60. Le contrat ne prévoit pas de valeur de reprise à l'échéance.

4.2 garanties de loyer

des garanties de loyer ont été émises par le service social pour un montant de CHF 7'337.- en faveur de quatre régies.

4.3 Ligne de crédit et caution

- La ville de Genève dispose d'une ligne de crédit de CHF 100 millions accordée par la banque cantonale de Genève. Cette ligne a été réduite du montant de l'emprunt à terme fixe de CHF 50 millions accordé par la BCGE pour la période du 06.11.2015 au 31.03.2016.

Le solde de la ligne de crédit de CHF 50 millions a été utilisée au 31.12.2015 à concurrence de CHF 1'322.45.

- Le conseil administratif est autorisé à ouvrir une ligne de crédit de 5 millions en faveur de la Fondation de la ville de Genève pour le logement social, ainsi que de lui octroyer des cautions simples rémunérées annuellement à hauteur de 0.125% du montant garanti, celles-ci ne devant pas excéder un montant de CHF 100 millions. Cette ligne de crédit n'a pas été utilisée en 2015.

4.4 garantie des engagements de prévoyance

sur la base de la PR-998, le conseil municipal a, notamment, approuvé le 22 janvier 2013 la création d'une Fondation de droit public ayant pour but d'assurer la prévoyance professionnelle du personnel de la ville de Genève, des services industriels de Genève et des communes affiliées.

selon l'article 9 de cette proposition, le conseil municipal approuve que la ville de Genève garantisse les engagements de prévoyance de la caisse de prévoyance interne «proportionnellement aux engagements de prévoyance dus à ses assuré-e-s actifs/ves et pensionné-e-s et aux engagements qui la concernent, prévus à l'article 5, alinéa 3, lettres c et d des statuts de la CAP. cette garantie sera mentionnée en pied de bilan».

La part non couverte des engagements de prévoyance relative aux assuré-e-s et pensionné-e-s ville de Genève s'élève à CHF 337'074'363.48 au 01.01.2015.

5. valeur d'assurance incendie des immobilisations des patrimoines administratif et financier

La valeur d'assurance pour la couverture des incendies est de CHF 5.4 milliards, soit :

- CHF 4 milliards pour l'ensemble des bâtiments ;
- CHF 1.4 milliard pour les biens meubles y compris les collections.

La valeur nette comptable des immobilisations portées au bilan couvertes par cette police (voir les postes avec lettre a)) est de CHF 1.579 milliard.

en francs

GROUPE	LIBELLÉ	SOLDE AU 31.12.2015
123	Immeubles	967'670'884.96
129	Autres placements	51'589'703.16
143	terrains bâtis	537'324'127.71
146	meublier, machines, véhicules	23'231'983.12
149	Autres biens	1.00
	total	1'579'816'699.95

6. TVA

Les services de la ville de Genève sont considérés comme des entités autonomes au sens de l'article 12 al.1 de la LTVA.

Au 31.12.2015, on relève :

- douze services assujettis selon la méthode forfaitaire,
- une unité d'un service assujetti selon la méthode effective,
- un service en cours d'assujettissement selon la méthode forfaitaire.

7. Attribution au fonds municipal d'art contemporain

basées sur les délibérations du conseil municipal relatives aux crédits d'investissements alloués pour les travaux de construction, de rénovation et de restauration des édifices et des installations sportives propriété de la ville de Genève, ainsi que des ponts, les attributions au FMAC sont comptabilisées dans les immobilisations concernées figurant à l'actif du bilan d'une part et d'autre part, dans le compte 235460 « Fonds art contemporain ». Les prélèvements dans le fonds sont effectués directement dans ce compte.

8. Indications sur l'évaluation des risques

une analyse des risques a été effectuée dans le cadre de la mise en œuvre du SCI.

9. Fonds spéciaux

La fortune et les mouvements des fonds spéciaux font l'objet d'un tableau récapitulatif ci-après. L'engagement net de la ville de Genève envers les fonds est porté au bilan dans le groupe 233 « Fonds spéciaux ».

La gestion de la fortune des fonds spéciaux est soumise au règlement fixant les principes de gestion de la fortune des fonds spéciaux de la ville de Genève (LC21 821).

Les règles d'évaluation des titres mentionnées sous le point 2.2 s'appliquent également aux titres appartenant aux fonds spéciaux (groupe 233).

compte tenu du taux libor moyen à 6 mois négatif au 31.12.2015, aucun intérêt n'a été comptabilisé sur les fonds spéciaux.

L'acquisition et les travaux relatifs aux fonds spéciaux sont comptabilisés au coût de revient.

Le cas échéant, les amortissements sont comptabilisés conformément aux délibérations du conseil municipal.

10. Evènement post-clôture

Au 31.12.2015, les dépenses relatives aux études de restauration et d'agrandissement du musée d'art et d'histoire étaient portées à l'actif du bilan pour un montant total de CHF 6'989'105.25. suite au rejet du projet lors des votations du 28 février, elles sont devenues une non-valeur qui doit être amortie.

En dérogation aux principes d'amortissements des crédits d'étude mentionnés sous le point 2.2 « principes de comptabilisation et d'évaluation de certains postes du bilan » et afin de prendre en compte cet évènement postérieur à la clôture, un amortissement correspondant au montant ci-dessus a été comptabilisé au 31.12.2015.

2.1.5 CHARGES DE FONCTIONNEMENT COMPARÉS PAR GROUPE DE COMPTES

en francs	C 2015	C 2014	Écart	%
CHARGES	1'182'879'095	1'154'029'885	28'849'210	2.5
30 charges de personnel	471'517'270	459'543'582	11'973'687	2.6
300 Autorités et commissions	1'614'867	1'801'284	-186'417	-10.3
301 traitements du personnel	372'544'245	362'884'733	9'659'511	2.7
303 Assurances sociales	32'483'712	31'049'066	1'434'646	4.6
304 caisses de pensions et de prévoyance	46'482'817	45'156'792	1'326'025	2.9
305 Assurance maladie et accidents	7'957'025	7'794'300	162'725	2.1
306 prestations en nature	2'446'093	2'192'037	254'056	11.6
307 prestations aux pensionnés	2'524'811	2'344'698	180'113	7.7
308 personnel interimaire	1'890'022	2'493'108	-603'086	-24.2
309 autres charges du personnel	3'573'678	3'827'564	-253'886	-6.6
31 biens, services et marchandises	207'593'591	201'107'576	6'486'015	3.2
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	9'911'094	9'685'239	225'855	2.3
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	5'648'815	6'403'511	-754'697	-11.8
312 eau, énergie, combustible	22'758'928	21'874'331	884'597	4.0
313 achats de fournitures et autres marchandises	13'479'536	13'293'529	186'007	1.4
314 entretien des immeubles par des tiers	68'890'939	64'360'745	4'530'193	7.0
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	9'303'913	9'420'453	-116'540	-1.2
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	12'145'986	12'541'681	-395'695	-3.2
317 dédommagements	2'396'500	2'566'958	-170'458	-6.6
318 honoraires et prestations de service	61'224'297	59'193'031	2'031'266	3.4
319 frais divers	1'833'584	1'768'098	65'486	3.7
32 intérêts passifs	23'285'899	20'883'071	2'402'827	11.5
320 engagements courants	-1'041	27'170	-28'211	-103.8
321 dettes à court terme	-37'381	1'158'254	-1'195'634	-103.2
322 dettes à moyen et long terme	23'308'435	19'646'081	3'662'354	18.6
323 dettes envers des entités particulières	15'886	51'566	-35'681	-69.2
33 Amortissements	101'479'880	100'223'252	1'256'627	1.3
330 Amortissements ordinaires du PF	4'740'599	6'416'836	-1'676'238	-26.1
331 Amortissements ordinaires du PA	81'668'011	72'628'699	9'039'312	12.4
334 Pertes sur débiteurs	15'071'269	21'177'717	-6'106'447	-28.8
34 contributions à d'autres collectivités	33'091'033	34'526'955	-1'435'922	-4.2
341 contributions à communes - contrib. de péréquation	2'010'389	2'495'040	-484'651	-19.4
346 compensation financière aux communes françaises	31'080'644	32'031'915	-951'271	-3.0
35 dédommagements à des collectivités publiques	55'676'950	51'950'799	3'726'151	7.2
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	41'173'409	39'145'502	2'027'907	5.2
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	14'503'541	12'805'296	1'698'245	13.3
36 subventions accordées	245'786'464	248'059'560	-2'273'096	-0.9
360 subventions accordées - confédération	503'275	503'275	-	-
361 subventions accordées - cantons	11'093'564	11'024'636	68'927	0.6
362 subventions accordées - communes	36'974	63'821	-26'847	-42.1
363 subventions accordées - propres établissements	6'273'646	6'260'845	12'802	0.2
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	1'993'779	2'365'683	-371'904	-15.7
365 subventions accordées - institutions privées	203'691'847	206'010'318	-2'318'472	-1.1
366 subventions accordées - personnes physiques	16'750'631	16'206'838	543'794	3.4
367 subventions accordées - étranger	5'442'748	5'624'144	-181'396	-3.2

en francs	c 2015	c 2014	écart	%
37 subventions redistribuées	6'421'000	1'024'607	5'396'393	526.7
371 subventions redistribuées - cantons	-	-43	43	-100.0
372 subventions redistribuées - communes	3'000'000	-	3'000'000	-
375 subventions redistribuées - institutions privées	3'336'500	917'500	2'419'000	263.7
376 personnes physiques	84'500	107'150	-22'650	-21.1
38 Attribution aux financements spéciaux	277'951	-	277'951	-
386 Attribution aux financements spéciaux	277'951	-	277'951	-
39 imputations internes	37'749'057	36'710'482	1'038'575	2.8
390 intérêts répartis	21'168'853	20'297'554	871'299	4.3
391 mise à disposition de locaux	10'851'807	11'133'014	-281'207	-2.5
392 autres prestations internes	5'728'398	5'279'914	448'484	8.5
total	1'182'879'095	1'154'029'885	28'849'210	2.5

2.1

2.1.6 REVENUS DE FONCTIONNEMENT COMPARÉS PAR GROUPE DE COMPTES

en francs	C 2015	C 2014	Écart	%
REVENUS	1'222'395'151	1'168'975'373	53'419'778	4.6
40 impôts	897'009'410	865'591'448	31'417'962	3.6
400 impôts sur le revenu et la fortune	602'125'888	557'994'892	44'130'996	7.9
401 impôts sur le bénéfice et le capital	155'722'742	171'088'146	-15'365'404	-9.0
406 impôts sur les chiens	355'045	395'003	-39'958	-10.1
408 Fonds de péréquation (personnes morales)	18'795'529	18'055'105	740'424	4.1
409 taxe professionnelle communale	120'010'206	118'058'302	1'951'904	1.7
42 revenus des biens	178'515'348	161'780'964	16'734'384	10.3
420 Avoirs à vue	-3'534	23'375	-26'909	-115.1
421 créances	2'358'850	1'019'607	1'339'244	131.3
422 capitaux du patrimoine financier	1'542'597	1'391'499	151'098	10.9
423 immeubles du patrimoine financier	83'686'164	83'980'396	-294'232	-0.4
424 gains comptables sur les placements du PF	6'935'211	75	6'935'136	>1'000
425 prêts du patrimoine administratif	-	190'380	-190'380	-100.0
426 participations permanentes du PA	7'069'479	6'356'231	713'248	11.2
427 immeubles du patrimoine administratif	75'277'778	67'432'683	7'845'095	11.6
429 autres revenus	1'648'802	1'386'718	262'084	18.9
43 revenus divers	57'125'638	57'050'060	75'578	0.1
431 émoluments administratifs	2'171'250	1'965'909	205'341	10.4
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	27'644'205	30'389'860	-2'745'655	-9.0
435 ventes	3'054'690	3'116'155	-61'465	-2.0
436 dédommagements de tiers	10'621'479	10'066'546	554'934	5.5
437 amendes	2'257'238	1'977'059	280'179	14.2
438 prestations du personnel pour les investissements	7'069'971	6'189'953	880'017	14.2
439 autres contributions	4'306'805	3'344'578	962'227	28.8
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	1'905'453	1'746'620	158'833	9.1
441 parts à des recettes cantonales	1'905'453	1'746'620	158'833	9.1
45 dédommagements de collectivités publiques	30'696'700	30'675'145	21'555	0.1
450 confédération	244'518	250'322	-5'804	-2.3
451 cantons	17'789'712	17'774'492	15'220	0.1
452 communes	12'662'470	12'650'332	12'138	0.1
46 subventions acquises	12'933'559	13'817'560	-884'001	-6.4
460 subventions acquises - confédération	1'056'710	396'194	660'516	166.7
461 subventions acquises - cantons	10'600'982	8'903'153	1'697'829	19.1
469 autres subventions	1'275'866	4'518'213	-3'242'347	-71.8
47 subventions à redistribuer	6'421'000	1'024'607	5'396'393	526.7
471 subventions à redistribuer - cantons	84'500	177'207	-92'707	-52.3
472 subventions à redistribuer - communes	6'336'500	847'400	5'489'100	647.8
48 prélèvements sur les financements spéciaux	38'986	578'488	-539'501	-93.3
486 prélèvements sur les financements spéciaux	38'986	578'488	-539'501	-93.3
49 imputations internes	37'749'057	36'710'482	1'038'575	2.8
490 intérêts répartis	21'168'853	20'297'554	871'299	4.3
491 mise à disposition de locaux	10'851'807	11'133'014	-281'207	-2.5
492 autres prestations internes	5'728'398	5'279'914	448'484	8.5
total	1'222'395'151	1'168'975'373	53'419'778	4.6

2.1.7 DETTES CONSOLIDÉES DE LA VILLE DE GENÈVE AU 31.12.2015 (en francs)

NO	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	VALEUR AU 01.01.2015	ÉMISSION 2015	REMBOURS. 2015	VALEUR AU 31.12.2015	INTÉRÊTS 2015	TAUX CONTRACTUEL	COUVERT PAR	TAUX MOYEN
DETTES A COURT TERME / EMPRUNTS PRIVÉS 321010										
1	échéances à moins d'un mois		20'000'000	265'000'000*	285'000'000*	-	-41'445.17	divers		divers
2	6-août-14	6-févr-15	10'000'000	-	10'000'000	-	822.21	0.08%		0.08%
3	6-août-14	6-févr-15	15'000'000	-	15'000'000	-	1'541.64	0.10%		0.10%
4	6-août-14	6-févr-15	25'000'000	-	25'000'000	-	2'055.59	0.08%		0.08%
5	6-mai-14	6-mai-15	100'000'000	-	100'000'000	-	35'000.02	0.10%		0.10%
6	6-nov-14	6-mai-15	50'000'000	-	50'000'000	-	17'500.00	0.10%		0.10%
7	6-août-15	18-déc-15	-	60'000'000	60'000'000	-	-89'333.33	-0.40%		-0.40%
8	6-nov-15	31-mars-16	-	50'000'000	-	50'000'000	-19'097.23	-0.25%		-0.25%
9	6-nov-15	31-mars-16	-	10'000'000	-	10'000'000	-7'638.89	-0.50%		-0.50%
10	18-déc-15	30-juin-16	-	60'000'000	-	60'000'000	-10'833.33	-0.50%		-0.50%
TOTAL			220'000'000	445'000'000	545'000'000	120'000'000	-111'428.49			
DETTES A LONG TERME / EMPRUNTS PRIVÉS 322160										
L=libor 6m										
1	26-sept-05	26-sept-25	50'000'000	-	-	50'000'000	-211'802.21	L + 0.10%		-0.42%
2	10-août-06	10-août-26	100'000'000	-	-	100'000'000	-611'307.52	L + 0.0375%		-0.61%
3	19-mars-07	19-mars-32	200'000'000	-	-	200'000'000	2'209'386.73	L + 0.025%	a)	1.10%
4	5-nov-07	6-nov-34	220'000'000	-	-	220'000'000	5'226'305.58	L + 0.01%	b)	2.38%
5	29-sept-06	29-sept-36	100'000'000	-	-	100'000'000	2'900'416.65	L + 0.03%	c)	2.90%
6	13-avr-07	13-avr-37	120'000'000	-	-	120'000'000	2'747'725.00	L + 0.0195%	d)	2.29%
TOTAL			790'000'000	-	-	790'000'000	12'260'724.23			
DETTES A LONG TERME / EMPRUNTS PUBLICS 322110										
1	17-avr-13	17-avr-23	150'000'000	-	-	150'000'000	1'687'500.00	1.125%		1.13%
2	12-déc-13	12-déc-24	150'000'000	-	-	150'000'000	2'437'500.00	1.625%		1.63%
3	12-févr-15	12-févr-25	-	100'000'000	-	100'000'000	110'416.70	0.125%		0.10%
4	19-nov-12	19-nov-29	200'000'000	-	-	200'000'000	2'750'000.00	1.375%		1.38%
TOTAL			500'000'000	100'000'000	-	600'000'000	6'985'416.70			
TOTAL DES DETTES A COURT TERME			220'000'000	445'000'000	545'000'000	120'000'000	-111'428.49			
TOTAL DES DETTES A LONG TERME			1'290'000'000	100'000'000	-	1'390'000'000	19'246'140.93			
TOTAL			1'510'000'000	545'000'000	545'000'000	1'510'000'000	19'134'712.44			

RECAPITULATION DES INTERETS ET DES FRAIS RELATIFS A L'ENSEMBLE DES DETTES		
Intérêts des dettes	19'134'712.44	
Provisions sur intérêts négatifs ¹⁾	4'062'294.13	
Intérêts des dettes consolidées de la ville de Genève	23'197'006.57	
Intérêts aux créanciers (320010 centre financier 100153)	16'305.00	
Agio emprunts publics (429080 centre financier 100153)	-375'846.20	
charges relatives aux emprunts (318020 / 030 / 630 CF 100100/100154)	573'330.05	23'410'795.42

¹⁾ du fait de litiges pendants sur la rémunération des intérêts négatifs par les contreparties, une provision a été constituée.

Le taux moyen pondéré de la dette en 2015 est de 1.57%.

information sur les produits de couverture :

Les contrats de swap souscrits par la ville de Genève échangent un taux Libor 6 mois par un taux fixe, ces swaps couvrent les mêmes notionnels et les mêmes échéances que les emprunts auxquels ils sont adossés.

- a) swap 2.055% sur 100 mios du 19/03/2015 au 19/03/2032
- b) swap 2.45% sur 100 mios du 05/05/2010 au 06/11/2034
swap 2.295% sur 120 mios du 05/11/2010 au 06/11/2034
- c) swap 2.87% sur 100 mios du 29/09/2006 au 29/09/2036
- d) swap 2.27% sur 120 mios du 13/04/2009 au 13/04/2037

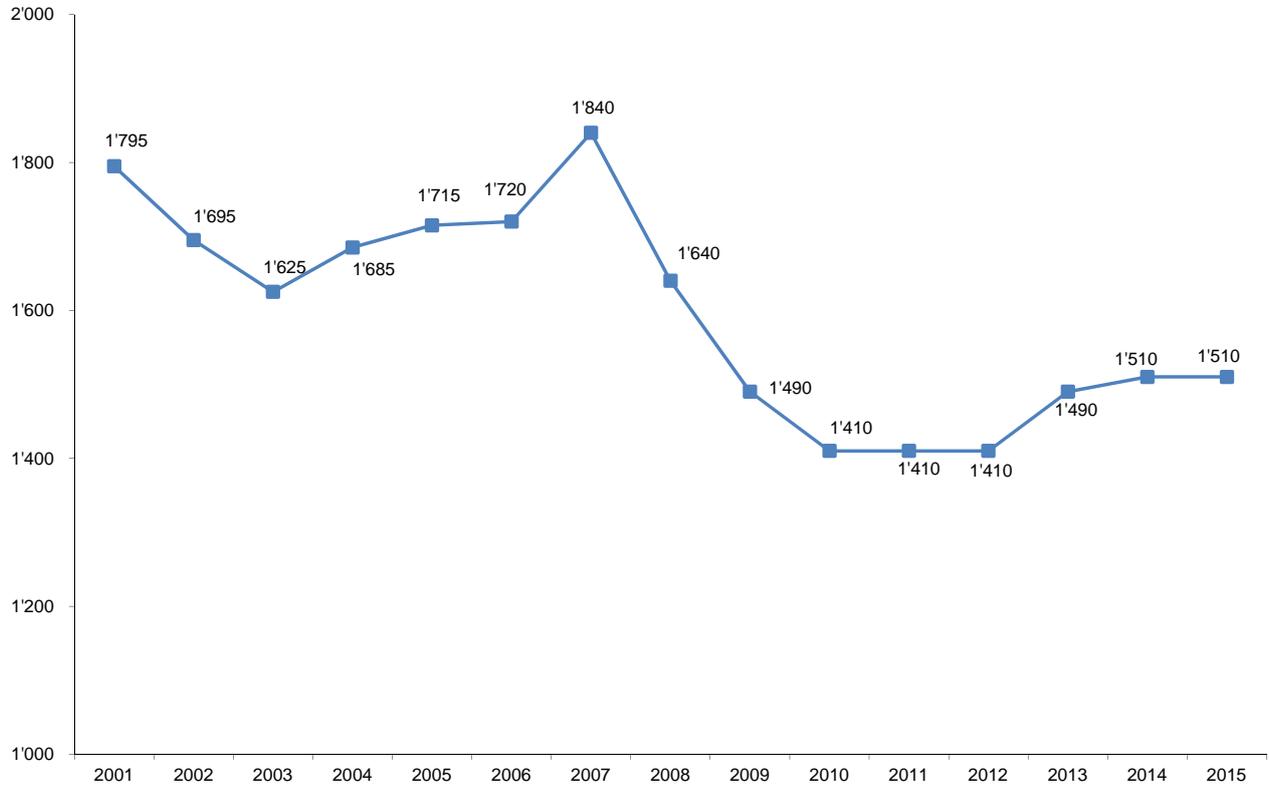
Émissions et remboursements d'emprunts et de prêts à long terme en 2015

conformément à l'arrêté du conseil d'Etat approuvant la délibération du conseil municipal de la ville de Genève du 15 décembre 2014, le conseil administratif a été autorisé à

- renouveler en 2015 les divers emprunts qui viendront à échéance et à procéder à tout remboursement anticipé si les conditions d'émission lui sont favorables ;
- faire usage des nouveaux instruments financiers.

un emprunt obligataire de 100 mios de francs a été réalisé en janvier 2015. L'abandon du taux plancher par la banque nationale suisse et l'adoption d'intérêts négatifs a provoqué des conditions d'emprunts à long terme très favorables. Le taux facial de cette émission obligataire d'une durée de 10 ans est de 0.125%. cet emprunt est venu se substituer à des emprunts réalisés sur des échéances plus courtes.

FIGURE 1: ÉVOLUTION DE LA DETTE, EN MILLIONS DE FRANCS



2.1.8 FONDS SPÉCIAUX

Fonds	MOUVEMENTS EN 2015 DES ENGAGEMENTS NETS DE LA VILLE ENVERS LES FONDS							DETAILS DES ENGAGEMENTS NETS AU 31.12.2015							
	Engagements nets 01.01.2015	Revenus	Charges	Intérêts Ville de Genève	Résultat net /. Appris	Achat / Vente	Engagements nets 31.12.2015	Engagements bruts 31.12.2015	Immuebles, terrains	Placement groupe (1)	Plac. groupé Diff. éval. incluse (2)	Titres (2)	Titres Diff. éval. incluse (2)	Engagements nets 31.12.2015	
1 IAMEL	8434.79	1188.09	96.72	0.00	1091.37	1000.00	20421.17	68383.68	0.00	43472.51	327.01	0.00	0.00	20421.17	
2 BAUDIN	66742.73	8410.52	60515.03	0.00	-62104.51	0.00	-119895.04	448268.66	0.00	260885.19	1962.04	63188.00	-58620.27	144628.66	
3 BERTHOUD	25951.02	12203.41	993.46	0.00	11209.95	0.00	-122179.35	158940.32	0.00	446526.35	3368.83	0.00	0.00	158940.32	
4 BOUCHET	127783.10	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	127783.10	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	127783.10	
5 BGE Dons/Legs	18130.20	13564.27	290.16	0.00	13274.11	0.00	-35685.07	67083.38	0.00	130417.56	981.02	0.00	0.00	67083.38	
6 BRUNSWICK	124779.11	32789.01	2689.30	0.00	30119.71	0.00	-328280.29	482578.11	0.00	1199759.37	9024.76	0.00	0.00	482578.11	
7 CELEBONOVIC	32468.79	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	32468.79	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	32468.79	
8 CHEVALER	8599.58	4065.68	330.98	0.00	3734.70	-1831.33	-40705.12	54870.73	0.00	148764.21	1119.03	0.00	0.00	54870.73	
9 DE CANDOLLE	13048.15	3966.37	322.90	0.00	3643.47	2551.78	-39710.89	53850.73	0.00	145130.57	7091.69	0.00	0.00	53850.73	
10 DE FRANCIA	0.00	0.00	0.00	0.00	-633042.28	0.00	633042.28	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	633042.28	
11 DIDAY	-24131.48	272293.47	137867.69	0.00	134425.78	14843.04	0.00	95451.26	819195.55	723744.29	0.00	0.00	0.00	95451.26	
12 DIODATI PLANTAMOUR	7356.94	2181.15	177.56	0.00	2003.59	1403.26	-21837.48	29794.75	0.00	79808.99	600.33	0.00	0.00	29794.75	
13 DISDIER	42587.17	950.48	77.38	0.00	873.10	1000.00	-9516.02	51946.29	86724.32	34778.03	261.61	0.00	0.00	51946.29	
14 Ecoles Dons/Legs	2600.90	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	2600.90	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	2600.90	
15 Bienfaisance HOSPICE GEN.	7764860.53	166614.01	13563.78	0.00	153050.23	69500.00	6086455.34	1751775.42	7848230.76	6096465.34	46868.39	0.00	0.00	1751775.42	
16 GALLAND Collart.	166763.89	70140.00	5623.39	0.00	64516.61	37796.61	-26720.00	166763.89	1576243.69	0.00	0.00	1409480.00	26720.00	166763.89	
17 GALLAND Dev. art musical	21272.34	6598.38	537.16	0.00	6061.22	4245.10	-66062.30	89150.76	330587.34	241436.58	1816.12	0.00	0.00	89150.76	
18 GALLAND Encour. industrie	2224.35	2059.27	167.64	0.00	1891.63	-907.86	-20617.09	25640.93	100989.89	75948.96	566.79	0.00	0.00	25640.93	
19 GALLAND Log. ouvriers	11834195.33	2784391.83	206754.51	0.00	717137.32	0.00	-1225883.86	13777216.31	28732789.75	10607221.81	4347252.63	1099.00	39.00	13777216.31	
20 GEYDET	5333.80	950.48	77.38	0.00	873.10	611.49	-9516.02	15111.43	49889.46	34778.03	261.61	0.00	0.00	15111.43	
21 GUINAND	5299.84	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	5299.84	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	5299.84	
22 JEANNERET-GROSJEAN	16790.33	0.00	23177.50	0.00	-23177.50	0.00	-21739.24	15952.07	38373.07	0.00	0.00	368421.00	-21739.24	15952.07	
23 JOHNSON	10396.69	712.85	58.03	0.00	654.82	0.00	-7137.02	18188.53	44272.03	26083.50	196.20	0.00	0.00	18188.53	
24 LA FLAMME	-6508.30	76402.79	6034.22	0.00	70368.57	187101.15	-742109.97	618669.09	3331043.44	2711274.35	20401.36	0.00	0.00	618669.09	
25 LE COMTE	33956.79	23982.00	1922.73	0.00	22059.27	18121.70	9136.00	28397.36	510321.36	0.00	0.00	481924.00	9136.00	28397.36	
26 LISSIGNOL	4121.77	682.29	55.54	0.00	626.75	-332.15	-6830.99	11917.66	36882.80	24965.14	187.79	0.00	0.00	11917.66	
27 MAGET	-2244242.20	292134.38	158459.08	0.00	133675.30	0.00	0.00	-2110566.90	1220879.25	3331446.15	0.00	0.00	0.00	-2110566.90	
28 MENDELSSOHN	6208.18	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	6208.18	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	6208.18	
29 MILLIET	7632.35	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	7632.35	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	7632.35	
30 MOROY	2519.62	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	2519.62	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	2519.62	
31 MULLER	3941.00	712.85	58.03	0.00	654.82	458.62	-7137.02	11274.22	37357.72	26083.50	196.20	0.00	0.00	11274.22	
32 NEUMAN Prix Beaux-Arts et Mus	3360.87	907.74	73.90	0.00	833.84	2000.00	-9088.20	11282.91	44497.34	33214.43	249.84	0.00	0.00	11282.91	
33 PANARETOU	6392.07	1188.09	96.72	0.00	1091.37	0.00	-11885.01	19378.45	62850.96	43472.51	327.01	0.00	0.00	19378.45	
34 PLANTAMOUR Bienfaisance	1945.12	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1945.12	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1945.12	
35 PLANTAMOUR Parc Mon Repos	21491.42	6714.10	546.58	0.00	6167.52	4319.85	-67220.94	90560.03	336231.03	245671.00	1847.97	0.00	0.00	90560.03	
36 RAPIN	7058.79	20487.33	478.04	0.00	20009.29	4000.00	-30357.54	53425.62	253959.65	166754.03	1294.35	33780.00	15270.00	53425.62	
37 REHFOUS	8546.28	3801.89	305.51	0.00	3492.38	2445.96	-38064.11	47655.81	186767.92	139112.11	1046.42	0.00	0.00	47655.81	
38 REIFFERSCHIED	12324.91	1863.33	135.41	0.00	1527.92	1070.11	-16653.04	29435.76	90297.29	60861.53	467.81	0.00	0.00	29435.76	
39 REVILLIOD	2736094.00	698638.60	276636.27	0.00	420002.33	0.00	0.00	3186096.33	9390320.07	6234223.74	0.00	0.00	0.00	3186096.33	
40 ROBERT Alfred	56460.79	9212.68	11634.37	0.00	-2421.69	0.00	-101182.89	155221.99	593801.22	330391.23	2485.25	108188.00	-10780.66	155221.99	
41 ROTH Léonie	26061.80	8869.50	661.94	0.00	8207.56	0.00	3734.70	30534.66	204534.66	0.00	0.00	174000.00	3734.70	30534.66	
42 SCHAUB & GEORG	6786.20	950.48	77.38	0.00	873.10	611.49	-9516.02	16865.83	51343.86	34778.03	261.61	0.00	0.00	16865.83	
43 SCHEUERMAN *	250382.66	36970.78	2169.92	0.00	34800.86	0.00	-227955.60	513139.12	1447512.68	869450.56	6540.13	64923.00	9946.00	513139.12	
44 SCHMIDHEINY	4732.65	845.40	68.82	0.00	776.58	0.00	-8464.04	13973.27	44306.66	30933.39	232.69	0.00	0.00	13973.27	
45 SCHNEIDER	21143.25	4557.33	371.01	0.00	4186.32	0.00	-45627.54	70957.11	237711.14	166754.03	1254.35	0.00	0.00	70957.11	
46 SOLANA SANZ	6154.56	0.00	0.00	0.00	116889.71	-110735.15	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
47 SOTET	23498.66	0.00	0.00	0.00	0.00	999665.21	-976166.55	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
48 TERRETAZ	13570.94	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	13570.94	18570.94	0.00	0.00	0.00	0.00	13570.94	
49 VARENNE	4405861.11	0.00	0.00	0.00	0.00	807694.22	0.00	3598166.89	3598166.89	0.00	0.00	0.00	0.00	3598166.89	
50 VITERBO	11796.32	1900.94	154.75	0.00	1746.19	0.00	-19032.04	32574.55	102130.59	69556.04	523.21	0.00	0.00	32574.55	
51 ZELL	2465991.75	577742.82	73247.15	0.00	504495.67	0.00	-4758012.00	7728499.42	26317509.95	1200000.00	17389010.53	130802.58	0.00	7728499.42	
Total	28176327.26	51489944.59	2847481.94	0.00	2302452.85	1641215.88	-3140757.61	31978321.84	92433971.06	22096635.99	35654030.23	268194.65	2704983.00	-26295.47	31978321.84

* dont Fr: 100'000 bloqués pour garanties de loyer (Service social)

(1) Fluctuations de cours du Placement groupé incluses dans résultat net

(2) Fluctuations de cours des titres incluses dans résultat net

2.2 INFORMATIONS FINANCIÈRES

2.2.1 LISTE DES DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

dépassements de charges sur crédits budgétaires de fonctionnement

dépassements couverts par des crédits supplémentaires votés par le conseil municipal.

DATE	DPT	PR/PA	PP	GROUPE	MONTANT VOTÉ	
28.04	1	PR-1019	21	365	3'000'000	soutien financier à la création de places d'apprentissage
06.10	4	PRD-107	14	30X-31X	3'250'000	création 25 postes de sapeurs-euses-pompiers-ères professionnels
					6'250'000	

total brut des dépassements

CHF 58'349'094

crédits supplémentaires votés par le conseil municipal

CHF 6'250'000

total net des dépassements

CHF 52'099'094

ces dépassements de charges sont plus que compensés par une économie de CHF 54'083'593.11 et une augmentation des revenus de CHF 43'767'862.03

2.2.2 PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS

Le conseil administratif vous présente deux projets de délibérations.

Le premier se rapporte aux dépassements de crédits budgétaires de fonctionnement.

Le deuxième a trait à l'approbation des comptes annuels de la ville de Genève et de son bilan établis au 31 décembre 2015.

DÉLIBÉRATION I

Le conseil municipal

vu l'article 30, lettre d), de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les dépassements de charges sur les crédits budgétaires du présent rapport;

sur proposition du conseil administratif,

décide :

Article unique. - Il est ouvert au conseil administratif un crédit de CHF 52'099'094 pour couvrir les dépassements de charges sur les crédits budgétaires de fonctionnement.

DÉLIBÉRATION II

vu l'article 30, lettres d), e) et f), et 75, al. 2, de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
vu la liste des crédits supplémentaires mentionnés ci-dessus;
sur proposition du conseil administratif,

2.2

décide :

Article premier - compte de fonctionnement

Le compte de fonctionnement de la ville de Genève pour 2015 est approuvé pour les montants suivants :

charges	CHF	1'182'879'094.65
sous déduction des imputations internes de	CHF	37'749'057.34
soit un total des charges nettes de	CHF	1'145'130'037.31
revenus	CHF	1'222'395'151.04
sous déduction des imputations internes de	CHF	37'749'057.34
soit un total des revenus nets de	CHF	1'184'646'093.70
excédent de revenus	CHF	39'516'056.39

il est à mentionner que ces comptes comportent une dérogation au principe de spécialité temporelle pour les charges de fonctionnement relatives à l'acquisition de collections et de livres.

Article 2 - compte d'investissements

Le compte d'investissements 2015 est approuvé pour les montants suivants :

a) Patrimoine administratif

Dépenses	CHF	113'389'683.67
recettes	CHF	7'703'942.93
investissements nets	CHF	105'685'740.74

b) Patrimoine financier

Dépenses	CHF	26'819'838.04
recettes	CHF	271'742.00
investissements nets	CHF	26'548'096.04

c) total

Dépenses	CHF	140'209'521.71
recettes	CHF	7'975'684.93
investissements nets	CHF	132'233'836.78

Article 3 -Financement des investissements

Le financement des investissements est approuvé pour les montants suivants :

a) Patrimoine administratif

Investissements nets	CHF	105'685'740.74
Amortissements	CHF	81'668'011.43
Excédent de revenus de fonctionnement	CHF	39'516'056.39
Autofinancement	CHF	121'184'067.82
Excédent de financement	CHF	15'498'327.08

b) Patrimoine financier

Investissements nets	CHF	26'548'096.04
Amortissements (autofinancement)	CHF	4'740'598.67
Insuffisance de financement	CHF	21'807'497.37

c) Total

Investissements nets	CHF	132'233'836.78
Amortissements	CHF	86'408'610.10
Excédent de revenus de fonctionnement	CHF	39'516'056.39
Autofinancement	CHF	125'924'666.49
Insuffisance de financement	CHF	6'309'170.29

Article 4 -variation de la fortune

L'augmentation de la fortune, soit CHF 39'516'056.39 est approuvée; elle correspond à l'excédent de revenus du compte de fonctionnement.

Article 5 - bilan

Le bilan au 31 décembre 2015 est approuvé, totalisant tant à l'actif qu'au passif CHF 2'712'343'976.17 dans la composition suivante:

Actifs

		2015	2014
patrimoine financier (natures 10 à 13) (Après déduction de CHF 137'795'456.55, provisions pour pertes sur débiteurs, nature 24)	CHF	1'489'462'513.75	1'519'471'273.41
patrimoine administratif (natures 14 à 17) (Après déduction de CHF 120'000.00, provision perte sur prêt, nature 24)	CHF	1'222'881'462.42	1'198'863'733.11
total de l'actif	CHF	2'712'343'976.17	2'718'335'006.52

passifs

		2015	2014
engagements courants et passifs transitoires (natures 20 et 25)	CHF	88'002'168.12	132'474'466.82
dettes à court, moyen et long termes (natures 21 et 22)	CHF	1'510'000'000.00	1'510'000'000.00
engagements envers des entités particulières (nature 23)	CHF	81'131'767.19	75'355'506.48
provisions (nature 24)	CHF	6'759'684.82	5'137'636.59
engagements envers les financements spéciaux et les préfinancements (nature 28)	CHF	20'787'575.81	29'220'672.79
fortune nette (nature 29)	CHF	1'005'662'780.23	966'146'723.84
total du passif	CHF	2'712'343'976.17	2'718'335'006.52

Les engagements en faveur de tiers hors bilan s'élèvent au 31.12.2015 à CHF 337'204'675.40

2.2.3 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS

en francs

GROUPES SPÉCIFIQUES	DÉPENSES BRUTES	RECETTES DIVERSES	SUBVENTIONS	DÉPENSES NETTES (PF+PA)	%
1 Logements	14'581'430.08		271'741.00	14'309'689.08	10.8%
2 Industrie, artisanat, commerce	2'399'552.09	1'537.45		2'398'014.64	1.8%
3 écoles publiques	23'304'586.97			23'304'586.97	17.6%
4 culture et loisirs	41'522'712.07		1'900'810.08	39'621'901.99	29.9%
5 sports	3'690'511.71			3'690'511.71	2.8%
6 social	15'091'481.19		192'270.30	14'899'210.89	11.3%
7 sécurité publique	701'586.18	2'578.60		699'007.58	0.5%
8 hygiène et salubrité publique	9'471'203.78	1'314'383.90	514'288.40	7'642'531.48	5.8%
9 Aménagement du domaine privé vg	3'758'659.69		8'400.00	3'750'259.69	2.8%
10 Aménagement du domaine public	14'159'071.23	3'658'868.20	760.00	10'499'443.03	7.9%
11 Administration générale	7'295'310.60		6'000.00	7'289'310.60	5.5%
12 Planification de l'aménagement local	396'194.27			396'194.27	0.3%
13 Acquisitions de terrains	3'837'218.85			3'837'218.85	2.9%
total pages bleues	140'209'518.71	4'977'368.15	2'894'269.78	132'337'880.78	100.0%
1) hors pages bleues		104'045.00		-104'045.00	
2) hors pages bleues	2.00			2.00	
3) hors pages bleues	1.00	1.00		-	
4) hors pages bleues		1.00		-1.00	
total hors pages bleues	3.00	104'047.00	-	-104'044.00	
total présentation générale	140'209'521.71	5'081'415.15	2'894'269.78	132'233'836.78	

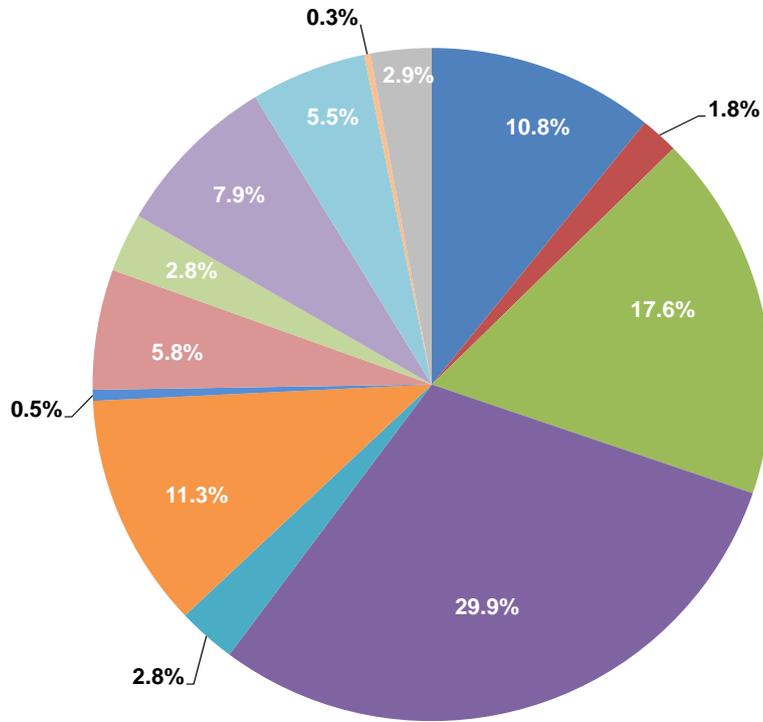
dépenses PA nettes 105'685'740.74

dépenses PF nettes 26'548'096.04

1) remboursement partiel du prêt consenti à la fondation des parkings concernant le parking du prieuré	-104'045.00
2) correction sur immobilisation	2.00
3) reclassement immobilisation	-1.00
3) reclassement immobilisation	1.00
4) cession d'immobilisation	-1.00
	-104'044.00

Le détail des investissements se trouve dans la brochure « comptes 2015 par service ».

FIGURE 2 : INVESTISSEMENTS 2015 PAR GROUPE SPÉCIFIQUE



- 1 Logement
- 2 industrie, artisanat, commerce
- 3 écoles publiques
- 4 culture et loisirs
- 5 sports
- 6 social
- 7 sécurité publique
- 8 hygiène et salubrité publique
- 9 Aménagement du domaine privé vg
- 10 Aménagement du domaine public
- 11 Administration générale
- 12 Planification de l'aménagement local
- 13 Acquisitions de terrains

2.2.4 INVESTISSEMENTS

comptes des investissements (en millions de francs)

En 2015, les investissements nets se sont élevés à 132.2 mios, supérieurs de 1.7% à l'estimation portée au budget.

Le tableau comparatif ci-après montre l'évolution des investissements opérés depuis 2006 et leur taux de réalisation.

	COMPTES	BUDGET	TAUX DE RÉALISATION %
2006	91.5	110.0	83.2%
2007	73.9	100.0	73.9%
2008	66.1	95.0	69.7%
2009	103.8	95.0	109.3%
2010	104.1	95.0	111.2%
2011	128.9	95.0	135.7%
2012	152.7	100.0	152.7%
2013	102.6	110.0	92.3%
2014	123.4	130.0	94.9%
2015	132.2	130.0	101.8%
2006-2015	1'079.2	1060.0	101.8%

En 2015, les investissements ont été supérieurs au montant budgété. Les principales dépenses d'investissements 2015 ont porté sur les travaux au carré vert, le périmètre de chandieu, la rénovation de l'Alhambra, l'acquisition de l'ancien manège et la rénovation des écoles des croupettes et des crêts-de-champel.

Le total des investissements atteint, pour ces dix dernières années, 1'079.2 mios, soit une moyenne annuelle de 107.9 mios et un taux de réalisation de 101.8%.

crédits extraordinaires votés en 2015

durant l'année 2015, le conseil municipal, sur proposition du conseil administratif, a voté 128.1 mios nets de nouveaux crédits extraordinaires¹. 2015 connaît un montant total voté en adéquation avec le montant total annuel d'investissement défini par le conseil municipal.

ces crédits concernent :

Le patrimoine administratif 125.0 mios
Le patrimoine financier 3.1 mios

Au cours de ces dix dernières années, l'évolution des crédits extraordinaires votés a été la suivante:

	CRÉDITS VOTÉS
2006	51
2007	76
2008	178
2009	101
2010	207
2011	220
2012	116
2013	204
2014	245
2015	128
2006-2015	1'526

La moyenne des crédits votés ces dix dernières années atteint 153 mios. Il convient d'avoir à l'esprit qu'à long terme, les investissements votés devraient être équivalents à l'enveloppe annuellement allouée.

¹Neutralisation faite du crédit de rénovation du MAH, refusé en référendum populaire le 28 février 2016.

engagements futurs et fonctionnement des investissements

Après avoir analysé les dépenses d'investissements comptabilisées en 2015 et leur mode de financement ainsi que les nouveaux crédits votés, les commentaires suivants se rapportent plus spécifiquement aux engagements financiers futurs de la ville de Genève.

Au cours de l'année 2015, le conseil municipal a voté pour 128.1 mios nets de nouveaux crédits d'investissements. Dans le même temps, les dépenses d'investissements ont été légèrement supérieures aux montants déterminés lors du vote du budget 2015.

corollaire, le total des engagements qui s'élevait, au 31 décembre 2014, à un niveau de 720 mios, s'inscrit en stabilité, pour atteindre, au 31 décembre 2015, 707 mios.

une rétrospective sur les dix dernières années permet d'observer l'évolution de ces engagements au 31 décembre de chaque année :

	ENGAGEMENTS	VARIATIONS (N / N-1)
2006	290	- 44
2007	317	+ 27
2008	440	+ 123
2009	423	- 19
2010	482	+ 59
2011	566	+ 84
2012	513	- 53
2013	598	+ 85
2014	720	+ 122
2015	707	- 13

Au 31 décembre 2015, la situation se résume de la manière suivante:

	MONTANT EN MIOS	INCIDENCE BUDGÉTAIRE ANNUELLE (ANNUITÉS)
crédits votés en 2015	128	12
crédits à l'examen des commissions	100	6
total	228	18

Financement des investissements en 2015

La structure du financement des investissements en 2015 s'est présentée comme suit :

(en millions de francs)	COMPTES	BUDGET
Amortissements	86,4	84,5
Excédent de revenus/charges	39,5	0,0
Autofinancement	125,9	84,5
Investissement nets	132,2	130,0
Excédent / Insuffisance de financement	- 6,3	- 45,5
Taux d'autofinancement	95,2%	65,0%

Le taux d'autofinancement est à nouveau inférieur à 100 %, ce qui signifie que l'année 2015 se boucle sur une insuffisance de financement.

Taux d'autofinancement réalisés entre 2006 et 2015

	AUTOFINANCEMENT
2006	157%
2007	237%
2008	333%
2009	222%
2010	137%
2011	89%
2012	50%
2013	41%
2014	76%
2015	95%

Variation de la fortune de la ville de Genève

L'excédent de revenus des comptes de l'exercice 2015 de 39.5 mios est porté en augmentation de la fortune nette de la ville de Genève qui s'élève, au 31 décembre 2015, à 1'005'662'780.23 francs.

FIGURE 3 : ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET DU FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS

■ investissements
■ financement

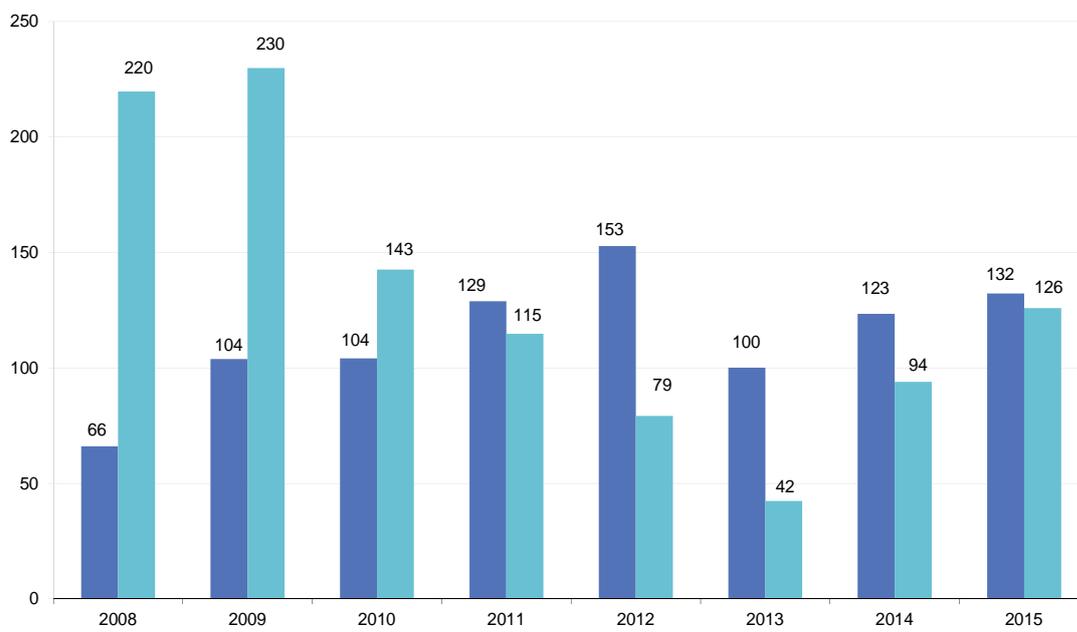
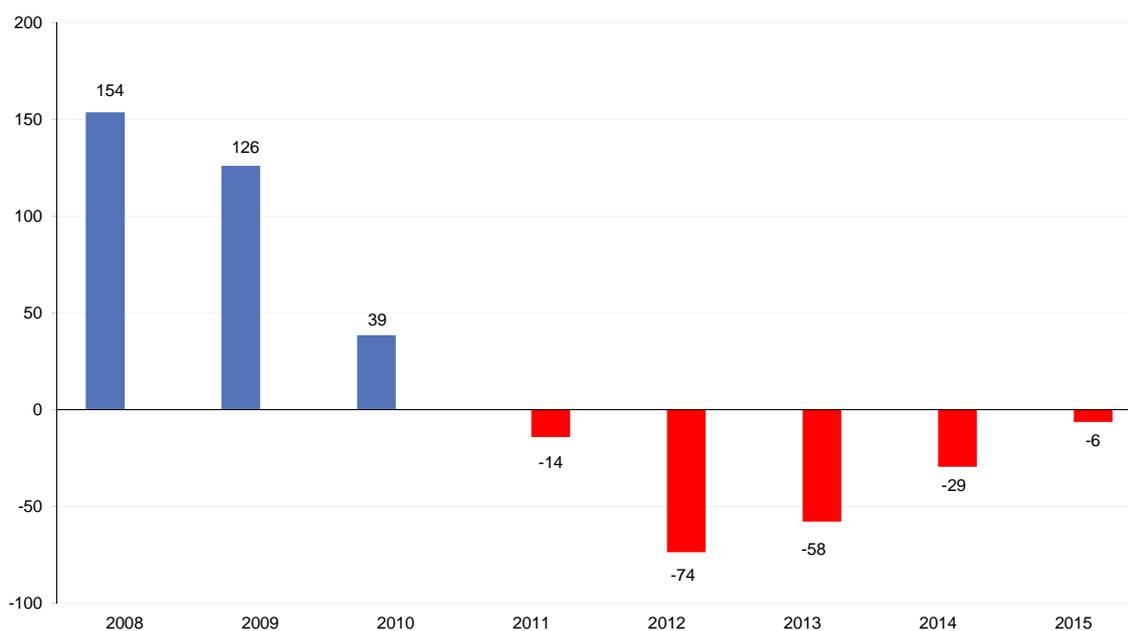


FIGURE 4 : EXCÉDENT / INSUFFISANCE DE FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS

■ excédent
■ insuffisance



2.2.5 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES AMORTISSEMENTS

en francs

Amortissements fonctionnement		Amortissements pages bleues	
AMORTISSEMENTS SELON IMMOBILISATION	GROUPES SPÉCIFIQUES	A CHARGE DES FONDS SPÉCIAUX	AMORTISSEMENTS PAGES BLEUES
2'670'039.70	1 Logements	46'614.38	2'716'654.08
3'871'574.04	2 Industrie, artisanat, commerce		3'871'574.04
12'838'584.25	3 écoles publiques		12'838'584.25
21'583'769.77	4 culture et loisirs		21'583'769.77
5'905'534.06	5 sports		5'905'534.06
3'466'307.96	6 social		3'466'307.96
2'990'447.08	7 sécurité publique		2'990'447.08
3'989'453.86	8 hygiène et salubrité publique		3'989'453.86
4'149'770.09	9 Aménagement du domaine privé ve		4'149'770.09
17'669'017.07	10 Aménagement du domaine public		17'669'017.07
6'955'587.10	11 Administration générale		6'955'587.10
123'000.00	12 Planification de l'aménagement local		123'000.00
161'239.40	13 Acquisitions de terrains		161'239.40
34'285.72	14 opérations financières		34'285.72
86'408'610.10		46'614.38	86'455'224.48
81'668'011.43	PA		81'668'011.43
4'740'598.67	PF	46'614.38	4'787'213.05

Le détail des amortissements se trouve dans la brochure « comptes 2015 par service ».

2.3 ANALYSE PAR CHAPITRE

2.3.1 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE

Au vu du niveau des charges de fonctionnement et leur écart au budget, les comptes révèlent une excellente maîtrise des charges. Le dépassement marginal de 3.3 mios (+0.3%) est imputable en totalité à des charges non monétaires (amortissements et écritures compensées par des revenus équivalents). En comparaison avec les comptes 2014, les charges nettes 2015 s'inscrivent en augmentation de 2.5%.

s'agissant des revenus, ils sont constitués à 76.4% de revenus fiscaux. En 2015, le produit des impôts se révèle quelque peu supérieur aux montants budgétés (+16.2 mios). Si l'on tient compte des correctifs liés aux années antérieures d'un montant de 33.9 mios de francs, on constate que la production cumulée des impôts sur les personnes physiques et les personnes morales est inférieure aux estimations portées au budget de fonctionnement de 17.7 mios de francs. Dans le même temps, la taxe professionnelle atteint 120.0 mios de francs, conformément au budget voté. Une analyse détaillée des rentrées fiscales est proposée sous une section spécifique, intitulée évolution de la fiscalité. Les autres revenus dépassant le budget à hauteur de 26.6 mios de francs, les revenus nets 2015 se sont avérés bien supérieurs au budget (+42.9 mios de francs, soit +3.8%).

Enfin, le niveau des investissements nets réalisés en 2015 s'élève à 132.2 mios, supérieur de 2.3 mios par rapport au montant inscrit dans le budget. Ces éléments sont repris en détail sous le point 5. Les investissements sont quasiment autofinancés. Les comptes 2015 révèlent une insuffisance de financement de 6.3 mios bien que les prévisions anticipaient un déficit de financement à hauteur de 45.5 mios.

tableau résumé du compte de fonctionnement 2015 comparé au budget 2015 et aux comptes 2014

en millions de francs		C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
REVENUS								
Impôts (chapitre 40)		897.0	880.8	865.6	+ 16.2	+ 1.8%	+ 31.4	+ 3.6%
Revenus des biens (chapitre 42)		178.5	168.7	161.8	+ 9.8	+ 5.8%	+ 16.7	+ 10.3%
Revenus divers (chapitre 43)		57.1	47.9	57.1	+ 9.2	+ 19.3%	0.1	0.1%
Parts et contributions (chapitre 44)		1.9	1.6	1.7	+ 0.3	+ 18.0%	+ 0.2	+ 9.1%
Dédommagements de coll. publiques (chapitre 45)		30.7	28.1	30.7	+ 2.6	+ 9.2%	0.0	+ 0.1%
Subventions et allocations (chapitre 46)		12.9	12.0	13.8	+ 0.9	+ 8.0%	- 0.9	- 6.4%
Subventions redistribuées (chapitre 47)		6.4	2.8	1.0	+ 3.7	+ 133.5%	+ 5.4	+ 526.7%
total		1'184.6	1'141.8	1'132.3	+ 42.9	+ 3.8%	+ 52.4	+ 4.6%
charges								
charges de personnel (chapitre 30)		471.5	473.6	459.5	- 2.1	- 0.4%	+ 12.0	+ 2.6%
biens, services et marchandises (chapitre 31)		207.6	205.6	201.1	+ 2.0	+ 1.0%	+ 6.5	+ 3.2%
Intérêts passifs (chapitre 32)		23.3	24.5	20.9	- 1.2	- 5.1%	+ 2.4	+ 11.5%
Pertes sur débiteurs (chapitre 33)		15.1	14.5	21.2	+ 0.6	+ 3.9%	- 6.1	- 28.8%
contributions à d'autres collectivités (chapitre 34)		33.1	36.5	34.5	- 3.4	- 9.4%	- 1.4	- 4.2%
Dédommagements à des coll. publ. (chapitre 35)		55.7	52.5	52.0	+ 3.2	+ 6.0%	+ 3.7	+ 7.2%
subventions et allocations à des tiers (chapitre 36)		245.8	247.2	248.1	- 1.5	- 0.6%	- 2.3	- 0.9%
subventions redistribuées (chapitre 37)		6.4	2.8	1.0	+ 3.7	+ 133.5%	+ 5.4	+ 526.7%
Attributions à des financements spéciaux (chapitre 38)		0.3	0.0	0.0	+ 0.3	-	+ 0.3	-
total		1'058.7	1'057.3	1'038.3	+ 1.5	+ 0.1%	+ 20.4	+ 2.0%
amortissements et investissements								
Amortissements ordinaires et extraordinaires		86.4	84.5	79.0	+ 1.9	+ 2.2%	+ 7.4	+ 9.4%
Investissements nets		132.2	130.0	123.4	+ 2.3	+ 1.8%	+ 8.9	+ 7.2%
comptes de fonctionnement et de financement								
excédent des comptes de fonctionnement		39.5	0.0	14.9			-	-
excédent/insuffisance de financement		- 6.4	-45.5	-29.4			-	-

2.3.2 ÉCARTS PAR CHAPITRE

synthèse des principaux éléments constituant les écarts entre les comptes et le budget 2015 (en millions de francs)

Écarts sur les revenus

revenus fiscaux

impôts personnes morales +22.2 mios
dont +37.4 mios de report d'années précédente

Fonds de péréquation PM -2.0 mios

impôts personnes physiques -4.1 mios
dont -3.4 mios de report années précédentes

Autres revenus

revalorisation actions BCGE +6.9 mios

prestations pers. investissements +3.3 mios

« Frais de routes » (compensés) +2.2 mios

contributions reçues MAH et MHN + 2.2 mios

revenus de gratuités (compensés) + 2.0 mios

accord extra-judiciaire + 1.8 mio

loyers PF + 1.5 mio

loyers PA +1.4 mio

taxe chantiers -4.6 mios

Écarts sur les charges

provisions

génie civil +1.9 mio

reliquat centimes additionnels +1.4 mio

direction patrimoine bâti -2.7 mios

Pertes

direction patrimoine bâti +2.4 mios

centimes additionnels -2.2 mios

Autres charges

gratuités +2.0 mios

salaires auxiliaires +6.4 mios

salaires employé-e-s - 5.2 mios

entretien bâtiments C-DPBA + 3.0 mios

amortissements +1.9 mio

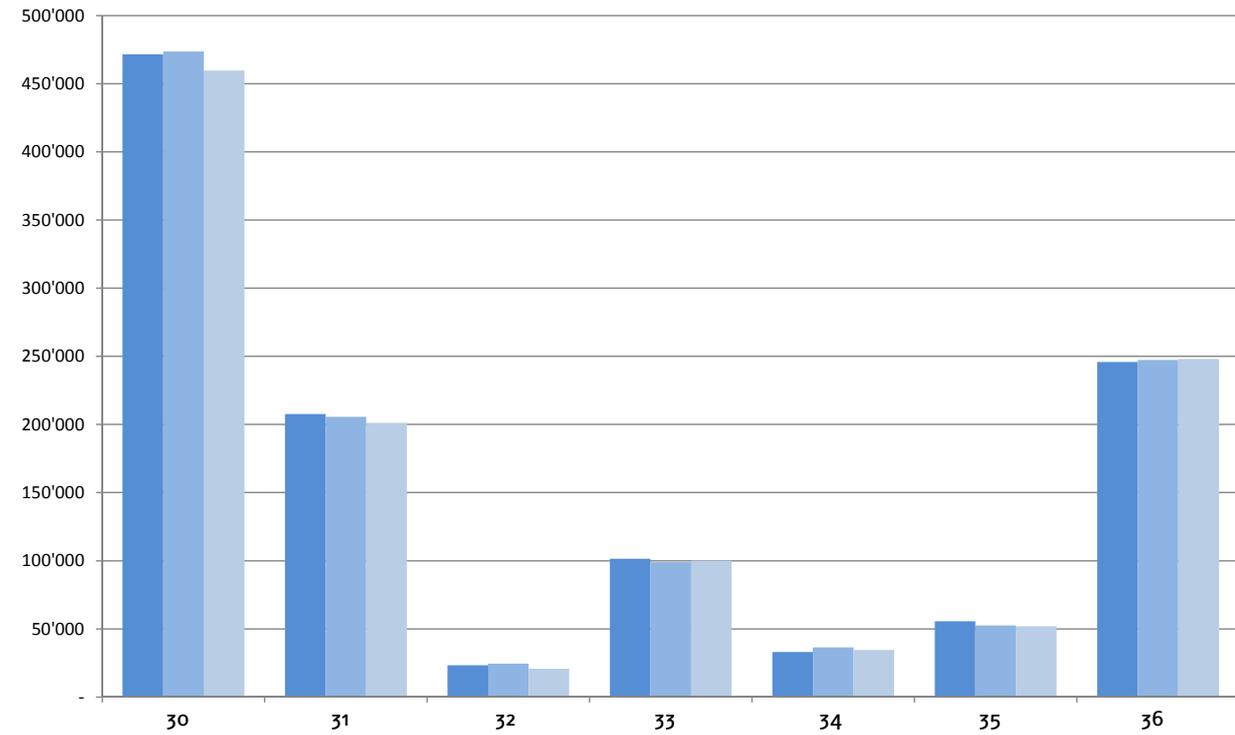
aménagement expos, maquettes +1.3 mio

subvention petite enfance - 2.2 mios

compensation comm. frontalières -3.4 mios

FIGURE 5 : COMPTES 2015, BUDGET 2015 ET COMPTES 2014, EN MILLIERS DE FRANCS

- comptes 2015
- Budget 2015
- comptes 2014



- 30 charges de personnel
- 31 biens, services et marchandises
- 32 intérêts passifs
- 33 Amortissements
- 34 contributions à d'autres collectivités
- 35 dédommagements à des collectivités publiques
- 36 subventions accordées

Analyse des principaux écarts des revenus

chapitre 40 : impôts (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
897.0	880.8	865.6	+ 16.2	+ 1.8%	+ 31.4	+ 3.6%

Les écarts entre les comptes 2015 et, respectivement, le budget 2015 et les comptes 2014 pour les différents groupes du chapitre 40 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2015	(B 2015)	(C 2014)
400	impôts sur le revenu et la fortune (PP)	602.1	+ 22.2	+ 44.1
401	impôts sur le bénéfice et le capital (PM)	155.7	- 4.1	- 15.4
406	impôts sur les chiens	0.4	+ 0.1	- 0.0
408	Fonds de péréquation financière intercommunale	18.8	- 2.0	+ 0.7
409	taxe professionnelle communale	120.0	+ 0.0	+ 2.0

L'analyse de l'évolution de la fiscalité est détaillée, pour chaque catégorie d'impôts dans le chapitre 2.3.3 évolution de la fiscalité en page 57 du présent rapport.

chapitre 42 : revenus des biens (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
178.5	168.7	161.8	+ 9.8	+ 5.8%	+ 16.7	+ 10.3%
-39.8	-37.9	-42.5	- revenus de gratuités			
138.7	130.8	119.3	+ 7.9	+ 6.1%	+ 19.4	+ 16.3%

Les revenus des biens sont supérieurs à la fois au budget 2015 et aux comptes 2014.

Les écarts entre les comptes 2015 et respectivement le budget 2015 et les comptes 2014 pour les principaux groupes du chapitre 42 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2015	(B 2015)	(C 2014)
420	avoids à vue	0.0	- 0.1	0.0
421	créances	2.4	- 0.7	+ 1.3
422	capitaux du patrimoine financier	1.5	+ 0.1	+ 0.2
423	immeubles du patrimoine financier	83.7	0.0	- 0.3
424	gains comptables sur placements patrimoine financier	6.9	+ 6.9	+ 6.9
426	participation permanente du patrimoine administratif	7.1	+ 1.3	+ 0.7
427	immeubles du patrimoine administratif	75.3	+ 1.3	+ 7.8
429	autres revenus	1.6	+ 1.1	+ 0.3

chapitre 42 : revenus des biens (suite)

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

- + 6,9 mios pour les actions au porteur BCGE
- + 1,9 mio pour les revenus liés aux prestations en nature (gratuités)
- + 1,5 mio pour les loyers du patrimoine financier
- + 1,4 mio pour les loyers du patrimoine administratif
- + 1,3 mio pour les redevances d'utilisation du domaine public
- + 1,1 mio pour l'encaissement de créances amorties
- + 1,1 mio pour le dividende télégenève SA
- - 0,8 mio pour les intérêts intercalaires
- - 4,6 mios pour les taxes chantier

2.4

chapitre 43 : revenus divers (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
57.1	47.9	57.1	+ 9.2	+ 19.3%	+ 0.1	+ 0.1%
-3.1	-3.1	-2.9	- revenus de gratuités			
54.0	44.8	54.2	+ 9.2	+ 20.5%	- 0.2	- 0.3%

Les revenus divers sont en nette hausse par rapport au budget 2015, et en légère baisse par rapport aux comptes 2014.

Les écarts entre les comptes 2015 et respectivement du budget 2015 et des comptes 2014 pour les principaux groupes du chapitre 43 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2015	(B 2015)	(C 2014)
431	Émoluments administratifs	2.2	0.0	+ 0.2
434	redevances d'utilisation et prestations de service	27.6	+ 0.2	- 2.7
435	ventes de marchandises	3.1	- 0.3	- 0.1
436	dédommagements de tiers	10.6	+ 3.1	+ 0.6
437	amendes	2.3	- 0.1	+ 0.3
438	prestations effectuées par le personnel (invest.)	7.1	+ 3.3	+ 0.9
439	Autres contributions	4.3	+ 3.1	+ 1.0

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

- + 3.3 mios pour les prestations du personnel en faveur des investissements
- + 2.2 mios pour des contributions reçues par le MAH et le MHN
- + 1.8 mio pour un accord extrajudiciaire
- + 0.8 mio pour des préfinancements de tiers
- + 0.6 mio pour un dédommagement reçu au DCA
- - 0.7 mio pour les interventions SIS

chapitre 44 : parts et contributions (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
1.9	1.6	1.7	+ 0.3	+ 18.0%	+ 0.2	+ 9.1%

Les parts et contributions sont liées aux rétrocessions cantonales au sis des participations des assurances aux frais de prévention et au produit des droits sur les ventes volontaires aux enchères publiques. L'écart constaté avec le budget provient à part égale de ces deux éléments.

chapitre 45 : dédommagements de collectivités publiques (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
30.7	28.1	30.7	+ 2.6	+ 9.2%	0.0	+ 0.1%

Les dédommagements de collectivités publiques sont composés de la subvention cantonale aux frais de routes prévue par l'art. 20 LRoutes, (budgétés à hauteur de 15.0 mios de francs, comptabilisés pour 17.2 mios de francs), de la participation des communes aux frais de fonctionnement du sis (10.8 mios) et du bibliobus (1.0 mio).

chapitre 46 : subventions acquises (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
12.9	12.0	13.8	+ 1.0	+ 8.0%	- 0.9	- 6.4%

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

- + 0.5 mio de subvention cantonale à la BGE
- + 0.4 mio de dons non budgétés au SEVE

Analyse des principaux écarts des charges

chapitre 30 : charges de personnel (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
471.5	473.6	459.5	- 2.1	- 0.4%	+ 12.0	+ 2.6%

Les charges de personnel présentent un non-dépensé par rapport au budget de 2.1 mios de francs.

Les écarts entre les comptes 2015 et, respectivement, le budget 2015 et les comptes 2014 pour les différents groupes du chapitre 30 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2015	(B 2015)	(C 2014)
300	Autorités et commissions	1.6	- 0.5	- 0.2
301	traitement du personnel	372.5	+ 1.8	+ 9.7
303	Assurances sociales	32.5	- 0.6	+ 1.4
304	caisse de pensions et prévoyance	46.5	- 1.2	+ 1.3
305	Assurances maladie et accident	8.0	- 0.6	+ 0.2
306	prestations en nature	2.4	- 0.2	+ 0.3
307	prestations aux pensionnés	2.5	- 0.4	+ 0.2
308	personnel intérimaire	1.9	+ 0.4	- 0.6
309	autres charges de personnel	3.6	- 0.8	- 0.3

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

- + 6.4 mios pour les salaires du personnel auxiliaire
- + 0.9 mio pour les heures supplémentaires
- + 0.9 mio pour les indemnités
- + 0.7 mio pour le personnel intérimaire
- + 0.3 mio pour l'allocation enfants
- - 0.4 mio pour les frais de formation
- - 0.5 mio pour les jetons de présence du conseil municipal
- - 0.5 mio pour les cotisations assurances accident
- - 0.8 mio pour la réadaptation professionnelle
- - 0.9 mio pour les cotisations CAP
- - 1.0 mio pour les primes de fidélité (13ème salaire)
- - 5.2 mios pour les salaires des fonctionnaires, y compris gel des postes vacants (13.0 mios)

chapitre 31 : biens, services et marchandises (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
207.6	205.6	201.1	+ 2.0	+ 1.0%	+ 6.5	+ 3.2%

Les écarts entre les comptes 2015 et, respectivement, le budget 2015 et les comptes 2014 pour les différents groupes du chapitre 31 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2015	(B 2015)	(C 2014)
310	Fournitures de bureau	9.9	+ 0.9	+ 0.2
311	meubler, machines, véhicules	5.6	- 0.8	- 0.8
312	eau, énergie, combustible	22.8	+ 1.1	+ 0.9
313	Achats de fournitures et marchandises	13.5	- 0.9	+ 0.2
314	entretien des immeubles par des tiers	68.9	+ 2.5	+ 4.5
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	9.3	- 0.9	- 0.1
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	12.1	0.0	- 0.4
317	dédommagements	2.4	- 0.5	- 0.2
318	Honoraires et prestations de service	61.2	+ 0.8	+ 2.0
319	frais divers	1.8	- 0.3	+ 0.1

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

- + 3.0 mios pour les charges d'entretien des bâtiments C-DPBA
- + 1.3 mio pour les aménagements d'exposition
- + 1.1 mio pour les frais d'achat d'eau
- + 0.8 mio pour les frais d'annonces publicitaires
- - 0.8 mio pour les charges d'entretien C-DSIC
- - 0.9 mio pour les charges d'entretien des routes
- - 1.0 mio pour les achats de fournitures
- - 1.2 mio pour les honoraires divers et établissement de projet

chapitre 32 : intérêts passifs (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
23.3	24.5	20.9	- 1.2	- 5.1%	+ 2.4	+ 11.5%

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

L'évolution des taux courts s'est avérée plus favorable que le scénario retenu lors de l'élaboration du budget. Il aura fallu attendre quelques temps pour que les taux négatifs introduits par la banque nationale suisse le 15 janvier 2015 soient effectifs sur le marché secondaire. Relevons qu'un montant de 4.1 mios de francs a été provisionné en 2015, certaines contreparties estimant que les taux négatifs ne leur sont pas applicables.

chapitre 33 : pertes sur débiteurs (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
15.1	14.5	21.2	+ 0.6	+ 3.9%	- 6.1	- 28.8%

L'augmentation du reliquat de 19.6 mios de francs justifie l'augmentation de la provision y relative de près de 5.9 mios de francs. cette augmentation est quelque peu réduite par des pertes effectives sur les centimes additionnels inférieures aux prévisions.

2.4

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

provisions

en millions de francs

- service du génie civil + 1.9
- reliquat centimes additionnels + 1.4
- direction du patrimoine bâti - 2.7

pertes effectives

- direction du patrimoine bâti + 2.4
- centimes additionnels - 2.2

chapitre 34 : contributions à d'autres collectivités (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
33.1	36.5	34.5	- 3.4	- 9.4%	- 1.4	- 4.2%

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

- La compensation aux communes frontalières dépend de la masse salariale des travailleurs/euses frontaliers/ères imposé-e-s à la source. En 2015, le montant comptabilisé, 31.8 mios, s'est avéré inférieur aux estimations du canton portées au budget (34.5 mios).
- Les charges relatives à la nouvelle péréquation intercommunale se sont montées à 2.0 mios de francs en 2015.

chapitre 35 : dédommagements à des collectivités publiques (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
55.7	52.5	52.0	+ 3.2	+ 6.0%	+ 3.7	+ 7.2%

Les écarts entre les comptes 2015 et, respectivement, le budget 2015 et les comptes 2014 pour les différents groupes du chapitre 35 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2015	(B 2015)	(C 2014)
350	dédommagements versés à la confédération	0.0	0.0	0.0
351	dédommagements versés au canton	41.2	+ 2.9	+ 2.0
352	dédommagements versés à des communes	14.5	+ 0.3	+ 1.7

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

- + 2.2 mios pour les « frais de police », compensés par une différence de revenus équivalente (« frais de routes »)
- + 0.5 mio pour les frais de perception versés au canton
- + 0.2 mio pour les frais de fonctionnement du GIAP

chapitre 36 : transfert à des tiers : subventions et allocations (en millions de francs)

C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
245.8	247.2	248.1	- 1.5	- 0.6%	- 2.3	- 0.9%
-43.0	-41.0	-45.4	- gratuités			
202.8	206.2	202.7	- 3.4	- 1.7%	+ 0.2	+ 0.1%

Les écarts entre les comptes 2015 et respectivement le budget 2015 et les comptes 2014 pour les différents groupes du chapitre 36 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2015	(B 2015)	(C 2014)
360	subventions confédération	0.5	0.0	0.0
361	subventions aux cantons	11.1	+ 0.3	+ 0.1
363	subventions à des propres établissements	6.3	0.0	0.0
364	subventions à des sociétés d'économies mixtes	2.0	- 0.3	- 0.4
365	subventions à des institutions privées	203.7	- 1.6	- 2.3
366	subventions à des personnes physiques	16.8	+ 0.3	+ 0.5
367	subventions à des institutions étrangères	5.4	0.0	- 0.2

Éléments d'explication (par rapport au budget 2015)

- + 2.0 mios pour les subventions relatives à des prestations en nature (gratuités)
- + 0.2 mio pour les subventions monétaires octroyées par le service social
- - 0.7 mio pour les subventions monétaires octroyées par le service des sports
- - 2.2 mios pour les subventions monétaires octroyées par le service de la petite enfance

2.3.3 ÉVOLUTION DE LA FISCALITÉ

Les recettes fiscales de la ville de Genève (y compris la taxe professionnelle) ont représenté, en 2015, 75.7% du total des revenus contre 76.4% aux comptes 2014. Une analyse différenciée des revenus fiscaux selon ses composantes se révèle instructive.

en millions de francs	C 2015	B 2015	C 2014	ÉCART C15-B15		ÉCART C15-C14	
revenus							
Personnes physiques	602.1	579.9	558.0	+ 22.2	+ 3.8%	+ 44.1	+ 7.9%
Personnes morales	155.7	159.8	171.1	- 4.1	- 2.5%	- 15.4	- 9.0%
Impôts sur les chiens	0.4	0.3	0.4	+ 0.1	+ 18.3%	0.0	- 10.1%
Fonds de péréquation pers. morales	18.8	20.8	18.1	- 2.0	- 9.5%	+ 0.7	+ 4.1%
sous total I	777.0	760.8	747.5	+ 16.2	+ 2.1%	+ 29.5	+ 3.9%
taxe professionnelle	120.0	120.0	118.1	+ 0.0	+ 0.0%	+ 2.0	+ 1.7%
total (revenus)	897.0	880.8	865.6	+ 16.2	+ 1.8%	+ 31.4	+ 3.6%
charges							
Rétrocession aux communes frontalières françaises	31.1	34.5	32.0	- 3.4	- 9.9%	- 1.0	- 3.0%
Pertes sur créances irrécouvrables centimes additionnels	9.8	12.0	10.9	- 2.2	- 18.0%	- 1.0	- 9.6%
sous total I	40.9	46.5	42.9	- 5.6	- 12.0%	- 2.0	- 4.7%
Pertes sur créances irrécouvrables taxe professionnelle	1.2	1.8	1.3	- 0.5	- 30.2%	- 0.1	- 6.8%
sous total II	42.2	48.3	44.2	- 6.1	- 12.7%	- 2.1	- 4.7%
Frais de perception impôts	22.4	21.8	21.1	+ 0.5	+ 2.4%	+ 1.3	+ 6.2%
total (charges)	64.5	70.1	65.3	- 5.6	- 8.0%	- 0.8	- 1.2%
revenus nets	832.5	810.7	800.3	+ 21.8	+ 2.7%	+ 32.2	+ 4.0%

2.4

depuis l'introduction du système postnumerando, les productions des impôts « personnes physiques » et « personnes morales » de l'année courante, inscrites aux comptes, sont estimées en totalité par le département cantonal des finances (DF). A ces estimations, il convient d'ajouter les montants correspondants aux correctifs liés aux productions effectives telles qu'estimées à ce jour pour les années antérieures. Une analyse pertinente de la manne fiscale réelle implique par conséquent de tenir compte de ces ajustements et de reconstituer a posteriori, année après année, les résultats fiscaux provisoires de chaque exercice.

2015 est la sixième année qui voit les effets de la nouvelle imposition des personnes physiques acceptée par le peuple en 2009. L'estimation pour l'année 2015 est basée sur les taxations 2013 et 2014 définitives ainsi que les déclarations 2014 reçues et encore non traitées.

une première lecture des résultats fiscaux 2015 révèle que les impôts « personnes physiques » sont supérieurs aux montants budgétés (+3.7%). Les impôts « personnes morales » sont dans une situation contraire (-2.6%). Toutefois, les montants budgétés par définition n'appréhendent pas les correctifs des années antérieures, correctifs pouvant tout aussi bien être positifs que négatifs. Aussi, pour juger de la pertinence des estimations portées dans le budget, il convient d'appréhender la situation en neutralisant les effets des correctifs liés aux années antérieures.

- Le montant comptabilisé des impôts « personnes physiques » pour l'année 2015 est supérieur au budget de 22.2 mios. Les correctifs cumulés liés aux années antérieures représentent une somme positive de 37.4 mios. En ne considérant que l'estimation concernant l'année 2015, le produit de l'impôt « personnes physiques » est ainsi inférieur au budget à hauteur de 15.2 mios. Les prévisions portées au budget se sont, pour l'instant, avérées donc plus optimistes que la réalité. Les explications de cet écart sont doubles. Tout d'abord, la production de l'imposition au barème ordinaire a été estimée bien en deça des prévisions, à 426.1 mios au lieu de 455.6 mios attendus (-29.5 mios). Le département cantonal des finances s'attend à une stagnation des impositions au barème ordinaire entre 2014 et 2015. Dans le même temps, la production de l'impôt à la source s'est avérée supérieure aux montants budgétés (+14.3 mios).

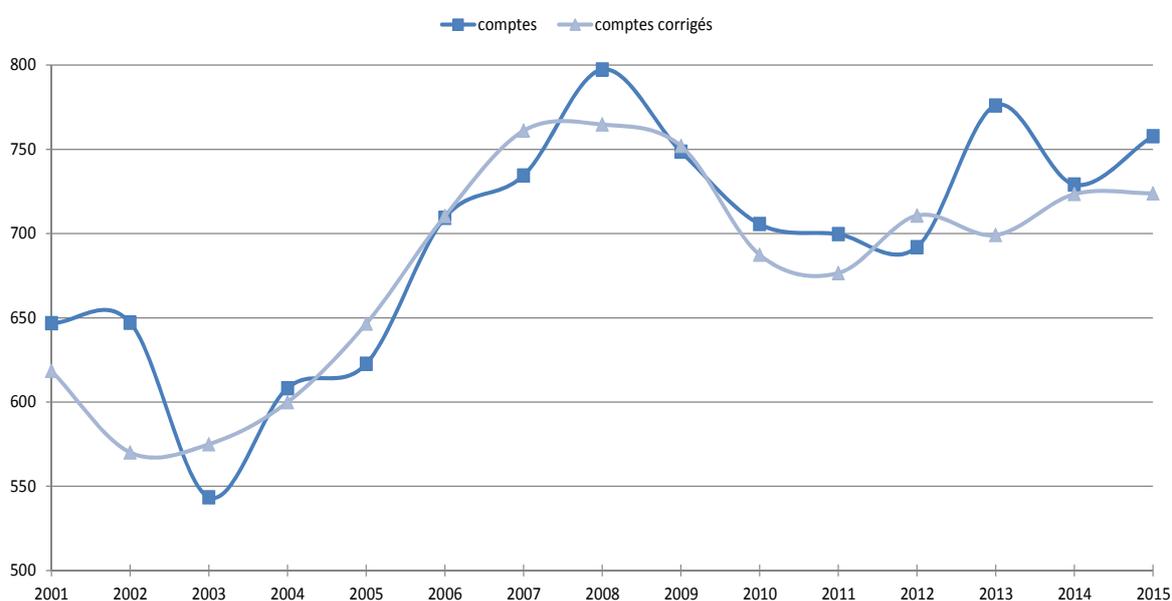
Évolution de la fiscalité (suite)

- La production estimée aux comptes 2015 concernant les impôts « personnes morales » est, quant à elle, inférieure au budget. Elle atteint 155.7 mios, soit 4.1 mios inférieure au budget, dont -3.5 mios de correctifs liés à des années antérieures. L'écart concernant seulement l'année 2015 est ainsi négatif à hauteur de 0.6 mio. A noter que l'estimation 2014, dont le montant avait surpris lors des comptes 2014, a été revue en baisse de 9.2 mios.

La production comptabilisée en 2015 de la taxe professionnelle quant à elle est au niveau des prévisions budgétaires. Rappelons que par son mode d'imposition *praenumérando* bisannuel, la taxe se base sur les années antérieures.

Les pertes effectives réalisées sur les débiteurs « centimes additionnels » atteignent 9.8 mios. A relever que le reliquat fiscal progresse encore. Il atteint désormais 363.0 mios, en augmentation de 4.6 mios. Comme le 30% de ce montant est porté en provision, il engendre la comptabilisation d'une charge de 1.4 mio en augmentation de la provision.

FIGURE 6 : PRODUCTION « CENTIMES ADDITIONNELS »



Les montants comptabilisés aux comptes 2015 sont de 5.7 mios inférieurs aux estimations correspondantes effectivement à l'exercice sous revue. Il conviendra de tenir compte de cet élément pour établir les prévisions de rentrées fiscales pour les années futures.

production « centimes additionnels » (suite)

La valeur de production d'un centime additionnel en 2015 a été la suivante :

- en comparaison avec le budget 2015

	PERSONNES		TOTAL
	PHYSIQUES	MORALES	
comptes 2015	13'233'536.00	3'422'477.85	16'656'013.84
Budget 2015	12'745'384.62	3'511'736.26	16'257'120.88
différence	+ 488'151.38	- 89'258.42	+ 398'892.97
différence en %	3.8%	-2.5%	2.5%

2.4

- en comparaison avec les comptes 2014

	PERSONNES		TOTAL
	PHYSIQUES	MORALES	
comptes 2015	13'233'536.00	3'422'477.85	16'656'013.84
comptes 2014	12'263'624.00	3'760'179.03	16'023'803.03
différence	+ 969'912.00	- 337'701.19	+ 632'210.81
différence en %	7.9%	-9.0%	3.9%

2.4 GESTION HÔTELIÈRE

2.4.1 SWISSÔTEL GENÈVE MÉTROPOLÉ

Les résultats enregistrés en 2015 par le swissôtel genève métropole, bien que positifs, ont encore souffert de la morosité du climat des affaires dans le secteur de l'hôtellerie de luxe en suisse et à genève. Le chiffre d'affaires est en très légère progression par rapport à 2014. L'hôtel a continué de souffrir de son positionnement sur la clientèle d'affaires. En effet, les entreprises ont ajusté à la baisse leurs standards lorsque leur-e-s employé-e-s voyagent, favorisant les établissements 3 et 4 étoiles au détriment des hôtels 5 étoiles. Par ailleurs, le segment de la clientèle touristique a subi une diminution, probablement liée au niveau élevé du franc suisse par rapport à l'euro et au dollar américain.

Les charges ont également progressé dans les mêmes proportions que les revenus.

L'exercice 2015 se boucle avec un bénéfice stable à 1.0 mio. ce résultat tient compte de 2.6 mios d'amortissement de matériel, de mobilier et des équipements de l'hôtel, ainsi que des intérêts versés à la ville de genève, à hauteur de 0.8 mio. L'exploitation de l'hôtel métropole engendre ainsi des revenus aux comptes de fonctionnement de la ville de genève pour 1.8 mio de francs.

Comptes de résultat comparés 2015 - 2014

en milliers de francs	2015		2014	
Produits d'exploitation		19'259.0		19'248.3
Charges d'exploitation				
marchandises et frais généraux	14'154.5		14'025.6	
entretien et maintenance	751.5	14'906.0	713.5	14'739.1
Bénéfice d'exploitation avant intérêts et amortissements		4'353.0		4'509.2
amortissements		2'603.1		2'795.0
intérêts versés à la ville		779.2		705.5
Bénéfice net d'exploitation		970.7		1'008.7

Bilans comparés 2015 - 2014

ACTIF en milliers de francs			PASSIF		
	2015	2014		2015	2014
Total	52'378.6	52'903.1	Total	52'378.6	52'903.1
Immobilisations	49'381.4	50'309.5	Exigible à long et moyen terme	49'373.6	49'324.1
terrains	1'001.7	1'001.7	ville compte d'investissements	49'373.6	49'324.1
bâtiments, mobilier, matériel	48'379.4	49'302.3			
Stock marchandises et fournitures	370.7	379.2	Exigible à court terme	2'034.3	2'570.3
marchandises	230.4	232.6			
fournitures, combustibles	140.3	146.6			
Réalisable et disponible	2'626.5	2'214.4			
actifs transitoires	105.4	94.9			
débiteurs, dépôts de garantie	676.1	640.5			
liquidités	1'845.0	1'479.0	Bénéfice de l'exercice	970.7	1'008.7

2.4.2 RESTAURANT DU PARC DES EAUX-VIVES

Le restaurant du parc des eaux-vives a également souffert en 2015. Le chiffre d'affaires diminue quelque peu pour atteindre 4.5 millions de francs en 2015. Dans le même temps, les charges ont légèrement augmenté. Au final, les comptes sont déficitaires à hauteur de 270'000 francs. La marche des affaires au restaurant du parc des eaux-vives est très saisonnière, et à cet égard tributaire des conditions météorologiques.

En tenant compte de la charge d'intérêt relative aux investissements consentis par la ville de Genève dans cet édifice et versé par le restaurant du parc des eaux-vives, l'impact négatif sur les résultats de la ville de Genève est de 247'000 francs.

2.3

Comptes de résultat comparés 2015-2014

en milliers de francs	2015		2014	
Produits d'exploitation	4'469.4		4'727.2	
Charges d'exploitation				
marchandises et frais généraux	4'084.7		4'034.5	
entretien et maintenance	166.9	4'251.6	195.9	4'230.4
Résultat d'exploitation avant intérêts et amortissements	217.8		496.8	
amortissements		464.8		462.1
intérêts		23.3		22.6
Bénéfice net / Perte nette d'exploitation	-270.3		12.1	

Bilans comparés 2015-2014

ACTIF en milliers de francs	2015	2014
Total	1'757.5	1'915.6
Immobilisations	922.8	1'360.8
terrains		
bâtiments, mobilier, matériel	500.0	849.2
immobilisations incorporelles	177.8	266.6
immobilisations financières	245.0	245.0
Stock marchandises et fournitures	194.5	211.3
marchandises, fournitures, combustibles	194.5	211.3
Réalisable et disponible	640.2	343.5
actifs transitoires	16.5	33.3
débiteurs, dépôts de garantie	164.0	113.7
liquidités	459.7	196.5

PASSIF	2015	2014
Total	1'757.5	1'915.6
Exigible à long et moyen terme	1'219.6	1'144.6
compte de liaison	1'219.6	1'144.6
Exigible à court terme	508.2	471.1
créanciers divers	257.6	308.5
fournisseurs, passifs transitoires	250.6	162.6
Bénéfice / Perte reportée	300.0	287.8
Bénéfice / Perte de l'exercice	-270.3	12.1

COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE VILLE DE GENÈVE

3 COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE VILLE DE GENÈVE

3.1 CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
0 Administration générale	146'360	144'628	1'732	1%	138'463
01 CONSEIL MUNICIPAL	2'234	2'908	-674	-23%	2'519
02 CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT	2'627	2'276	351	15%	2'446
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE	125'060	122'843	2'217	2%	118'345
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)	13'914	13'670	243	2%	12'808
09 DIVERS (NON VENTILABLES)	2'525	2'930	-405	-14%	2'345
1 sécurité publique	120'633	119'895	738	1%	115'699
10 PROTECTION JURIDIQUE	11'170	9'690	1'480	15%	10'873
11 SÉCURITÉ MUNICIPALE	55'066	55'592	-526	-1%	52'679
14 INCENDIE ET SECOURS	50'132	50'472	-341	-1%	48'566
16 PROTECTION CIVILE	4'265	4'140	125	3%	3'580
2 enseignement et formation	63'338	61'936	1'402	2%	61'768
21 ÉCOLES PUBLIQUES	63'338	61'936	1'402	2%	61'768
3 culture et loisirs	379'024	366'642	12'382	3%	367'589
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE	270'984	257'757	13'227	5%	259'366
33 PARCS ET PROMENADES	35'742	36'898	-1'156	-3%	36'344
34 SPORTS	49'336	49'184	152	0%	49'461
35 AUTRES LOISIRS	22'962	22'803	159	1%	22'418
5 prévoyance sociale	169'663	172'931	-3'268	-2%	166'916
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE	113'025	114'675	-1'650	-1%	110'197
58 AIDE SOCIALE	56'638	58'256	-1'618	-3%	56'719
6 trafic	75'619	80'320	-4'701	-6%	49'000
62 ROUTES COMMUNALES	74'279	79'067	-4'787	-6%	47'668
65 TRAFIC RÉGIONAL	1'340	1'254	86	7%	1'332
7 protection et aménagement de l'environ.	69'840	67'375	2'465	4%	92'359
71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX	8'463	5'267	3'196	61%	4'368
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS	35'347	34'873	474	1%	62'700
74 CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES	11'562	11'680	-118	-1%	11'382
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.	7'013	7'313	-300	-4%	6'805
79 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	7'455	8'243	-787	-10%	7'104
9 Finances et impôts	158'402	164'886	-6'484	-4%	162'235
90 IMPÔTS	65'515	70'116	-4'601	-7%	72'871
92 ENTRE COMMUNES	2'010	2'010	-	-	2'495
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX	23'880	24'988	-1'107	-4%	21'508
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	66'997	67'772	-776	-1%	65'361
TOTAL	1'182'879	1'178'614	4'266	0%	1'154'030

3.2 REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

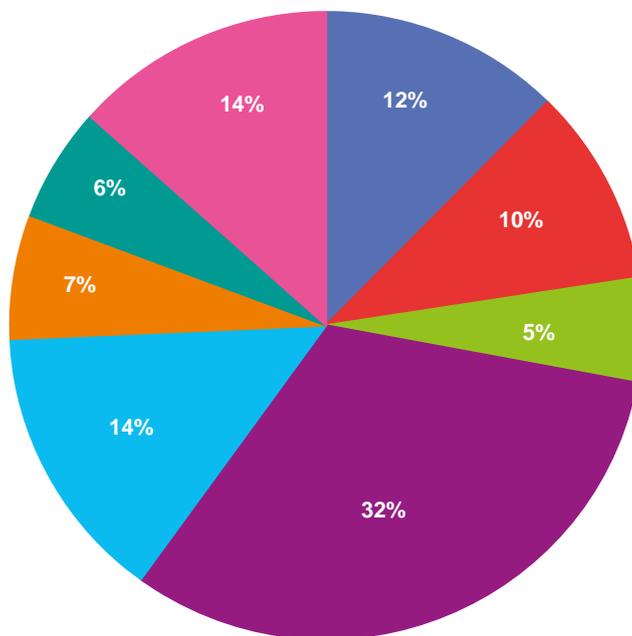
en milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
0 Administration générale	40'911	35'276	5'635	16%	37'084
01 CONSEIL MUNICIPAL	3	-	3	-	-
02 CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT	320	45	275	610%	557
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE	16'714	13'240	3'474	26%	12'305
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)	23'874	21'991	1'883	9%	24'222
1 sécurité publique	58'230	57'897	333	1%	53'149
10 PROTECTION JURIDIQUE	33'986	35'145	-1'159	-3%	29'668
11 SÉCURITÉ MUNICIPALE	3'877	3'005	872	29%	3'300
14 INCENDIE ET SECOURS	19'697	19'161	536	3%	20'015
16 PROTECTION CIVILE	669	585	84	14%	166
2 enseignement et formation	4'226	4'268	-41	-1%	4'465
21 ÉCOLES PUBLIQUES	4'226	4'268	-41	-1%	4'465
3 culture et loisirs	38'786	28'207	10'579	38%	39'983
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE	27'683	19'725	7'958	40%	28'483
33 PARCS ET PROMENADES	1'498	785	713	91%	1'570
34 SPORTS	8'776	6'924	1'852	27%	9'160
35 AUTRES LOISIRS	829	774	55	7%	771
5 Prévoyance sociale	10'520	9'489	1'031	11%	9'204
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE	8'188	7'525	663	9%	6'844
58 AIDE SOCIALE	2'332	1'964	367	19%	2'359
6 trafic	26'893	25'404	1'489	6%	27'661
62 ROUTES COMMUNALES	26'893	25'404	1'489	6%	27'661
7 protection et aménagement de l'environ.	11'307	10'949	358	3%	6'607
71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX	4'991	4'460	531	12%	120
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS	1'502	1'425	77	5%	2'051
74 CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES	4'711	4'943	-232	-5%	4'260
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.	18	80	-62	-77%	82
79 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	86	42	44	106%	94
9 finances et impôts	1'031'523	1'007'138	24'385	2%	990'822
90 IMPÔTS	898'106	880'762	17'344	2%	866'406
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX	26'262	26'896	-634	-2%	24'018
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	107'155	99'480	7'676	8%	100'398
TOTAL	1'222'395	1'178'627	43'768	4%	1'168'975

3.2

structure des écarts à l'état brut

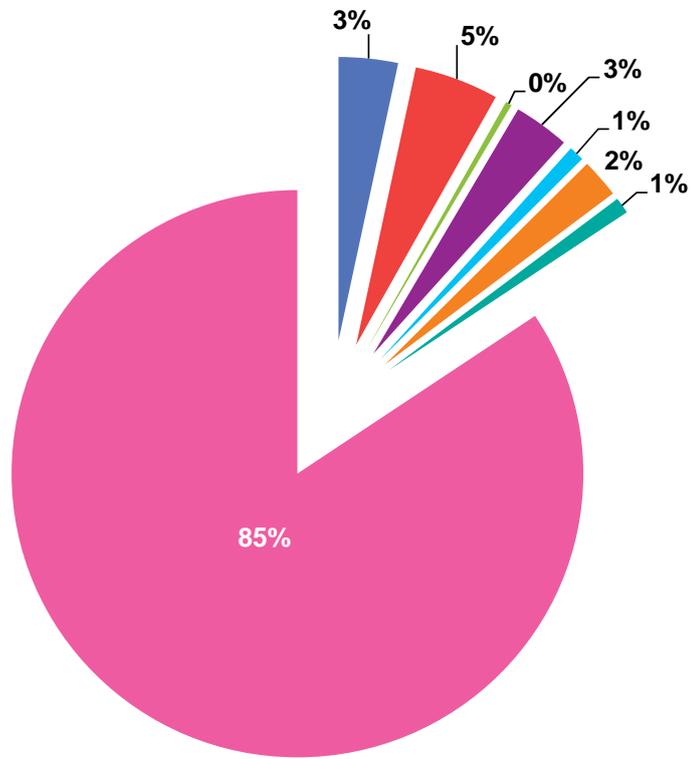
dépassement charges	58'349'094.00	manco revenus	-14'986'209.57
disponible charges	-54'083'593.11	suppléments	58'754'071.60
total	4'265'500.89		43'767'862.03

FIGURE 7: CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE



- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 Finances et impôts

FIGURE 8 : REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE



3.2

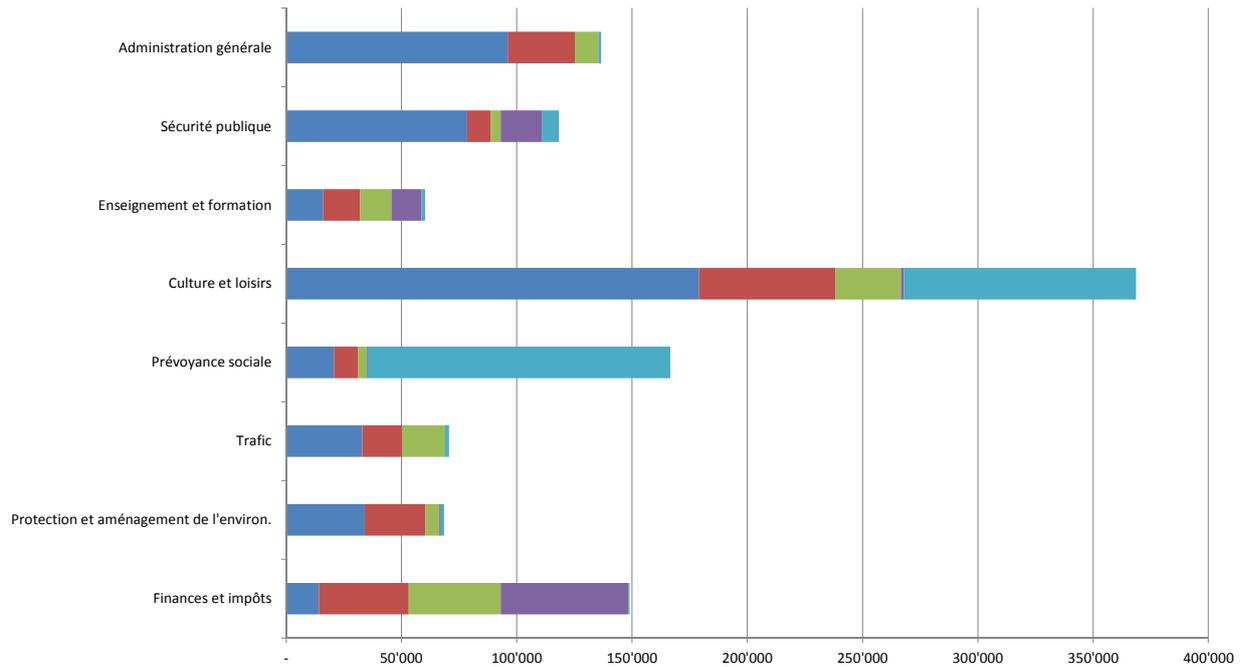
- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 Finances et impôts

3.3 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET CHAPITRE COMPTABLE

en milliers de francs

	ADMINISTRATI ON GÉNÉRALE	SÉCURITÉ PUBLIQUE	ENSEIGNEMENT ET FORMATION	CULTURE ET LOISIRS	PRÉVOYANCE SOCIALE	TRAFIC	PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.	FINANCES ET IMPÔTS	RÉSULTAT
charges	146'360	120'633	63'338	379'024	169'663	75'619	69'840	158'402	1'182'879
30 charges de personnel	96'071	78'504	16'044	179'048	20'655	33'008	34'051	14'137	471'517
31 biens, services et marchandises	29'166	10'196	16'019	59'309	10'414	17'150	26'374	38'965	207'594
32 intérêts passifs	-	-	-	-	-	-	-	23'286	23'286
33 Amortissements	10'143	4'286	13'522	28'307	3'912	18'737	5'955	16'618	101'480
34 contributions à d'autres collectivités	-	-	-	-	-	-	-	33'091	33'091
35 dédommagements à des collectivités publiques	46	17'844	13'128	1'234	334	23	732	22'336	55'677
36 subventions accordées	1'161	7'501	1'550	100'728	131'255	1'677	1'364	550	245'786
37 subventions redistribuées	3'335	-	-	3'087	-	-	-	-	6'421
38 Attribution aux financements spéciaux	-	-	-	278	-	-	-	-	278
39 imputations internes	6'438	2'302	3'076	7'032	3'093	5'023	1'365	9'420	37'749
REVENUS	40'911	58'230	4'226	38'786	10'520	26'893	11'307	1'031'523	1'222'395
40 impôts	-	-	-	-	-	-	-	897'009	897'009
42 revenus des biens	19'313	31'937	3'837	13'933	7'099	-	4'816	97'580	178'515
43 revenus divers	10'472	11'799	132	17'424	698	864	6'250	9'486	57'126
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	303	1'602	-	-	-	-	-	-	1'905
45 dédommagements de collectivités publiques	329	11'522	233	1'254	186	17'173	-	-	30'697
46 subventions acquises	2	159	21	1'378	2'537	8'834	3	-	12'934
47 subventions à redistribuer	3'335	-	-	3'087	-	-	-	-	6'421
48 prélèvements sur les financements spéciaux	-	-	-	39	-	-	-	-	39
49 imputations internes	7'157	1'210	2	1'672	-	22	238	27'447	37'749
RÉSULTAT	-105'449	-62'403	-59'112	-340'238	-159'143	-48'726	-58'533	873'121	39'516

FIGURE 9 : POIDS DES CHARGES PAR CHAPITRE COMPTABLE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES, EN MILLIONS DE FRANCS



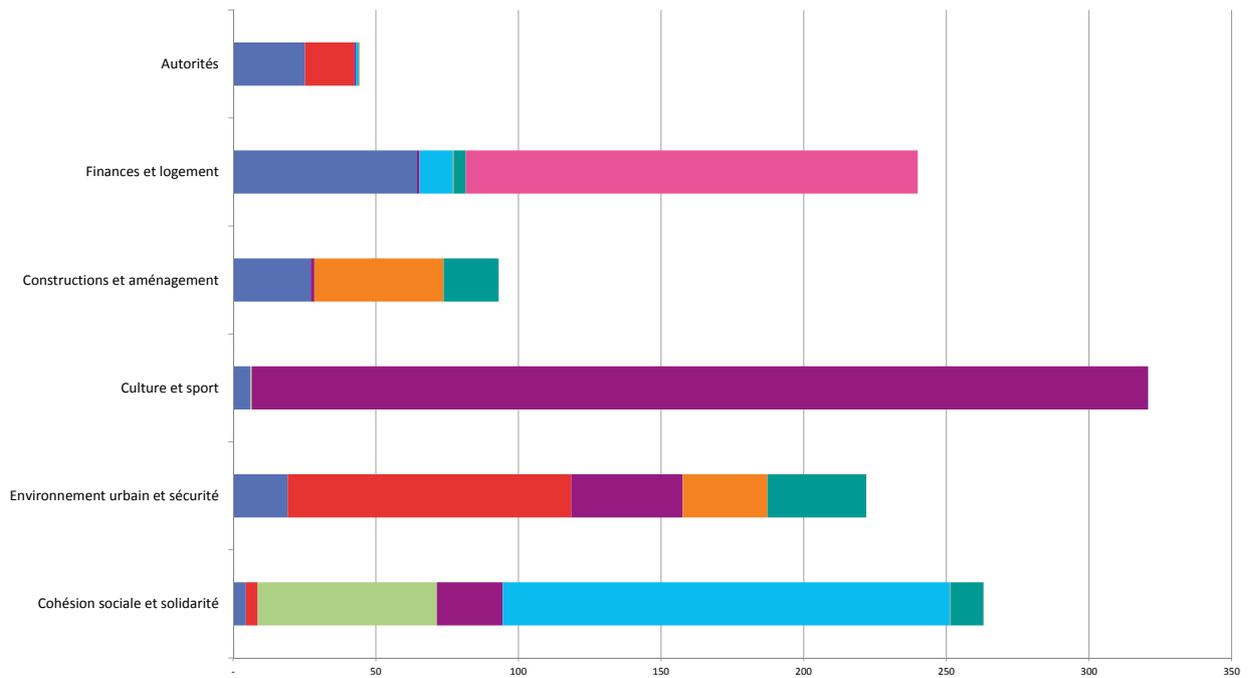
3.3

- 30 charges de personnel
- 31 biens, services et marchandises
- 32 et 33 intérêts et amortissements
- 34 et 35 contributions et dédommagements à d'autres collectivités publiques
- 36 subventions accordées

3.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET DÉPARTEMENT

en milliers de francs	AUTORITÉS	FINANCES ET LOGEMENT	CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT	CULTURE ET SPORT	ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ	COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ	RÉSULTAT
Administration générale	-23'483	-35'712	-17'120	-5'920	-18'737	-4'477	-105'449
charges	25'193	64'431	27'167	5'989	19'089	4'491	146'360
revenus	1'710	28'718	10'047	69	352	14	40'911
sécurité publique	-17'173	-	-	-	-43'021	-2'209	-62'403
charges	17'173	-	-	-	99'370	4'090	120'633
revenus	-	-	-	-	56'349	1'881	58'230
enseignement et formation	-	-	-	-500	-	-58'613	-59'112
charges	-	-	-	500	-	62'839	63'338
revenus	-	-	-	-	-	4'226	4'226
culture et loisirs	-584	-857	-1'278	-280'261	-35'056	-22'201	-340'238
charges	584	866	1'279	314'160	39'113	23'021	379'024
revenus	-	9	1	33'899	4'057	820	38'786
prévoyance sociale	-1'028	-11'754	-15	-	-	-146'346	-159'143
charges	1'028	11'754	15	-	-	156'865	169'663
revenus	-	-	-	-	-	10'520	10'520
trafic	16'923	-231	-35'974	-	-29'315	-129	-48'726
charges	250	231	45'282	-	29'727	129	75'619
revenus	17'173	-	9'307	-	412	-	26'893
protection et aménagement de l'environ.	-7	-4'267	-14'200	-121	-33'084	-6'855	-58'533
charges	7	4'271	19'291	121	34'586	11'565	69'840
revenus	-	3	5'091	-	1'502	4'711	11'307
Finances et impôts	-0	873'053	17	1	50	1	873'121
charges	0	158'395	0	0	6	0	158'402
revenus	-	1'031'448	17	2	55	1	1'031'523
RÉSULTAT	-25'352	820'230	-68'570	-286'800	-159'164	-240'829	39'516

FIGURE 10 : POIDS DES CHARGES DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES DÉPARTEMENTS, EN MILLIONS DE FRANCS



3.4

- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 Finances et impôts

3.5 RESSOURCES HUMAINES

Politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
	301180 (ETP)					301190 (CHF)		
	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2015	Écart postes	c 2015	B 2015	Écart
0 Administration générale	528.1	18.0	546.1	543.9	2.2	3'609'475	3'434'749	174'726
05 Administration générale	511.4	18.0	529.4	522.9	6.5	3'609'475	3'414'549	194'926
08 Immeubles du patrimoine administratif (non ventilables)	16.7	-	16.7	21.0	-4.3	-	20'200	-20'200
1 sécurité publique	564.8	39.0	603.8	610.1	-6.3	465'825	356'610	109'215
10 Protection juridique	26.8	-	26.8	27.0	-0.2	86'808	156'610	-69'802
11 sécurité municipale	265.5	30.0	295.5	298.0	-2.5	29'459	60'000	-30'541
14 Incendie et secours	257.5	9.0	266.5	270.3	-3.8	235'232	140'000	95'232
16 Protection civile	15.0	-	15.0	14.8	0.2	114'327	-	114'327
2 enseignement et formation	135.5	10.2	145.7	140.5	5.2	474'239	134'950	339'289
21 écoles publique	135.5	10.2	145.7	140.5	5.2	474'239	134'950	339'289
3 culture et loisirs	1'221.2	40.9	1'262.1	1'277.2	-15.1	9'184'162	4'156'076	5'028'086
30 encouragement à la culture	840.3	36.1	876.4	889.2	-12.8	7'219'791	2'863'029	4'356'762
33 parcs et promenades	201.4	2.0	203.4	206.0	-2.6	504'761	180'000	324'761
34 sports	171.1	2.8	173.9	172.8	1.1	1'434'095	1'031'727	402'368
35 autres loisirs	8.4	-	8.4	9.3	-0.9	25'514	81'320	-55'806
5 Prévoyance sociale	124.4	7.3	131.7	133.3	-1.6	1'827'433	1'176'280	651'153
54 institutions pour la jeunesse	56.6	2.1	58.7	59.2	-0.5	406'401	227'085	179'316
58 Aide sociale	67.8	5.2	73.0	74.1	-1.1	1'421'033	949'195	471'838
6 trafic	272.4	1.0	273.4	276.3	-2.9	183'080	224'500	-41'420
62 routes communales	272.4	1.0	273.4	276.3	-2.9	183'080	224'500	-41'420
7 Protection et aménagement de l'environnement	247.3	6.4	253.7	245.7	8.0	1'336'851	1'095'400	241'451
71 Approv.en eau,protection et correction des eaux	22.8	3.0	25.8	20.0	5.8	36'430	-	36'430
72 traitement des déchets	126.2	1.6	127.8	127.2	0.6	591'379	410'000	181'379
74 cimetières et crématoires	51.8	1.0	52.8	51.6	1.2	346'007	71'700	274'307
78 Autres tâches de protection de l'environnement	16.6	0.8	17.4	16.5	0.9	346'483	433'700	-87'217
79 Aménagement du territoire	29.9	-	29.9	30.4	-0.5	16'552	180'000	-163'448
9 Finances et impôts	122.7	2.0	124.7	120.3	4.4	145'108	263'298	-118'190
95 Immeubles du patrimoine financier	122.7	2.0	124.7	120.3	4.4	145'108	263'298	-118'190
total	3'216.4	124.8	3'341.2	3'347.3	-6.1	17'226'174	10'841'862	6'384'312

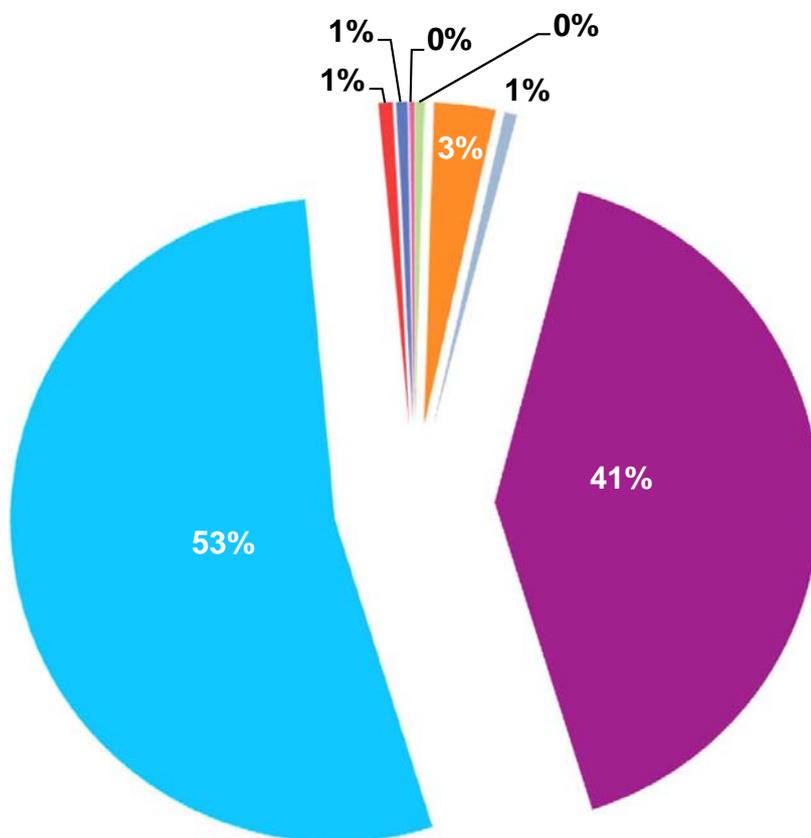
ETP: Équivalent temps plein

3.6 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
SUBVENTIONS MONÉTAIRES	202'834	206'245	-3'411	-2%	202'676
0 Administration générale	37	37	-	-	30
1 sécurité publique	42	42	-	-	33
2 enseignement et formation	1'014	1'160	-146	-13%	861
3 culture et loisirs	78'984	80'022	-1'039	-1%	81'006
5 prévoyance sociale	120'119	122'454	-2'335	-2%	118'039
6 trafic	1'447	1'288	159	12%	1'445
7 protection et aménagement de l'environ.	1'193	1'242	-49	-4%	1'262
GRATUITÉS	42'952	41'001	1'951	5%	45'384
0 Administration générale	1'124	924	201	22%	1'022
1 sécurité publique	7'459	5'579	1'880	34%	7'160
2 enseignement et formation	536	536	1	0%	479
3 culture et loisirs	21'744	19'919	1'825	9%	22'216
5 prévoyance sociale	11'136	10'982	154	1%	11'479
6 trafic	231	2'400	-2'169	-90%	2'323
7 protection et aménagement de l'environ.	171	112	59	53%	155
9 finances et impôts	550	550	-	-	550
TOTAL	245'786	247'247	-1'460	-1%	248'060

3.6

FIGURE 11: POIDS DES SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE



- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 finances et impôts

3.7 SERVICES COMPÉTENTS

3.7.1 COMMENTAIRE GÉNÉRAL SUR LES SERVICES COMPÉTENTS

Les services transversaux tels que la direction financière (CMAI et Assurances), la direction des ressources humaines, la direction du patrimoine bâti, Logistique et manifestations, la direction des systèmes d'information et communication, le service de l'énergie et la gérance immobilière municipale budgètent et enregistrent les charges sous leur compétence directement dans les centres de coûts des services bénéficiaires, ce qui génère des écarts.

Le service compétent est responsable de la gestion budgétaire du total des dépenses de son domaine. Il répartit les charges dans les services sur la base des éléments dont il dispose : personnel, demandes, besoins, historique actualisé (comptes), ventilation par immeuble, par service.

Il arrive cependant qu'au moment de l'élaboration du budget certaines charges ne puissent pas être réparties dans les services, faute d'informations suffisantes. Les services compétents budgètent alors sur leur propre centre de coûts et attribuent les charges aux services au moment de leur comptabilisation.

vous trouverez dans les pages suivantes une analyse par service compétent/nature de compte.

3.7.2 DFIN - ASSURANCES

en milliers de francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
total charges		4'255.7	4'301.5	-45.7	-1.1	4'372.8
318	Honoraires et prestations de service	4'217.0	4'271.5	-54.5	-1.3	4'349.9
318100	C-ASS Primes d'assurances incendie	2'546.0	2'503.5	42.5	1.7	2'549.0
318110	C-ASS Primes d'assurances dégâts d'eau	594.7	580.0	14.7	2.5	594.7
318120	C-ASS Primes d'assurances bris de glaces	537.8	530.0	7.8	1.5	537.8
318130	C-ASS Primes d'assurances rc générale	116.2	126.0	-9.8	-7.8	111.8
318140	C-ASS Primes d'assurances rc véhicules	206.0	210.0	-4.0	-1.9	198.8
318150	C-ASS Primes d'assurances casco	7.0	10.0	-3.0	-30.3	6.2
318160	C-ASS Primes d'assurances vol	79.3	84.0	-4.7	-5.6	79.3
318170	C-ASS Primes d'assurances transports	104.1	200.0	-95.9	-47.9	246.4
318180	C-ASS Primes d'assurances protection juridique	26.0	28.0	-2.0	-7.3	26.0
319	Frais divers	38.7	30.0	8.7	29.1	22.9
319010	C-ASS Franchises	38.7	30.0	8.7	29.1	22.9

3-7

3.7.3 DFIN - CENTRALE MUNICIPALE D'ACHAT ET D'IMPRESSION

en milliers de francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
total charges		699.1	671.6	27.4	4.1	625.7
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	458.4	349.1	109.3	31.3	381.8
310011	C-CMAI Achats de fournitures de bureau	201.3	149.1	52.2	35.0	162.8
310511	C-CMAI Impressions diverses	206.7	150.0	56.7	37.8	167.2
310571	C-CMAI Frais de reliure et restauration de livres	50.4	50.0	0.4	0.8	51.9
311	meubler, machines, véhicules et matériel	129.0	170.0	-41.0	-24.1	157.0
311010	C-CMAI Achats de mobilier et machines de bureau	118.3	150.0	-31.7	-21.2	147.3
311201	C-CMAI Achats de matériel d'atelier et outillage	10.8	20.0	-9.2	-46.2	9.6
313	Achats de fournitures et autres marchandises	17.9	20.5	-2.6	-12.8	8.6
313161	C-CMAI Achats d'autres fournitures	-	0.5	-0.5	-100.0	-
313201	C-CMAI Achats de fournitures pour ateliers	17.9	20.0	-2.1	-10.7	8.6
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	35.2	63.0	-27.8	-44.1	42.1
315011	C-CMAI Entretien du mobilier et machines de bureau	12.4	20.0	-7.6	-38.0	14.3
315111	C-CMAI Entretien mat.équip/nettoyage bât.par tiers	3.7	3.0	0.7	23.6	7.4
315201	C-CMAI Entretien matériel d'ateliers par des tiers	19.1	40.0	-20.9	-52.3	20.4
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	56.2	54.0	2.2	4.1	34.3
316201	C-CMAI Location de matériel d'ateliers et outilla.	56.2	54.0	2.2	4.1	34.3
318	Honoraires et prestations de service	2.3	15.0	-12.7	-84.5	1.8
318251	C-CMAI transports effectués par des tiers	1.3	10.0	-8.7	-87.5	1.7
318551	C-CMAI Prestations pour services divers	1.1	5.0	-3.9	-78.5	0.1

3.7.4 DIRECTION DU PATRIMOINE BÂTI

en milliers de francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
total charges		38'045.8	34'899.7	3'146.2	9.0	36'495.3
311	meublier, machines, véhicules et matériel	-	17.0	-17.0	-100.0	-
311162	C-DPBA Achats d'autre matériel	-	17.0	-17.0	-100.0	-
314	entretien des immeubles par des tiers	36'367.2	33'342.7	3'024.5	9.1	35'128.2
314031	C-DPBA entretien autres terrains, emplac.	216.7	20.0	196.7	983.3	3.8
314041	C-DPBA Entretien clôtures et barrières	139.5	400.0	-260.5	-65.1	45.9
314091	C-DPBA Entretien des ouvrages PCI.	230.7	90.0	140.7	156.3	50.2
314160	C-DPBA Maintien propreté ville de Genève	392.8	350.0	42.8	12.2	503.4
314200	C-DPBA Entretien bâtiments administratifs	3'345.2	3'800.0	-454.8	-12.0	3'269.5
314250	C-DPBA contrats bâtiments administratifs	625.2	550.0	75.2	13.7	558.4
314301	C-DPBA Entretien des bâtiments publics	13'067.2	11'700.0	1'367.2	11.7	14'466.8
314304	C-DPBA Entr. logts de fonction dans bât. publics	3.7	10.0	-6.3	-63.1	29.4
314351	C-DPBA contrats bâtiments publics	2'155.9	2'050.0	105.9	5.2	1'982.2
314500	C-DPBA Entretien bâtiments locatifs	14'002.0	12'182.7	1'819.3	14.9	11'775.6
314550	C-DPBA contrats bâtiments locatifs	1'796.8	1'700.0	96.8	5.7	1'691.1
314600	C-DPBA Entretien bâtiments industriels	131.8	30.0	101.8	339.3	11.9
314650	C-DPBA contrats bâtiments industriels	11.5	10.0	1.5	15.2	11.7
314700	C-DPBA Entretien homes pour personnes âgées	29.3	40.0	-10.7	-26.8	112.8
314801	C-DPBA Entretien locaux de tiers	106.0	300.0	-194.0	-64.7	507.0
314851	C-DPBA contrats locaux de tiers	113.0	110.0	3.0	2.7	108.7
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	53.9	40.0	13.9	34.7	62.0
315162	C-DPBA Entretien d'autre matériel par des tiers	53.9	40.0	13.9	34.7	62.0
318	honoraires et prestations de service	1'624.8	1'500.0	124.8	8.3	1'305.1
318221	C-DPBA frais de surveillance et d'interventions	343.8	250.0	93.8	37.5	219.6
318222	C-DPBA contrats de surveillance	355.7	550.0	-194.3	-35.3	399.6
318223	C-DPBA contrats d'ouverture & fermeture bât.public	364.7	450.0	-85.3	-18.9	420.3
318381	C-DPBA Expertises par des tiers - immeubles	236.8	100.0	136.8	136.8	136.8
318391	C-DPBA honoraires divers - immeubles	323.7	150.0	173.7	115.8	128.8

3-7

DIRECTION DU PATRIMOINE BÂTI - SUITE

en milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
total revenus	157.6	-	157.6	-	17.0
436 dédommagements de tiers	157.6	-	157.6	-	17.0
436361 C-DPBA Remboursement travaux par tiers	157.6	-	157.6	-	17.0

COMMENTAIRES :

groupe 314

Le conseil administratif a autorisé le service du DPBA à engager des travaux urgents et non planifiés, en dépassement des budgets d'entretien de différents bâtiments locatifs et publics.

3.7.5 LOGISTIQUE ET MANIFESTATIONS

en milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
total charges	1'804.3	1'563.7	240.5	15.4	1'874.0
313 Achats de fournitures et autres marchandises	1'242.2	1'063.9	178.3	16.8	1'334.0
313521 C-LOM Achats carburant	1'264.6	1'063.9	200.7	18.9	1'284.2
313599 C-LOM écarts stock carburant	-22.4	-	-22.4	-	49.8
318 honoraires et prestations de service	562.1	499.8	62.3	12.5	540.0
318091 C-LOM impôts taxes sur véhicules à moteur	562.1	499.8	62.3	12.5	540.0

3.7.6 DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

en milliers de francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
total charges		9'162.8	10'619.8	-1'456.9	-13.7	9'435.2
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	7.3	15.0	-7.7	-51.1	6.9
310032	C-DSIC Achats de fournitures informatiques	7.3	15.0	-7.7	-51.1	6.9
311	meublier, machines, véhicules et matériel	525.7	700.0	-174.3	-24.9	657.1
311030	C-DSIC Achats matériel et logiciels informatiques	438.2	400.0	38.2	9.6	442.7
311041	C-DSIC Achats de matériel de communication	87.4	300.0	-212.6	-70.9	214.4
314	Entretien des immeubles par des tiers	709.4	876.3	-166.9	-19.0	731.3
314192	C-DSIC Entretien,réseaux fibre optique hors immeub	121.1	170.0	-48.9	-28.8	127.2
314261	C-DSIC Entretien informat. et télécomm. bât.admin.	539.7	706.3	-166.6	-23.6	548.8
314561	C-DSIC Entretien informatique télécom bât.locatifs	48.6	-	48.6	-	55.3
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	4'756.8	5'542.6	-785.8	-14.2	4'818.2
315031	C-DSIC Entr.matériel inform.et logiciels par tiers	4'132.1	4'542.6	-410.5	-9.0	4'161.5
315041	C-DSIC Entret.matériel de communicat.par des tiers	624.7	1'000.0	-375.3	-37.5	656.7
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	836.7	779.2	57.5	7.4	883.6
316031	C-DSIC location appareils multifonctions	827.4	763.7	63.7	8.3	874.2
316042	C-DSIC Location matériel de télécom.et transmiss.	9.3	15.5	-6.2	-39.8	9.3
318	Honoraires et prestations de service	2'326.9	2'706.7	-379.8	-14.0	2'338.0
318271	C-DSIC Travaux informatiques par des tiers	923.7	945.2	-21.5	-2.3	894.6
318431	C-DSIC Liaisons inform.,radio,TV,Internet	138.1	418.0	-279.9	-67.0	162.9
318450	C-DSIC Téléphones	1'265.1	1'343.5	-78.4	-5.8	1'280.5

3-7

COMMENTAIRES :

groupe 315 et groupe 318

La capacité en ressources humaines de la DSIC a été insuffisante pour le suivi de la réalisation de projets par des tiers. La DSIC a poursuivi en 2015 les recrutements nécessaires dans ce contexte.

La mise en place de nos propres fibres optiques en 2014 a permis de réaliser une économie substantielle. Le budget 2016 a été adapté en ce sens.

3.7.7 ÉNERGIE

en milliers de francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
total charges		22'991.8	21'568.4	1'423.4	6.6	21'830.2
312	eau, énergie, combustible	21'517.8	20'300.0	1'217.8	6.0	20'528.4
312020	C-ENE BOIS	195.6	120.0	75.6	63.0	75.6
312030	C-ENE Electricité	8'624.0	8'472.0	152.0	1.8	8'093.2
312040	C-ENE Eau	7'350.5	6'244.0	1'106.5	17.7	6'394.0
312060	C-ENE chauffage	246.5	250.0	-3.5	-1.4	302.0
312070	C-ENE GAZ	2'945.6	3'006.0	-60.4	-2.0	2'817.6
312080	C-ENE Huile de chauffage	2'178.8	2'208.0	-29.2	-1.3	2'456.0
312999	C-ENE écarts d'inv.rebus, dim.prix	-23.2	-	-23.2	-	390.1
314	entretien des immeubles par des tiers	1'474.0	1'268.4	205.6	16.2	1'301.8
314201	C-ENE Entretien bâtiments administratifs	113.8	108.2	5.6	5.1	124.6
314251	C-ENE contrats bâtiments administratifs	75.4	81.6	-6.2	-7.6	86.8
314302	C-ENE Entretien des bâtiments publics	447.3	331.7	115.6	34.8	434.2
314352	C-ENE contrats bâtiments publics	334.5	241.5	93.0	38.5	220.2
314501	C-ENE Entretien bâtiments locatifs	386.1	340.4	45.8	13.4	344.8
314551	C-ENE contrats bâtiments locatifs	116.7	165.0	-48.3	-29.3	90.5
314701	C-ENE Entretien homes pour personnes âgées	0.2	-	0.2	-	0.8

COMMENTAIRES :

groupe 312

ce dépassement est essentiellement dû aux conséquences de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les eaux le 1er janvier 2015. Le changement de réglementation a induit une nouvelle tarification de la part des SIG, intégrant les trois domaines du cycle de l'eau. A savoir : la production et la distribution de l'eau potable, l'épuration des eaux usées au niveau du réseau primaire (SIG) et au niveau du réseau secondaire (communes genevoises).

groupe 314

Le service a dû faire face à de nombreuses interventions (entretiens et réparations urgentes) difficilement prévisibles.

3.7.8 GÉRANCE IMMOBILIÈRE MUNICIPALE

en milliers de francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
total charges		1'241.1	1'311.1	-70.0	-5.3	1'345.9
312	eau, énergie, combustible	1'241.1	1'311.1	-70.0	-5.3	1'345.9
312061	C-GIM chauffage	1'241.1	1'311.1	-70.0	-5.3	1'345.9

3.7.9 RESSOURCES HUMAINES

en milliers de francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
total charges		467'455.8	469'820.1	-2'364.2	-0.5	454'880.3
300	Autorités et commissions	1'603.7	2'056.6	-452.9	-22.0	1'787.0
300161	C-DRH Jetons de présence CM (compétence DRH)	1'527.7	2'008.2	-480.5	-23.9	1'734.1
300921	C-DRH Jetons de présence autres commissions	76.0	48.4	27.6	57.1	52.8
301	traitements du personnel	372'481.8	370'720.1	1'761.7	0.5	362'820.8
301020	C-DRH Allocations de naissance	55.0	50.0	5.0	10.0	46.5
301180	C-DRH salaires fonctionnaires	307'368.3	325'572.2	-18'203.9	-5.6	298'756.0
301190	C-DRH salaires personnel auxiliaire	17'226.2	10'841.9	6'384.3	58.9	17'633.9
301200	C-DRH salaires des stagiaires	395.4	400.0	-4.6	-1.2	395.8
301210	C-DRH salaires des apprentis	1'536.8	1'550.7	-13.9	-0.9	1'373.4
301240	C-DRH salaires des civilistes	272.5	320.0	-47.5	-14.9	282.0
301250	C-DRH salaires des jeunes durant l'été	248.3	250.0	-1.7	-0.7	248.7
301270	C-DRH heures supplémentaires	2'086.2	1'210.1	876.0	72.4	2'046.9
301300	C-DRH Prime de fidélité	26'753.4	27'729.7	-976.3	-3.5	25'956.4
301301	C-DRH Indemnités de départ	142.1	-	142.1	-	85.5
301310	C-DRH Prime de mise à la retraite	645.2	582.9	62.2	10.7	559.2
301331	C-DRH Prime professionnelle et de fonction	2'290.3	2'186.4	103.9	4.8	2'243.2
301340	C-DRH service supplémentaire (indemnité)	1'217.4	1'022.1	195.4	19.1	1'184.7
301350	C-DRH Indemnités de nuisance	7'956.5	7'232.7	723.7	10.0	7'535.3
301360	C-DRH Prime de fin d'étude	9.5	15.5	-6.0	-38.7	6.5
301400	C-DRH salaires réguliers	-	-	-	-	4.4
301500	C-DRH traitement divers - réadapt. professionnelle	196.7	950.0	-753.3	-79.3	417.7
301510	C-DRH réduction pour postes vacants	-	-13'000.0	13'000.0	-100.0	-
301600	C-DRH Allocations pour enfants	4'082.1	3'805.8	276.3	7.3	4'044.7
303	Assurances sociales	32'483.7	33'090.0	-606.3	-1.8	31'049.1
303350	C-DRH Assurance maternité part ADM	150.1	156.3	-6.2	-4.0	145.6
303360	C-DRH cotisations AVS, AI, APG	18'853.7	19'635.2	-781.6	-4.0	18'294.0
303380	C-DRH cotisations assurance chômage	3'930.4	3'812.7	117.7	3.1	3'815.3
303390	C-DRH Part aux frais administratifs AVS	533.4	556.7	-23.3	-4.2	518.5
303400	C-DRH cotisations allocations familiales	8'777.4	8'769.2	8.2	0.1	8'172.7
303520	C-DRH contributions pour civilistes	238.8	160.0	78.8	49.3	102.9
304	caisses de pensions et de prévoyance	46'482.8	47'664.4	-1'181.6	-2.5	45'156.8
304410	C-DRH cotisat. caisse assurance du personnel (CAP)	46'405.7	47'354.4	-948.7	-2.0	45'100.0
304450	C-DRH caisse assurance du personnel 57/62 ans	-	300.0	-300.0	-100.0	-
304510	C-DRH cotisations autres caisses	69.5	10.0	59.5	595.1	56.8

3-7

RESSOURCES HUMAINES - SUITE

en milliers de francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
304532	C-DRH frais administratifs CAP	7.7	-	7.7	-	-
305	Assurance maladie et accidents	7'920.7	8'473.0	-552.3	-6.5	7'758.5
305530	C-DRH cotisat.assurance accidents professionnels	2'877.4	8'094.4	-5'217.0	-64.5	2'823.2
305540	C-DRH cotisat.assurance accidents non profession.	4'764.0	-	4'764.0	-	4'581.0
305580	C-DRH Particip. caisse maladie pers. fixe et temp.	109.7	138.6	-28.9	-20.9	177.6
305631	C-DRH cotisations assurances hors LAA	169.6	240.0	-70.4	-29.3	176.7
306	prestations en nature	791.6	741.5	50.1	6.8	669.0
306640	C-DRH indemnités de repas	393.9	333.0	60.9	18.3	352.2
306650	C-DRH indemnités de vêtements	397.1	408.5	-11.4	-2.8	316.4
306670	C-DRH frais de lunettes	0.5	-	0.5	-	0.4
307	prestations aux pensionnés	2'524.8	2'930.0	-405.2	-13.8	2'344.7
307670	C-DRH Pension du conseil Administratif	1'233.0	1'400.0	-167.0	-11.9	1'280.6
307680	C-DRH Pension SIS	1'189.7	1'420.0	-230.3	-16.2	972.9
307681	C-DRH pensions diverses	-	10.0	-10.0	-100.0	0.6
307690	C-DRH Rentes complémentaires	102.1	100.0	2.1	2.1	90.7
308	personnel interimaire	194.9	495.0	-300.1	-60.6	80.4
308750	C-DRH Personnel interimaire	194.9	495.0	-300.1	-60.6	80.4
309	Autres charges du personnel	2'286.5	2'936.0	-649.4	-22.1	2'471.0
309770	C-DRH Annonces et frais pour la recherche de pers.	219.9	220.0	-0.1	-0.1	216.2
309810	C-DRH cours formation, instructions, perfectionn.	1'817.3	2'267.3	-450.0	-19.8	1'917.4
309830	C-DRH frais de visites médicales	74.1	145.0	-70.9	-48.9	66.1
309900	C-DRH Fonds de décès	175.3	183.7	-8.5	-4.6	171.4
309940	C-DRH indemnités au décès	0.0	120.0	-120.0	-100.0	99.9
317	dédommagements	657.6	713.5	-55.9	-7.8	718.3
317021	C-DRH indemnités de téléphone du personnel	1.2	-	1.2	-	2.7
317050	C-DRH débours des autorités	67.5	68.9	-1.4	-2.1	68.9
317060	C-DRH indemnités de fonction	229.1	414.6	-185.5	-44.7	284.9
317071	C-DRH frais dépl. et repas de travail du personnel	141.0	20.0	121.0	605.1	62.3
317080	C-DRH indemn.utilisation transports publics gen.	218.7	210.0	8.7	4.2	299.5
318	honoraires et prestations de service	26.3	-	26.3	-	24.8
318432	C-DRH Liaisons inform.,radio,tv,internet du cm	21.9	-	21.9	-	24.8
318451	C-DRH téléphones	0.6	-	0.6	-	-
318511	C-DRH frais réception pour tiers	3.7	-	3.7	-	-

RESSOURCES HUMAINES - SUITE

en milliers de francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
319	frais divers	1.4	-	1.4	-	-
319061	C-DRH Autres frais	1.4	-	1.4	-	-
total revenus		5'379.3	5'330.0	49.3	0.9	5'113.9
427	immeubles du patrimoine administratif	91.9	210.0	-118.1	-56.2	92.6
427180	C-DRH Macarons parking personnel	91.9	210.0	-118.1	-56.2	92.6
429	Autres revenus	0.6	-	0.6	-	0.5
429361	C-DRH Revenus divers	0.6	-	0.6	-	0.5
436	dédommagements de tiers	5'286.8	5'120.0	166.8	3.3	5'020.8
436220	C-DRH Frais de formation, remboursement	28.1	20.0	8.1	40.7	18.8
436241	C-DRH Primes d'assurances, remboursement	1.5	-	1.5	-	1.8
436250	C-DRH Remboursement perte de salaire - accident	3'520.5	4'000.0	-479.5	-12.0	2'921.6
436260	C-DRH Remboursement perte de salaire - invalidité	637.9	300.0	337.9	112.6	1'069.2
436280	C-DRH Rembours. perte salaire - personnel mobilisé	143.1	200.0	-56.9	-28.4	206.3
436301	C-DRH Dédommagements divers	71.9	-	71.9	-	4.5
436500	C-DRH Remboursement perte salaires - maternité	883.9	600.0	283.9	47.3	798.5

3-7

COMMENTAIRES :

L'économie de 2.4 M sur les comptes de charges 2015 provient essentiellement des mouvements de personnel et des vacances de postes tout au long de l'année. Le nombre de postes vacants au 31.12.2015 était de 124.8 (EPT).

groupe 300

Les jetons de présence du conseil municipal et des commissions ont été inférieurs au budget.

groupe 301

Le dépassement résulte essentiellement des dépassements enregistrés sur les lignes de personnel auxiliaire, les heures supplémentaires et les indemnités diverses.

groupe 305

Le budget est établi sur la base d'un taux moyen de sinistralité sur la base des années antérieures, ce taux a été inférieur à la prévision.

groupe 308

Le recours au personnel intérimaire par le département de l'environnement urbain et de la sécurité (service voirie-propre) et le département de la cohésion sociale et solidarité (service social) a été inférieur aux prévisions.

groupe 309

Les formations obligatoires ont été inférieures aux prévisions en 2015. Il n'y a pas eu d'ayants droit à l'indemnité décès.

4

COMPTES PAR DÉPARTEMENT 4

AUTORITÉS

4 COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE DES DÉPARTEMENTS

4.1 AUTORITÉS

4.1.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

faits marquants

direction générale

durant l'année 2015, la direction générale a continué à assurer son rôle d'appui et de proposition auprès du conseil administratif et de coordination au sein de l'administration. Plusieurs projets et études ont été conduits au sein du CODIR (comité de direction), du COATTRIM (comité d'attribution immobilière) et de la COMIN (commission d'investissement).

premièrement, le CODIR a continué à agir comme comité de pilotage (COPIL) de plusieurs importants projets DRH, tels que l'évaluation des fonctions, l'analyse et description des fonctions type et l'évaluation des entités organisationnelles.

il a également participé au processus d'élaboration du plan directeur RH, à l'évaluation de l'application de la directive relative au langage épïcène et a validé l'élaboration du concept de la participation de la ville de Genève à la cité des métiers ainsi que le plan d'action « apprentissage ».

en collaboration avec le département des finances, le CODIR a continué à assurer le suivi du système de contrôle interne (SCI) et de l'analyse consolidée des risques. il a suivi la mise en œuvre du programme stratégique de développement durable (PSDD), ainsi que le projet de révision de la loi sur l'administration des communes (LAC)/modèle comptable harmonisé (MCH2).

à la demande du conseil administratif, le CODIR a lancé les travaux du comité de pilotage « patrimoine immobilier », participé à une étude sur Genève ville-centre et préparé un projet de feuille de route. tout au long de l'année, les directeurs et directrices de département ont travaillé de concert sur le projet de redéfinition des tâches et compétences de l'état et des communes.

toujours en tant que comité de pilotage, le CODIR a validé et soumis au conseil administratif une quinzaine de nouvelles directives et procédures, notamment la nouvelle directive transversale sur les subventions et celle sur le système de contrôle interne. il a aussi piloté un nouveau groupe de travail consacré au stationnement des véhicules sur le domaine privé de la ville de Genève.

quant au COATTRIM, il a poursuivi son travail de consultation et de coordination interdépartementale sur plusieurs dossiers d'attribution de locaux, afin de répondre aux sollicitations de l'exécutif, des départements et de tiers.

par ailleurs, le COATTRIM a soumis un projet de gestion du patrimoine administratif (PA) au conseil; ce dernier l'a accepté et a chargé le COATTRIM de piloter les travaux dans le but d'établir et gérer un registre global du PA, d'ici à fin 2016. Le COATTRIM a également mené un travail préparatoire sur la gestion des édifices, propriété de la

ville de Genève, installés sur le domaine public, qui a abouti à une décision au niveau politique.

de plus, l'étude et la validation de plusieurs roades ont également contribué à une meilleure utilisation des locaux appartenant à l'administration, toujours dans l'objectif de continuer à réduire les coûts des locations externes.

pendant l'année écoulée la COMIN a poursuivi son travail sur les prochains PFI en proposant divers scénarii de planification des dépenses d'investissement ; elle a aussi exploré plusieurs pistes pour alléger la charge financière et élaboré de nouveaux outils de monitoring des dépenses d'investissement.

département des autorités

pour l'édition 2015, madame la maire a associé les fêtes de Genève à la fête du 1^{er} août, avec pour thème l'agriculture de proximité. La fête du 31 décembre, s'est déroulée sur le quai du Mont-Blanc en collaboration avec plusieurs partenaires et a rassemblé 15'000 personnes.

d'autres événements d'importance ont marqué positivement cette année. par exemple, la soirée du Geneva Opera Pool au Grand Théâtre a réuni 700 représentant-e-s de de la communauté internationale, (diplomatique, politique et économique) de Genève.

La cérémonie de remise du prix Martin Ennals pour les défenseurs et défenseuses des droits humains a rassemblé 600 personnes à Uni Dufour tandis que l'accueil des nouveaux habitant-e-s de la ville a permis de présenter l'organisation politique et sociale de la cité à plusieurs centaines de personnes récemment installées.

dans le cadre de l'exposition universelle Milan 2015, le SRE a fourni un important appui financier, logistique et de contenu pour l'organisation des événements thématiques et des journées officielles genevoises. En lien avec cette exposition, le SRE a coordonné la participation de la ville de Genève au Milan Urban Food Policy Pact signé le 15 octobre par 117 municipalités.

du côté des réseaux de villes, le SRE a organisé la journée des villes suisses, en collaboration avec l'union des villes suisses (UVS) et la ville de Lancy. Près de 250 maires et hauts fonctionnaires suisses, ainsi que M. Alain Berset, conseiller fédéral, étaient présents.

en collaboration avec le DCS et le service Agenda 21, le SRE a organisé la 4^e réunion de la commission permanente villes innovantes de l'Association internationale des maires francophones, sur le thème de l'économie créative et culturelle.

parallèlement, l'Administration centrale (ACE) a poursuivi la mise en œuvre du nouveau règlement sur l'octroi des subventions en collaborant au développement

d'un module du programme informatique de gestion des subventions (module GM) spécialement adapté aux besoins des Autorités. L'implémentation de cette gestion informatique – développée en collaboration avec la direction des systèmes d'information et de communication (DSIC) – est prévue pour l'année 2016.

Au niveau de la communication, l'unité information et communication (Infocom) a finalisé un certain nombre de projets dont notamment la refonte du magazine vivre à Genève et son agenda dans le but de mieux refléter les prestations et l'action de la ville de Genève. La refonte du site Internet a également débuté et des propositions graphiques ont été présentées au CA. L'unité a par ailleurs réalisé des vidéos sur les thèmes suivants : le MEG, les prestations pour les aînés, l'agriculture urbaine, le SIS, la végétalisation des places, etc. Une publication valorisant la photographie genevoise a été réalisée en collaboration avec le département de la culture et des sports et un livre sur la villa La Grange a été finalisé avec le SRE. Par ailleurs l'unité a mis sur pied des newsletters pour plusieurs départements ainsi que des sites Internet d'institutions comme les scènes culturelles. Les sites Intranet du département des Autorités et de la police municipale ont également été développés.

comme les années précédentes, les Archives de la ville de Genève ont été très sollicitées par les services pour la mise en place de différents instruments de gestion de l'information, tels que les plans de classement, les calendriers de conservation, ainsi que pour des projets de numérisation, de gestion des documents électroniques et de leur sécurité.

En matière de gestion du cycle de vie des documents, la DSIC et les Archives de la ville de Genève ont collaboré étroitement à la conception d'une base de données, qui permettra de gérer plus facilement les calendriers de conservation et de les partager avec les services qui devront les appliquer.

Parallèlement, les Archives de la ville de Genève ont numérisé une bonne partie des registres des quatre cimetières qui dépendent de la ville ainsi qu'une sélection de dossiers provenant du conseil administratif et du musée d'art et d'histoire.

Dans le domaine juridique, l'augmentation significative du volume des affaires du personnel confiées au service juridique s'est confirmée en 2015. Le nombre de dossiers attribués au LEX a, en effet, doublé. En outre, les contentieux judiciaires ont quadruplé par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, le LEX s'est vu confier le dossier judiciaire relatif à la centrale nucléaire du Bugey, le conseil administratif ayant réaffirmé sa volonté de combattre les périls auxquels sont exposées les populations du fait de la multiplication des défauts et fragilités internes présentés par la centrale nucléaire du Bugey et des incidents survenus en son sein.

Aux différentes procédures administratives visant à ob-

tenir la suspension voire l'arrêt du fonctionnement des réacteurs de la centrale, s'est ajouté un volet pénal. Maître Corinne Lepage, ancienne ministre de l'environnement de la République française et ancienne députée européenne, a été mandatée pour diligenter les différentes actions, étant précisé qu'elle avait déjà œuvré avec succès pour la ville de Genève dans le dossier relatif au site nucléaire de Creys-Malville.

En outre, en décembre 2015, le conseil administratif a décidé de transférer au LEX le traitement et le suivi de l'ensemble des plaintes pénales émises par la ville de Genève, occasionnant par là-même une charge de travail supplémentaire conséquente pour le LEX, le nombre de plaintes étant compris entre 300 et 400 par an.

Finalement, le contrôle financier (CFI) poursuit sa réorganisation dont la finalisation est prévue fin 2016.

commentaires sur les priorités et perspectives

Pour l'essentiel, les perspectives fixées pour l'année 2015 telles que définies dans le projet de budget ont été réalisées.

D'une part, dans le domaine des ressources humaines, la mise en œuvre d'une procédure d'accueil des nouveaux collaborateurs a été finalisée et est entrée en vigueur dans l'ensemble des services et unités du département.

D'autre part, l'intégration du traitement des subventions du conseil administratif et du département des Autorités dans l'application informatique SAP-GM a été menée à bien et l'adaptation de ce module de gestion spécifique est en phase d'implémentation.

De plus, la mise à jour des directives de gestion administrative (DGA) atteint 75% de réalisation, taux qui dépasse la valeur cible minimale fixée à 50%. De surcroît, l'application informatique de gestion des directives générales est terminée et sera mise en production en 2016.

Finalement, le déploiement du système de contrôle interne (SCI) du département s'est poursuivi par la modélisation des processus clés et l'élaboration des matrices de contrôle associées aux procédures départementales et de service. Ce gros chantier pluriannuel est en voie de finalisation.

4.1.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
introduire une procédure d'accueil de nouveaux collaborateurs au sein du département	La procédure est appliquée pour tous les nouveaux collaborateurs du département	100% de nouveaux collaborateurs du département	50% de nouveaux collaborateurs du département	100%	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
Les séances d'accueil départementales se déroulent les 1 ^{er} vendredis de chaque mois. Elles s'adressent à l'ensemble des membres du personnel du département (tous statuts confondus : 1 apprentie, 1 stagiaire, 4 employé-e-s, 18 auxiliaires). une plaquette a été éditée spécifiquement pour cet événement. nous assurons ainsi une communication ciblée et homogène aux nouveaux et nouvelles membres du personnels de notre département. ces séances s'intègrent à celles dispensées par la direction des ressources humaines de la ville de Genève qui ont lieu tous les 2 mois.					

OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Mettre à jour les directives de gestion administrative (DGA) dans l'ensemble des départements	taux d'actualisation des DGA	80% au 31.12.2015	50% au 31.12.2015	75%	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
L'application informatique de gestion des directives générales est terminée et sera mis en production début 2016.					

OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Poursuivre et finaliser l'implémentation du système de contrôle interne (SCI) au sein du département	taux de processus formalisés	100% au 31.12.2015	100% au 31.12.2015	1 procédure clé modélisée dans chaque service	
	nombre de contrôles clés identifiés	100% au 31.12.2015	100% au 31.12.2015	matrice de contrôle associée à ces procédures-clé en cours de préparation	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
La modélisation des procédures a été retardée par le manque de disponibilité de la responsable du contrôle interne.					

4.1.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs

	DG	ACE	LEX	SRE	SCM	CM	CA	CFI	Total
Administration générale	4'833	4'464	1'989	3'994	2'044	2'234	3'420	2'214	25'193
sécurité publique	-	-	-	-	-	-	17'173	-	17'173
culture et loisirs	-	-	-	-	-	-	584	-	584
prévoyance sociale	-	6	-	102	-	-	920	-	1'028
trafic	-	-	-	-	-	-	250	-	250
protection et aménagement de l'environ.	7	-	-	-	-	-	-	-	7
Finances et impôts	-	0	0	-	0	-	-	-	0
total	4'839	4'471	1'989	4'096	2'045	2'234	22'347	2'214	44'235

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs

	DG	ACE	LEX	SRE	SCM	CM	CA	CFI	Total
Administration générale	82	1'207	24	50	26	3	320	1	1'710
trafic	-	-	-	-	-	-	17'173	-	17'173
total	82	1'207	24	50	26	3	17'492	1	18'883

4.1.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

AUTORITÉS	TOTAL CHARGES	44'235'022	42'878'761	1'356'261	3%	43'033'855
	TOTAL REVENUS	18'883'443	16'030'850	2'852'593	18%	18'831'535
en francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
01 CONSEIL MUNICIPAL						
CHARGES		2'234'058	2'908'056	-673'999	-23%	2'519'492
30 charges de personnel		1'595'140	2'165'358	-570'218	-26%	1'827'893
300	Autorités et commissions	1'538'881	2'028'210	-489'329	-24%	1'748'451
303	Assurances sociales	53'956	131'382	-77'427	-59%	76'397
305	Assurance maladie et accidents	2'303	5'765	-3'463	-60%	3'044
31 biens, services et marchandises		569'332	655'852	-86'520	-13%	602'508
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	65'697	101'200	-35'503	-35%	58'083
311	Mobilier, machines, véhicules et matériel	956	-	956	-	498
313	Achats de fournitures et autres marchandises	260	5'000	-4'740	-95%	3'903
314	Entretien des immeubles par des tiers	362	-	362	-	1'428
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	36'288	27'055	9'233	34%	53'056
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'000	-	1'000	-	730
317	Dédommagements	144'088	197'200	-53'112	-27%	158'199
318	Honoraires et prestations de service	312'063	315'647	-3'584	-1%	321'042
319	Frais divers	8'618	9'750	-1'132	-12%	5'569
33 Amortissements		45'251	82'751	-37'500	-45%	63'550
331	Amortissements ordinaires du PA	45'251	82'751	-37'500	-45%	63'550
36 subventions accordées		2'000	2'000	-	-	2'000
365	Subventions accordées - institutions privées	2'000	2'000	-	-	2'000
39 imputations internes		22'336	2'096	20'240	966%	23'541
390	Intérêts répartis	662	1'096	-434	-40%	1'054
392	Autres prestations internes	21'674	1'000	20'674	>1'000%	22'487
REVENUS		3'400	-	3'400	-	-
43 revenus divers		3'400	-	3'400	-	-
435	Ventes	3'400	-	3'400	-	-
02 CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT						
CHARGES		2'627'151	2'276'316	350'834	15%	2'446'228
30 charges de personnel		1'389'272	1'372'259	17'012	1%	1'387'922
301	Traitements du personnel	1'269'615	1'238'653	30'962	2%	1'269'618
303	Assurances sociales	108'355	106'983	1'372	1%	107'088
305	Assurance maladie et accidents	11'061	26'383	-15'322	-58%	10'976
309	Autres charges du personnel	240	240	-	-	240
31 biens, services et marchandises		960'887	884'057	76'830	9%	574'552
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	9'135	4'155	4'980	120%	1'421
311	Mobilier, machines, véhicules et matériel	1'791	-	1'791	-	150
313	Achats de fournitures et autres marchandises	1'185	2'700	-1'515	-56%	1'494
314	Entretien des immeubles par des tiers	3	-	3	-	53

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	4'291	20'125	-15'834	-79%	6'794
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	11'776	16'000	-4'224	-26%	11'776
317 Dédommagements	175'080	186'500	-11'420	-6%	132'579
318 Honoraires et prestations de service	643'332	537'577	105'755	20%	356'893
319 Frais divers	114'294	117'000	-2'706	-2%	63'393
37 subventions redistribuées	250'000	-	250'000	-	480'000
375 subventions redistribuées - Institutions privées	250'000	-	250'000	-	480'000
39 imputations internes	26'992	20'000	6'992	35%	3'754
391 mise à disposition de locaux	11'664	-	11'664	-	-
392 autres prestations internes	15'328	20'000	-4'672	-23%	3'754
REVENUS	319'513	45'000	274'513	610%	557'307
42 revenus des biens	500	-	500	-	-
429 autres revenus	500	-	500	-	-
43 revenus divers	69'013	45'000	24'013	53%	77'307
436 dédommagements de tiers	69'013	45'000	24'013	53%	77'307
47 subventions à redistribuer	250'000	-	250'000	-	480'000
471 subventions à redistribuer - cantons	-	-	-	-	100'000
472 subventions à redistribuer - communes	250'000	-	250'000	-	380'000
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
CHARGES	20'331'912	20'747'644	-415'732	-2%	18'981'835
30 charges de personnel	12'998'219	13'513'805	-515'586	-4%	12'398'818
301 traitements du personnel	10'414'116	10'900'255	-486'139	-4%	9'959'051
303 assurances sociales	901'206	934'252	-33'045	-4%	854'995
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'404'210	1'404'845	-635	-0%	1'280'244
305 assurance maladie et accidents	153'433	232'200	-78'766	-34%	147'739
306 prestations en nature	22'234	37'310	-15'076	-40%	19'220
309 autres charges du personnel	103'019	4'944	98'075	>1'000%	137'569
31 biens, services et marchandises	5'974'357	5'943'379	30'978	1%	5'330'837
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	950'028	768'025	182'003	24%	714'438
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	37'608	39'970	-2'362	-6%	39'635
312 eau, énergie, combustible	130'240	129'160	1'080	1%	135'392
313 achats de fournitures et autres marchandises	861'736	866'425	-4'689	-1%	851'107
314 entretien des immeubles par des tiers	162'324	203'468	-41'144	-20%	132'566
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	261'669	217'571	44'098	20%	266'417
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	156'952	118'950	38'002	32%	155'226
317 dédommagements	74'222	134'540	-60'318	-45%	83'609
318 honoraires et prestations de service	2'526'386	2'634'800	-108'414	-4%	2'227'612
319 frais divers	813'192	830'470	-17'278	-2%	724'835
33 Amortissements	146'479	162'574	-16'095	-10%	120'701
331 amortissements ordinaires du PA	124'374	162'574	-38'200	-23%	120'676
334 pertes sur débiteurs	22'105	-	22'105	-	25

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
35 dédommagements à des collectivités publiques	18'483	25'000	-6'517	-26%	6'154
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	18'483	25'000	-6'517	-26%	6'154
37 subventions redistribuées	84'500	80'000	4'500	6%	77'250
376 personnes physiques	84'500	80'000	4'500	6%	77'250
39 imputations internes	1'109'873	1'022'886	86'987	9%	1'048'075
390 intérêts répartis	10'114	7'934	2'180	27%	8'389
391 mise à disposition de locaux	722'069	664'787	57'282	9%	683'854
392 autres prestations internes	377'690	350'165	27'525	8%	355'832
REVENUS	1'387'576	985'850	401'726	41%	1'101'273
42 revenus des biens	11'729	2'000	9'729	486%	13'388
427 immeubles du patrimoine administratif	6'395	2'000	4'395	220%	4'191
429 autres revenus	5'335	-	5'335	-	9'197
43 revenus divers	1'289'197	903'850	385'347	43%	1'004'831
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	540	-	540	-	-
435 ventes	868'975	848'500	20'475	2%	845'039
436 dédommagements de tiers	128'479	10'350	118'129	>1'000%	66'665
439 autres contributions	291'203	45'000	246'203	547%	93'127
45 dédommagements de collectivités publiques	-	-	-	-	5'804
450 confédération	-	-	-	-	5'804
46 subventions acquises	2'150	-	2'150	-	-
469 autres subventions	2'150	-	2'150	-	-
47 subventions à redistribuer	84'500	80'000	4'500	6%	77'250
471 subventions à redistribuer - cantons	84'500	80'000	4'500	6%	77'250
1 SÉCURITÉ PUBLIQUE					
11 SÉCURITÉ MUNICIPALE					
CHARGES	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	17'172'954
35 dédommagements à des collectivités publiques	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	17'172'954
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	17'172'954
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	575'823	563'262	12'561	2%	541'788
36 subventions accordées	575'823	563'262	12'561	2%	541'788
361 subventions accordées - cantons	-4'000	-	-4'000	-	15'581
363 subventions accordées - propres établissements	-	-	-	-	4'333
365 subventions accordées - institutions privées	579'823	561'162	18'661	3%	516'874
366 subventions accordées - personnes physiques	-	2'100	-2'100		5'000

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
34 SPORTS					
CHARGES	8'000	-	8'000	-	7'556
36 subventions accordées	8'000	-	8'000	-	7'556
365 subventions accordées - institutions privées	8'000	-	8'000	-	7'556
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE					
CHARGES	23'200	23'200	-	-	-
36 subventions accordées	23'200	23'200	-	-	-
365 subventions accordées - institutions privées	23'200	23'200	-	-	-
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	1'005'110	1'100'982	-95'872	-9%	1'076'292
36 subventions accordées	1'005'110	1'100'982	-95'872	-9%	1'076'292
365 subventions accordées - institutions privées	740'110	850'982	-110'872	-13%	810'692
366 subventions accordées - personnes physiques	-	-	-	-	600
367 subventions accordées - étranger	265'000	250'000	15'000	6%	265'000
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
REVENUS	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	17'172'954
45 dédommagements de collectivités publiques	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	17'172'954
451 cantons	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	17'172'954
65 TRAFIC RÉGIONAL					
CHARGES	250'000	259'300	-9'300	-4%	267'600
36 subventions accordées	250'000	259'300	-9'300	-4%	267'600
361 subventions accordées - cantons	250'000	259'300	-9'300	-4%	250'000
365 subventions accordées - institutions privées	-	-	-	-	17'600
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT					
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	6'532	-	6'532	-	-
31 biens, services et marchandises	6'532	-	6'532	-	-
318 honoraires et prestations de service	6'532	-	6'532	-	-
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT					
CHARGES	-	-	-	-	20'000
36 subventions accordées	-	-	-	-	20'000
365 subventions accordées - institutions privées	-	-	-	-	20'000
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	282	-	282	-	111
32 intérêts passifs	282	-	282	-	111
320 engagements courants	282	-	282	-	111

4.1.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

02 conseil administratif, maire et adjoint

375 subventions redistribuées - institutions privées

472 subventions à redistribuer - communes

participations des ports francs et de la ville de Lausanne à l'exposition universelle de Milan (groupe 472) et reversées à l'Association Milan 2015 (groupe 375).

05 Administration générale

439 Autres contributions

Écart dû principalement à un remboursement de TVA suite à une réduction du taux appliqué. ce montant s'explique par l'effet rétroactif qui s'est appliqué sur plusieurs années.

4.1.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	FIXES					AUXILIAIRES		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2015	Écart postes	C 2015	B 2015	Écart
05	Administration générale	74.9	3.0	77.9	77.9	-	941'427	830'095	111'332
	TOTAL	74.9	3.0	77.9	77.9	-	941'427	830'095	111'332

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.1.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

En milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
subventions monétaires	1'149	1'225	-76	-6%	1'178
0 Administration générale	2	2	-	-	2
3 culture et loisirs	417	388	29	8%	361
5 prévoyance sociale	480	576	-96	-17%	528
6 trafic	250	259	-9	-4%	268
7 protection et aménagement de l'environ.	-	-	-	-	20
gratuités	715	724	-9	-1%	737
3 culture et loisirs	167	175	-9	-5%	189
5 prévoyance sociale	549	549	-	-	549
total	1'864	1'949	-85	-4%	1'915

4.1.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs		C 2015	B 2015	Écart
A	Autorités	1'148'940	1'224'800	-75'860
01	conseil municipal	2'000	2'000	
365	subventions accordées - institutions privées	2'000	2'000	-
	Amicale des anciens conseillers municipaux	2'000	2'000	-
30	encouragement à la culture	409'161	387'850	21'311
361	subventions accordées - cantons	-4'000	-	-4'000
	subventions et allocations diverses et imprévues	-4'000	-	-4'000
365	subventions accordées - institutions privées	413'161	387'850	25'311
	commémoration du bicentenaire de l'adhésion de Genève à la confédération	50'000	50'000	-
	rencontres internationales de Genève	22'700	22'700	-
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 34 et 58)	85'832	60'150	25'682
	TV Léman Bleu	254'630	255'000	-370
34	sports	8'000	-	8'000
365	subventions accordées - institutions privées	8'000	-	8'000
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 30 et 58)	8'000	-	8'000
54	institutions pour la jeunesse	23'200	23'200	-
365	subventions accordées - institutions privées	23'200	23'200	-
	coordination, accueil et renseignements-CAR	23'200	23'200	-
58	Aide sociale	456'578	552'450	-95'872
365	subventions accordées - institutions privées	191'578	302'450	-110'872
	communauté genevoise d'action syndicale - CGAS	6'200	6'200	-
	divers projets pour la Genève internationale	52'678	70'000	-17'322
	Fondation GIPRI	25'800	25'800	-
	rassemblement E/F politique sociale logement	20'000	20'000	-
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 30 et 34)	86'900	180'450	-93'550
367	subventions accordées - étranger	265'000	250'000	15'000
	Fds municipal d'aide humanitaire p/collectivités publ.	250'000	250'000	-
	subventions et allocations diverses et imprévues	15'000	-	15'000
65	trafic régional	250'000	259'300	-9'300
361	subventions accordées - cantons	250'000	259'300	-9'300
	compagnie générale de navigation sur le lac Léman	250'000	259'300	-9'300

4.1.9 GRATUITÉS

en francs	C 2015	B 2015	Écart
A Autorités	715'194	723'944	-8'750
30 encouragement à la culture	166'662	175'412	-8'750
365 subventions accordées - institutions privées	166'662	173'312	-6'650
fond. conserv. maison général dufour	152'312	152'312	-
gratuités salles comm. accordées par ca	14'350	21'000	-6'650
366 subventions accordées - personnes physiques	-	2'100	-2'100
gratuités salles comm. accordées par ca	-	2'100	-2'100
58 Aide sociale	548'532	548'532	-
365 subventions accordées - institutions privées	548'532	548'532	-
ctre henry dunant (villa Plantamour)	226'428	226'428	-
villa moynier	322'104	322'104	-

4.1.10 LISTE DES SUBVENTIONS PONCTUELLES EN FRANCS (1/2)

NOM SUBVENTIONNÉ	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
subventions et allocations diverses et imprévus		89'832
AEHR Association pour l'étude	subvention 2015 - ouvrage "1816, l'année sans été"	10'000.00
Association Amitié Genève-Shinagawa	subv. 2015 échange des jeunes	20'600.00
Association cinéma des trois mondes	subv.15,17 ^{ème} Festival FILMAR,réception,13.11.	4'000.00
Association cinématou	subv15,Div. apéritifs ds le cadre de la 10 ^{ème} édit	3'000.00
Association Festival International	subv.2015/réception lors de l'ouverture 13e FIFDH	4'000.00
Association sirocco	2015.01.15,cérémonie ouvert.festival black movie,	4'000.00
CETG 2015	subv.15. Apéritif de l'ouverture CETG 2015	5'000.00
cinéma tous écrans	subv15,réception 21e éd.cinéma tous écrans 6.11.15	4'000.00
club suisse de la Presse	subv15,buffer,4 ^{èmes} Assises du journalisme	3'481.80
course de l'escalade	subvention 2015. 38 ^{ème} course/réception 5.12.2015	8'000.00
l'émilie	subvention journal l'émilie 2015	7'500.00
Musique municipale	subv.2015. frais de transports à Milan 09.2015	13'250.00
PRE Genève*	subv14 PRE Genève/cortège Escalade récep 14.12.14	-4'000.00
Reporters sans Frontière Ass suisse	subv.2015. Publication d'un journal RSF-vigousse	5'000.00
société d'histoire du canton	subv15 public.journal Anna Eynard congrès vienne	2'000.00
*subvention non versée		
subventions et allocations diverses et imprévus		101'900
Association Alternatiba Léman	Alternatiba Léman 2015	20'000.00
Association Alternatiba Léman	subv15 Frais séc.hors budg.fest.Alternatiba Léman	4'000.00
Association ÉliSa	subv15 soutien pr couvrir des frais administratifs	2'000.00
Association genevoise samaritains	subv.15 Apéritif 20.06.2015-AD Alliance suisse SAM	1'000.00
Association solidarité bosnie	commémoration 20ans du génocide de srebrenica	19'900.00
Association solidarité bosnie	subv.2015. conférence-débat du 15.12.2015 unimail	3'000.00
centre de Liaison des Associations	subv.15,Acquisition du mobilier de bureaux	3'000.00
coordination romande des assoc.	subv15,Journée mondiale de la santé mentale	2'000.00
Fondation Armenia	subv.2015 concert dédié au génocide, 28.11.2015	10'000.00
Fondation sanfilippo suisse	subv.15. conférence "La maladie sanfilippo.."	4'000.00
Fonds de dotation WARM	subv.2015 Festival WARM à sajevo 29.06-04.07.2015	15'000.00
Geneva International Model United Nations	subv.2015 Fonctionnement de l'ass. GIMUN	3'000.00
Lift Events sàrl	subv 2015 Lift, bourses 20x,2015.02.04-06	13'000.00
ONU Genève*	subv14 ONU Genève/Prix Nansen p/ réfugié	-15'000.00
organisation internationale de la francophonie	subv.15 soutien-concert de Youssou N'dour 19.03.15	5'000.00

2/2

NOM SUBVENTIONNÉ	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
PROMEX SA	subv15,Apéritif de 43 ^{ème} édition/15-17.04.2015	2'500.00
société genevoise de minéralogie	subv.2015.commémoration Louis Duparc à IGR	2'000.00
sommet mondial des femmes	subv.15,org.1ère Assises Ruban blanc suisse,08.12.	2'500.00
stop suicide c/o maison des Associa	subvention 2015 campagne "Là pour toi"	5'000.00
Terre des Hommes suisse	24 ^{ème} marche de l'Espoir,le 11.10.2015	3'000.00
uni mail / Faculté de droit	remboursement de la subvention 2013 Law clinic	-3'000.00

*subvention non versée

FINANCES ET LOGEMENT

4.2 FINANCES ET LOGEMENT

4.2.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

faits marquants

La direction du département des finances et du logement (DFL) s'est fortement investie en 2015 dans les réflexions autour de la 3^{ème} réforme de l'imposition des entreprises (RIE3), dossier éminemment important pour l'avenir des finances municipales. Dans ce cadre, elle a notamment participé à plusieurs groupes de travail (au niveau intercommunal comme au sein de l'union des villes suisses), tenté d'initier des discussions avec le conseil d'état et éclairci différents chiffres qui restaient en suspens. Forte de sa connaissance du dossier, la direction du DFL a finalisé la position de la ville de Genève. En parallèle, la direction du département a continué à suivre les discussions concernant la répartition des charges et des compétences entre le canton et les communes. Plusieurs grandes étapes ont été franchies en 2015 : adoption du projet de loi-cadre par le grand conseil, adoption par le conseil d'état du premier train de lois et accord entre canton et ville de Genève sur les grands principes de répartition des tâches en matière culturelle. Les discussions se poursuivront en 2016.

Pour la gérance immobilière municipale (GIM), l'année 2015 a d'abord été marquée par une nouvelle augmentation du nombre de demandes de logement (4'100 au total, soit environ 300 de plus que l'an dernier) et ce alors même que le nombre d'attributions est en baisse (258 en 2015, contre 289 en 2014 et 277 en 2013). En matière d'entretien des immeubles, le budget alloué au service a été utilisé dans sa totalité, afin d'assurer un entretien courant adapté des logements et des locaux communs. S'agissant des outils de gestion, le projet de remplacement du système ofiger est désormais intégré dans un projet transversal, portant sur la gestion de l'ensemble du patrimoine immobilier de la ville de Genève. Le nouvel outil de gestion métier, spécifique au service, pourra ainsi être intégré dans un système global cohérent. Enfin, la GIM a poursuivi avec régularité la mise en œuvre du règlement relatif aux conditions de location des logements à caractère social; 70 % des logements y sont aujourd'hui assujettis.

En 2015, le conseil administratif (CA) a validé un programme de soutien à l'innovation sociétale, « G'innove », conçu par le service Agenda 21-ville durable (A21). Ce programme, qui sera lancé en 2016, vise à soutenir financièrement des initiatives contribuant à améliorer la qualité de vie en milieu urbain et à produire des changements structurels pour une transition vers la durabilité. En parallèle, l'A21 a réalisé une dizaine de projets de sensibilisation visant à lutter contre les discriminations et les stéréotypes. Parmi ceux-ci, signalons le projet photographique « Genève, sa gueule » qui entend valoriser la diversité des genevois-e-s : en mars 2015, 190 portraits ont été affichés sur les murs de la ville et un site internet a été lancé. Enfin, pour le volet international, la ville de Genève a accueilli les 19 et 20 novembre la 3^{ème} rencontre annuelle des rainbow cities, le réseau des villes qui mettent en place des politiques publiques de lutte contre les discriminations en lien avec l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

La direction des systèmes d'information et de communication (DSIC) a inauguré en 2015 un nouvel horaire de sa hotline informatique, la rendant accessible à l'Administration municipale en continu de 8 à 18h (du lundi au vendredi), soit une extension de 40% sur la journée. Au cours de l'année, le service a également effectué le remplacement de plus de 1'200 postes de travail dans le cadre de son programme de renouvellement périodique des postes informatiques. Le travail d'extension du réseau wi-fi public de la ville de Genève a par ailleurs été poursuivi : en 2015, 86 points d'accès supplémentaires ont été mis en service, portant le total à 568. Enfin, plus de 70 projets informatiques ont été réalisés pour de nombreux services municipaux.

Durant l'année, la direction financière (DFIN) s'est largement investie dans l'analyse et la préparation du déploiement du projet MCH2. Pour rappel, ce projet porte sur la modification du plan comptable actuel de la ville de Genève (MCH1), en conformité avec les recommandations émises par la conférence des directeurs cantonaux des finances. Il vise une meilleure transparence de la politique financière, une lecture facilitée des comptes et un financement durable et clair des investissements. De son côté, la centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI) a initié plus de 40 projets portant sur plus de 20 familles d'achat (prestations de formation, contrats de gestion, numérisation, équipements de protection, etc.). Au total, 23 appels d'offres ont été adjugés en 2015 (contre 5 en 2008). Du côté de l'atelier d'impression, le nombre de demandes traitées a augmenté de 23% en deux ans, pour s'élever à 1803 à fin 2015.

En 2015, la direction des ressources humaines (DRH) a initié un important travail de réflexion autour de la mise en place d'un plan directeur des ressources humaines. Ce document clé définira, à chaque début de législature, plusieurs objectifs concrets en matière RH et les mesures à prendre pour les atteindre. En parallèle, le projet « fonctions-types » a franchi un nouveau pallier: le catalogue des fonctions, qui contient près de 200 descriptions de fonctions-types, est en effet entièrement rédigé et sera validé par le CA en 2016. Signalons aussi que la DRH a participé à la 5^{ème} édition de la cité des métiers et de la formation. Durant six jours, elle y a présenté les filières d'apprentissage 2016-2017 et les diverses opportunités de stages et de jobs d'été proposées par la ville de Genève.

Le service de la taxe professionnelle communale (TPC) a continué à collaborer avec les autres communes genevoises. Le service a par exemple participé activement au groupe de travail intercommunal en charge de la nomenclature des groupes professionnels, ainsi qu'au groupe chargé du projet d'élaboration de la nouvelle déclaration. Le service a également été sollicité pour des consultations relatives à la réforme de la fiscalité des entreprises et l'abolition des statuts fiscaux, s'agissant en particulier des conséquences qui en découleront pour la TPC.

commentaire sur les priorités et perspectives

Assurer des finances municipales saines et informer de manière fiable et transparente

Le département a continué à travailler pour une gestion exemplaire des deniers publics. Il est ainsi parvenu à maîtriser les charges, à prioriser les investissements et à les autofinancer à hauteur de 144% sur les 10 dernières années. 2015 a également été marquée par l'important travail fourni par la DFIN pour déployer le MCH2. Un plan comptable intermédiaire (intitulé MCH1+) a été implémenté en fin d'année 2015, afin de permettre d'établir le budget 2017 sur cette nouvelle base, qui servira de passerelle avec le MCH2 au moment du déploiement global en ville de Genève, prévu en 2018. En matière d'information, le département a publié pour la deuxième année consécutive une brochure sur les prestations publiques et sur l'importance de l'impôt. Cette publication permet d'informer la population de manière claire sur les finances municipales et de rappeler l'importance des recettes fiscales pour garantir des prestations de qualité.

renouveler l'engagement de la ville de Genève en faveur du développement durable

L'A21, en concertation avec l'ensemble des départements municipaux, a proposé au CA de fonder sa stratégie municipale 2015-2020 en faveur du développement durable sur deux piliers. Premier pilier : la convergence des politiques publiques municipales vers un objectif de durabilité. Par cela, il s'agit de garantir la cohérence des différentes actions menées par la ville de Genève en clarifiant la vision à long terme; mais également de continuer à intégrer les enjeux de durabilité dans les missions et les prestations ordinaires de la ville, chaque fois que cela est possible. Le deuxième pilier de la stratégie vise à favoriser l'innovation. C'est en ce sens que l'A21 a conçu le programme de soutien à l'innovation sociétale, « G'innove » qui sera lancé en 2016.

renforcer la promotion économique municipale

Le service A21 a poursuivi son travail en matière de renforcement de la promotion économique locale, en collaboration avec l'ensemble de ses partenaires. En mars 2015, il a ainsi organisé, en partenariat avec la chambre genevoise de l'économie sociale et solidaire APRES-GE, la première journée de l'économie sociale et solidaire. En parallèle, le service a travaillé avec la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec) afin de proposer au CA une redotation de son capital, qui sera discutée en 2016. L'A21 a également continué à travailler en faveur de la consommation responsable et de la promotion des commerces locaux de réparation, par le biais de sa campagne « Réparer plutôt que jeter », en collaboration avec la Fédération romande des consommateurs (FRC). Il a renouvelé son soutien à l'émergence de projets entrepreneuriaux à travers le Prix IDDEA (Idée de Dé-

veloppement durable pour les entreprises d'avenir) et a poursuivi son travail de valorisation des produits locaux, du « bien manger » et de l'agriculture urbaine.

offrir des outils performants à l'Administration municipale et améliorer les procédures

comme prévu, la DSI a mis en ligne en juin 2015 un catalogue des services à disposition de l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices de l'Administration municipale. Ce catalogue a entièrement remplacé les anciennes applications DEMAP et GEDAP. La première version du catalogue a été concrétisée avec 26 formulaires en ligne et un accès aux informations relatives aux incidents, aux requêtes et aux demandes pour les personnes concernées par celles-ci. Une deuxième version est venue compléter l'offre avec 10 nouveaux formulaires, ainsi qu'avec un accès à des informations relatives à l'inventaire bureautique et aux projets informatiques.

soutenir la Genève internationale

Le département a participé aux réflexions du groupe permanent conjoint concernant la rénovation du Palais des Nations. Sous réserve de l'approbation du conseil municipal, le CA a validé une participation de la ville de Genève à ce vaste et indispensable projet au travers d'un prêt sans intérêt de 20 millions de francs pour une durée de 30 ans.

4.2.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

RENOUVELER LE PROGRAMME STRATÉGIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Renouveler le programme stratégique de développement durable de la ville de Genève pour la nouvelle législature 2015-2020	taux de définition des objectifs	100% des objectifs sont définis	75% des objectifs sont définis	Pas d'objectifs définis mais création d'un programme permettant le financement de projets innovants en 2016-2020	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
<p>Réalisations 2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaboration d'une vision long-terme « Genève, ville durable » proposée au CA et dont la validation a été reportée dans le cadre des discussions sur la feuille de route du CA pour la législature 2015-2020 Adaptation de la structure de soutien aux projets de développement durable, à travers la création de la <u>délégation à l'innovation sociétale et du programme d'encouragement d'innove (règlement LC21181)</u>. Par ce nouveau dispositif, des projets peuvent être lancés chaque année sans devoir passer par un programme stratégique quadriennal aux objectifs annuels définis à l'avance. <p>A compléter en 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> validation d'un document stratégique par le CA pour la période 2015-2020. 					

DÉPLOYER LE MCH2					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Préparer le cahier des charges SAP	délais de réalisation des étapes de déploiement du MCH2	Juin 2015	Juin 2015	Juin 2015	
Publier le PB2016 sous le format défini dans le cadre de la mise en œuvre du MCH2		Août 2015	Août 2015	Reporté	Reporté
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
<p>Tous les cahiers des charges (projet principal et sous-projets) ont été réalisés sur la base d'une analyse métier détaillée intégrant les nouvelles normes comptables MCH2.</p> <p>Des adaptations techniques ont été opérées conformément au planning initial.</p> <p>Toutefois, le déploiement du projet MCH2, et par conséquent la publication du projet de budget sous le format défini dans le cadre de MCH2, seront reportés au PB2018, notamment dans l'attente d'une validation de la nouvelle LAC (loi sur l'administration des communes) par le grand conseil.</p>					

HARMONISER ET OPTIMISER LA GESTION RH PAR LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME UNIQUE DE GESTION PARTAGÉE DES PROCESSUS RH (PORTAIL RH)					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Introduire dans les services la première étape du portail RH (gestion électronique des temps et des absences)	nombre de services intégrés au portail RH	12	10	12	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
L'objectif a été atteint en juin 2014. Le déploiement du portail RH se poursuit.					

METTRE EN PLACE UN REGISTRE RÉPERTORIANANT LES SERVICES DE LA DSIC					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
mettre en ligne le catalogue des services offerts par la DSIC pour permettre à l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices de l'administration d'y accéder facilement	taux de services disponibles au catalogue	100%	80%	95%	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
<p>En juin 2015, la DSIC a mis en ligne un catalogue des services à disposition de l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices de l'Administration municipale. ce catalogue a entièrement remplacé les anciennes applications DEMAP et GEDAP, réalisant ainsi l'objectif que s'était fixé la DSIC dans le projet de budget 2015.</p> <p>La première version du catalogue a été concrétisée avec 26 formulaires en ligne et un accès aux informations relatives aux incidents, aux requêtes et aux demandes pour les personnes concernées par celles-ci. Elle a été mise à disposition de plus de 250 personnes. une deuxième version à fin septembre 2015 est venue compléter l'offre avec 10 nouveaux formulaires, ainsi qu'avec un accès à des informations relatives à l'inventaire bureautique et aux projets informatiques.</p>					

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DE PROXIMITÉ					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
renouveler la dotation de la fondetec	rédaction de la PR	PR déposée au CM	PR soumise au CA	-	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
La proposition au CM est en cours de rédaction et lui sera prochainement soumise.					

INTÉGRER LES DEMANDEURS ET DEMANDEUSES DE LOGEMENT DE LA GIM A LA BASE COMMUNE GERÉE PAR L'ÉTAT DE GENÈVE AFIN D'ALLÉGER LEURS DÉMARCHES ADMINISTRATIVES					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
dans le périmètre des compétences du service, proposer et/ou prendre les mesures nécessaires, au niveau des processus de travail et des dispositions réglementaires, afin d'intégrer les demandeurs et demandeuses de logement de la GIM à la base commune gérée par l'état de Genève	taux de révision des processus de travail et des dispositions réglementaires	100%	100%	100%	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
<p>toutes les mesures nécessaires de coordination/analyse avec l'office du logement (OLO) et les fondations immobilières de droit public (FIDP) ont été prises. A ce stade, il a cependant été décidé de ne pas engager les études opérationnelles pour l'intégration des « demandeurs-ses de logement GIM à la base commune ». En effet, pour l'instant, cette application n'assure ni le calcul du revenu du-de la demandeur-se en N-o (année en cours), ni la saisie automatique des données des formulaires de demande de logement.</p> <p>La situation devra être réexaminée en juin 2016, soit à l'issue des travaux en cours entre l'OLO et le centre de calcul du revenu déterminant unifié (RDU).</p>					

4.2.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	DFL	DFIN	GIM	DRH	A21	DSIC	TAX	Total
Administration générale	3'011	11'217	13'901	15'874	-	17'265	3'162	64'431
culture et loisirs	-	-	42	-	824	-	-	866
Prévoyance sociale	6'056	-	1'229	-	4'469	-	-	11'754
Trafic	-	-	231	-	-	-	-	231
Protection et aménagement de l'environ.	-	-	-	-	4'271	-	-	4'271
Finances et impôts	-	90'774	66'730	-	-	-	891	158'395
total	9'067	101'991	82'133	15'874	9'564	17'265	4'053	239'948

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	DFL	DFIN	GIM	DRH	A21	DSIC	TAX	Total
Administration générale	2'139	7'153	18'304	778	-	68	275	28'718
culture et loisirs	-	-	-	-	9	-	-	9
Protection et aménagement de l'environ.	-	-	-	-	3	-	-	3
Finances et impôts	-	812'831	98'513	-	-	-	120'103	1'031'448
total	2'139	819'985	116'818	778	12	68	120'378	1'060'178

4.2.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

FINANCES ET LOGEMENT		TOTAL CHARGES	239'947'929	248'675'810	-8'727'881	-4%	243'337'430
		TOTAL REVENUS	1'060'178'017	1'036'512'267	23'665'750	2%	1'020'426'887
en francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014	
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
CHARGES		49'188'594	48'925'994	262'600	1%	47'327'441	
30	charges de personnel	38'768'452	32'537'087	6'231'366	19%	36'392'617	
300	autorités et commissions	1'100	-	1'100	-	1'685	
301	traitements du personnel	30'581'505	21'419'912	9'161'593	43%	28'794'013	
303	Assurances sociales	2'898'903	3'075'256	-176'353	-6%	2'514'259	
304	caisses de pensions et de prévoyance	3'733'311	4'179'181	-445'870	-11%	3'604'050	
305	Assurance maladie et accidents	641'774	960'464	-318'690	-33%	616'789	
306	prestations en nature	20'418	38'200	-17'782	-47%	18'613	
308	personnel interimaire	194'923	100'000	94'923	95%	80'418	
309	autres charges du personnel	696'519	2'764'074	-2'067'555	-75%	762'789	
31	biens, services et marchandises	5'323'053	9'082'103	-3'759'050	-41%	4'081'386	
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	587'408	540'932	46'476	9%	479'768	
311	meublier, machines, véhicules et matériel	183'174	900'410	-717'236	-80%	189'910	
312	eau, énergie, combustible	315'067	348'848	-33'781	-10%	303'653	
313	Achats de fournitures et autres marchandises	42'352	76'950	-34'598	-45%	26'298	
314	entretien des immeubles par des tiers	429'931	1'315'270	-885'339	-67%	288'297	
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	886'926	1'098'496	-211'570	-19%	378'544	
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	325'652	838'655	-513'003	-61%	320'230	
317	dédommagements	302'594	353'770	-51'176	-14%	374'771	
318	honoraires et prestations de service	2'076'937	3'445'772	-1'368'835	-40%	1'577'042	
319	frais divers	173'011	163'000	10'011	6%	142'873	
33	Amortissements	2'436'174	4'382'932	-1'946'758	-44%	4'017'994	
330	amortissements ordinaires du PF	603'560	605'427	-1'867	-0%	603'126	
331	amortissements ordinaires du PA	1'825'657	3'777'505	-1'951'847	-52%	3'411'409	
334	pertes sur débiteurs	6'957	-	6'957	-	3'458	
36	subventions accordées	4'800	4'800	-	-	4'800	
361	subventions accordées - cantons	4'800	4'800	-	-	4'800	
39	imputations internes	2'656'115	2'919'072	-262'957	-9%	2'830'643	
390	intérêts répartis	703'197	823'693	-120'496	-15%	792'357	
391	mise à disposition de locaux	1'729'405	1'837'568	-108'163	-6%	1'842'592	
392	autres prestations internes	223'513	257'811	-34'298	-13%	195'694	
REVENUS		4'844'378	7'387'934	-2'543'556	-34%	5'312'283	
42	revenus des biens	33'479	18'000	15'479	86%	32'685	
429	autres revenus	33'479	18'000	15'479	86%	32'685	
43	revenus divers	2'858'020	5'743'379	-2'885'359	-50%	3'318'639	
434	autres redevances d'utilis. et prest. de service	267'963	296'879	-28'916	-10%	378'018	
435	ventes	769	-	769	-	105	

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
436 dédommagements de tiers	2'588'886	5'446'500	-2'857'614	-52%	2'939'336
439 autres contributions	402	-	402	-	1'180
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	303'158	150'000	153'158	102%	346'620
441 parts à des recettes cantonales	303'158	150'000	153'158	102%	346'620
45 dédommagements de collectivités publiques	328'693	329'435	-742	-0%	396'842
451 cantons	52'492	79'435	-26'943	-34%	57'801
452 communes	276'201	250'000	26'201	10%	339'041
46 subventions acquises	-	-	-	-	-33'025
469 autres subventions	-	-	-	-	-33'025
49 imputations internes	1'321'027	1'147'120	173'907	15%	1'250'522
492 autres prestations internes	1'321'027	1'147'120	173'907	15%	1'250'522
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)					
CHARGES	13'913'662	13'670'434	243'228	2%	12'807'712
30 charges de personnel	1'901'325	1'921'953	-20'627	-1%	1'857'275
301 traitements du personnel	1'548'336	1'556'272	-7'936	-1%	1'501'797
303 assurances sociales	135'014	132'518	2'496	2%	129'734
304 caisses de pensions et de prévoyance	177'794	179'771	-1'977	-1%	182'027
305 assurance maladie et accidents	26'866	34'121	-7'255	-21%	26'622
306 prestations en nature	12'518	18'500	-5'982	-32%	16'324
309 autres charges du personnel	798	770	28	4%	772
31 biens, services et marchandises	6'171'063	6'145'911	25'152	0%	6'607'471
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	-	5'500	-5'500	-100%	3'459
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	27'345	108'500	-81'155	-75%	69'500
312 eau, énergie, combustible	484'995	445'835	39'160	9%	456'592
313 achats de fournitures et autres marchandises	31'030	51'000	-19'970	-39%	32'393
314 entretien des immeubles par des tiers	3'440'370	3'447'264	-6'894	-0%	3'749'554
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	17'355	19'471	-2'116	-11%	12'604
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	271'033	251'600	19'433	8%	270'693
318 honoraires et prestations de service	1'878'541	1'785'741	92'800	5%	1'991'842
319 frais divers	20'395	31'000	-10'605	-34%	20'834
33 amortissements	3'822'579	3'988'454	-165'875	-4%	2'683'739
331 amortissements ordinaires du PA	3'870'260	3'983'454	-113'194	-3%	3'609'969
334 pertes sur débiteurs	-47'681	5'000	-52'681	>1000%	-926'230
35 dédommagements à des collectivités publiques	-	3'500	-3'500	-100%	-
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	-	3'500	-3'500	-100%	-
36 subventions accordées	1'119'468	918'928	200'540	22%	1'016'938
360 subventions accordées - confédération	387'780	387'780	-	-	387'780
361 subventions accordées - cantons	1'830	18'000	-16'170	-90%	15'886
363 subventions accordées - propres établissements	-	3'500	-3'500	-100%	12'034
365 subventions accordées - institutions privées	720'258	507'848	212'410	42%	598'353
366 subventions accordées - personnes physiques	9'600	1'800	7'800	433%	2'885

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
39 imputations internes	899'226	691'688	207'538	30%	642'288
390 intérêts répartis	850'929	656'168	194'761	30%	599'931
391 mise à disposition de locaux	15'420	15'420	-	-	16'500
392 autres prestations internes	32'877	20'100	12'777	64%	25'858
REVENUS	23'873'964	21'990'651	1'883'313	9%	24'222'399
42 revenus des biens	19'249'745	17'785'216	1'464'529	8%	19'465'001
425 Prêts du patrimoine administratif	-	-	-	-	76'500
426 participations permanentes du PA	5'569'479	4'294'500	1'274'979	30%	4'856'231
427 immeubles du patrimoine administratif	13'680'254	13'490'716	189'538	1%	14'532'264
429 autres revenus	12	-	12	-	7
43 revenus divers	89'396	33'000	56'396	171%	107'665
431 émoluments administratifs	-	-	-	-	243
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'181	3'000	181	6%	2'843
435 ventes	1'557	-	1'557	-	46
436 dédommagements de tiers	84'658	30'000	54'658	182%	104'534
49 imputations internes	4'534'822	4'172'435	362'387	9%	4'649'733
491 mise à disposition de locaux	4'479'322	4'172'435	306'887	7%	4'594'233
492 autres prestations internes	55'500	-	55'500	-	55'500
09 DIVERS (NON VENTILABLES)					
CHARGES	1'328'401	1'510'000	-181'599	-12%	1'365'627
30 charges de personnel	1'328'401	1'510'000	-181'599	-12%	1'365'627
307 prestations aux pensionnés	1'328'401	1'510'000	-181'599	-12%	1'365'627
2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION					
21 ÉCOLES PUBLIQUES					
REVENUS	-	-	-	-	7'331
45 dédommagements de collectivités publiques	-	-	-	-	7'331
451 cantons	-	-	-	-	7'331
3 CULTURE ET LOISIRS					
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	866'082	701'094	164'988	24%	849'939
30 charges de personnel	271'233	366'106	-94'872	-26%	263'204
301 traitements du personnel	220'598	297'673	-77'075	-26%	214'821
303 assurances sociales	19'282	25'503	-6'220	-24%	18'527
304 caisses de pensions et de prévoyance	27'567	36'497	-8'930	-24%	26'201
305 assurance maladie et accidents	3'642	6'289	-2'647	-42%	3'512
309 autres charges du personnel	144	144	-	-	144
31 biens, services et marchandises	47'443	46'000	1'443	3%	36'930
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	2'862	6'000	-3'138	-52%	5'631
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	3'308	-	3'308	-	-
313 achats de fournitures et autres marchandises	782	-	782	-	-
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	74	-	74	-	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	13'928	-	13'928	-	-
317 Dédommagements	832	800	32	4%	550
318 honoraires et prestations de service	25'618	39'200	-13'582	-35%	30'749
319 Frais divers	40	-	40	-	-
36 subventions accordées	288'988	288'988	-	-	288'988
365 subventions accordées - institutions privées	288'988	288'988	-	-	288'988
39 imputations internes	258'417	-	258'417	-	260'818
391 mise à disposition de locaux	-	-	-	-	3'220
392 autres prestations internes	258'417	-	258'417	-	257'598
REVENUS	8'730	-	8'730	-	2'222
43 revenus divers	8'730	-	8'730	-	2'222
436 dédommagements de tiers	8'730	-	8'730	-	2'222
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE					
CHARGES	570'207	580'000	-9'793	-2%	704'510
36 subventions accordées	570'207	580'000	-9'793	-2%	704'510
365 subventions accordées - institutions privées	570'207	580'000	-9'793	-2%	704'510
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	11'184'065	11'522'965	-338'900	-3%	11'419'244
30 charges de personnel	420'942	408'169	12'774	3%	263'210
300 autorités et commissions	6'765	10'600	-3'835	-36%	7'645
301 traitements du personnel	335'493	318'802	16'691	5%	194'242
303 assurances sociales	29'188	28'036	1'153	4%	17'392
304 caisses de pensions et de prévoyance	42'432	43'625	-1'193	-3%	39'128
305 assurance maladie et accidents	6'856	6'914	-58	-1%	4'706
309 autres charges du personnel	208	192	16	8%	96
31 biens, services et marchandises	53'237	135'000	-81'763	-61%	55'087
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	50	-	50	-	-
317 dédommagements	-	15'000	-15'000	-	291
318 honoraires et prestations de service	53'187	120'000	-66'813	-56%	54'796
33 amortissements	-	422	-422	-100%	-
331 amortissements ordinaires du PA	-	422	-422	-100%	-
36 subventions accordées	10'702'995	10'979'374	-276'379	-3%	11'087'347
365 subventions accordées - institutions privées	5'073'781	5'217'054	-143'273	-3%	5'321'289
366 subventions accordées - personnes physiques	535'143	561'320	-26'177	-5%	579'162
367 subventions accordées - étranger	5'094'071	5'201'000	-106'929	-2%	5'186'896
39 imputations internes	6'890	-	6'890	-	13'600
392 autres prestations internes	6'890	-	6'890	-	13'600

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	230'990	2'320'015	-2'089'025	-90%	2'320'015
36 subventions accordées	230'990	2'320'015	-2'089'025	-90%	2'320'015
360 subventions accordées - confédération	115'495	115'495	-	-	115'495
361 subventions accordées - cantons	115'495	115'495	-	-	115'495
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	-	457'644	-457'644	-100%	457'644
365 subventions accordées - institutions privées	-	1'631'381	-1'631'381	-100%	1'631'381
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT					
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	4'270'710	4'558'878	-288'168	-6%	4'312'308
30 charges de personnel	1'758'347	1'806'314	-47'967	-3%	1'745'762
301 traitements du personnel	1'391'254	1'454'547	-63'292	-4%	1'404'402
303 assurances sociales	120'684	124'541	-3'857	-3%	120'260
304 caisses de pensions et de prévoyance	185'490	193'985	-8'495	-4%	184'628
305 assurance maladie et accidents	22'014	30'714	-8'699	-28%	22'269
306 prestations en nature	1'833	2'000	-167	-8%	1'200
309 autres charges du personnel	37'071	528	36'543	>1'000%	13'003
31 biens, services et marchandises	445'661	489'814	-44'153	-9%	465'908
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	61'142	61'200	-58	-0%	33'624
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	4'795	-	4'795	-	289
312 eau, énergie, combustible	6'752	5'308	1'444	27%	7'445
313 achats de fournitures et autres marchandises	10	-	10	-	124
314 entretien des immeubles par des tiers	29'140	21'000	8'140	39%	28'010
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	33'166	28'936	4'230	15%	24'845
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	10'371	-	10'371	-	10'374
317 dédommagements	8'095	9'200	-1'105	-12%	7'483
318 honoraires et prestations de service	261'737	333'170	-71'433	-21%	325'008
319 frais divers	30'452	31'000	-548	-2%	28'705
33 amortissements	1'000'188	1'000'188	-	-	1'000'000
331 amortissements ordinaires du PA	1'000'188	1'000'188	-	-	1'000'000
36 subventions accordées	803'985	790'104	13'881	2%	833'936
365 subventions accordées - institutions privées	803'985	790'104	13'881	2%	833'936
39 imputations internes	262'530	472'458	-209'928	-44%	266'701
390 intérêts répartis	71'562	37'416	34'146	91%	35'980
391 mise à disposition de locaux	144'001	151'312	-7'311	-5%	137'872
392 autres prestations internes	46'968	283'730	-236'762	-83%	92'849
REVENUS	3'211	-	3'211	-	75'256
43 revenus divers	211	-	211	-	65'256
436 dédommagements de tiers	211	-	211	-	65'256

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
46 subventions acquises	3'000	-	3'000	-	10'000
460 subventions acquises - confédération	-	-	-	-	10'000
461 subventions acquises - cantons	3'000	-	3'000	-	-
9 FINANCES ET IMPÔTS					
90 IMPÔTS					
CHARGES	65'514'692	70'115'970	-4'601'278	-7%	72'871'122
33 Amortissements	12'097'784	13'785'000	-1'687'216	-12%	19'855'622
334 pertes sur débiteurs	12'097'784	13'785'000	-1'687'216	-12%	19'855'622
34 contributions à d'autres collectivités	31'080'644	34'500'000	-3'419'356	-10%	32'031'915
346 compensation financière aux communes françaises	31'080'644	34'500'000	-3'419'356	-10%	32'031'915
35 dédommagements à des collectivités publiques	22'336'265	21'830'970	505'295	2%	20'983'586
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	22'336'265	21'830'970	505'295	2%	20'983'586
REVENUS	898'105'556	880'762'000	17'343'556	2%	866'406'021
40 impôts	897'009'410	880'762'000	16'247'410	2%	865'591'448
400 impôts sur le revenu et la fortune	602'125'888	579'915'000	22'210'888	4%	557'994'892
401 impôts sur le bénéfice et le capital	155'722'742	159'784'000	-4'061'258	-3%	171'088'146
406 impôts sur les chiens	355'045	300'000	55'045	18%	395'003
408 fonds de péréquation (personnes morales)	18'795'529	20'763'000	-1'967'471	-9%	18'055'105
409 taxe professionnelle communale	120'010'206	120'000'000	10'206	0%	118'058'302
42 revenus des biens	1'096'146	-	1'096'146	-	814'574
429 autres revenus	1'096'146	-	1'096'146	-	814'574
92 ENTRE COMMUNES					
CHARGES	2'010'389	2'010'389	-	-	2'495'040
34 contributions à d'autres collectivités	2'010'389	2'010'389	-	-	2'495'040
341 contributions à communes - contrib. de péréquation	2'010'389	2'010'389	-	-	2'495'040
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	23'873'369	24'987'665	-1'114'296	-4%	21'503'394
31 biens, services et marchandises	594'340	452'000	142'340	31%	624'691
318 honoraires et prestations de service	542'648	437'000	105'648	24%	599'276
319 frais divers	51'693	15'000	36'693	245%	25'415
32 intérêts passifs	23'279'028	24'535'665	-1'256'637	-5%	20'878'703
320 engagements courants	-7'912	66'298	-74'210	-112%	22'802
321 dettes à court terme	-37'381	-	-37'381	-	1'158'254
322 dettes à moyen et long terme	23'308'435	24'317'367	-1'008'932	-4%	19'646'081
323 dettes envers des entités particulières	15'886	152'000	-136'114	-90%	51'566
REVENUS	26'251'590	26'895'952	-644'362	-2%	24'002'889
42 revenus des biens	5'082'737	5'895'952	-813'215	-14%	3'705'335
420 avoirs à vue	-3'541	75'100	-78'641	-105%	23'302
421 créances	2'350'461	3'046'000	-695'539	-23%	1'005'884
422 capitaux du patrimoine financier	806'247	805'000	1'247	0%	728'784

En francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
426 Participations permanentes du PA	1'500'000	1'500'000	-	-	1'500'000
429 Autres revenus	429'570	469'852	-40'282	-9%	447'365
49 imputations internes	21'168'853	21'000'000	168'853	1%	20'297'554
490 Intérêts répartis	21'168'853	21'000'000	168'853	1%	20'297'554
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
CHARGES	66'996'767	67'772'407	-775'640	-1%	65'361'079
30 charges de personnel	14'136'688	14'879'642	-742'954	-5%	13'971'634
301 traitements du personnel	11'419'948	12'015'948	-596'000	-5%	11'289'844
303 Assurances sociales	981'958	1'027'566	-45'608	-4%	957'307
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'403'526	1'486'027	-82'500	-6%	1'450'835
305 Assurance maladie et accidents	190'308	263'132	-72'824	-28%	189'705
306 Prestations en nature	61'019	77'500	-16'481	-21%	45'119
309 autres charges du personnel	79'930	9'470	70'460	744%	38'824
31 biens, services et marchandises	38'370'589	35'552'164	2'818'425	8%	34'476'337
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	28'378	47'200	-18'822	-40%	30'163
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	135'410	180'000	-44'590	-25%	157'045
312 eau, énergie, combustible	4'993'015	4'397'892	595'123	14%	4'317'175
313 Achats de fournitures et autres marchandises	140'308	184'600	-44'292	-24%	151'473
314 entretien des immeubles par des tiers	20'637'198	18'634'412	2'002'786	11%	18'064'894
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	312'206	373'889	-61'683	-16%	322'326
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'521'886	1'325'300	196'586	15%	1'326'368
317 Dédommagements	11'274	14'000	-2'726	-19%	10'781
318 honoraires et prestations de service	10'405'289	9'752'185	653'104	7%	9'909'078
319 Frais divers	185'624	642'686	-457'062	-71%	187'032
33 Amortissements	4'520'034	4'475'796	44'238	1%	4'599'099
330 Amortissements ordinaires du PF	4'041'780	4'150'509	-108'729	-3%	2'742'978
331 Amortissements ordinaires du PA	2'087	25'288	-23'200	-92%	2'087
334 Pertes sur débiteurs	476'167	300'000	176'167	59%	1'854'034
36 subventions accordées	549'640	549'640	-	-	549'640
365 subventions accordées - institutions privées	549'640	549'640	-	-	549'640
39 imputations internes	9'419'816	12'315'165	-2'895'349	-24%	11'764'369
390 Intérêts répartis	7'661'837	10'696'383	-3'034'546	-28%	10'252'009
391 mise à disposition de locaux	375'244	366'200	9'044	2%	369'968
392 autres prestations internes	1'382'735	1'252'582	130'153	10%	1'142'392
REVENUS	107'090'589	99'475'730	7'614'859	8%	100'398'485
42 revenus des biens	91'326'337	84'372'986	6'953'351	8%	84'675'660
422 capitaux du patrimoine financier	736'350	663'000	73'350	11%	662'715
423 Immeubles du patrimoine financier	83'686'164	83'699'986	-13'822	0%	83'980'396
424 gains comptables sur les placements du PF	6'870'341	-	6'870'341	-	75
427 Immeubles du patrimoine administratif	2'340	-	2'340	-	910
429 Autres revenus	31'143	10'000	21'143	211%	31'564

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
43 revenus divers	9'486'356	8'495'140	991'216	12%	9'345'388
431 Émoluments administratifs	2'100	3'000	-900	-30%	2'250
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	8'344'304	7'962'140	382'164	5%	8'182'638
435 ventes	6'708	-	6'708	-	22'710
436 dédommagements de tiers	834'577	330'000	504'577	153%	946'047
439 autres contributions	298'667	200'000	98'667	49%	191'743
49 imputations internes	6'277'895	6'607'604	-329'709	-5%	6'377'437
491 mise à disposition de locaux	6'277'895	6'607'604	-329'709	-5%	6'377'437

4.2.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

05 Administration générale

- 311 mobilier, machines, véhicules et matériel**
disponible provenant de certains comptes gérés par les compétents CMAI et DSIC non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).
- 314 entretien des immeubles par des tiers**
disponible provenant de certains comptes gérés par le compétent DSIC non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).
- 316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation**
disponible provenant du compte « c-DSIC location appareils multifonctions » non réparti dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).
- 318 honoraires et prestations de service**
disponible provenant de certains comptes gérés par les compétents DSIC et ASS non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).
- 436 dédommagements de tiers**
Écart dû à la répartition dans les services des remboursements de pertes de salaires, le budget étant inscrit en totalité à la DRH (écart de -4.6 mio), ainsi qu'à des revenus de 1.8 mio non budgétés, perçus dans le cadre du règlement d'un litige.

08 immeuble du patr. admin. (non ventil.)

- 365 subventions accordées - institutions privées**
Augmentation des gratuités accordées pour les salles communales.
- 426 participations permanentes du PA**
Écart provenant principalement des dividendes de télégénève SA et de la BCGE.

62 routes communales

- 364 subventions accordées – sociétés d'économie mixte**
- 365 subventions accordées - institutions privées**
changement du mode de comptabilisation des subventions en nature selon le type de convention.

90 impôts

- 334 pertes sur débiteurs**
- 346 compensation financière aux communes françaises**
- 351 dédommagements à des collect. publiques - cantons**
- 400 impôts sur le revenu et la fortune**
- 401 impôts sur le bénéfice et le capital**
- 406 impôts sur les chiens**
- 408 fonds de péréquation (personnes morales)**
- 429 autres revenus**
voir l'analyse financière par chapitre.

94 charges et revenus des capitaux

322 dettes à moyen et long terme

L'évolution des taux d'intérêts a permis de bénéficier de conditions plus favorables qu'anticipées au budget.

421 créances

diminution des intérêts intercalaires due à la baisse des taux d'intérêts.

95 immeubles du patrimoine financier

314 entretien des immeubles par des tiers

dépassement sur les charges d'entretien gérées par le compétent DPBA.

318 honoraires et prestations de service

Écart dû principalement à la révision du calcul de l'impôt immobilier et à l'augmentation des frais de surveillance.

319 frais divers

indemnités octroyées aux locataires inférieures aux prévisions en raison du décalage de l'ouverture des chantiers de rénovation.

424 gains comptables sur les placements du PF

réévaluation actions BCGE.

434 autres redevances d'utilis. et prest. de service

refacturation naxoo supérieure en raison de la hausse des tarifs et, par ailleurs, honoraires de régie légèrement en hausse.

436 dédommagements de tiers

Écart dû, d'une part, aux remboursements de pertes sur salaire budgétés à la DRH, d'autre part, aux remboursements des frais d'énergie sur les gratuités et des travaux effectués par des tiers.

4.2.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	FIXES					AUXILIAIRES		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2015	Écart postes	C 2015	B 2015	Écart
05	Administration générale	212.4	6.4	218.8	218.6	0.2	707'699	937'283	-229'584
08	Immeubles du patrimoine administratif (non ventilables)	16.7	-	16.7	21.0	-4.3	-	20'200	-20'200
35	Autres loisirs	2.0	-	2.0	2.0	-	-	70'000	-70'000
58	Aide sociale	2.9	-	2.9	2.7	0.2	-	-	-
78	Autres tâches de protection de l'environnement	8.4	0.8	9.2	8.3	0.9	243'342	333'700	-90'358
95	Immeubles du patrimoine financier	122.7	2.0	124.7	120.3	4.4	145'108	263'298	-118'190
	TOTAL	365.1	9.2	374.3	372.9	1.4	1'096'149	1'624'481	-528'332

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.2.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

En milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
subventions monétaires	11'020	11'156	-137	-1%	11'141
3 culture et loisirs	191	191	-	-	191
5 prévoyance sociale	10'076	10'206	-130	-1%	10'160
7 protection et aménagement de l'environ.	754	760	-6	-1%	790
gratuités	3'251	5'275	-2'024	-38%	5'665
0 Administration générale	1'124	924	201	22%	1'022
3 culture et loisirs	98	98	-	-	98
5 prévoyance sociale	1'198	1'354	-156	-12%	1'632
6 trafic	231	2'320	-2'089	-90%	2'320
7 protection et aménagement de l'environ.	50	30	20	68%	44
9 finances et impôts	550	550	-	-	550
total	14'271	16'432	-2'161	-13%	16'806

4.2.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2015	B 2015	Écart
1 Finances et logement	11'019'834	11'156'400	-136'566
35 Autres loisirs	190'700	190'700	-
365 subventions accordées - institutions privées	190'700	190'700	-
La ville est à vous	190'700	190'700	-
58 Aide sociale	10'075'594	10'205'700	-130'106
365 subventions accordées - institutions privées	4'504'700	4'504'700	-
Association cap vert-genève	2'000	2'000	-
Association centre Europe - tiers monde (CETIM)	51'500	51'500	-
Association Genève Tiers-monde	15'500	15'500	-
Association organisation mondiale contre la torture	18'600	18'600	-
Association service international pour les droits de l'homme	4'100	4'100	-
Association terre des hommes suisse, section romande	8'900	8'900	-
CAGI	50'000	50'000	-
centre d'écoute contre le racisme	50'000	50'000	-
chômage - économie sociale et solidaire	4'000'000	4'000'000	-
Fédération genevoise de coopération	92'800	92'800	-
Fondation de l'appel de Genève	30'900	30'900	-
Fondation Didé (Dignité en détention)	5'200	5'200	-
Fondation du DocIP	20'600	20'600	-
œuvre suisse d'entraide ouvrière	154'600	154'600	-
366 subventions accordées - personnes physiques	476'823	500'000	-23'177
Aide personnalisée	476'823	500'000	-23'177
367 subventions accordées - étranger	5'094'071	5'201'000	-106'929
Association internationale maires francophones	37'711	50'000	-12'289
Association Le comité international de la Croix-Rouge (CICR)	51'500	51'500	-
Association Médecins sans frontières, section suisse	8'000	8'000	-
DGS - TRIAL	100'000	100'000	-
Institutions genevoises d'aide au développement	1'585'000	1'585'000	-
solidarité internationale	3'311'860	3'406'500	-94'640
78 Autres tâches de protection de l'env.	753'540	760'000	-6'460
365 subventions accordées - institutions privées	753'540	760'000	-6'460
Association Après - Projet incubateur ESS	350'000	350'000	-
subventions accordées à des institutions privées (A21)	403'540	410'000	-6'460

4.2.9 GRATUITÉS

en francs	C 2015	B 2015	Écart
1 Finances et logement	3'251'239	5'275'449	-2'024'210
05 Administration générale	4'800	4'800	-
361 subventions accordées - cantons	4'800	4'800	-
État de Genève - Simon G	4'800	4'800	-
08 Immeuble du patr. admin. (non ventil.)	1'119'468	918'928	200'540
360 subventions accordées - confédération	387'780	387'780	-
Wilson, Palais (Confédération)	387'780	387'780	-
361 subventions accordées - cantons	1'830	18'000	-16'170
Rabais octroyés salles communales	1'830	18'000	-16'170
363 subventions accordées - propres établissements	-	3'500	-3'500
Rabais octroyés salles communales	-	3'500	-3'500
365 subventions accordées - institutions privées	720'258	507'848	212'410
Mottatom	253'848	253'848	-
Rabais octroyés salles communales	457'240	254'000	203'240
Utilisat. salles communales (DGS)	2'280	-	2'280
Utilisat. salles communales (DIR-DFL)	1'350	-	1'350
Utilisat. salles communales (DSIC)	5'540	-	5'540
366 subventions accordées - personnes physiques	9'600	1'800	7'800
Rabais octroyés salles communales	9'600	1'800	7'800
35 Autres loisirs	98'288	98'288	-
365 subventions accordées - institutions privées	98'288	98'288	-
Ass. Amis des Grottes	42'308	42'308	-
Collectif Ex-Haro & Co - Verseuse 8	55'980	55'980	-
54 Institutions pour la jeunesse	570'207	580'000	-9'793
365 subventions accordées - institutions privées	570'207	580'000	-9'793
Auberge de jeunesse - Rothschild 30	570'207	580'000	-9'793
58 Aide sociale	627'401	773'674	-146'273
365 subventions accordées - institutions privées	569'081	712'354	-143'273
Action de soutien à l'enfance démunie	34'964	35'056	-92
ASF - Apprentissages sans frontières	20'424	20'424	-
Assoc. conseil-général - Lissignol 8	-	47'380	-47'380
Assoc. foyer ouvrier du Grütli	63'988	63'988	-
Association Découvrir	40'264	40'264	-
Association Rehma	-	93'684	-93'684
Au cœur des grottes - Mestrezat 7A	9'750	18'000	-8'250
Coop d'habitation Le Bois Gentil - Servette 30A-32	5'806	5'806	-
Fond. expressive associative - Savoises 11-15-17	25'000	25'000	-
Fond. expressive associative - Savoises 9	29'000	29'000	-
Frères de nos Frères	26'261	26'261	-
Groupe enseignants coord. redistrib. Intersco. G.E.C.R.I.	6'133	-	6'133
Terre des Hommes	251'103	251'103	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
voix Libres associations - grottes 28	30'400	30'400	-
voix Libres associations - grottes 32	25'988	25'988	-
366 subventions accordées - personnes physiques	58'320	61'320	-3'000
Amis 5	8'400	8'400	-
Goetz-Monin 8	3'480	3'480	-
grottes 10	15'840	15'840	-
grottes 6	1'200	4'200	-3'000
grottes 8	6'000	6'000	-
Industrie 7-9	5'400	5'400	-
verseuse 8	18'000	18'000	-
62 routes communales	230'990	2'320'015	-2'089'025
360 subventions accordées - confédération	115'495	115'495	-
wilson, palais parking (confédération)	115'495	115'495	-
361 subventions accordées - cantons	115'495	115'495	-
wilson, palais parking (canton)	115'495	115'495	-
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	-	457'644	-457'644
parking st-Antoine	-	326'036	-326'036
parking saint-Jean	-	131'608	-131'608
365 subventions accordées - institutions privées	-	1'631'381	-1'631'381
parking plainpalais SA	-	788'532	-788'532
parking seujet SA	-	320'014	-320'014
parking villereuse SA	-	522'835	-522'835
78 Autres tâches de protection de l'env.	50'445	30'104	20'341
365 subventions accordées - institutions privées	50'445	30'104	20'341
Association Écocycle	-	27'204	-27'204
utilisat. salles communales (A21)	50'445	2'900	47'545
95 Immeubles du patrimoine financier	549'640	549'640	-
365 subventions accordées - institutions privées	549'640	549'640	-
Assoc. habitants de l'îlot 13 - montbrillant 14	13'808	13'808	-
Assoc. habitants îlot 13 - Gares 15 ter	15'832	15'832	-
Hôtel du Rhône	520'000	520'000	-

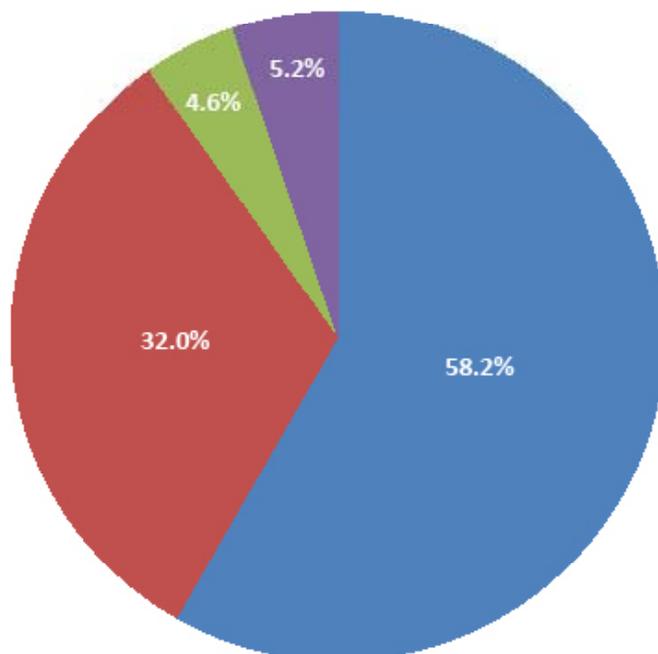
4.2.10 LISTE DES SUBVENTIONS PONCTUELLES AGENDA 21 EN FRANCS (1/2)

ASSOCIATION	PROJET	MONTANT
ville durable		18'500
Association Les Films verts	festival des films verts - ferme touvière meinier	500
Terragir énergie solidaire	projet « robin des watts »	18'000
Économie et emploi		129'140
ACTARES	soutien ponctuel 2015	5'000
APRES	étude ESS	12'000
Association Alternatiba Léman	soutien financier projet « Alternatiba Léman 2015 »	10'000
Association Geis&tdorf	cours de jardinage écologique	540
ASSOCIATION IDDEA	soutien au prix IDDEA 2015	20'000
Association Les Artichauts	subvention de fonctionnement	30'000
Association Pré-en-bulle	soutien au projet « beaulieu en campagne »	2'000
Association utopiana	projet PANTOPIA	5'000
Fédération des associations de quartier du grand-saconnex et environs	plantages pour le parc André chavanne	7'000
Les cueillettes de Landecy	renouvellement projet cocorico	3'000
Maison de quartier des Eaux-vives	cours de jardinage écologique	600
Prospecierara	projet tomates urbaines	24'000
salon des chocolatiers sàrl	journée mondiale du cacao et du chocolat 2015	2'000
The MEAL Association un repas pour notre avenir	« The meal » 19 septembre 2015 - Partenariat	6'000
uniterre	« cycle 2 Harnos »	2'000
Égalité et diversité		235'000
Association « L'Autre salon »	soutien pour « Les femmes à vélos » action du 7 mars	600
Association 360	soutien exceptionnel budget 2015	15'000
Association A la vista	Partenariat 2015	5'000
Association bloom and boom	soutien pour les 3 événements en 2015	3'400
Association cinélux	projet « quinzaine au féminin » - 4-16 mars 2015	1'500
Association élargis tes horizons	événement « sciences, les filles se lancent ! »	5'000
Association Layalina	festival Layalina 2015 : nos nuits syriennes	2'000
Association le deuxième observatoire	projet « La poupée de timothée - le camion de Lison »	10'000
Association Paidos	exposition « voyage au pays des différences »	8'000
Association Place-neuve	projet « face à elle »	10'000
Association pour la promotion des droits humains	projet « permanence en langue arabe »	20'000
Association pour la promotion des droits humains	soutien financier pour le projet femmes tische	20'000
Association un monde migrant	projet « semaine contre le racisme »	2'750
Association viol-secours	soutien 30 ans de lutte contre violences sexuelles	10'000
centre Akwaba Association	festival de musique d'ici et d'ailleurs	2'000
centre d'accueil et formation de la roseraie	financement du projet Eldorados 2015	10'000
centre kurde des droits de l'homme	projet d'intégration 2015	1'500

(2/2)

ASSOCIATION	PROJET	MONTANT
centre suisse pour la défense des droits des migrants	subvention de fonctionnement	10'000
dialogai	Projet Le refuge Genève, Jeunes LGBT	35'000
dialogai	prévention des agressions homophobes	5'500
EPER Entraide protestante suisse	Projet « nouveaux jardins » pour le parc A. Chavanne	3'000
Esprit nomade	Projet « sensibilisation ...chez moi, chez nous »	15'000
État de Genève Département de l'instruction publique	colloque « genre et école: de quoi parle-t-on ? »	750
Fédération genevoise des Associations LGBT	soutien financier au projet Totem, Jeunes LGBT	10'000
l'émilie	soutien extraordinaire de l'émilie	5'000
Marche mondiale des Femmes	Accueil de la caravane européenne à Genève	7'000
observatoire romand droit d'asile	Projet « Admission provisoire ou exclusion durable »	8'000
Plateforme interreligieuse de Genève	valorisation diversité et dialogue interreligieux	7'500
université populaire africaine en suisse	semaine internationale d'actions contre le racisme	1'500
autre		20'900
transfert analytique à la ville est à vous		20'900
total		403'540

FIGURE 12 : RÉPARTITION DES SUBVENTIONS PONCTUELLES A21



- Égalité et diversité
- Économie et emploi
- ville durable
- Autre

4.2.11 FONDS CHÔMAGE

Au 31 décembre 2015, le Fonds totalise au passif du bilan CHF 5'733'528.-. ce montant comprend les montants engagés par le CA (dû aux associations) ainsi que la somme disponible pour le financement de projets (nouveaux et renouvellements) selon le détail suivant:

compte 235241 : montant engagé au 31.12.2015 de CHF 5'662'646.10 ;

compte 235240 : montant disponible au 31.12.2015 de CHF 70'881.90.

N correspond au financement de nouveaux projets

R correspond au renouvellement de projets déjà initiés

Liste des engagements pris
par le CA en 2015

disponible au 01.01.2015 : CHF 5'703'209.5

période de
financement

NOM DE L'ASSOCIATION	N/R	NOM DU PROJET	DESCRIPTION	MONTANT ACCORDÉ	2015	2016	2017
Maison kultura	R	Espace Jeunes espoir	espace Jeunes espoir contribue à l'intégration sociale, scolaire et professionnelle des jeunes migrant-e-s de 16 à 25 ans, qui rencontrent des difficultés dans leur processus d'intégration à Genève. ce projet propose une remise à niveau (français, mathématiques, bureautique), un placement en entreprise, un accompagnement et un espace de médiation.	100'000	40'000	60'000	
Pacte	R	Espace emploi équi-libre	projet proposant plusieurs prestations à destination d'un public essentiellement féminin: services de consultations avec des coachs spécialisés, « café-emploi » (conférences, réseautage), ateliers créatifs, partage de compétences, etc.	100'000	100'000		
Fondation EPER	R	mentorat Emploi Migration	ce programme vise à favoriser l'insertion professionnelle des migrant-e-s qualifié-e-s ressortissants des états tiers en constituant des paires (duos) de deux professionnel-le-s d'un même secteur ou d'une même profession, dont l'un-e a une expérience de travail en suisse et l'autre, migrant-e, a exercé ou étudié dans la profession correspondante à l'étranger.	120'000	60'000	60'000	
BAB-VIA	R	VIA, vers l'intégration et l'autonomie	VIA est un projet d'insertion sociale et professionnelle développé par la boîte à boulot. Il s'adresse à des jeunes âgés de 15 à 25 ans, sans formation achevée et sans activité. Il leur propose un processus permettant de renouer progressivement avec un projet de formation ou une activité professionnelle : formation scolaire ou SEMO lorsque le parcours scolaire réduit les possibilités de formation professionnelle, ou stages rémunérés au sein d'associations et d'entreprises partenaires ainsi que de services de la ville de Genève.	975'929	975'929		
visagenève	N	profil vidéo	« profil vidéo » est un projet de réalisation de cv vidéo où des personnes à la recherche d'un emploi sont amenées à mettre en scène leurs qualités et leurs compétences professionnelles, avec l'aide des membres de l'association. ce format permet au candidat-e de se présenter de façon originale, de se démarquer, de mettre en avant sa personnalité et d'offrir de lui ou d'elle une image fidèle à la réalité. l'ensemble du travail qui entoure la prise de vue permet également au participant-e de tirer un bilan sur ses acquis et ses expériences professionnelles, ainsi que de s'exprimer de manière claire et fluide sur son parcours.	100'000	65'000	35'000	
Découvrir	N	Échange	Le programme Echange vise à apporter des réponses innovantes au défi que représente l'intégration socio-professionnelle des personnes migrantes qualifiées à Genève. Pour faciliter leur intégration, ce projet met en contact des nouveaux arrivant-e-s et des personnes migrantes qualifiées ayant trouvé leur place en tant que professionnel-le-s sur le marché de l'emploi suisse. Au fil des rencontres, ces mentors peuvent mettre à profit leur expérience, leurs connaissances du milieu professionnel et leur réseau afin de développer avec les mentoré-e-s un travail de préparation à l'emploi, en vue de les doter des compétences nécessaires pour entrer sur le marché du travail.	40'000	20'000	20'000	

NOM DE L'ASSOCIATION	N/R	NOM DU PROJET	DESCRIPTION	MONTANT ACCORDÉ	2015	2016	2017
mamajah	R	tremplin vert	Le dispositif « tremplin vert » vise à offrir à des personnes, de moins de 35 ans, en situation de rupture sociale et professionnelle l'occasion d'acquérir des aptitudes et des compétences dans le cadre des prestations de l'éco-entreprise solidaire mamajah. Au terme d'un pré-stage d'évaluation de 6 semaines, le bénéficiaire choisit de s'engager dans l'un des pôles de formation (éco-construction, agro-écologie ou socioculturel) pour une période de stage d'une durée de trois à six mois. L'objectif de ce projet est d'aider les jeunes et les personnes inexpérimentées à acquérir une expérience professionnelle pré-qualifiante, leur permettant de raccrocher la filière AFP – CFC. Pour les adultes expérimentés, il s'agit de leur permettre de se maintenir en situation d'employabilité, de se perfectionner et de se spécialiser.	200'000	200'000		
Phareseniors	R	employabilité des 45+	ce projet vise à augmenter l'employabilité des seniors âgés de plus de 45 ans, qu'ils soient en emploi, en période de licenciement, au chômage, en fin de droit ou en retraite anticipée non désirée. Le soutien proposé par l'association phare seniors repose entre autres sur le placement des bénéficiaires grâce notamment à une « banque de compétences » et à des mandats à durée déterminée.	380'000	125'000	190'000	65'000
La Barje	R	projet jeunes	des stages autour des métiers liés à la gestion de débits de boissons et d'événements socioculturels sont proposés à des jeunes en rupture de formation scolaire ou professionnelle.	145'939	65'000	65'000	15'939
voie F	R	Atelier de français écrit	voie F propose des formations de base à l'attention de femmes (migrantes et non migrantes) peu qualifiées, en vue de faciliter et de maintenir leur (ré)insertion socioprofessionnelle. La mise en place d'un atelier de français écrit vise à augmenter les compétences des participantes afin de leur permettre de s'inscrire par la suite à d'autres cours de voie F, notamment au cours d'initiation au traitement de texte.	210'075	122'000	88'075	
voie F	R	NOS forces dans la vie	« nos forces dans la vie » est un bilan de compétences basé sur l'oralité. il a pour objectif d'identifier les compétences de chaque participante et de les démontrer par l'exemple. Le but de la formation est d'augmenter l'autonomie des femmes migrantes en processus d'alphabétisation ou d'apprentissage du français, au sein de leur environnement familial, social et professionnel afin de faciliter leur intégration.	34'776	18'000	12'000	4'776
comptabilis	R	programme d'insertion	Le projet développé par la fiduciaire sociale comptabilis a pour but de lutter contre l'exclusion socioprofessionnelle en proposant des stages formateurs et qualifiants à des personnes en rupture ou en difficulté professionnelle. ce faisant, elle permet aux stagiaires de développer et de consolider des compétences par la pratique quotidienne des métiers de la comptabilité et de la gestion administrative RH, de définir au besoin un projet réaliste et réalisable et de développer des compétences en matière de recherche d'emploi. Au fil du temps, comptabilis a construit de nombreux partenariats avec différentes institutions de référence telles qu'APRES-GE (stages ppe+), l'hospice général, l'oce et bien d'autres institutions privées.	291'000	80'000	150'000	61'000
caritas	R	voie 2	ce programme de réinsertion offre à des jeunes âgés de 18 à 25 ans, en rupture scolaire ou professionnelle, une formation duale du type apprentissage menant à une attestation fédérale (AFP), doublée d'un encadrement individuel spécialisé. Les apprenti-e-s bénéficient d'une formation de deux années dans le domaine de la vente ou du travail administratif. un raccord vers la filière CFC (3 ans au total) est également envisageable.	600'000	300'000	300'000	
La carte blanche	R	structure d'insertion sociale et professionnelle	ce projet vise à offrir des stages de réinsertion à des personnes en situation de rupture sociale, au sein des différents secteurs d'activité de l'association tels que son restaurant, sa brocante ou encore lors des activités pratiques qu'elle développe (déménagements, menuiserie, réaménagement d'appartements, etc.). trois types de stages sont proposés : des stages d'observation (2 à 6 semaines), des stages de compétences (1 à 6 mois) et des stages d'endurance (6 à 24 mois).	300'000	150'000	150'000	

NOM DE L'ASSOCIATION	N/R	NOM DU PROJET	DESCRIPTION	MONTANT ACCORDÉ	2015	2016	2017
découvrir	R	Asumir	Le programme « Asumir » a été développé afin de répondre au processus de déqualification professionnelle auquel sont confrontées de nombreuses femmes migrantes vivant à Genève. Destiné à favoriser la reprise d'un emploi, ce programme permet d'organiser l'accompagnement de manière cohérente, personnalisée et efficace. A cette fin, deux axes complémentaires ont été mis en œuvre: 1) des services d'accompagnement et d'orientation, 2) des prestations de coaching, formation et placement.	591'000	91'000	250'000	250'000
genèveroule	R	Arcade de la terrassière	ce projet vise à promouvoir le vélo en proposant des prêts gratuits et des locations de vélos à Genève. Il est couplé à un programme d'insertion socioprofessionnelle et de formation pour des personnes éloignées du marché de l'emploi. Les employé-e-s de l'association reçoivent ainsi une formation comprenant des éléments d'accueil à la clientèle, des savoir-faire techniques (mécanique et entretien des vélos), des notions d'organisation d'une petite entreprise, des notions de sécurité routière, la pratique du tri des déchets et du recyclage, ainsi qu'un vocabulaire spécifique en français et en anglais.	271'949		150'000	121'949
certis	R	Mise à niveau du personnel Eds de la ville de Genève	L'objectif de ce projet est de permettre aux collaborateurs et collaboratrices en Eds du département de la culture et du sport de la ville de Genève d'envisager un avenir professionnel sur le marché primaire de l'emploi par le retour à l'emploi ou la formation qualifiante (CFC ou AFP) à l'intérieur comme à l'extérieur de l'administration municipale.	8'500	8'500		
caddie service	R	A deux pas des commerces	« A deux pas des commerces » propose, dans plusieurs centres commerciaux de Genève et sur plusieurs marchés de la ville, un service de livraison des achats à vélo électrique. Les buts de l'association sont le renforcement des liens sociaux, le développement de l'économie de proximité et l'amélioration de la qualité de l'environnement, par le biais de moyens de transport écomobiles, principalement le vélo. Comme pour toutes les entreprises sociales d'insertion par l'économique, la mission première de caddie service est l'insertion sociale et professionnelle des personnes employées ; ces dernières bénéficient d'un encadrement et d'un accompagnement spécifiques.	300'000		300'000	
sos femmes	R	Label Bobine	L'association sos femmes a créé en 2011 une entreprise d'insertion spécialisée dans la couture afin de permettre à des femmes peu ou pas qualifiées d'acquies et de développer des connaissances et des savoir-faire professionnels dans les domaines de la couture, de la logistique et du secrétariat.	250'000		250'000	
Ortra santé social	N	Aide à la réinsertion	Le projet « Aide à la réinsertion » développé par Ortra santé-social Genève vise une qualification ou une requalification professionnelle dans le domaine de la santé et du social de personnes qui ont trop peu, voire pas du tout, d'expérience professionnelle. Il s'adresse par exemple à des personnes qui ne peuvent bénéficier de la validation des acquis et de l'expérience (VAE), à des personnes au bénéfice d'un Eds dans le domaine de la santé ou du social et qui souhaitent obtenir une qualification, à des personnes en fin de droit ou à l'aide sociale qui veulent s'orienter dans le domaine santé-social ou encore à des personnes qui sont au bénéfice de l'assurance invalidité et souhaitent se reconvertir.	100'660		100'660	
camarada	R	secteur insertion professionnelle	ce projet vise à offrir aux femmes migrantes peu ou pas qualifiées des outils pratiques et théoriques pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle et leur permettre d'acquies une certaine autonomie financière. Pour se faire, les axes de travail se concrétisent à travers les activités suivantes : programme « ici-formation » (formation intensive sur 12 semaines axée sur la profession d'employée à domicile), ateliers d'intégration, cours de français du soir, accueil mère-adolescent-e-s et soutien à l'entreprenariat en équipe.	180'000		180'000	

NOM DE L'ASSOCIATION	N/R	NOM DU PROJET	DESCRIPTION	MONTANT ACCORDÉ	2015	2016	2017
voie-F	R	Jobcoaching	ce projet prépare, forme et suit les candidates préalablement sélectionnées par les associations partenaires pour un retour à l'emploi. La Jobcoach est en mesure de proposer aux entreprises des personnes adaptées aux exigences du poste. Après le recrutement et afin d'assurer une collaboration durable, la Jobcoach continue à accompagner les deux parties durant quelques mois.	32'500		32'500	
PRO Jeunesse	N	Mary Poppins	Fruit d'un partenariat entre l'Etat de Genève et la Fondation Pro Jeunesse, le projet « Mary Poppins » a comme objectif l'insertion socio-professionnelle de personnes en EDS par l'activité de garde d'enfants à domicile. Préalablement à leur engagement comme assistante parentale, les participantes suivent durant 11 semaines une formation spécifique certifiée Eduqua, comprenant 123 heures de cours théoriques, 126 heures de stages pratiques en crèche et 39 heures d'ateliers pratiques. Alors qu'il manque à Genève de nombreuses places de garde, ce projet permet de répondre, au plus juste, aux besoins des parents d'enfants âgés de 0 à 12 ans.	300'000	200'000	100'000	
total attributions 2015:				5'632'328			
solde disponible au 31.12.2015:				70'881.90			

CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT

4.3 CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT

4.3.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

Faits marquants

de par ses missions orientées essentiellement autour des domaines de la construction et de l'entretien du patrimoine immobilier, d'une part, ainsi que de l'aménagement et l'entretien des espaces publics d'autre part, le département des constructions et de l'aménagement (DCA) promeut et défend une politique d'investissement permettant de maintenir et de valoriser au mieux un patrimoine essentiellement destiné à la population. Il prend part aux grands projets d'aménagement, de construction et d'entretien se déroulant sur son territoire, dont il a la maîtrise en tant que propriétaire.

L'action du département s'inscrit en cohérence avec les grandes priorités politiques du conseil administratif. A ce titre, le DCA veille à ce que ses actions soient constamment tournées vers la satisfaction des besoins prépondérants de la population se situant sur le territoire de la commune. L'objectif poursuivi est notamment d'assurer un équilibre entre les besoins de logements et d'emplois, une diversité sociale permettant aux ménages les plus modestes de continuer à résider en son sein, et une pluralité des commerces pour ne pas exclure les magasins populaires de certains lieux.

Le DCA n'a pas ménagé ses efforts en 2015 pour atteindre les objectifs fixés au niveau de ses trois axes prioritaires:

Planification et logements

Plusieurs plans d'affectation initiés par le DCA ces dernières années, vont porter leurs fruits à court et moyen termes visant en grande majorité à créer du logement et à assurer un aménagement continu et cohérent du territoire communal (par exemple : PLQ Fontaines-saintes-550 logements ; PLQ Petite-Boissière-550 logements ; PLQ Bourgogne-450 logements ; PLQ Rosemont-350 logements et 350 emplois ; PLQ Forêt-350 logements).

Le projet Praille-Acacias-Vernets (PAV) avance. Le plan directeur de quartier (PDQ-PAV) a été adopté début avril 2015, et le DCA a participé à la planification du périmètre PAV en collaboration avec les villes de Carouge et de Lancy, au sein de la structure les réunissant pour ce projet (communauté des communes urbaines).

A noter que la maquette de la ville de Genève a été présentée au public pour la première fois depuis sa création, il y a trente ans.

Entretien et valorisation du patrimoine bâti

Le département entretient et rénove en priorité les immeubles à fort indice de dégradation, en y intégrant les préceptes de la politique énergétique et climatique permettant notamment d'éviter, chaque fois que possible, le recours aux énergies d'origines fossiles. Parmi les mises en exploitation faites en 2015, nous pouvons citer :

- rénovation de l'immeuble de logements « tour-de-boël 7 » ;
- rénovation et extension de l'Alhambra ;
- rénovation de l'édicule « chantepoulet » ;
- rénovation et surélévation de l'école des croquettes (restaurant scolaire de 200 places) ;
- surélévation de l'espace de vie enfantine « cha-teaubriand » (62 nouvelles places d'accueil) ;
- rénovation des vestiaires des mouettes genevoises (quai du mont-blanc) ;
- rénovation de cinq toilettes publiques (première étape) ;

Par ailleurs, les chantiers significatifs suivants ont été ouverts en 2015 :

- rénovation de quatre bâtiments de logements (minoterie, rue de Lausanne 27-27A, rue chouet 4 et rue Lissignol 1-3) ;
- rénovation des bâtiments du cimetière de châte-laine et construction d'un columbarium ;
- construction d'un dépôt patrimonial, carré vert ;
- rénovation de cinq toilettes publiques (deuxième étape) ;
- mise en place du terrain synthétique du stade de varembe ;
- rénovation des espaces de quartiers (anciennement espaces aînés), première étape, situés sur 4 lieux géographiques.

La ville de Genève a publié un premier bilan d'activités intitulé « sur la voie du 100% renouvelable », mettant en évidence la mise en œuvre d'une transition énergétique, économiquement viable, pour une trentaine de bâtiments ou sites appartenant à son patrimoine. L'équilibre financier des projets de développement durable que le département promeut reste une préoccupation majeure, afin de garantir leur crédibilité auprès de la population. En 2015, dans le cadre du projet cadeco jonction, qui prévoit d'alimenter en chaleur plusieurs immeubles de logements et bâtiments administratifs du quartier de la jonction grâce à une PAC (pompe à chaleur) puisant son énergie dans l'eau du lac, le DCA s'est notamment fortement impliqué pour faire aboutir les négociations avec les services industriels de Genève et le canton, afin de garantir à ce projet des tarifs de fourniture de chaleur raisonnables, compte tenu d'un marché actuel marqué par des énergies fossiles particulièrement abondantes et bon marché.

A relever que la crèche de cha-teaubriand est devenue en 2015 non seulement 100% renouvelable, mais aussi totalement autonome en énergie grâce à la pose sur son toit de panneaux solaires photovoltaïques. L'espace de quartier baulacre a bénéficié de la même transition énergétique. Par ailleurs, trois autres nouvelles centrales solaires photovoltaïques ont également été mises en exploitation cette année.

cette politique volontariste a été récompensée. Cette année encore, la ville de Genève s'est vue distinguée en

remportant le prix solaire suisse 2015, pour sa forte implication dans le domaine de l'énergie solaire.

qualité de vie citoyenne - espaces de vie et mobilité

en matière d'aménagement d'espaces publics, l'année 2015 a été l'occasion de finaliser un nombre conséquent de projets d'aménagement qui entreront dans leur phase de réalisation après le vote de leurs crédits de réalisation respectifs. Deux concours ont été menés, celui relatif au réaménagement de la place des Augustins et celui concernant l'aménagement des espaces extérieurs liés au projet de construction du nouveau parking dit des « clefs de rive ». A noter aussi parmi les nombreuses études d'aménagements des espaces publics menées en 2015, celles en lien avec les gares CEVA des Eaux-vives et de Champel, ainsi que la réfection du quai des Bergues.

L'année 2015 a vu se clôturer le processus de planification des espaces libres dans le cadre des PLQ (plans localisés de quartiers), engagé par la ville de Genève. L'accompagnement des processus de planification s'est aussi intensifié avec les autorités cantonales, notamment dans le cadre du projet PAV (Praille-Acacias-vernets).

La stratégie d'assainissement du bruit, en application des dispositions prévues par l'OPB, a été repensée totalement afin d'en optimiser son efficacité au sein de la ville, compte tenu des compétences limitées de la municipalité en matière d'aménagement et de modification des plans de circulation. Une approche globale qui tient compte de la hiérarchie du réseau routier a été privilégiée à l'approche sectorielle, jugée moins cohérente.

enfin, l'année 2015 a été marquée par l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les eaux. Les coûts liés à la construction, à l'entretien et à la maintenance d'exploitation du réseau secondaire d'évacuation des eaux, propriété des communes, sont désormais financés par une taxe annuelle d'utilisation (principe de causalité) prélevée par les services industriels de Genève (SIG), pour le compte du fonds intercommunal d'assainissement (FIA).

commentaires sur les priorités et perspectives

Le département soutient en permanence la création de logements sur le territoire de la ville de Genève, en lien avec tous les maîtres d'ouvrages concernés, qu'ils soient publics ou privés. Il encourage et planifie la création de logements d'utilité publique (logements sociaux) afin de permettre aux personnes défavorisées de se loger dignement et de rompre l'isolement social dont elles souffrent souvent. En 2015, quatre nouveaux PLQ ont été adoptés conformément aux objectifs fixés. L'activité de création de logements dépasse de loin l'objectif annuel

fixé en début de législature, puisque pas moins de 732 nouveaux logements, dont 496 logements sociaux, ont été créés sur le territoire durant l'année.

La stratégie d'entretien et de valorisation du patrimoine bâti ne se restreint pas uniquement aux objets les plus vétustes. Elle intègre les principes du développement durable en considérant l'ensemble du cycle de vie des bâtiments et en visant l'efficacité énergétique chaque fois que possible. La volonté politique est de clairement s'inscrire dans une stratégie cohérente de rénovation et de valorisation du patrimoine sur le long terme.

dans le domaine énergétique, comme chaque année, la ville de Genève procède à un point de situation et communique sur le degré d'avancement de sa stratégie et plus spécifiquement par rapport à la poursuite de l'objectif « 100% renouvelable et zéro émission CO_2 ».

La réduction des émissions de CO_2 , ainsi que la diminution des consommations électriques de l'éclairage public municipal se poursuivent au rythme prévu. En revanche, les objectifs relatifs à la réduction des consommations d'énergie et à l'amélioration de la couverture des besoins énergétiques ne sont toujours pas atteints en 2015. En effet, ces deux objectifs ambitieux ne peuvent être atteints que si de grands projets d'envergure sont mis en exploitation dans l'année concernée. La rénovation de l'ensemble immobilier des minoteries et l'alimentation en énergie de plusieurs bâtiments situés à la jonction (projet cadeco jonction), contribueront à terme à atteindre cet objectif.

dans le domaine de l'espace public enfin, plusieurs projets de valorisation et de réaménagement ont été validés et sont entrés en phase opérationnelle. On peut citer notamment le site de la vieille-ville, consistant au pavage de plusieurs de ses rues, à sa mise en lumière, et au contrôle d'accès des véhicules. Les projets d'aménagement de zones à priorité piétonne se poursuivent. L'étude pour la requalification du quai des Bergues a pu être engagée, après huit années de travail de concertation avec les partenaires et riverains du quartier de saint-gervais.

en 2015, la mise en œuvre de la stratégie d'assainissement du bruit s'est poursuivie à un rythme pourtant inférieur aux prévisions. On estime que le nombre d'habitants ainsi protégés des nuisances est de 3'000 personnes, réalisant ainsi que partiellement l'objectif moyen annuel visé initialement.

4.3.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

DIMINUER LES ÉCARTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX					
CRÉER DES LOGEMENTS POUR AMÉLIORER LE RATIO « LOGEMENTS – EMPLOIS »					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Accompagner la politique de création de logements de la ville de Genève	nombre de plans localisés adoptés	4	3	4	
	nombre de nouveaux logements créés	360	300	732	
	dont nombre de logements sociaux	100	80	496	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
quatre nouveaux PLQ ont été adoptés conformément aux objectifs fixés. bien que les chiffres de la production de logements pour 2015 soient encore considérés comme provisoires au moment de la publication, les objectifs fixés sont largement atteints.					

ENTRETIEN ET VALORISER LE PATRIMOINE					
RÉHABILITER LES OBJETS IMMOBILIERS LES PLUS DÉGRADÉS					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Poursuivre la politique de rénovation du PF conformément à la stratégie stratus 2010	nombre d'objets traités (PF) avec indice < 0.5	4	2	5	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
L'immeuble de la tour-de-boël a été remis en 2015 après une rénovation complète qui a permis la création d'un logement supplémentaire après transformation des combles. quatre nouveaux chantiers de rénovation ont été lancés en 2015. il s'agit des immeubles de logements : minoteries-rue de carouge ; rue de Lausanne 27-27A ; rue chouet 4 ; rue Lissignol 1-3.					

MAINTENIR UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT DURABLE ET RESPONSABLE					
RÉDUIRE LES BESOINS EN ÉNERGIE ET DÉVELOPPER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
respecter les engagements pris par la ville de Genève en matière de réduction des émissions de CO ₂	réduction des émissions de gaz à effet de serre (CO ₂) des bâtiments – base 2005	14%	12%	20%	
	réduction des consommations d'énergie (chauffage) – base 2005	12%	10%	8%	
	amélioration de la couverture des besoins énergétiques par des énergies renouvelables – base 2005	12%	5%	4%	
	réduction de la consommation électrique de l'éclairage public municipal – base 2005	33%	31%	37%	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
Les objectifs liés à la réduction des émissions de CO ₂ , ainsi qu'à la réduction des consommations électriques de l'éclairage public municipal dépassent la cible. en revanche, les objectifs relatifs à la réduction des consommations d'énergie de chauffage et à l'amélioration de la couverture des besoins énergétiques par des énergies renouvelables ne sont toujours pas atteints en 2015. en effet, ces deux objectifs ne pourront être atteints que si de grands projets d'envergure sont mis en exploitation.					

AMÉLIORER LES ESPACES PUBLICS ET LA QUALITÉ DE VIE CITOYENNE					
METTRE EN ŒUVRE LA STRATÉGIE DE PIÉTONISATION					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Poursuivre le rééquilibrage de l'usage de l'espace public entre les différents usagers par une politique active d'extension de la zone piétonne, conformément au PDCOM 2020 (Mise en œuvre du plan directeur des chemins pour piétons)	nombre de rues et de places réaménagées	3	1	2	
	nombre de zones piétonnes créées (zone 20, traversées et cheminements piétonniers)	3	1	2	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
Plusieurs projets de piétonisation sont à bout touchant et devraient être terminés à l'horizon du renouvellement du plan directeur communal actuel (PDCOM). Les objectifs ciblés devraient être atteints en moyenne annuelle sur la période de la législature actuelle.					

ASSAINIR LE BRUIT ROUTIER					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Réduction des nuisances sonores dues à la circulation automobile par la pose d'enrobés bitumineux phono-absorbants et par la réalisation d'aménagements de modération de trafic	réduction du nombre d'habitants soumis à des nuisances sonores dues à la circulation automobile - base 2008	8'800 habitants	2'000 habitants	3'000 habitants	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
compte tenu des compétences limitées de la ville de Genève, le délai légal de l'OPB semble difficile à respecter, cela d'autant plus que la ville ne souhaite pas bénéficier de mesures spéciales d'allègement. néanmoins, la nouvelle stratégie d'assainissement du bruit adoptée par le DCA, permettra vraisemblablement, dans les années à venir, de traiter à un rythme plus soutenu les programmes d'assainissement.					

4.3.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	DCA	URB	DPBA	ENE	SAM	GCI	Total
Administration générale	6'182	-	11'790	5'979	-	3'216	27'167
culture et loisirs	1'279	-	-	-	-	-	1'279
prévoyance sociale	15	-	-	-	-	-	15
trafic	-	-	-	-	4'974	40'308	45'282
protection et aménagement de l'environ.	-	3'423	-	-	6'620	9'248	19'291
finances et impôts	-	-	-	-	-	0	0
total	7'476	3'423	11'790	5'979	11'593	52'773	93'034

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	DCA	URB	DPBA	ENE	SAM	GCI	Total
Administration générale	647	-	7'462	1'938	-	-	10'047
culture et loisirs	1	-	-	-	-	-	1
trafic	-	-	-	-	-	9'307	9'307
protection et aménagement de l'environ.	-	70	-	-	31	4'991	5'091
finances et impôts	17	-	-	-	-	-	17
total	665	70	7'462	1'938	31	14'298	24'463

4.3.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT	TOTAL CHARGES	93'033'835	91'916'583	1'117'253	1%	84'652'060
	TOTAL REVENUS	24'463'452	19'613'085	4'850'367	25%	16'279'427
en francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
CHARGES		27'166'975	25'098'220	2'068'755	8%	24'858'009
30 charges de personnel		18'173'383	20'266'459	-2'093'075	-10%	18'700'786
301 traitements du personnel		14'636'413	16'370'315	-1'733'902	-11%	14'860'661
303 assurances sociales		1'267'754	1'401'759	-134'005	-10%	1'269'145
304 caisses de pensions et de prévoyance		1'902'376	2'121'436	-219'060	-10%	2'161'385
305 assurance maladie et accidents		273'547	345'693	-72'146	-21%	273'234
306 prestations en nature		16'649	15'100	1'549	10%	25'377
309 autres charges du personnel		76'643	12'156	64'487	530%	110'985
31 biens, services et marchandises		2'313'079	2'784'016	-470'937	-17%	4'005'401
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité		240'653	286'543	-45'890	-16%	225'424
311 mobilier, machines, véhicules et matériel		78'360	66'800	11'560	17%	126'954
312 eau, énergie, combustible		392'811	462'565	-69'754	-15%	451'212
313 achats de fournitures et autres marchandises		210'923	278'900	-67'977	-24%	998'589
314 entretien des immeubles par des tiers		252'646	204'431	48'215	24%	266'191
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers		358'974	443'435	-84'461	-19%	414'820
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation		87'232	6'800	80'432	>1'000%	89'594
317 dédommagements		147'357	217'120	-69'763	-32%	141'924
318 honoraires et prestations de service		481'784	743'887	-262'103	-35%	1'203'931
319 frais divers		62'340	73'535	-11'195	-15%	86'763
33 amortissements		2'470'337	771'649	1'698'689	220%	929'791
330 amortissements ordinaires du PF		95'259	36'634	58'625	160%	95'259
331 amortissements ordinaires du PA		679'158	735'015	-55'857	-8%	1'360'032
334 pertes sur débiteurs		1'695'921	-	1'695'921	-	-525'500
35 dédommagements à des collectivités publiques		27'094	28'300	-1'206	-4%	27'094
352 dédommagements à des collect. publiques - communes		27'094	28'300	-1'206	-4%	27'094
36 subventions accordées		35'000	35'000	-	-	27'700
361 subventions accordées - cantons		-	10'000	-10'000	-100%	-
365 subventions accordées - institutions privées		35'000	25'000	10'000	40%	27'700
37 subventions redistribuées		3'000'000	-	3'000'000	-	-
372 subventions redistribuées - communes		3'000'000	-	3'000'000	-	-
39 imputations internes		1'148'082	1'212'797	-64'715	-5%	1'167'238
390 intérêts répartis		114'522	102'037	12'485	12%	98'273
391 mise à disposition de locaux		936'323	1'013'208	-76'885	-8%	984'101
392 autres prestations internes		97'237	97'552	-315	-0%	84'864
REVENUS		10'046'845	4'734'585	5'312'260	112%	5'563'206
42 revenus des biens		11'916	-	11'916	-	1'301
429 autres revenus		11'916	-	11'916	-	1'301

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
43 revenus divers	5'765'912	3'581'500	2'184'412	61%	4'511'169
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	1'002'837	945'000	57'837	6%	989'761
435 ventes	-	-	-	-	1'003
436 dédommagements de tiers	1'116'170	333'500	782'670	235%	536'097
438 prestations du personnel pour les investissements	3'638'473	2'303'000	1'335'473	58%	2'974'489
439 autres contributions	8'432	-	8'432	-	9'819
46 subventions acquises	-	-	-	-	17'216
461 subventions acquises - cantons	-	-	-	-	17'216
47 subventions à redistribuer	3'000'000	-	3'000'000	-	-
472 subventions à redistribuer - communes	3'000'000	-	3'000'000	-	-
49 imputations internes	1'269'016	1'153'085	115'931	10%	1'033'521
492 autres prestations internes	1'269'016	1'153'085	115'931	10%	1'033'521
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	1'279'130	1'361'012	-81'882	-6%	1'191'579
30 charges de personnel	851'056	918'664	-67'608	-7%	841'636
301 traitements du personnel	680'130	730'643	-50'513	-7%	673'215
303 assurances sociales	59'089	62'639	-3'550	-6%	57'799
304 caisses de pensions et de prévoyance	101'652	109'646	-7'994	-7%	100'659
305 assurance maladie et accidents	9'846	15'448	-5'602	-36%	9'706
309 autres charges du personnel	339	288	51	18%	256
31 biens, services et marchandises	162'429	185'776	-23'347	-13%	198'345
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	5'976	12'710	-6'734	-53%	7'916
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	1'387	1'500	-113	-8%	113
312 eau, énergie, combustible	4'815	8'724	-3'909	-45%	8'248
313 achats de fournitures et autres marchandises	-	700	-700	-100%	273
314 entretien des immeubles par des tiers	9'158	17'742	-8'584	-48%	9'085
317 dédommagements	6'595	8'900	-2'305	-26%	6'025
318 honoraires et prestations de service	124'810	123'900	910	1%	155'790
319 frais divers	9'689	11'600	-1'911	-16%	10'894
33 amortissements	80'060	102'200	-22'140	-22%	5'035
331 amortissements ordinaires du PA	80'060	102'200	-22'140	-22%	-
334 pertes sur débiteurs	-	-	-	-	5'035
36 subventions accordées	127'900	121'900	6'000	5%	113'700
365 subventions accordées - institutions privées	127'900	121'900	6'000	5%	113'700
39 imputations internes	57'685	32'472	25'213	78%	32'864
390 intérêts répartis	5'857	-	5'857	-	-
391 mise à disposition de locaux	51'828	32'280	19'548	61%	32'280
392 autres prestations internes	-	192	-192	-100%	584
REVENUS	943	-	943	-	-
43 revenus divers	943	-	943	-	-
436 dédommagements de tiers	943	-	943	-	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	15'000	15'000	-	-	15'000
36 subventions accordées	15'000	15'000	-	-	15'000
365 subventions accordées - institutions privées	15'000	15'000	-	-	15'000
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	44'320'993	47'728'708	-3'407'715	-7%	43'623'427
30 charges de personnel	7'537'189	7'731'259	-194'070	-3%	7'070'962
301 traitements du personnel	6'042'487	6'279'345	-236'858	-4%	5'614'629
303 assurances sociales	525'213	535'693	-10'479	-2%	478'488
304 caisses de pensions et de prévoyance	734'483	751'997	-17'514	-2%	780'967
305 assurance maladie et accidents	207'265	134'270	72'995	54%	190'197
306 prestations en nature	25'024	27'075	-2'051	-8%	4'089
309 autres charges du personnel	2'716	2'880	-164	-6%	2'592
31 biens, services et marchandises	13'891'357	14'383'667	-492'310	-3%	11'356'256
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	10'899	10'000	899	9%	-
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	32'785	20'300	12'485	62%	2'218
312 eau, énergie, combustible	1'206'045	1'112'815	93'230	8%	1'091'712
313 achats de fournitures et autres marchandises	979'558	935'100	44'458	5%	39'771
314 entretien des immeubles par des tiers	11'077'312	11'817'500	-740'188	-6%	10'082'948
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	4'639	23'000	-18'361	-80%	258
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	17'498	10'000	7'498	75%	-
317 dédommagements	45'695	43'000	2'695	6%	59'702
318 honoraires et prestations de service	516'833	411'952	104'881	25%	79'647
319 frais divers	94	-	94	-	-
33 Amortissements	17'947'702	21'431'558	-3'483'856	-16%	21'020'292
330 amortissements ordinaires du PF	-	-	-	-	2'975'473
331 amortissements ordinaires du PA	17'947'702	21'431'558	-3'483'856	-16%	18'043'871
334 pertes sur débiteurs	-	-	-	-	948
35 dédommagements à des collectivités publiques	23'377	-	23'377	-	70'119
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	23'377	-	23'377	-	70'119
36 subventions accordées	106'713	114'000	-7'287	-6%	112'631
361 subventions accordées - cantons	6'921	13'000	-6'079	-47%	12'000
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	99'792	101'000	-1'208	-1%	100'631
39 imputations internes	4'814'655	4'068'224	746'431	18%	3'993'167
390 intérêts répartis	4'725'547	3'976'582	748'965	19%	3'905'089
391 mise à disposition de locaux	76'012	76'012	-	-	76'012
392 autres prestations internes	13'095	15'630	-2'535	-16%	12'067
REVENUS	9'307'403	10'297'000	-989'597	-10%	10'487'870
43 revenus divers	473'555	1'397'000	-923'445	-66%	3'500'146
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	-238'409	77'000	-315'409	-410%	2'485'159

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
435 ventes	25'196	-	25'196	-	-
436 dédommagements de tiers	19'496	-	19'496	-	38'465
438 prestations du personnel pour les investissements	667'272	1'320'000	-652'728	-49%	976'522
46 subventions acquises	8'833'848	8'900'000	-66'152	-1%	6'987'724
461 subventions acquises - cantons	8'833'848	8'900'000	-66'152	-1%	6'987'724
65 TRAFIC RÉGIONAL					
CHARGES	960'660	884'495	76'165	9%	946'530
36 subventions accordées	960'660	884'495	76'165	9%	946'530
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	960'660	884'495	76'165	9%	946'530
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX					
CHARGES	8'233'417	5'002'686	3'230'730	65%	4'205'943
30 charges de personnel	3'115'806	2'401'459	714'347	30%	2'875'456
301 traitements du personnel	2'499'793	1'954'529	545'264	28%	2'320'854
303 assurances sociales	214'005	167'293	46'712	28%	195'866
304 caisses de pensions et de prévoyance	303'392	223'050	80'342	36%	269'156
305 assurance maladie et accidents	87'181	43'777	43'404	99%	83'430
306 prestations en nature	10'261	11'850	-1'589	-13%	4'998
309 autres charges du personnel	1'176	960	216	22%	1'152
31 biens, services et marchandises	3'061'378	2'385'616	675'762	28%	1'113'923
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	2'731	-	2'731	-	-
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	49'915	14'700	35'215	240%	836
312 eau, énergie, combustible	803'829	429'407	374'422	87%	691'390
313 achats de fournitures et autres marchandises	86'437	99'400	-12'963	-13%	38'197
314 entretien des immeubles par des tiers	1'550'663	1'321'974	228'689	17%	2'091
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	446'763	377'793	68'970	18%	325'783
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	675	6'000	-5'325	-89%	-
317 dédommagements	11'530	6'500	5'030	77%	9'783
318 honoraires et prestations de service	93'942	129'842	-35'900	-28%	45'842
319 frais divers	14'893	-	14'893	-	-
33 Amortissements	1'988'465	169'006	1'819'459	>1'000%	169'006
331 amortissements ordinaires du PA	1'988'465	169'006	1'819'459	>1'000%	169'006
39 imputations internes	67'767	46'605	21'162	45%	47'557
390 intérêts répartis	54'186	35'457	18'729	53%	34'096
391 mise à disposition de locaux	11'148	11'148	-	-	11'148
392 autres prestations internes	2'433	-	2'433	-	2'313
REVENUS	4'990'596	4'460'000	530'596	12%	119'901
42 revenus des biens	4'335'145	4'400'000	-64'855	-1%	-
427 immeubles du patrimoine administratif	4'335'145	4'400'000	-64'855	-1%	-
43 revenus divers	655'451	60'000	595'451	992%	119'901
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	574'472	60'000	514'472	857%	67'022
435 ventes	36'582	-	36'582	-	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
436 dédommagements de tiers	44'397	-	44'397	-	52'880
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	1'014'374	997'000	17'374	2%	395'829
31 biens, services et marchandises	352'996	397'000	-44'004	-11%	395'829
318 honoraires et prestations de service	352'996	397'000	-44'004	-11%	395'829
35 dédommagements à des collectivités publiques	661'378	600'000	61'378	10%	-
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	661'378	600'000	61'378	10%	-
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	2'587'524	2'586'838	686	0%	2'310'109
30 charges de personnel	1'505'243	1'499'926	5'317	0%	1'482'109
301 traitements du personnel	1'219'178	1'209'069	10'109	1%	1'184'051
303 assurances sociales	106'529	104'013	2'516	2%	102'441
304 caisses de pensions et de prévoyance	157'929	160'761	-2'832	-2%	155'245
305 assurance maladie et accidents	19'106	25'651	-6'545	-26%	18'467
309 autres charges du personnel	2'500	432	2'068	479%	21'905
31 biens, services et marchandises	187'763	555'561	-367'798	-66%	311'969
312 eau, énergie, combustible	4'324	4'255	69	2%	4'538
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	-	76	-76	-	-
317 dédommagements	2'690	1'980	710	36%	1'848
318 honoraires et prestations de service	180'749	549'250	-368'501	-67%	305'583
33 Amortissements	338'150	1'800	336'350	>1'000%	-
331 amortissements ordinaires du PA	338'150	1'800	336'350	>1'000%	-
36 subventions accordées	475'868	467'075	8'793	2%	463'343
365 subventions accordées - institutions privées	385'000	385'000	-	-	385'000
366 subventions accordées - personnes physiques	90'868	82'075	8'793	11%	78'343
39 imputations internes	80'499	62'476	18'023	29%	52'688
390 intérêts répartis	75'922	53'314	22'608	42%	51'268
392 autres prestations internes	4'577	9'162	-4'585	-50%	1'420
REVENUS	15'043	80'000	-64'957	-81%	7'075
42 revenus des biens	14'847	-	14'847	-	7'075
427 immeubles du patrimoine administratif	14'847	-	14'847	-	7'075
43 revenus divers	196	80'000	-79'804	-100%	-
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	-	80'000	-80'000	-100%	-
436 dédommagements de tiers	196	-	196	-	-
79 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE					
CHARGES	7'455'452	8'242'623	-787'171	-10%	7'104'119
30 charges de personnel	5'016'097	5'408'670	-392'573	-7%	4'941'619
301 traitements du personnel	4'066'178	4'367'364	-301'186	-7%	4'005'329
303 assurances sociales	351'154	371'483	-20'330	-5%	339'940
304 caisses de pensions et de prévoyance	509'903	575'289	-65'386	-11%	510'299
305 assurance maladie et accidents	61'281	91'613	-30'332	-33%	60'154
306 prestations en nature	600	1'000	-400	-40%	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
309 Autres charges du personnel	26'982	1'920	25'062	>1'000%	25'897
31 biens, services et marchandises	811'438	1'299'628	-488'190	-38%	1'085'884
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	39'094	77'993	-38'899	-50%	51'070
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	7'704	9'794	-2'090	-21%	23'227
312 Eau, énergie, combustible	29'692	28'787	905	3%	30'901
313 Achats de fournitures et autres marchandises	2'357	1'897	460	24%	1'442
314 entretien des immeubles par des tiers	45'901	45'634	267	1%	51'000
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	118'934	164'055	-45'121	-28%	150'223
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	24'039	3'440	20'599	599%	24'835
317 dédommagements	15'715	26'160	-10'445	-40%	19'821
318 honoraires et prestations de service	512'209	921'515	-409'306	-44%	716'201
319 frais divers	15'793	20'353	-4'560	-22%	17'164
33 Amortissements	1'159'447	1'164'389	-4'942	-0%	721'636
331 Amortissements ordinaires du PA	1'159'447	1'164'389	-4'942	-0%	729'136
334 Pertes sur débiteurs	-	-	-	-	-7'500
39 imputations internes	468'470	369'936	98'534	27%	354'980
390 Intérêts répartis	65'075	44'311	20'764	47%	46'144
391 mise à disposition de locaux	400'056	306'372	93'684	31%	306'372
392 autres prestations internes	3'339	19'253	-15'915	-83%	2'464
REVENUS	85'623	41'500	44'123	106%	94'133
43 revenus divers	85'623	41'500	44'123	106%	94'133
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	24'500	25'500	-1'000	-4%	24'930
436 dédommagements de tiers	47'555	-	47'555	-	55'591
438 Prestations du personnel pour les investissements	13'568	16'000	-2'432	-15%	13'612
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	311	-	311	-	1'513
32 intérêts passifs	311	-	311	-	1'513
320 engagements courants	311	-	311	-	1'513
REVENUS	-	-	-	-	7'241
42 revenus des biens	-	-	-	-	7'241
421 créances	-	-	-	-	7'241
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
REVENUS	16'999	-	16'999	-	-
42 revenus des biens	16'999	-	16'999	-	-
424 gains comptables sur les placements du PF	16'999	-	16'999	-	-

4.3.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

05 Administration générale

318 honoraires et prestations de service

une partie des frais de pré-études et d'études sont désormais soumis chaque année à la délibération du conseil municipal sous la forme d'un crédit d'engagement. cela a permis de soulager de manière importante les rubriques relatives aux honoraires et prestations de services confiés à des tiers.

334 pertes sur débiteurs

ce montant concerne, d'une part, la facturation au fonds intercommunal d'assainissement (FIA) de l'entretien et de l'exploitation, ainsi que de la location du réseau secondaire. et d'autre part, le solde que le canton s'était engagé à verser à la ville de Genève pour l'entretien des routes d'importance cantonale, dans le cadre de la convention datée du 20 septembre 2011.

372 subventions redistribuées – communes

472 subventions à redistribuer - communes

dans le cadre du projet de rénovation du grand-théâtre, la ville de Genève a sollicité le fonds intercommunal afin d'obtenir une participation au coût des travaux de rénovation. une enveloppe de 3.0 mios a été attribuée à la fondation du grand-théâtre (cf. groupe 372). Le FI n'étant pas habilité à verser à une entité autre que publique, la somme a transité par les comptes de la ville de Genève (cf. groupe 472).

436 dédommagements de tiers

suite à l'annonce tardive de leur projet d'extension de la gare de Cornavin, les CFF ont dû rembourser à la ville de Genève les frais déjà engagés pour le développement de projets dans le cadre du PLQ des grottes.

62 routes communales

314 Entretien des immeubles par des tiers

La planification de l'activité d'entretien des routes et des chaussées est soumise à des fluctuations dépendantes de divers facteurs (autorisations cantonales, météo, coordination des chantiers de différentes natures), entraînant quelquefois des reports. en outre, l'éclairage public a subi moins de pannes en 2015.

71 Approv. en eau, prot. et corr. des eaux

434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service

il s'agit de soldes de taxes d'écoulement payées par des tiers via le canton (DETA), permettant de préfinancer des projets d'investissement en lien avec des travaux d'entretien du réseau secondaire. Les facturations de taxe d'écoulement ont été remplacées par le nouveau système de financement causal dans le cadre du fonds intercommunal d'assainissement (FIA) qui a débuté le 1^{er} janvier 2015.

78 Autres tâches de protection de l'env.

318 honoraires et prestations de service

Les budgets d'études et d'expertises en lien avec le domaine de la mobilité ont été moins sollicités que prévu notamment à cause de retards pris dans certains projets dépendant du canton (DGT) en relation avec l'application de la loi sur la compensation du stationnement.

79 Aménagement du territoire

318 honoraires et prestations de service

plusieurs études urbanistiques d'aménagement du territoire ou liées à des aménagements d'espaces publics ont été mises en suspens ou n'ont pas pu débuter dans l'année comme prévu.

4.3.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2015	Écart postes	C 2015	B 2015	Écart
05	Administration générale	113.3	4.6	117.9	119.8	-1.9	355'472	471'000	-115'528
30	Encouragement à la culture	4.5	-	4.5	4.5	-	-	50'500	-50'500
62	Routes communales	56.4	-	56.4	59.3	-2.9	49'008	54'500	-5'492
71	Approv.en eau,protection et correction des eaux	22.8	3.0	25.8	20.0	5.8	36'430	-	36'430
78	Autres tâches de protection de l'environnement	8.2	-	8.2	8.2	-	103'141	100'000	3'141
79	Aménagement du territoire	29.9	-	29.9	30.4	-0.5	16'552	180'000	-163'448
	TOTAL	235.1	7.6	242.7	242.2	0.5	560'603	856'000	-295'397

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.3.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
subventions monétaires	1'630	1'505	125	8%	1'601
0 Administration générale	35	35	-	-	28
3 culture et loisirs	128	122	6	5%	114
5 prévoyance sociale	15	15	-	-	15
6 trafic	1'067	918	149	16%	1'059
7 protection et aménagement de l'environ.	385	415	-30	-7%	385
gratuités	91	132	-41	-31%	78
6 trafic	-	80	-80	-100%	-
7 protection et aménagement de l'environ.	91	52	39	74%	78
total	1'721	1'637	84	5%	1'679

4.3.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2015	B 2015	Écart
2 constructions et aménagement	1'630'273	1'505'395	124'878
05 Administration générale	35'000	35'000	-
361 subventions accordées - cantons	-	10'000	-10'000
Promotion d'expositions, publications architecturales (cantons)	-	10'000	-10'000
365 subventions accordées - institutions privées	35'000	25'000	10'000
Europan suisse	5'000	5'000	-
Promotion d'expositions, publications architecturales (institut.)	30'000	15'000	15'000
Revue Faces	-	5'000	-5'000
30 Encouragement à la culture	127'900	121'900	6'000
365 subventions accordées - institutions privées	127'900	121'900	6'000
Association pour la promotion de l'art sacré (APAS)	10'000	10'000	-
Fondation des clefs de saint-pierre	61'900	61'900	-
maison de l'architecture	20'000	20'000	-
restauration des édifices culturels	36'000	30'000	6'000
58 Aide sociale	15'000	15'000	-
365 subventions accordées - institutions privées	15'000	15'000	-
Association Handicapés Architecture urbanisme (HAU)	15'000	15'000	-
62 routes communales	106'713	114'000	-7'287
361 subventions accordées - cantons	6'921	13'000	-6'079
Écluse du seujet	6'921	13'000	-6'079
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	99'792	101'000	-1'208
Écluse du seujet	99'792	101'000	-1'208
65 trafic régional	960'660	804'495	156'165
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	960'660	804'495	156'165
Part. v.g. aux frais d'exploitation bus jonction (ligne 32)	477'500	320'000	157'500
Part. v.g. aux prolongements horaires TPE lignes urbaines (vendredi-samedi soir)	483'160	484'495	-1'335
78 autres tâches de protection de l'env.	385'000	415'000	-30'000
365 subventions accordées - institutions privées	385'000	385'000	-
genèvr'roule	300'000	300'000	-
samedis du vélo	85'000	85'000	-
366 subventions accordées - personnes physiques	-	30'000	-30'000
vélostation - montbrillant	-	30'000	-30'000

4.3.9 GRATUITÉS

en francs	C 2015	B 2015	Écart
2 constructions et aménagement	90'868	132'075	-41'207
65 trafic régional	-	80'000	-80'000
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	-	80'000	-80'000
Électrification ligne 36	-	80'000	-80'000
78 autres tâches de protection de l'env.	90'868	52'075	38'793
366 subventions accordées - personnes physiques	90'868	52'075	38'793
vélostation cornavin - subvention usagers	90'868	52'075	38'793

CULTURE ET SPORTS

4.4 CULTURE ET SPORT

4.4.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

Le premier semestre 2015 a été marqué par la continuité du mandat de maire de Genève du magistrat en charge du département de la culture et du sport (DCS), et donc associé à sa thématique, les enjeux liés aux frontières. Ces derniers mois de mairie ont ainsi permis d'enrichir le débat citoyen grâce au cycle de conférences « Genève, repenser la frontière », et de moments clés tels que la tenue du premier forum sport et société sur le thème du bénévolat, l'organisation d'un événement dédié à l'impact des nouvelles technologies sur les lieux consacrés à l'écrit (LIFT conférence), et l'événement roms sur la plaine de Plainpalais. Par ailleurs, le projet de valorisation du travail photographique genevois « vis-à-vis » portant sur le regard de 8 photographes sur 8 quartiers de la ville de Genève s'est conclu en fin d'année.

La déclaration conjointe du conseil d'état de la République et canton de Genève et du conseil administratif de la ville de Genève concernant l'application à la politique culturelle de la loi-cadre sur la répartition des tâches entre les communes et le canton (LRT) du 18 novembre 2015 a posé les bases d'une nouvelle répartition des tâches entre le canton et la ville en deux phases distinctes. Cette étape importante permet au conseil administratif de la ville de Genève de positionner fermement son rôle et son expertise dans la politique culturelle genevoise et son avenir.

En parallèle, le DCS a continué à mener les discussions relatives à la concrétisation de la LRT en matière de politique sportive, tout en suivant avec attention les engagements pris par le canton dans le cadre de la nouvelle loi sur le sport.

Concernant la collaboration avec les autres collectivités publiques, une première rencontre culturelle dans le Grand Genève a eu lieu au forum de Meyrin en septembre. Elle a été ouverte plus largement aux élu-e-s, au public et aux artistes afin de permettre un état des lieux des moyens existant en termes de coopération, et de favoriser l'émergence de projets dans le domaine de la coopération régionale.

Les commémorations du bicentenaire de l'entrée de Genève dans la confédération suisse ont pris fin en mai 2015 et ont permis à la population de se fédérer autour de moments clés de son histoire. La participation de Genève à l'exposition universelle de Milan a parallèlement été un succès et contribué au rayonnement culturel, économique et scientifique, local et régional, notamment au travers de la période genevoise. Grâce au soutien du conseil municipal, la ville de Genève, sous l'égide du DCS, a activement participé à l'organisation et à la tenue de ces manifestations.

La conférence des musées genevois qui rassemble les musées publics et privés de Genève a également tenu sa première conférence de presse afin de lancer collectivement la saison muséale de l'ensemble de ces institutions. L'occasion de tisser des premières actions communes qui se renouvelleront et s'étofferont d'année en année.

Cette dynamique, menée par une politique muséale conjointe adoptée en 2014, illustre les défis et les enjeux auxquels les musées genevois font face aujourd'hui, à l'image du projet de rénovation et d'agrandissement du musée d'art et d'histoire (MAH+), et par la publication de projets culturels et scientifiques. Le Muséum d'histoire naturelle et d'histoire des sciences a parallèlement continué sa mue avec un nouvel aménagement de sa cafétéria et l'inauguration de l'espace interactif « Faites comme chez nous » dédié au public adolescent et visant à le sensibiliser à la recherche scientifique.

Le MAH a par ailleurs poursuivi le développement de ses activités de médiation avec par exemple l'outings projet mené avec des classes scolaires, qui a permis d'amener les œuvres du musée dans les rues genevoises, ou encore le lancement des Afterworks pour un public élargi. Le musée Ariana a continué d'organiser des projets créatifs avec des publics diversifiés, avec plusieurs activités hors murs. Il a ainsi pérennisé notamment le partenariat initié en 2014 avec La Roseraie, centre d'accueil, d'échanges et de formation, et organisé une exposition hors les murs des sculptures réalisées dans ce cadre. Ainsi, ce projet a donné la possibilité à des personnes issues de tous horizons de participer à la vie locale, tout en poursuivant leur processus d'intégration dans la cité.

Les conservatoire et jardin botaniques (CJB) ont monté l'exposition Plantes & spiritualités, permettant au public de se pencher sur l'omniprésence du monde végétal dans les pratiques spirituelles. Enfin, un an après sa réouverture au public, le MEG a su se réaffirmer comme un musée incontournable de Genève et au-delà des frontières. Il a reçu deux distinctions saluant le travail accompli pour son exposition permanente: le Red Dot Award communication design 2015 et le prix d'innovation d'art multimédia de l'ICOM.

Sur le plan scientifique, les CJB cultivent un jardin 100% bio depuis le début de l'année 2015. Plusieurs années d'étude et de recherche ont été nécessaires pour réaliser ce projet ambitieux et unique en Suisse romande. La démarche des CJB est pionnière en ce sens qu'elle s'applique à des collections de plantes et des espaces verts publics.

en parallèle, le dcs a poursuivi sa réflexion sur l'économie créative et culturelle, en accueillant la commission « villes innovantes » de l'Association internationale des maires francophones (AIMF). sous le signe des industries créatives et culturelles, un débat sur les liens entre culture, argent public et société a été organisé en présence de l'économiste de la culture française benhamou. une étude a parallèlement été lancée et permettra d'estimer l'impact économique de la culture à Genève, en partenariat avec le canton et plusieurs partenaires économiques et sociaux. Les résultats sont attendus courant 2016.

enfin, le conseil municipal a voté l'octroi d'une subvention unique proposée par le conseil administratif destinée aux investissements de réhabilitations des cinémas de quartier cinélux, les scala, city et nord-sud, complétant des financements de mécènes privés.

concernant les arts de la scène, le dcs a continué de suivre les travaux découlant des rencontres théâtrales de 2013. Afin de consolider encore davantage les forces, les synergies et les compétences du département dans ces domaines, le service administratif et technique en charge des scènes culturelles de la ville de Genève a été intégré au service culturel du département.

Le soutien de la ville de Genève s'est par ailleurs illustré cette année dans le cadre des prix culture et société destinés à honorer des personnalités qui, par l'ensemble de leur œuvre ou de leur carrière, contribuent au rayonnement de la cité. L'édition 2015 a proposé plusieurs nouveautés, avec la création de deux nouveaux prix: arts appliqués et action culturelle. La ville de Genève a par ailleurs décerné, à titre exceptionnel cette année, un prix spécial montrant son soutien en faveur de la liberté d'expression.

Afin de répondre à l'évolution des pratiques et des besoins des publics, des événements et des inaugurations majeures ont eu lieu cette année. Les nouveaux espaces de la bibliothèque de la cité favorisent ainsi la participation des publics à la vie de la bibliothèque, notamment par la création d'un nouvel espace musical. Le nouveau véhicule mobithèque permet parallèlement de favoriser les rencontres hors murs et de croiser les disciplines, en s'installant par exemple lors de certaines manifestations sportives. Des conférences et des débats sur l'avenir des bibliothèques au sein de l'environnement numérique ont par ailleurs été organisés, notamment dans le cadre des rencontres big data à la bibliothèque de Genève et de son exposition de l'argile aux nuages.

L'étude sur les publics fréquentant les institutions culturelles et les infrastructures sportives du dcs s'est

poursuivie et s'est étoffée, permettant de dresser les résultats de fréquentation, d'usage et de profil sociodémographique des publics des musées, des bibliothèques municipales, et du service des sports. un quatrième sentier culturel consacré à la vieille-ville ainsi qu'un sentier culturel destiné aux enfants de 6 à 10 ans ont été mis à disposition des publics.

concernant le sport, les travaux relatifs à la définition des images directrices bout-du-monde / vevy et queue d'Arve/vernets se sont poursuivis. ils permettront de proposer dès 2016 des visions adaptées aux nouveaux besoins de la population pour l'avenir. Dans le cadre du plan directeur communal, le dcs a par ailleurs activement collaboré aux côtés du service d'urbanisme pour l'élaboration du plan directeur des infrastructures sportives qui permettra d'objectiver les besoins en matière de pratique sportive. Le service des sports a également exploré en 2015 avec le service des écoles plusieurs pistes d'optimisation en matière de disponibilités et d'occupation des salles de gymnastique sur le territoire de la ville de Genève. Les horaires d'ouverture des piscines de varembe et des vernets ont été élargis, et la récolte des données sur leurs publics systématisée dans le cadre des enquêtes menées par le dcs.

Les infrastructures sportives de la ville de Genève ont également été mises en valeur à travers une nouvelle édition complètement revue du guide des équipements à destination du public. Le partenariat entre la ville, l'Association des communes genevoises et le canton de Genève s'est par ailleurs poursuivi en faveur de la relève sportive (sports d'équipe), tout en s'étendant aux soutiens individuels par le biais de team Genève, permettant ainsi d'encourager concrètement ses membres dans leur préparation sportive en vue des jeux olympiques, d'été comme d'hiver.

La 45^{ème} cérémonie hommage aux champion-ne-s s'est également tenue cette année, permettant de récompenser les sportifs et sportives qui ont accédé à la plus haute marche d'un podium national. Le service des sports a également activement soutenu de très nombreuses manifestations en 2015, dont le championnat d'Europe de triathlon et le Geneva open ATP 250, tout en participant activement à des événements de proximité tels que la nouvelle manifestation plaine des jeunes, fusion du rassemblement des associations de jeunes genevoises plaine de jeunes, et du festival de culture et de sport urban Geneva. en outre, la candidature conjointe de la ville et du canton de Genève pour l'organisation en mai 2018 des jeux d'été nationaux pour sportifs en situation de handicap mental a été retenue.

La politique d'investissement du DCS a été marquée par le vote de deux projets majeurs pour la région par le conseil municipal, à savoir le projet de rénovation et d'agrandissement du MAN et celui de la nouvelle comédie. Par ailleurs, d'autres chantiers visant à garantir la conservation du patrimoine ont abouti ou ont été lancés.

Le chantier de construction des dépôts patrimoniaux de l'Écoquartier s'est poursuivi à un rythme soutenu et les opérations de transfert des collections ont fait l'objet d'études et de chiffrages. La nouvelle console des CJB a été inaugurée début 2015 tandis que le chantier BOT III a battu son plein. Après 15 ans d'attente, la prestigieuse salle de l'Alhambra a été inaugurée à l'occasion de la fête de la musique.

L'élaboration du projet de pavillon de la danse s'est poursuivie, tandis que le projet de salle pluridisciplinaire dans le bâtiment public de l'Écoquartier a été finalisé et a donné lieu à un dépôt de crédit de construction auprès du conseil municipal. Le grand théâtre de Genève a procédé à sa fermeture en fin d'année pour sa rénovation et s'est attelé à sa programmation hors-murs. En outre, la ville de Genève s'est dotée d'une berce (container) pour la protection des biens culturels.

Le projet de centre sportif de la gare des Eaux-vives s'est poursuivi, tout comme la transformation des terrains de football de la ville en gazon synthétique. Le projet de centre sportif à Vernier 115 a franchi une étape avec l'organisation du concours et la désignation des mandataires. Le conseil municipal a été également saisi du cré-

dit de rénovation de la piscine des Pâquis et a parallèlement voté la rénovation du sol de la salle omnisports de la queue d'Arve.

Enfin, dans la perspective de formaliser une politique de partenariat, le conseil administratif a adopté, sur proposition du DCS, un code de déontologie permettant d'asseoir les valeurs et principes fondamentaux inhérents à ce type de collaborations.

Les publics seront plus que jamais au centre des préoccupations et des projets du département dès 2016, que ce soit en termes de participation culturelle, d'accessibilité, d'activités de médiation culturelle et de développement numérique.

À cet effet, le service de la promotion culturelle du DCS a rejoint l'équipe de direction du département au sein de l'unité public et promotion. Les investissements liés au domaine du sport prendront corps activement afin de rénover et de développer les infrastructures sportives, tandis que le plan d'action bénévolat continuera de se déployer. Enfin, un positionnement formalisé des bibliothèques à travers un plan directeur sera finalisé, de même qu'un plan directeur des sports, pour une vision engagée et collective à l'horizon 2020.

4.4.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

RENFORCER L'OUVERTURE ET L'INTERACTIVITÉ DES INSTITUTIONS MUNICIPALES SUR LA CITÉ					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
mettre en œuvre « La genève des musées : concept & stratégie », en interne (musées municipaux) et en collaboration avec les musées privés	Élaboration d'un plan directeur des musées municipaux	Plan directeur des musées municipaux rédigé	Plan directeur adopté	Plan directeur des musées municipaux en cours d'élaboration	
	définition d'un plan d'action en collaboration avec la conférence des directeurs-trices des musées genevois	Plan d'action commun rédigé et adopté par la conférence; premières actions mises en œuvre		Plan d'action commun annuel adopté : actions de communication collectives (conférence de presse, campagne d'affichage, communication des chiffres de fréquentation)	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
La conférence des musées genevois a travaillé en 2015 sur un premier plan d'action annuel commun, centré sur la stratégie de communication des musées. un groupe adhoc a ainsi été constitué, qui a permis la détermination des temps forts de communication de la conférence : conférence de presse annuelle, fréquentation des musées, préparation d'une campagne d'affichage commune aux musées dès 2016. un nouveau plan d'action sera élaboré chaque année.					
Le plan directeur des musées municipaux est parallèlement en cours d'élaboration au sein du département.					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Améliorer la connaissance sur les publics des infrastructures culturelles et sportives de la ville de Genève et documenter les tendances	intégration des données relatives au service des sports	données SPO intégrées	données SPO intégrées pour les installations fermées	données SPO intégrées pour le centre sportif des vernets et la piscine de varembe	
	extension du monitoring à l'ensemble des musées	extension du monitoring effectué à l'ensemble des musées		extension du monitoring à un musée supplémentaire (plusieurs sites)	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
La récolte des données sur les publics du centre sportif de vernets et la piscine de varembe a été intégrée et systématisée en 2015. En parallèle, le monitoring s'est étendu au musée d'ethnographie. L'année 2015 s'est par ailleurs également consacrée à l'étude de solutions possibles pour la mise en place future d'un système de récolte de données pour les sites ouverts (type conservatoire et jardin botaniques).					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Préparer l'avenir des bibliothèques de la ville de Genève face aux nouveaux enjeux stratégiques à l'horizon 2015-2020	définition de la vision stratégique 2015-2020 des bibliothèques	rapport « vision stratégique 2015-2020 des bibliothèques » rédigé	rapport « vision stratégique 2015-2020 des bibliothèques » rédigé	rapport « vision stratégique 2015-2020 des bibliothèques » rédigé et présenté au magistrat	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
Au cours de l'année 2015, les bibliothèques du bcs se sont attelées à la rédaction du rapport de vision stratégique, présentant les éléments de contexte, les défis, les axes stratégiques et un plan d'action commun aux bibliothèques du département. ce rapport a été remis au magistrat en fin d'année 2015. La communication des enjeux liés au domaine des bibliothèques et la mise en œuvre du plan d'actions seront lancées courant 2016.					

RENFORCER L'OUVERTURE ET L'INTERACTIVITÉ DES INSTITUTIONS MUNICIPALES SUR LA CITÉ					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
optimiser l'utilisation des installations sportives de la ville de Genève, en tenant compte des résultats de la PR-971	analyse des usages des infrastructures sportives, y compris les salles de gymnastique. définition d'un plan d'optimisation afin de couvrir un maximum de besoins	Analyse des données relatives à l'usage des infrastructures sportives effectuée; plan d'optimisation effectué	Analyse des données relatives à l'usage des infrastructures sportives effectuée	Analyse des données relatives à l'usage des infrastructures sportives effectuée études internes d'optimisation menées	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
<p>Dans le cadre des résultats de la PR-971, plusieurs analyses et mesures ont été mises en œuvre depuis afin d'optimiser l'utilisation des installations sportives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisation d'un état des lieux des installations sportives et mise en place d'un programme d'entretien échelonné sur plusieurs années : cet objectif est atteint puisque depuis 2013 le département du patrimoine bâti consacre une part plus importante qu'auparavant de son budget d'entretien aux installations sportives du service des sports ; - réalisation d'une enquête sociologique dédiée aux pratiques et besoins sportifs : cet objectif est atteint, l'étude a été réalisée. ses résultats ont par ailleurs été confirmés par le biais du mandat confié à l'OFSPo en 2014 conjointement par la ville de Genève, le canton, et l'Association des communes genevoises ; - Mise en place de mesures d'optimisation des installations sportives: une feuille de route interne a été réalisée par le service des sports. plusieurs mesures ont été prises depuis, dont : élargissement des horaires des piscines de varembe et des vernets, étude interne sur l'élargissement éventuel des horaires d'ouvertures à certaines piscines de quartier - collaboration avec le service des écoles de la ville de Genève : une étude interne dédiée à l'évaluation des mesures conjointes possibles pour optimiser l'occupation des salles de gymnastique a été conjointement menée 					

DÉVELOPPER LE CONCEPT D'ÉCONOMIE CRÉATIVE, EN COOPÉRATION AVEC DES PARTENAIRES PRIVÉS ET INSTITUTIONNELS					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Adopter une stratégie globale de soutien à l'économie créative à Genève	définition d'un concept de soutien, en y incluant les mesures existantes, telles que les journées des métiers d'art, le soutien aux librairies et aux cinémas indépendants	concept de soutien et stratégie de mise en œuvre définis	concept de soutien défini	Réflexion poursuivie dans le cadre de la commission « villes innovantes » étude genevoise lancée afin d'évaluer l'impact économique de la culture	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
<p>Le DCS a poursuivi sa réflexion en 2015 sur l'économie créative et culturelle, en accueillant la commission « villes innovantes » de l'Association internationale des Maires Francophones (AIMF). sous le signe des industries créatives et culturelles, un débat sur les liens entre culture, argent public et société a été organisé en présence de l'économiste de la culture française Benhamou. une étude a parallèlement été lancée et permettra d'estimer l'impact économique de la culture à Genève, en partenariat avec le canton et plusieurs partenaires économiques et sociaux. enfin, le conseil municipal a voté l'octroi d'une subvention unique proposée par le conseil administratif destinée aux investissements de réhabilitations des cinémas de quartier cinélux, les scala, city et nord-sud, complétant des financements de mécènes privés.</p>					

CLARIFIER LES CONDITIONS DE SOUTIEN À LA RELÈVE SPORTIVE, DE LA BASE À L'ÉLITE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Étendre le concept de soutien à la relève sportive aux sports individuels	définition des conditions cadres de soutien à la relève dans le domaine des sports individuels et intégration des premières disciplines sportives individuelles	conditions cadres de soutien définies et soutien des disciplines sportives individuelles	conditions cadres définies et soutien d'une discipline sportive individuelle	conditions cadres de soutien définies, par le biais du concept de la relève sportive et de team Genève. soutien de 5 projets de sports d'équipe et de 15 athlètes individuels.	●
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
<p>Dans le cadre de la mise en place du concept de soutien à la relève sportive, le canton de Genève, la ville de Genève et l'Association des communes genevoises ont soutenu 5 projets de sports d'équipe en 2015, dans les domaines sportifs suivants : volleyball, basketball, football, hockey sur glace.</p> <p>En termes de soutien individuel, le canton de Genève, la ville de Genève et l'Association des communes genevoises se sont associés pour fédérer une « équipe d'élite genevoise » (team Genève), afin d'encourager concrètement ses membres dans leur préparation sportive en vue des jeux olympiques, d'été comme d'hiver. Team Genève regroupe ainsi les athlètes d'élite du canton de Genève qui s'illustrent dans différentes disciplines sportives et ont comme point commun la performance sportive. Les sportives et les sportifs sélectionnés voient leur engagement quotidien et l'exemple qu'ils représentent, notamment pour la jeunesse du canton, reconnu par les autorités genevoises. Ainsi, 15 athlètes sont aujourd'hui soutenus, dans des disciplines diverses : beach-volley, judo, natation, voile, aviron, cyclisme sur piste, athlétisme, curling, golf, tennis, marathon.</p>					

4.4.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

En milliers de francs	DCS	SAT	SPC	SEC	GTH	CJB	MAH	MEG	MHN	ARI	BMU	BGE	SPO	Total
Administration générale	5'989	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5'989
Enseignement et formation	-	-	-	459	-	-	-	-	21	-	-	20	-	500
culture et loisirs	509	15'536	3'771	62'919	42'991	18'231	43'085	14'151	17'280	4'614	20'963	20'619	49'492	314'160
protection et aménagement de l'environ.	-	0	-	-	-	28	-	-	-	-	-	0	93	121
Finances et impôts	-	-	-	-	-	-	0	-	0	-	0	0	-	0
total	6'498	15'536	3'771	63'377	42'991	18'259	43'085	14'151	17'301	4'614	20'963	20'639	49'585	320'770

REVENUS PAR SERVICE

En milliers de francs	DCS	SAT	SPC	SEC	GTH	CJB	MAH	MEG	MHN	ARI	BMU	BGE	SPO	Total
Administration générale	69	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69
culture et loisirs	-	3'798	555	3'647	5'923	1'176	3'258	476	639	288	1'382	3'981	8'776	33'899
Finances et impôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2
total	69	3'798	555	3'647	5'923	1'176	3'258	476	639	288	1'383	3'981	8'778	33'970

4.4.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

CULTURE ET SPORT		TOTAL CHARGES	320'770'108	306'897'692	13'872'416	5%	308'309'870
		TOTAL REVENUS	33'970'225	24'306'410	9'663'815	40%	35'124'051
en francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014	
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
CHARGES		5'989'362	5'358'204	631'158	12%	5'256'797	
30	charges de personnel	4'912'035	4'292'649	619'386	14%	4'285'249	
301	traitements du personnel	3'968'669	3'453'498	515'171	15%	3'445'762	
303	Assurances sociales	341'029	296'025	45'004	15%	296'441	
304	caisses de pensions et de prévoyance	513'944	464'072	49'873	11%	447'984	
305	Assurance maladie et accidents	58'070	73'004	-14'934	-20%	51'109	
306	prestations en nature	6'289	4'802	1'487	31%	4'104	
309	Autres charges du personnel	24'033	1'248	22'785	>1000%	39'849	
31	biens, services et marchandises	681'893	695'038	-13'145	-2%	449'284	
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	21'749	34'600	-12'851	-37%	10'687	
311	meublier, machines, véhicules et matériel	5'304	5'000	304	6%	6'073	
312	Eau, énergie, combustible	-	10'997	-10'997	-100%	-	
313	Achats de fournitures et autres marchandises	3'292	6'000	-2'708	-45%	1'658	
314	entretien des immeubles par des tiers	84'131	55'900	28'231	51%	35'439	
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	43'495	59'532	-16'037	-27%	44'467	
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	10'767	-	10'767	-	13'168	
317	Dédommagements	33'755	42'000	-8'245	-20%	42'436	
318	honoraires et prestations de service	459'209	459'009	200	0%	274'961	
319	Frais divers	20'191	22'000	-1'809	-8%	20'394	
33	Amortissements	333'195	336'032	-2'837	-1%	270'062	
331	Amortissements ordinaires du PA	333'195	336'032	-2'837	-1%	270'062	
39	imputations internes	62'240	34'485	27'755	80%	252'202	
390	Intérêts répartis	12'188	11'683	505	4%	11'232	
391	Mise à disposition de locaux	6'520	1'200	5'320	443%	52'840	
392	autres prestations internes	43'532	21'602	21'930	102%	188'130	
REVENUS		69'173	-	69'173	-	8'596	
43	revenus divers	69'173	-	69'173	-	8'596	
436	Dédommagements de tiers	69'173	-	69'173	-	8'596	
2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION							
21 ÉCOLES PUBLIQUES							
CHARGES		499'559	506'729	-7'170	-1%	506'704	
36	subventions accordées	499'559	506'729	-7'170	-1%	506'704	
365	subventions accordées - institutions privées	492'109	491'529	580	0%	492'569	
366	subventions accordées - personnes physiques	2'250	10'000	-7'750	-78%	5'000	
367	subventions accordées - étranger	5'200	5'200	-	-	9'135	

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	264'327'323	251'228'574	13'098'749	5%	252'524'516
30 charges de personnel	125'375'749	125'132'158	243'591	0%	123'816'052
300 Autorités et commissions	61'310	28'770	32'540	113%	37'220
301 traitements du personnel	100'543'851	100'613'541	-69'691	-0%	99'381'098
303 Assurances sociales	8'717'577	8'615'526	102'051	1%	8'499'585
304 caisses de pensions et de prévoyance	12'866'761	12'783'482	83'279	1%	12'547'743
305 Assurance maladie et accidents	2'035'359	2'162'878	-127'519	-6%	2'025'119
306 prestations en nature	471'841	450'629	21'212	5%	411'987
308 personnel interimaire	278'132	394'492	-116'360	-29%	469'936
309 Autres charges du personnel	400'919	82'840	318'079	384%	443'364
31 biens, services et marchandises	42'171'340	37'719'113	4'452'227	12%	42'588'383
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	6'567'012	5'585'738	981'274	18%	6'837'167
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	1'757'424	1'375'528	381'896	28%	2'117'313
312 eau, énergie, combustible	3'250'635	3'243'870	6'765	0%	3'136'595
313 Achats de fournitures et autres marchandises	2'479'448	2'631'122	-151'674	-6%	2'309'564
314 entretien des immeubles par des tiers	8'580'750	7'924'341	656'409	8%	8'408'813
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	1'741'695	2'007'454	-265'759	-13%	1'996'170
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	2'746'657	2'641'867	104'790	4%	3'394'571
317 dédommagements	377'661	483'331	-105'670	-22%	416'474
318 honoraires et prestations de service	14'495'011	11'728'612	2'766'399	24%	13'877'501
319 frais divers	175'047	97'250	77'797	80%	94'216
33 Amortissements	20'091'495	13'316'837	6'774'658	51%	10'995'055
330 Amortissements ordinaires du PF	-	6'160	-6'160	-100%	-
331 Amortissements ordinaires du PA	20'143'312	13'310'177	6'833'135	51%	10'939'308
334 pertes sur débiteurs	-51'817	500	-52'317	>1000%	55'748
36 subventions accordées	68'980'149	69'319'814	-339'665	-0%	71'303'953
361 subventions accordées - cantons	58'783	6'300	52'483	833%	88'042
362 subventions accordées - communes	22'222	80'400	-58'178	-72%	62'266
363 subventions accordées - propres établissements	6'273'646	6'239'544	34'102	1%	6'244'478
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	3'010	-	3'010	-	60
365 subventions accordées - institutions privées	61'701'344	62'039'663	-338'319	-1%	64'262'698
366 subventions accordées - personnes physiques	906'107	935'007	-28'900	-3%	539'577
367 subventions accordées - étranger	15'037	18'900	-3'863	-20%	106'832
37 subventions redistribuées	3'086'500	2'670'000	416'500	16%	400'000
375 subventions redistribuées - institutions privées	3'086'500	2'670'000	416'500	16%	400'000
38 Attribution aux financements spéciaux	277'951	-	277'951	-	-
386 Attribution aux financements spéciaux	277'951	-	277'951	-	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
39 imputations internes	4'344'139	3'070'652	1'273'487	41%	3'421'073
390 intérêts répartis	1'957'813	966'786	991'027	103%	908'365
391 mise à disposition de locaux	1'190'952	1'238'291	-47'339	-4%	1'309'962
392 autres prestations internes	1'195'374	865'575	329'799	38%	1'202'746
REVENUS	25'122'806	17'378'410	7'744'396	45%	25'954'352
42 revenus des biens	8'765'599	8'902'217	-136'618	-2%	8'940'634
427 immeubles du patrimoine administratif	8'740'926	8'888'217	-147'291	-2%	8'912'605
429 autres revenus	24'673	14'000	10'673	76%	28'029
43 revenus divers	10'325'825	3'623'929	6'701'896	185%	9'721'905
431 émoluments administratifs	9'907	10'100	-193	-2%	10'100
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'002'534	2'581'603	420'931	16%	3'707'980
435 ventes	275'025	334'276	-59'251	-18%	253'673
436 dédommagements de tiers	1'512'730	320'100	1'192'630	373%	1'455'908
437 amendes	140'449	191'850	-51'401	-27%	159'317
438 prestations du personnel pour les investissements	2'709'944	-	2'709'944	-	2'153'739
439 autres contributions	2'675'237	186'000	2'489'237	>1'000%	1'981'188
45 dédommagements de collectivités publiques	1'253'849	1'253'665	184	0%	1'237'842
451 cantons	210'182	210'000	182	0%	211'300
452 communes	1'043'667	1'043'665	2	0%	1'026'542
46 subventions acquises	1'315'299	632'000	683'299	108%	4'785'739
460 subventions acquises - confédération	15'000	-	15'000	-	-
461 subventions acquises - cantons	1'106'206	612'000	494'206	81%	1'157'461
469 autres subventions	194'093	20'000	174'093	870%	3'628'278
47 subventions à redistribuer	3'086'500	2'670'000	416'500	16%	400'000
472 subventions à redistribuer - communes	3'086'500	2'670'000	416'500	16%	400'000
48 prélèvements sur les financements spéciaux	38'986	-	38'986	-	578'488
486 prélèvements sur les financements spéciaux	38'986	-	38'986	-	578'488
49 imputations internes	336'747	296'599	40'148	14%	289'744
491 mise à disposition de locaux	78'999	86'599	-7'600	-9%	99'999
492 autres prestations internes	257'748	210'000	47'748	23%	189'745
33 PARCS ET PROMENADES					
CHARGES	268'173	318'000	-49'827	-16%	300'165
31 biens, services et marchandises	268'173	318'000	-49'827	-16%	300'165
314 entretien des immeubles par des tiers	268'173	318'000	-49'827	-16%	300'165
34 SPORTS					
CHARGES	49'298'750	49'153'617	145'133	0%	49'295'707
30 charges de personnel	22'947'844	22'809'585	138'259	1%	22'444'514
301 traitements du personnel	18'651'794	18'566'888	84'906	0%	18'156'137
303 assurances sociales	1'614'823	1'589'905	24'919	2%	1'550'611
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'172'685	2'160'920	11'765	1%	2'237'519
305 assurance maladie et accidents	372'667	405'777	-33'109	-8%	368'756

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
306 prestations en nature	65'249	67'600	-2'351	-3%	63'608
309 autres charges du personnel	70'626	18'496	52'130	282%	67'884
31 biens, services et marchandises	8'850'351	9'053'674	-203'323	-2%	9'194'394
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	115'854	227'000	-111'146	-49%	175'523
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	536'395	554'600	-18'205	-3%	501'928
312 eau, énergie, combustible	3'075'356	2'872'288	203'068	7%	3'340'516
313 achats de fournitures et autres marchandises	940'528	1'040'900	-100'372	-10%	907'007
314 entretien des immeubles par des tiers	2'066'200	1'947'878	118'322	6%	2'180'060
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	252'450	270'324	-17'874	-7%	252'949
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	70'471	57'000	13'471	24%	63'768
317 dédommagements	10'459	13'980	-3'521	-25%	7'719
318 honoraires et prestations de service	1'776'514	2'059'204	-282'690	-14%	1'756'241
319 frais divers	6'125	10'500	-4'375	-42%	8'684
33 Amortissements	5'682'590	6'411'985	-729'395	-11%	5'628'367
331 amortissements ordinaires du PA	5'792'348	6'411'985	-619'637	-10%	5'339'144
334 pertes sur débiteurs	-109'759	-	-109'759	-	289'224
35 dédommagements à des collectivités publiques	1'234'442	1'167'266	67'176	6%	1'225'874
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	1'234'442	1'167'266	67'176	6%	1'225'874
36 subventions accordées	9'671'064	8'872'652	798'412	9%	10'023'845
365 subventions accordées - institutions privées	9'463'706	8'692'652	771'054	9%	9'765'535
366 subventions accordées - personnes physiques	207'358	180'000	27'358	15%	258'310
37 subventions redistribuées	-	-	-	-	67'400
375 subventions redistribuées - institutions privées	-	-	-	-	37'500
376 personnes physiques	-	-	-	-	29'900
39 imputations internes	912'458	838'454	74'004	9%	711'314
390 intérêts répartis	508'628	427'479	81'149	19%	413'207
391 mise à disposition de locaux	1'336	32'893	-31'557	-96%	32'893
392 autres prestations internes	402'495	378'082	24'413	6%	265'214
REVENUS	8'776'447	6'924'000	1'852'447	27%	9'159'861
42 revenus des biens	4'455'846	2'582'500	1'873'346	73%	4'651'774
427 immeubles du patrimoine administratif	4'455'846	2'582'500	1'873'346	73%	4'651'674
429 autres revenus	-	-	-	-	100
43 revenus divers	4'293'402	4'311'500	-18'098	-0%	4'356'657
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'183'432	3'443'000	-259'568	-8%	3'259'045
435 ventes	121'777	141'500	-19'723	-14%	132'229
436 dédommagements de tiers	786'898	720'000	66'898	9%	768'343
439 autres contributions	201'295	7'000	194'295	>1'000%	197'040
46 subventions acquises	-	-	-	-	35'000
469 autres subventions	-	-	-	-	35'000

En francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
47 subventions à redistribuer	-	-	-	-	67'400
472 subventions à redistribuer - communes	-	-	-	-	67'400
49 imputations internes	27'200	30'000	-2'801	-9%	49'029
492 autres prestations internes	27'200	30'000	-2'801	-9%	49'029
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	265'650	270'000	-4'350	-2%	263'600
36 subventions accordées	265'650	270'000	-4'350	-2%	263'600
365 subventions accordées - institutions privées	265'250	270'000	-4'750	-2%	263'600
366 subventions accordées - personnes physiques	400	-	400	-	-
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	120'952	62'569	58'383	93%	159'638
31 biens, services et marchandises	120'952	62'569	58'383	93%	159'638
318 honoraires et prestations de service	120'952	62'569	58'383	93%	159'638
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	340	-	340	-	2'743
31 biens, services et marchandises	46	-	46	-	-
319 frais divers	46	-	46	-	-
32 intérêts passifs	294	-	294	-	2'743
320 engagements courants	294	-	294	-	2'743
REVENUS	1'800	-	1'800	-	1'242
42 revenus des biens	1'800	-	1'800	-	1'242
429 autres revenus	1'800	-	1'800	-	1'242
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
REVENUS	-	4'000	-4'000	-100%	-
42 revenus des biens	-	4'000	-4'000	-100%	-
423 immeubles du patrimoine financier	-	4'000	-4'000	-100%	-

4.4.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

30 Encouragement à la culture

310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité

Écart provenant d'une part des charges relatives aux projets d'exposition financés par des tiers et d'autre part des charges liées à l'affichage SGA dans le cadre des manifestations et expositions financées par le même partenaire.

Financement de la « dîme du livre » versée par l'université pour l'enrichissement des collections.

311 mobilier, machines, véhicules et matériel

Acquisition d'œuvres d'art financée par les fonds spéciaux (reconstitution de la collection horlogerie au MAH). Par ailleurs, des charges relatives aux projets d'expositions et d'achats d'œuvres d'art et collections ont été également financées par des fonds de tiers.

318 honoraires et prestations de service

Écart provenant des dépenses liées aux expositions réalisées dans les musées (MAH, MEG, MHN et Ariana), financées par des fonds de tiers.

365 subventions accordées - institutions privées

Écart provenant du transfert des subventions relatives au crédit jeunesse sur les subventions à redistribuer, provenant du Fonds intercommunal (FI). Par ailleurs, certaines subventions au SEC dont le budget est imputé intégralement sur le groupe 365, ont été réparties aux comptes dans différents groupes du chapitre 36 en fonction de la nature des dépenses.

375 subventions redistribuées - institutions privées

Financement du Fonds intercommunal (FI) aux festivals de la Bâtie et Antigél et au théâtre spirale.

386 Attributions aux financements spéciaux dîme du livre

Financement de la « dîme du livre » versée par l'université pour l'enrichissement des collections.

434 autres redevances d'utilisation et prestations de service

Écart provenant de financement de tiers pour des mandats et des projets scientifiques (canton de Genève, Fondation Mellon).

439 autres contributions

concerne des financements de tiers, relatifs aux expositions, aux projets spécifiques de médiation (Fondation Migore, Fondation Hans Wilsdorf, Vacheron Constantin, NCCR Planets, FNSRS, Fondation Wright, etc...).

461 subventions acquises - cantons

Financement de la « dîme du livre » versée par l'université pour l'enrichissement des collections.

472 subventions à redistribuer - communes

Financement du Fonds intercommunal (FI) aux festivals de la Bâtie et Antigél et au théâtre spirale.

34 sports

365 subventions accordées - institutions privées

gratuités accordées à diverses sociétés concernant les stades, salles, piscines et patinoires (Genève-Natation, Genève-Servette Mouvement Junior, Natation Sportive Genève (NSG), Hospice Général, etc...).

427 immeubles du patrimoine administratif

gratuités accordées à diverses sociétés concernant les stades, salles, piscines et patinoires (Genève-Natation, Genève-Servette Mouvement Junior, Natation Sportive Genève (NSG), Hospice Général, etc...).

4.4.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2015	Écart postes	C 2015	B 2015	Écart
05	Administration générale	27.9	1.0	28.9	22.3	6.6	740'002	454'376	285'626
30	encouragement à la culture	814.3	36.1	850.4	863.2	-12.8	6'973'993	2'587'529	4'386'464
34	sports	171.1	2.8	173.9	172.8	1.1	1'434'095	1'031'727	402'368
	TOTAL	1'013.3	39.9	1'053.2	1'058.2	-5.0	9'148'090	4'073'631	5'074'459

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.4.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
subventions monétaires	63'670	64'667	-996	-2%	65'688
2 enseignement et formation	79	87	-8	-9%	86
3 culture et loisirs	63'592	64'580	-989	-2%	65'602
gratuités	15'746	14'302	1'444	10%	16'410
2 enseignement et formation	421	420	1	0%	421
3 culture et loisirs	15'325	13'882	1'443	10%	15'989
total	79'416	78'969	447	1%	82'098

4.4.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs		C 2015	B 2015	Écart
3	culture et sport	63'670'473	64'666'777	-996'304
21	écoles publiques	78'830	86'580	-7'750
365	subventions accordées - institutions privées	71'380	71'380	-
	écoles de musique	51'500	51'500	-
	société de géographie de Genève	2'720	2'720	-
	société de physique et d'histoire naturelle	17'160	17'160	-
366	subventions accordées - personnes physiques	2'250	10'000	-7'750
	Promotion de la recherche scientifique	2'250	10'000	-7'750
367	subventions accordées - étranger	5'200	5'200	-
	centre suisse de recherches scientifiques à Abidjan	5'200	5'200	-
30	encouragement à la culture	58'399'508	58'671'797	-272'289
361	subventions accordées - cantons	5'230	-	5'230
	Accès à la culture (théâtres, concerts) voir également groupes 362, 363 et 365	2'230	-	2'230
	Fonds général livre et édition (voir également groupes 364, 365 et 366)	3'000	-	3'000
362	subventions accordées - communes	8'850	80'000	-71'150
	Accès à la culture (autres tâches culturelles) voir également groupes 364 et 365	-	80'000	-80'000
	Accès à la culture (théâtres, concerts) voir également groupes 361, 363 et 365	2'850	-	2'850
	Fonds soutien aux échanges et tournées (voir également groupes 363, 365 et 366)	6'000	-	6'000
363	subventions accordées - propres établissements	5'661'580	5'627'478	34'102
	Accès à la culture (théâtres, concerts) voir également groupes 361, 362 et 365	96'602	80'000	16'602
	Activités culturelles et scientifiques (voir également groupe 365)	-10'000	-	-10'000
	FAD (État major - La comédie, Le Poche)	5'547'478	5'547'478	-
	Fonds général projet culturel d'agglomération (voir également groupe 365)	21'250	-	21'250
	Fonds soutien aux échanges et tournées (voir également groupes 362, 365 et 366)	6'250	-	6'250
364	subventions accordées - sociétés d'économie mixte	3'010	-	3'010
	Accès à la culture (autres tâches culturelles) voir également groupes 362 et 365	10	-	10
	Fonds général livre et édition (voir également groupes 361, 365 et 366)	3'000	-	3'000
365	subventions accordées - institutions privées	52'108'938	52'389'319	-280'381
	Académie internationale de la céramique	4'600	4'600	-
	Accès à la culture (autres tâches culturelles) voir également groupes 362 et 364	17'466	20'000	-2'534
	Accès à la culture (mass media)	94'912	50'000	44'912
	Accès à la culture (théâtres, concerts) voir également groupes 361, 362 et 363	475'934	638'000	-162'066
	ACTART	192'800	192'800	-
	Activités culturelles et scientifiques (voir également groupe 363)	286'107	276'000	10'107
	Alhambra, salle des musiques actuelles	288'000	288'000	-
	Andata ritorno	23'700	23'700	-
	Art lyrique et vocal	316'550	317'000	-450
	Association - festival Archipel	300'000	300'000	-
	Association de soutien à la musique vivante (ASMV) Festival voix de fête	144'300	144'300	-
	Association genevoise des musiciens de Jazz (AGMJ)	61'900	61'900	-
	Association l'usine	95'900	95'900	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
Association pour la danse contemporaine	773'200	773'200	-
Association pour le patrimoine industriel	45'000	103'100	-58'100
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)	814'400	814'400	-
Ateliers d'ethnomusicologie	552'600	552'600	-
Autrement aujourd'hui	6'900	6'900	-
bourses médiateurs culturels (Ac)	15'000	15'000	-
bureau culturel	30'000	30'000	-
cadets de Genève	51'500	51'500	-
cappella genevensis	30'000	30'000	-
cave 12	120'000	120'000	-
centre d'art contemporain	1'109'800	1'109'800	-
centre de la photographie	270'600	270'600	-
centre d'édition contemporaine	150'000	150'000	-
cercle choral (chorale municipale)	10'300	10'300	-
cérémonie des quartz	62'500	62'500	-
chorales classiques	288'700	288'700	-
cinéma sputnik	120'000	120'000	-
cinémas du grütli	138'700	138'700	-
clique de fifres et tambours du conservatoire populaire de musique (CPM)	20'600	20'600	-
compagnie 1602-locaux	100'000	100'000	-
concours de musique	395'000	395'000	-
contrechamps	752'600	752'600	-
eklekto	140'000	140'000	-
ensemble vocal séquence	51'500	51'500	-
Fanfare de la croix-bleue	15'500	15'500	-
Fanfare du Losange	25'800	25'800	-
Fanfare municipale du petit-saconnex	15'500	15'500	-
Fanfareduloup orchestra	200'000	200'000	-
Festival international du film sur les droits humains (FIFDH)	125'000	125'000	-
Fonction cinéma	267'700	267'700	-
Fondamco (mamco)	1'100'000	1'100'000	-
Fondation pour l'art moderne et contemporain (BAC)	257'700	257'700	-
Fondation pour l'écrit (salon du livre)	155'000	155'000	-
Fondation romande pour le cinéma	2'500'000	2'500'000	-
Fondation saint-gervais	2'505'000	2'505'000	-
Fonds autres salles	218'600	220'000	-1'400
Fonds bourses pour jeunes artistes (voir également groupe 366)	-	30'000	-30'000
Fonds général cinéma (voir également groupe 366)	902'900	882'900	20'000
Fonds général danse	1'050'000	1'050'000	-
Fonds général livre et édition (voir également groupes 361, 364 et 366)	767'400	776'700	-9'300
Fonds général musique (voir également groupe 366)	551'500	569'000	-17'500

en francs	C 2015	B 2015	Écart
Fonds général pluridisciplinaire	510'300	510'300	-
Fonds général projet culturel d'agglomération (voir également groupe 363)	91'125	100'000	-8'875
Fonds général théâtre	1'500'000	1'500'000	-
Fonds intermittents du spectacle domiciliés à Genève	300'000	300'000	-
Fonds soutien aux échanges et tournées (voir également groupes 362, 363 et 366)	403'625	430'000	-26'375
Galerie Forde	72'200	72'200	-
GE Grave	51'500	51'500	-
Grand théâtre - exploitation	10'666'819	10'666'819	-
Harmonie des Eaux-vives	15'500	15'500	-
Harmonie nautique	82'500	82'500	-
La Bâtie - Festival de Genève	927'800	927'800	-
La Parfumerie	140'000	140'000	-
L'Empiro	14'400	14'400	-
Liederkrantz-concordia	7'200	7'200	-
Lieu d'expositions, le commun (BAC)	550'000	550'000	-
L'Orchestre de chambre de Genève	701'000	701'000	-
Maison de Rousseau et de la littérature	81'500	81'500	-
Musique ancienne	154'600	154'600	-
Musique en été (scène Ella Fitzgerald, Jazz-Estival)	423'700	423'700	-
Musique municipale de la ville de Genève	103'100	103'100	-
Ondine genevoise	51'500	51'500	-
Orchestre de la Suisse romande (OSR)	9'500'000	9'500'000	-
Orchestres amateurs et symphoniques	46'400	46'400	-
Piano nobile	20'600	20'600	-
Post tenebras rock	325'000	325'000	-
Publication, résidence & atelier (voir également groupe 366)	5'500	-	5'500
Revue genevoise	335'100	335'100	-
Salle Ernest-Ansermet	100'000	100'000	-
Société accordéoniste mixte « Les Amis »	1'500	1'500	-
Société chorale des Eaux-vives	5'200	5'200	-
Société Jean-Jacques Rousseau	50'000	50'000	-
Soutien aux manifestations	310'300	310'300	-
Théâtre Am Stram Gram	1'080'000	1'080'000	-
Théâtre de l'Orangerie	500'000	500'000	-
Théâtre de l'Usine	220'000	220'000	-
Théâtre des Marionnettes de Genève	710'000	710'000	-
Théâtre du Galpon	200'000	200'000	-
Théâtre du Grütli	1'811'500	1'811'500	-
Théâtre du Loup	715'500	715'500	-
Théâtre Pitoëff	255'700	300'000	-44'300
Union accordéoniste mixte	16'500	16'500	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
union des chanteurs genevois	3'100	3'100	-
union genevoise des musiques et chorales - matériel et uniforme	40'000	40'000	-
366 subventions accordées - personnes physiques	611'900	575'000	36'900
bourses artistes confirmés (Ac)	35'000	35'000	-
Fonds bourses patino-ville de Genève	46'800	36'000	10'800
Fonds bourses pour jeunes artistes (voir également groupe 365)	102'200	83'000	19'200
Fonds général cinéma (voir également groupe 365)	-	20'000	-20'000
Fonds général livre et édition (voir également groupes 361, 364 et 365)	72'000	80'000	-8'000
Fonds général musique (voir également groupe 365)	87'000	70'000	17'000
Fonds soutien aux échanges et tournées (voir également groupes 362, 363 et 365)	43'400	40'000	3'400
Prix culture et société (anc.Prix quadriennaux)	180'000	160'000	20'000
Prix d'orgue P. second	1'000	1'000	-
Publication, résidence & atelier (voir également groupe 365)	34'500	50'000	-15'500
Publication, résidence & atelier sec	10'000	-	10'000
34 sports	4'926'485	5'638'400	-711'915
365 subventions accordées - institutions privées	4'876'985	5'558'400	-681'415
Association cantonale genevoise de basketball amateur	123'700	123'700	-
Association cantonale genevoise de football	154'600	154'600	-
Association cantonale genevoise de judo	-	70'000	-70'000
Association cantonale genevoise de rugby	51'500	51'500	-
Association cantonale genevoise des clubs de ski	100'000	123'700	-23'700
Association centre d'entraînement à la régates	68'000	68'000	-
Association Genève Escalade	20'600	20'600	-
Association genevoise d'athlétisme	61'900	61'900	-
Association genevoise de badminton	36'000	72'200	-36'200
Association genevoise de gymnastique	176'300	176'300	-
Association genevoise de handball	103'250	146'500	-43'250
Association genevoise de hockey sur gazon	57'600	57'600	-
Association genevoise de natation	135'700	135'700	-
Association genevoise de ski nautique	20'900	20'900	-
Association genevoise de tennis de table	43'900	43'900	-
Association genevoise de volleyball	94'900	94'900	-
bicross club de Genève	20'600	20'600	-
canoë club de Genève	41'200	41'200	-
centre formation juniors ARG	39'800	39'800	-
championnats internationaux de natation de Genève - Genève natation 1885	35'000	35'000	-
club d'échecs de Genève	22'700	22'700	-
course au large à la voile - centre d'entraînement à la régates	82'500	82'500	-
course de l'escalade - stade Genève	-	82'500	-82'500
curling club de Genève	16'700	16'700	-
Fédération genevoise des clubs de voile	20'600	20'600	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
Fonds-jeunes talents (sportif-ive-s individuel-le-s)	15'000	-	15'000
Fonds-soutien à la formation sportive	325'565	500'000	-174'435
Fonds-soutien à la relève	682'170	740'000	-57'830
Fonds-soutien à l'organisation de manifestations	602'100	407'000	195'100
Fonds-soutien aux publics spécifiques	96'500	80'000	16'500
geneva open -tournoi de tennis	-	100'000	-100'000
geneva seahawks	26'200	26'200	-
genève rink-hockey club, hockey sur roulettes	59'800	59'800	-
genève servette hockey club Association	120'000	120'000	-
hivernal pétanque la genevoise	10'300	10'300	-
mémorial georges caillat (Athlética 2003) - centre Athlétique de Genève	28'900	28'900	-
projet Jeux de Genève	37'500	37'500	-
société d'escrime de Genève - centre de formation juniors	10'300	10'300	-
soutien aux clubs d'Alpinisme	20'000	20'600	-600
soutien aux clubs d'Athlétisme	50'600	52'000	-1'400
soutien aux clubs de Badminton	10'300	10'300	-
soutien aux clubs de basket	220'700	230'700	-10'000
soutien aux clubs de boules ferrées	-	2'800	-2'800
soutien aux clubs de boxe	2'500	3'700	-1'200
soutien aux clubs de canoë-kayak	1'400	1'400	-
soutien aux clubs de cyclisme	-	43'300	-43'300
soutien aux clubs de football	265'100	278'500	-13'400
soutien aux clubs de gymnastique	15'500	66'500	-51'000
soutien aux clubs de handball	9'800	14'400	-4'600
soutien aux clubs de hockey sur gazon	10'300	10'300	-
soutien aux clubs de Lutte	3'700	3'700	-
soutien aux clubs de marche	1'000	1'000	-
soutien aux clubs de motocyclisme	-	47'800	-47'800
soutien aux clubs de multisports	10'100	34'100	-24'000
soutien aux clubs de natation	102'100	102'100	-
soutien aux clubs de patinage	10'300	10'300	-
soutien aux clubs de Pétanque	1'900	1'900	-
soutien aux clubs de rink-hockey	15'500	15'500	-
soutien aux clubs de rugby	18'200	18'200	-
soutien aux clubs de ski	25'400	56'300	-30'900
soutien aux clubs de sport handicap	3'000	30'000	-27'000
soutien aux clubs de tennis	56'100	56'100	-
soutien aux clubs de tennis de table	11'900	11'900	-
soutien aux clubs de tir à l'arc	-	1'900	-1'900
soutien aux clubs de tir sportif	-	2'800	-2'800
soutien aux clubs de triathlon	8'200	8'200	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
soutien aux clubs de twirling	-	1'400	-1'400
soutien aux clubs de unihockey	8'200	8'200	-
soutien aux clubs de voile	82'500	86'000	-3'500
soutien aux clubs de vol libre	-	1'400	-1'400
soutien aux clubs d'échecs	60'800	61'800	-1'000
soutien aux clubs d'escrime	5'200	5'200	-
soutien aux sports urbains	10'000	10'000	-
soutien de clubs de volleyball	121'300	124'300	-3'000
tchoukball club de Genève	30'900	30'900	-
tournoi de beachvolley - Association genevoise de volleyball	30'900	30'900	-
tournoi de football des schtroumpfs	5'200	5'200	-
tournoi des Jeunes - Association genevoise de volleyball	13'400	13'400	-
triathlon international de Genève	30'900	30'900	-
unihockey club Genève - centre de formation juniors	20'600	20'600	-
union vélocipédique genevoise	-	47'100	-47'100
urania Genève sport football juniors	41'200	41'200	-
366 subventions accordées - personnes physiques	49'500	80'000	-30'500
fonds-soutien aux sportifs-ive-s individuel-le-s	49'500	80'000	-30'500
35 Autres loisirs	265'650	270'000	-4'350
365 subventions accordées - institutions privées	265'250	270'000	-4'750
Fonds actions culturelles et médiation (voir également groupe 366)	265'250	270'000	-4'750
366 subventions accordées - personnes physiques	400	-	400
Fonds actions culturelles et médiation (voir également groupe 365)	400	-	400

4.4.9 GRATUITÉS

en francs		C 2015	B 2015	Écart
3	culture et sport	15'745'949	14'302'418	1'443'531
21	écoles publiques	420'729	420'149	580
365	subventions accordées - institutions privées	420'729	420'149	580
	Académie de musique	11'328	11'328	-
	Accademia d'Archi	1'170	1'170	-
	conservatoire de musique - locaux dans les écoles	96'791	96'791	-
	conservatoire Populaire de musique - locaux dans les écoles	256'198	256'198	-
	École de musique La Lyre	4'909	4'909	-
	Espace musical	12'923	12'923	-
	Institut Jaques-Dalcroze - locaux dans les écoles	4'830	4'830	-
	ornithophila	433	433	-
	sté astronomique Genève	13'272	12'692	580
	studio Kodály	18'875	18'875	-
30	encouragement à la culture	10'580'641	10'648'017	-67'376
361	subventions accordées - cantons	53'553	6'300	47'253
	Activités didactiques & formation	23'000	-	23'000
	billets d'entrée et visites guidées	1'476	-	1'476
	État et ses institutions, mise à disposition de locaux	3'250	5'000	-1'750
	matériel et personnel (divers bénéficiaires)	2'528	-	2'528
	organisation d'événements	3'009	-	3'009
	Rabais octroyés - scènes culturelles - Victoria Hall	11'300	-	11'300
	Rabais octroyés Accueil du public	-	1'300	-1'300
	salle Ernest-Ansermet - autres bénéficiaires	1'600	-	1'600
	ventes, locations et droits d'images	7'389	-	7'389
362	subventions accordées - communes	13'372	400	12'972
	matériel et personnel (divers bénéficiaires)	11'150	-	11'150
	Rabais octroyés Accueil du public	-	400	-400
	ventes, locations et droits d'images	2'222	-	2'222
363	subventions accordées - propres établissements	612'066	612'066	-
	FAD châtelaine 43 - H comédie	51'960	51'960	-
	FAD cheval-blanc 7 Théâtre de Poche bureau	129'844	129'844	-
	FAD théâtre de la comédie	395'290	395'290	-
	FAD théâtre de Poche dépôt	34'972	34'972	-
365	subventions accordées - institutions privées	9'592'406	9'650'344	-57'938
	AAJB (Bot. shop)	1'148	1'148	-
	Académie internationale de la céramique	20'134	20'134	-
	Act-Art Halles de l'île arcade Jura (nord - 172m2)	51'976	51'976	-
	Activités didactiques & formation	2'000	-	2'000
	Am Stram Gram - route de Frontenex 56	261'217	261'217	-
	AMR	226'503	226'503	-
	Andata Ritorno (arcade 29m2 couloir. 42)	4'864	4'864	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
Andata ritorno (arcade 75m2 coulou. 42)	22'664	22'664	-
Archipel (Plainpalais)	46'185	88'000	-41'815
ASMV voix-de-fête (Palladium)	-	60'000	-60'000
Assoc. danse contemp.	60'000	60'000	-
Assoc. théâtre de l'orangerie - Parc de la grange	7'270	7'270	-
Assoc. théâtre de l'orangerie - sujet 36	8'309	9'032	-723
Association Labo - Bd St-Georges 5	18'132	18'132	-
Association l'usine (groupes culturels)	454'684	454'684	-
Association pour la danse contemporaine ADC (Grütli)	82'212	82'212	-
Association sirocco-black movie	14'094	14'094	-
Association utopiana	73'800	58'800	15'000
Atelier artiste zic - châtelaine 43	-	7'548	-7'548
Atelier danse Manon Hotte	2'835	2'835	-
Ateliers d'ethnomusicologie	41'945	41'945	-
Autrement aujourd'hui (usine)	65'938	65'938	-
Billets d'entrée et visites guidées	7'789	-	7'789
Buvette de l'orangerie	13'872	13'872	-
Cadets de Genève	142'059	120'424	21'635
Cappella Genevensis	10'930	10'930	-
Casino-théâtre (ASMV voix-de-fête)	5'681	12'000	-6'320
Casino-théâtre (confiture)	-	60'000	-60'000
Casino-théâtre (Revue Genevoise)	109'361	125'000	-15'639
Cave 12 - Prairie 4	75'501	75'501	-
Centre d'art contemporain - Vieux-Grenadiers 10	378'344	378'344	-
Centre d'édition contemporaine - Rois 15	58'932	58'928	4
Cercle choral de Genève	8'706	8'706	-
Chorale des Eaux-vives (56m2)	9'209	9'209	-
Chorale des Eaux-vives (67m2)	5'434	5'434	-
Cie G. Jobin - Couloouvrenière 44	35'736	35'736	-
Ciné Bulletin	6'711	6'711	-
Cinéma tous écrans	8'389	8'389	-
Cinéma du Grütli	68'622	68'622	-
Cinématou - Arcade Grottes 11	24'176	24'176	-
Compagnie romande d'opérette	11'055	11'055	-
Compagnons de La Tulipe Noire	4'683	4'683	-
CPG Centre Photo - Vieux-Grenadiers 10	54'193	54'193	-
Diverses gratuits - Théâtre Pitoëff	150'000	-	150'000
Diverses sociétés, mise à disposition de locaux	35'231	20'000	15'231
Eklekto, Geneva Percussion Center	27'857	27'857	-
FAD Buvette de la Comédie	43'072	43'072	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
Fanfare de la croix-bleue	17'977	17'977	-
Fanfare du Losange	58'901	58'901	-
Fanfare municipale du petit-saconnex	54'582	54'582	-
FIFDH au grütli	8'389	8'389	-
Fonction cinéma (salle grütli)	39'093	39'093	-
Fond. images & société - carouge 100	46'840	46'840	-
Fondamco (mamco) - vieux-grenadiers 10	693'267	693'267	-
Fondation gd théâtre	-	3'104'434	-3'104'434
Fondation gd théâtre - Place neuve	1'852'291	-	1'852'291
Fondation gd théâtre dépôt châtelaine	77'940	77'940	-
Fondation gd théâtre dépôt michel-simon	896'449	-	896'449
Fondation gd théâtre dépôt ste-clotilde	355'694	-	355'694
Fondation gd théâtre parking simon 7 (556)	720	720	-
Fondation gd théâtre parking simon 7 (557)	720	720	-
Fondation gd théâtre parking simon 7 (558)	720	720	-
Fondation nogueira - château-bloch 19	25'836	25'836	-
Fondation pour l'art moderne et contemporain FAMC	26'006	26'006	-
Fondation romande du cinéma	12'080	12'080	-
foofwa - coulouvrenière 44	52'344	52'344	-
GE Grave	54'696	54'696	-
gratuités GIM - salles com (DIR-DCS)	5'665	-	5'665
gratuités GIM - salles com (SEC)	136'954	152'000	-15'046
gratuités MAH/Dir.	-	100'000	-100'000
gratuités MAH/Pho.	-	2'000	-2'000
GUS grp. usagers anc. SIP - château-bloch 19	43'400	43'398	2
harmonie big band des eaux-vives	19'113	19'113	-
harmonie nautique	59'050	59'050	-
Info Flora - locaux	11'062	11'062	-
Info Flora - ressources informatiques	29'000	29'000	-
Jaydo's concerts jazz (CHV)	25'000	25'000	-
L'Empro-geneve	656	656	-
Lez-Arts-muraille	10'592	10'592	-
Librairie du boulevard (Bot. shop)	4'835	4'835	-
L'orchestre mandolinata	18'380	18'380	-
L'usine, divers bénéficiaires salle de répétition	15'436	15'436	-
matériel et personnel (divers bénéficiaires)	226'508	267'000	-40'492
mise à disposition des studios (CJB)	900	-	900
moulin à danse m&D - châtelaine 43	4'456	1'456	3'000
musique municipale VGE	59'730	59'730	-
ondine genevoise	86'479	86'479	-
opéra de chambre, personnel CHV	12'000	12'000	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
opéra-studio	13'279	13'279	-
organisation d'événements	31'397	-	31'397
osr (bibliothèque au grütli)	7'215	7'215	-
PFL Management - concerts d'été (SEF)	192'000	192'000	-
Pinacothèque - montbrillant 28	22'964	22'964	-
Prêts et conditionnements d'œuvres	417	-	417
Pro natura (Bot. shop)	1'511	1'511	-
Pro specie rara	6'289	1'460	4'829
Rabais octroyés - scènes culturelles	-	303'000	-303'000
Rabais octroyés - scènes culturelles - Alhambra	3'784	-	3'784
Rabais octroyés - scènes culturelles - casino théâtre	16'787	-	16'787
Rabais octroyés - scènes culturelles - victoria hall	116'130	-	116'130
Rabais octroyés Accueil du public	-	9'000	-9'000
Rabais octroyés Ateliers décors	-	36'000	-36'000
Rabais octroyés BAA	-	10'000	-10'000
Rabais octroyés kiosque mobile	1'900	-	1'900
Rabais octroyés Pitoeff	19'460	-	19'460
saint-gervais Genève - temple 5	323'396	323'396	-
salle communale Plainpalais	154'785	-	154'785
salle Ernest-Ansermet - autres bénéficiaires	10'400	4'000	6'400
salle Ernest-Ansermet - ensemble contrechamps	66'000	66'000	-
salle Ernest-Ansermet - orchestre de chambre de Genève	30'000	30'000	-
société d'histoire et d'archéologie Genève - locaux BGE	3'020	3'020	-
société d'histoire et d'archéologie Genève - locaux vieux-billard 25	7'244	7'244	-
société genevoise des écrivains	2'560	2'560	-
société Jean-Jacques Rousseau	6'124	6'124	-
sté des amis du musée d'art et d'histoire	55'422	-	55'422
studios (Halle de l'île)	43'584	36'904	6'680
swiss films (au grütli)	6'543	6'543	-
th. Parfumerie - saint-gervais - Louis-Favre 14	15'840	15'832	8
théâtre des grottes	68'730	63'152	5'578
théâtre des marionnettes de GE	67'292	67'292	-
théâtre du grütli	258'885	258'885	-
théâtre en cavale (Plainpalais)	-	3'000	-3'000
théâtre le galpon - route des péniches	12'972	12'972	-
théâtre les montreurs d'images - cluse 95 A	3'352	3'352	-
théâtre les montreurs d'images - cluse 95 B	8'920	8'920	-
théâtre les montreurs d'images - cluse 95 C	32'716	32'716	-
théâtre les montreurs d'images - michel-simon 9	96'100	96'100	-
théâtre malandro - châtelaine 43	31'372	31'372	-
théâtre saint-gervais - muraille 9-11	11'148	11'148	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
union Accordéoniste mixte de Genève	24'377	24'377	-
ventes, locations et droits d'images	7'843	-	7'843
zabriskie point (KSE Plainpalais)	5'436	5'436	-
366 subventions accordées - personnes physiques	294'207	360'007	-65'800
Atelier artiste zic - châtelaine 43	7'548	-	7'548
billets d'entrée et visites guidées	3'192	-	3'192
bons de prêt gratuits	1'983	8'000	-6'018
divers ateliers à l'usine (15 ateliers)	166'606	166'606	-
divers ateliers au grütli (6 ateliers)	75'501	75'501	-
gratuités MAH/Dir.	-	80'000	-80'000
gratuités tavel	-	3'500	-3'500
matériel et personnel (divers bénéficiaires)	33'600	-	33'600
Rabais octroyés Accueil du public	-	2'400	-2'400
Rabais octroyés Arts appliqués	-	5'000	-5'000
Rabais octroyés Beaux Arts	-	7'000	-7'000
Rabais octroyés Musée de horlogerie	-	1'500	-1'500
Rabais Promotion & Presse	-	10'500	-10'500
ventes, locations et droits d'images	5'778	-	5'778
367 subventions accordées - étranger	15'037	18'900	-3'863
billets d'entrée et visites guidées	93	-	93
gratuités MAH/Dir.	-	5'500	-5'500
gratuités MAH/Pho.	-	3'000	-3'000
Rabais octroyés Accueil du public	-	400	-400
Rabais octroyés Arts appliqués	-	1'000	-1'000
Rabais octroyés BAA	-	6'000	-6'000
Rabais octroyés Beaux Arts	-	1'000	-1'000
Rabais Promotion & Presse	-	2'000	-2'000
ventes, locations et droits d'images	14'945	-	14'945
34 sports	4'744'579	3'234'252	1'510'327
365 subventions accordées - institutions privées	4'586'721	3'134'252	1'452'469
Ass. cant. gen. basket+féd. sui - villa le Plonjon	4'928	4'928	-
Ass. cantonale genevoise de football	59'323	59'323	-
Ass. fédérale des troupes de transmission (AFTT)	8'706	8'706	-
Assoc. cant. genevoise de gymnastique - villa le Plonjon	9'343	7'876	1'467
Assoc. cant. genevoise gym satus	16'091	16'091	-
Assoc. genevoise de tennis de table - villa le Plonjon	6'200	5'292	908
Assoc. genevoise de volley ball - villa le Plonjon	5'469	4'668	801
Assoc. genevoise des sports - villa le Plonjon	4'954	4'228	726
Association genevoise de tennis de table	34'839	34'839	-
Association sportive genevoise de tir (ASGT)	121'805	121'805	-
Boxing-club genevois	37'215	37'215	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
budo-club des grottes	57'683	57'683	-
canoë club de genève	11'558	11'558	-
centre de sports sous-marins	24'109	24'109	-
cercle des sports genève	28'801	28'801	-
club de billard de plainpalais	51'060	51'060	-
club d'échecs bois-gentil	8'873	8'873	-
club d'échecs genève	8'538	8'538	-
club hygiénique plainpalais	5'420	5'420	-
club hygiénique plainpalais (carl-vogt)	58'378	57'044	1'334
club sportif des Agents de ville	8'389	8'389	-
course de l'escalade (dépôt)	4'795	4'795	-
damier genevois	9'041	9'041	-
div. util. salles communales par spo	320	-	320
École genevoise de gymnastique artistique	7'284	7'284	-
Évènements et manifestations	-	2'000'000	-2'000'000
Fédération suisse de gymnastique Eaux-vives	4'567	4'567	-
Fédération suisse de Pétanque	7'170	7'170	-
Fémina Genève-ville	1'771	1'771	-
FSG Genève-Pâquis	21'201	21'201	-
FSG Genève-ville	2'217	2'217	-
Genève Basketball Club Pâquis-Seujet	6'754	6'754	-
gratuités patinoires	716'500	-	716'500
gratuités piscines	1'007'894	-	1'007'894
gratuités stades&salles	1'721'627	-	1'721'627
groupe local du berger belge	600	600	-
karate club de Genève	42'452	42'452	-
Le chemin	4'406	4'406	-
L'Esquive Boxing Club - Bâle 26	23'416	23'416	-
Loge du gardien - Plonjon	4'796	4'796	-
MASQU'À RADE	9'650	9'650	-
mise à disp. salles de gymnastique (concessions et ponctuelles)	142'935	142'935	-
Mont-blanc Bridge Group	5'420	5'420	-
Nikko Nanbudo Club GE	31'378	31'378	-
Pédale des Eaux-vives	4'567	4'567	-
Piscine des Vernets - locaux mis à disposition	-	20'000	-20'000
ProxiFoot	19'550	-	19'550
Ptérois - Villa le Plonjon	8'547	7'204	1'343
Shung Don Kwan	109'828	109'828	-
Société militaire des Carabiniers Genevois	20'493	20'493	-
Status Genève-ville	1'771	1'771	-
Tennis de table club Migros (TTC Migros)	34'839	34'839	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
routes assoc. locaux archives	3'112	3'112	-
routes assoc. salles réunion - villa le plonjon	23'096	23'096	-
twirling club genève	8'476	8'476	-
us chêne-eaux-vives FC	4'567	4'567	-
366 subventions accordées - personnes physiques	157'858	100'000	57'858
gratuités piscines	157'858	-	157'858
piscine des vernets - locaux mis à disposition	-	100'000	-100'000

4.4.10 LISTE DES SUBVENTIONS PONCTUELLES EN FRANCS (1/17)

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
3001000 Activités culturelles et scientifiques (montant budgété : CHF 276'000)		276'107
Archigraphy book shop sarl	Activités annuelles (soutien ponctuel aux activités annuelles)	5'000
Association Amigos de España	Festival goyescas	3'000
Association Ben et Han Passerelles culturelles	consultations poétiques	4'000
Association des habitants du centre et vieille-ville	publication d'un recueil du journal des habitants	7'810
Association des habitants du centre et vieille-ville	bal de la fête de l'escalade	3'000
Association groupe Émile	création d'un automate musical	20'000
Association INOI	développement d'une plateforme	7'000
Association madmoiselle MCH	tournée triomphe de la renommée	3'000
Association pour y croire encore	17 ^{ème} fête de l'espoir	10'000
Association TAKO	jouez, je suis à vous	20'000
Association université populaire Albanaise	exposition, Autour de la besa	9'340
Association vie-deo et débats	Film, L'autre, un miroir ?	5'000
Association wake up	exposition photographique, syrie, la révolution orpheline	15'000
club Alpin suisse	Film, compagnie Les Faiseurs de rêves	5'000
Espace Adoption	concert et témoignage dida guigan	2'500
Fondation Armenia	commémoration du centenaire du génocide des Arméniens	20'000
Fondation Auer Ory	poursuite de votre programme de pérennis	8'000
Fondation d'art dramatique	restitution de subvention suite à la renonciation du projet	-10'000
Fondation du Théâtre de Carouge	La saga des géants (Royal de Luxe)	4'457
Geneva Camerata	tournée	3'000
Hautes écoles spécialisés (HES)	Frontières et urbanité	10'000
Institut des cultures arabes et méditerranéennes	Activités annuelles	20'000
Institut Jaques Dalcroze	100 ans de l'Institut Jaques-Dalcroze	20'000
Kinogeneva	Kino kabaret International de Genève	10'000
L'Empro	20 ^{ème} fête romande de l'URSTFC	10'000
Librairie Le Parnasse	Activités annuelles	20'000
Lift Events sarl	data canvas, sense your city	20'000
Melk Production	tournée, Feelz	6'000
Société des associations italiennes de Genève (SAIG)	concert violon et piano des maestri et exposition de peintres italiens	5'000
Stratis SA	documentaire, Le mur	10'000
3105000 Accès à la culture (montant budgété : CHF 868'000)		698'824
JEUNESSE		323'688
Agence Cecilia		6'790
Art'o'danse		930
Association Akwaba		1'800
Association de soutien de la musique vivante (ASMV)		13'964
Association Frxprod		585
Association pour la danse contemporaine (ADC)		4'450
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		5'024
Ateliers d'ethnomusicologie (ADEM)		1'792
Baller Junior de Genève		1'860
Blues Association de Genève (BAG)		190
Cercle Jean Sébastien Bach		600
Cinéma des trois mondes		1'480
Cinéma Sputnik		2'965

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
cinéma tous écrans		4'448
cinematou		2'967
compagnie confiture		2'745
compagnie teatrocho		1'600
concours international de genève		312
Ensemble cantatio		425
Ensemble variante		355
Fanfareduloup orchestra		3'780
Festival black movie		17'557
Festival international du film oriental de genève (FIFOG)		2'058
Festival international du film sur les droits humains (FIFDH)		700
Fondation des cinémas du grütli		12'695
Fondation pour l'histoire des suisses dans le monde		1'038
gli Angeli		670
grand-théâtre de genève		87'350
International music masters Associa		2'000
Jaydo's Productions		1'085
La Bâtie Festival de genève		11'039
La comédie de genève		12'974
Le galpon		1'064
Les Amis de la guitare et des Arts		505
L'orchestre de chambre de genève		2'149
naftule mettler & nicolet productions		11'375
opéra de chambre		235
pestak.ch		5'130
saint-gervais genève		7'232
service culturel migros		14'131
Théâtre Am stram gram		2'285
Théâtre de la parfumerie		6'516
Théâtre de l'orangerie		13'540
Théâtre de L'usine		2'080
Théâtre des marionnettes de genève		3'876
Théâtre du crève-coeur		9'456
Théâtre du grütli		13'400
Théâtre du Loup		12'151
Théâtre le Poche genève		8'105
université de genève compta II		2'230
JEUNESSE (20 ANS/20 FRANCS)		141'385
Agence cecilia		750
Art'o'danse		160
Association Akwaba		200
Association cinélux		3'440
Association de soutien de la musique vivante (ASMV)		636
Association Frxprod		72
Association kalvingrad		1'185
Association La Lanterne magique genève		6'425
Association Les scala		11'104
Association pour la danse contemporaine (ADC)		5'085

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		562
Ateliers d'ethnomusicologie (ADEM)		830
Baller junior de Genève		1'140
Cercle Jean Sébastien Bach		200
Cinéma des trois mondes		1'520
Cinéma Spoutnik		1'035
Cinéma tous écrans		372
Cinematou		1'650
Compagnie Confiture		3'650
Compagnie Teatrocho		450
Concours international de Genève		113
Darbellay Marianne Cinéma Nord-Sud		1'768
Ensemble Variante		645
Fanfareduloup Orchestra		940
Festival Black Movie		1'733
Festival international du film oriental de Genève (FIFOG)		1'932
Festival international du film sur les droits humains (FIFDH)		60
Fondation des cinémas du Grütli		4'077
Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde		132
Gli Angeli		40
Grand-Théâtre de Genève		28'610
Jaydo's Productions		620
Jeunesses musicales suisse (JMS)		150
La Bâtie Festival de Genève		8'976
La Comédie de Genève		6'150
Le Galpon		1'176
Les Amis de la guitare et des Arts		495
L'Orchestre de chambre de Genève		556
Maison du quartier de la Jonction		480
Mapping v jing Festival		406
Naftule Mettler & Nicolet Productions		5'475
Opéra de chambre		210
Orchestre de la Suisse romande (OSR)		433
Pestak.ch		1'720
Post tenebras rock (PTR)		5'844
Saint-Gervais Genève		360
Service culturel Migros		2'088
Spectacles Onésiens		1'120
Théâtre Am Stram Gram		4'398
Théâtre de la Parfumerie		4'590
Théâtre de l'Orangerie		2'500
Théâtre de L'usine		490
Théâtre des Marionnettes de Genève		3'066
Théâtre du Crève-Coeur		1'680
Théâtre du Grütli		1'080
Théâtre du Loup		5'481

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Théâtre le Poche Genève		1'325
POPULAIRES		42'401
Association La Lanterne magique Genève		640
Association pour la danse contemporaine (ADC)		1'375
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		328
Ateliers d'ethnomusicologie (ADEM)		105
compagnie confiture		315
Fanfareduloup orchestra		1'100
Fondation des cinémas du grütli		2'478
grand-théâtre de Genève		12'075
La comédie de Genève		2'060
orchestre de la suisse romande (OSR)		712
saint-gervais Genève		1'148
service culturel migros		5'496
Théâtre Am stram gram		1'551
Théâtre de carouge		3'040
Théâtre de la parfumerie		1'375
Théâtre de l'orangerie		1'020
Théâtre des marionnettes de Genève		1'364
Théâtre du grütli		1'775
Théâtre du Loup		3'744
Théâtre le Poche Genève		700
PERSONNES ÂGÉES		145'888
Fondation des cinémas du grütli		18'624
La comédie de Genève		49'436
saint-gervais Genève		1'968
Théâtre Am stram gram		1'770
Théâtre de carouge		35'796
Théâtre de l'orangerie		14'250
Théâtre des marionnettes de Genève		1'428
Théâtre du grütli		4'190
Théâtre du Loup		3'294
Théâtre le Poche Genève		15'132
CHÉQUIER CULTURE		26'578
Association de soutien de la musique vivante (ASMV)		400
Association pour la danse contemporaine (ADC)		830
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		300
Ateliers d'ethnomusicologie (ADEM)		230
cinélux		60
cinéma tous écrans		180
cinematou		30
compagnie confiture		290
Fanfareduloup orchestra		180
Festival Antigél		550
Festival Black Movie		210
Festival international du film oriental de Genève (FIFOG)		10
Festival international du film sur les droits humains (FIFDH)		140

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Fondation des cinémas du grütli		2'750
Fondation du musée d'art moderne et contemporain (mamco)		10
Fondation pour l'histoire des suisses dans le monde		30
Grand-Théâtre de Genève		4'588
Jaydo's Productions		350
kalvingrad		360
La Bâtie Festival de Genève		800
La comédie de Genève		380
Le Galpon		60
L'Orchestre de chambre de Genève		60
Maison de quartier des Pâquis		50
Maison du quartier de la Jonction		20
Mapping v jing festival		30
Naftule Mettler & Nicolet Productions		3'150
Orchestre de la Suisse romande (OSR)		160
pestak.ch		1'970
Post tenebras rock (PTR)		120
Saint-Gervais Genève		230
Service culturel de Plan-les-Ouates		40
Service culturel Migros		470
Spectacles onésiens		730
Théâtre Am Stram Gram		780
Théâtre de Carouge		600
Théâtre de la Parfumerie		280
Théâtre de L'Alchimic		420
Théâtre de l'Orangerie		690
Théâtre de L'usine		250
Théâtre des Amis		140
Théâtre des Marionnettes de Genève		1'150
Théâtre du Crève-cœur		120
Théâtre du grütli		750
Théâtre du Loup		330
Théâtre Forum Meyrin		960
Théâtre Le Poche Genève		340
HANDICAP ET CULTURE		18'884
Grand-Théâtre de Genève		18'668
Théâtre Am Stram Gram		216
3106000 Fonds général théâtre (montant budgété : CHF 1'500'000)		1'500'000
Compagnie L'Alakran / Oscar Gómez Mata	convention de soutien conjoint	90'000
Artos	activités annuelles	10'000
Association Ambitions	Ambitions saison 3	10'000
Association E collectif	to be or not to be	45'000
Association E collectif	twelfth night - La nuit des rois ...	25'000
Association Écart	La jetée des espoirs	20'000
Association Fête du Théâtre	Fête du théâtre	90'000
Association Le Mumbay Quartet	À l'aède !	25'000
Association Les Tisseuses de Paroles	Joséphine, cérémonie pour une actrice désespérée	20'000
Association Quivala	Blessures au visage	30'000
Association Superprod	La maladie de la famille M	50'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association un nuage en pantalon	des riches et des pauvres	9'000
Association zanco	chantier racine 2	30'000
Autrement-Aujourd'hui	Ligne d'horizon - trajectoires	3'200
compagnie Les Associes de L'ombre	ombres sur molières	60'000
compagnie Le théâtre du coin	Le problème - un conte du chat perché	20'000
compagnie Les Faiseurs de rêve	L'âge d'ograison	9'800
compagnie Les Fondateurs	Popup fondateurs	2'000
compagnie Anadyomène	Je suis une chose qui mange	30'000
compagnie Arquidam	Jean et Béatrice	10'000
compagnie Baraka	trahisons	25'000
compagnie chat de bla	une incroyable histoire... un polar raconté	1'000
compagnie confiture	Activités annuelles	180'000
compagnie des ombres	Haute-Autriche	15'000
compagnie des ombres	Nous sommes tous des pornstars	23'000
compagnie du rhinocéros	un tramway nommé Désir	20'000
compagnie La Fourmilière	Le chat du rabbin	5'000
compagnie l'Ascenseur à poissons	c'est peut-être	20'000
compagnie Le facteur sensible	voyage dans les Alpes, sur les traces de Horace-Bénédict de Saussure ou la lenteur du paysage	35'000
compagnie Mufuthe	derborence	15'000
compagnie souschiffre	L'absence de gouvernail	17'000
compagnie spirale / P. Mohr & M. Millner	convention	70'000
compagnie studio d'Actions théâtrales / Gabriel Alvarez	convention	70'000
compagnie sturmfrei	tragedy reloaded	80'000
compagnie super trop top / Dorian Rossel	convention régionale	90'000
compagnie sur les Planches	Le Parc	5'000
compagnie tardS	d'une révolution à l'autre	25'000
compagnie théâtre Aenor	Pièces détachées	25'000
compagnie wellwellwell	Jusqu'à que la mort nous sépare	30'000
compagnie X225	si c'est un homme et la trêve	5'000
Festival du rire de Genève	Festival du rire de Genève	20'000
La Fur compagnie	La Suisse et la mort	20'000
Teatro Malandro / Omar Porras	convention de soutien conjoint	115'000
3106000 Fonds général danse (montant budgété : CHF 1'050'000)		1'050'000
Aléas	nous responsabilisons toutes les déclinaisons	16'000
Alias compagnie / Guilherme Bothello	convention de soutien conjoint	150'000
Association Arnica gch	Narsaruaq (ou les origines de la création)	18'000
Association autotrophe	Incorpo II	23'000
Association danse contemporaine (ADC)	convention	15'000
Association de L'estuaire	GO	80'000
Association Hime	Je danse parce que je me méfie des mots	18'000
Association sam-hestor	soleil dans une chambre vide	30'000
Association vertical danse / Noémie Lapzeson	variation Goldberg	40'000
Association Yata dans	L comme Lune	20'000
collection suisse de la danse	Activités annuelles	4'000
compagnie 100% Acrylique	Macbeth et Lady M	60'000
compagnie 7273 / Françoise Mamie	convention de soutien conjoint	90'000
compagnie greffe / Cindy van Acker	convention de soutien conjoint	90'000
compagnie Neopostt / Foofwa d'immobilité Ahrrrt	convention de soutien conjoint	90'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Fondation Parano / Gilles Jobin	convention de soutien conjoint	160'000
Groupe Jman	Parc National	20'000
József Trefeli	créature	20'000
Le cabinet des curiosités	walking	25'000
Melk Production	ifeel3	11'000
Réseau Danse Suisse	Fête de la Danse	70'000
3106000 Fonds actions culturelles et médiation (montant budgété : CHF 270'000)		265'650
Association Archives Contestataires	valorisation et médiation à partir d'un patrimoine culturel et social	30'000
Association Couleur Café	Festival Couleur Café	10'000
Association Danse-Habile	Les Femmes de Dionysos	30'000
Association de Quartier Geisendorf	Fête de Quartier	3'000
Association des Usagers Bains des Pâquis	Putain de Portraits	7'000
Association Fête du Théâtre	Intervention et installation chantier du CEVA	10'000
Association La Coulou	Portes Ouvertes	1'950
Association Liaisons Urbaines	Summer Break	2'300
Association L'oiseau à Ressort	confluence	4'000
Association Out of the Box	Biennale des Arts Inclusifs	60'000
Association pour la sauvegarde du petit-saconnex	750 ^{ème} Anniversaire	5'000
Association TAKO	Pianos de Rues	17'500
Baz'art de St-Gervais	Baz'Art	15'000
Centre Akwaba Association	Festival de Musique d'ici et d'ailleurs	7'500
Cinétransat	Cinétransat	10'000
Folle de Parole	Avec ou sans artiste ?	14'000
Fondation de la Maison de la Créativité	Lancement de la Maison de la Créativité	30'000
Fondation Johnny Aubert-Tournier	Mise en lecture	7'000
La Plateforme Suisse du Conte des Arts de la Parole	Fête du Conte	1'000
Mylène Silva	Free Art Sunday	400
3106000 Fonds autres salles (montant budgété : CHF 220'000)		218'600
Association du Galpon	Carrefours et Migrations	25'000
Association Fanfare d'Uloup Orchestra	Subvention extraordinaire	3'600
Association Musicodance	Festival Antigél	130'000
Association Quivala	Blessures au visage	20'000
Cinéma du Grütli	complément de l'entretien du matériel	40'000
3106000 Fonds bourses et prix (montant budgété : CHF 150'000)		150'000
Alan Bogana	Bourse Patiño	2'600
Annelore Schneider	Bourse Patiño	7'800
Boninsegni Kim	Bourse d'aide à la création	10'000
Catherine Fuchd	Bourse d'aide à la création	5'000
Céline Frey	Bourse d'aide à la création	15'000
Dupuis Sylviane	Bourse d'aide à la création	15'000
Estelle Ferreira	Bourse Patiño	7'800
Federico Ragionieri	Prix Orgue Pierre Segond	1'000
Guillaume Copt	Prix Spécial	1'000
Kristina Irobalieva	Bourse Patiño	5'200
Martina-Sofie Wildberger	Bourse Patiño	10'400
Max Alan Ndjock Lobe	Bourse d'aide à la création	13'200
Nicolas Field	Bourse d'aide à la création	10'000
Noha Mokhtar	Bourse d'aide à la création	8'000
Patrick Weidmann	Bourse d'aide à la création	10'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
sylvie barbieri	bourse patiño	5'200
vanessa horowicz	bourse patiño	5'200
vincent bertholet	bourse d'aide à la création	15'000
yannis La macchia	bourse patiño	2'600
3106000 Fonds général projet culturel d'agglomération (montant budgété : CHF 100'000)		112'375
Association Jazz contrebass	convention	10'000
FBI Production CH	médiation portraits croisés	15'000
FBI Production CH	coopération musicale phase II	10'000
FBI Production CH	grafficity - arts urbains, construis ton quartier	3'000
Fondation cap Loisirs	Art, nature et singularités	9'375
Fondation d'art dramatique de Genève	INTERREG - Territoires en écritures	15'000
La Bâtie-Festival de Genève	convention	20'000
Théâtre Am Stram Gram	INTERREG IV - La fabrique de dépaysement	30'000
3106000 Fonds soutien échanges et tournées (montant budgété : CHF 470'000)		459'275
Transfrontalier		62'250
Fondation d'art dramatique de Genève	Les colporteurs	6'250
Saint Gervais Genève	Interreg IV : Diptic	50'000
Théâtre Forum Meyrin	Passedanse	6'000
Danse		112'100
Alias compagnie / guilhermo bothello	convention de soutien conjoint	10'000
Association Brocoliwald	Last Plays de Lucie Eidenben	5'000
Association Dreams come true / van duyvendak	convention de soutien conjoint	10'000
Association Feu pâle	Figures de mai-thu Perret / Milan	3'000
Association La Ribot / Maria Ribot	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie 7273 / Françoise Mamie	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie Greffe / Cindy van Acker	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie Neopostt / Foofwa d'immobilité Ahrrrt	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie Projet 11	ApersonA, Eifo Efi et one one one / Europe	6'000
Compagnie Projet 11	Eifo Efi, Twisted Pair / Amérique latine et Afrique	2'000
Fondation Parano / Gilles Jobin	convention de soutien conjoint	10'000
Inkörper company	Darkrise / France	1'700
József Trefeli	Jinx 103 et UP / Suisse et Grande Bretagne	4'000
Le cabinet des curiosités	Introducing Schaffter & Stauffer / Pays-Bas et Suisse	2'200
Mademoiselle MCH	Silver et Le Triomphe de la renommée / Europe	3'200
Mademoiselle MCH	The Last Dance, Froufrou et Silver	4'000
Melk Production	Feelz / Suisse et France	1'000
Perceuse Productions Scène / Yann Marrussich	convention	10'000
Théâtre		206'625
Compagnie L'Alakran / Oscar Gómez Mata	convention de soutien conjoint	10'000
Association de L'Estuaire	Forces 11 + / Italie et Tchéquie	2'500
Association E collectif	Les Brigands / Winterthur	8'000
Association Tournus	Resestour / Suisse, France	13'325
Association tout fait main	Oedipus / Europe	6'000
Compagnie Apsara	Les papiers de l'Amour / Canada et USA	10'000
Compagnie Avec	Angels / La Chaux-de-Fonds	5'000
Compagnie La Fourmilière	Ring / Suisse	4'000
Compagnie La Fourmilière	Le chat du rabbin / Europe	10'000
Compagnie Le facteur sensible	La lenteur du paysage / Valais	1'000
Compagnie Les Faiseurs de Rêve	L'Impossible est possible, j'en suis la preuve vivante / France	5'000
Compagnie Les Fondateurs	Compagnie Les Fondateurs font du théâtre / Lausanne	2'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
compagnie nicol productions théâtrales	François le saint jongleur / Avignon	5'000
compagnie spirale / P. Mohr & M. Millner	convention	10'000
compagnie studio d'actions théâtrales / gabriel Alvarez	convention de soutien conjoint	10'000
compagnie sturmfrei	Howlucination / Paris	5'000
compagnie super trop top / Dorian Rossel	convention régionale	10'000
compagnie teatrecho	caveman / suisse romande	10'000
compagnie yvan Rihs pour le moment	cinq jours en mars / valais	5'000
corodis	activités annuelles	35'000
cyparis circus	Homme debout / Avignon	5'000
Jessica Arpin	Kalabazi / Brésil	1'000
La tête dans le sac	La nuit finira-t-elle un jour ? / Grèce	3'000
L'agence Louis-François Pinagot	C'est une affaire entre le ciel et moi	5'000
où sommes-nous ?	music-hall	6'000
Teatro Malandro / Omar Porras	convention de soutien conjoint	10'000
Théâtre Ad Hoc	D'exil en exil / Afrique	4'800
Think tank théâtre	Blasted et Gulliver / suisse et France	5'000
MUSIQUE		70'300
Alexander Coppaloni	Alenko / Chine	5'000
Association Caña y Cuerda	Cumbre Mundial del Tango / Argentine	3'000
Association Ensemble Vide	Immersion / Yverdon	1'000
Association Orioxy	Lost Children / Suisse	5'000
Association Sémaphore	Ester Poly featuring Andreas Fulgosi / Italie	3'500
Association Zone Franche	Solos and More / Suisse et France	2'400
collectif du batteur	Tournée / France	5'000
Cyril Bondi	Insub Meta Orchestra	7'000
Geneva Brass Quintet	Slider Asia Festival / Hongkong	3'000
Gli Angeli Genève	Gli Angeli Genève / Europe	6'000
Jean-Philippe Schopfer	Kernal : Paradigms / Japon	1'400
Le Chœur Ouvert	Résidence au théâtre Machiavelli / Sicile	3'000
Leo Tardin	Grand Pianoramax / Japon et Europe	6'000
Marc Perrenoud	Middle East Tour / Moyen Orient	3'000
Philippe Grand	Terrain vague / Suisse	5'000
Ted Gabriel Beaubrun	T'dôz / Internationale	5'000
Xylème Music	Who Trio / Japon	3'000
Yvan Fanel	Stewans / Europe	3'000
PLURIDISCIPLINAIRE		6'000
Le cabinet des curiosités	2/3 et walking - workshops et exposition / Australie	4'000
Sylvie Rodriguez	In Vitra / Bienne	2'000
LIVRE		2'000
Maison Rousseau et de la Littérature	Projet Lettres Affranchies	2'000
3106000 Fonds général cinéma (montant budgété : CHF 902'900)		902'900
Association Cinéma des trois mondes	Festival Filmar en America Latina	80'000
Association Cinematou	10 ^{ème} édition du festival Animatou	55'000
Association Festival International du film sur les droits humains (FIFDH)	Prix ville de Genève	5'000
Association Juste au corps	A la recherche des pas trouvés	2'400
Association Quartz Genève Zürich	Quartz - semaine des nominés	35'000
Cinéma tous écrans	convention	335'000
Cinéma tous écrans	Prix du festival	10'000
Cinéma du grütli	soutien à la promotion institutionnelle	22'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Écran mobile	11 ^{ème} édition de courstoujours	4'000
Festival black movie	convention	180'000
Festival black movie	Prix ville de Genève	5'000
Festival international de film oriental de Genève (FIFOG)	Festival international de film oriental de Genève	100'000
Fondation Rui Nogueira	Fondation Rui Nogueira	25'000
Intermezzo Films	broken Land	2'000
Le gai savoir	everybody's perfect	10'000
malatrex 50	vox usini	12'500
rencontres cinématographiques palestine	4 ^{ème} Palestine filmer c'est exister	20'000
3106000 Fonds de soutien au livre et à l'édition (montant budgété : CHF 856'700)		846'900
BOURSES		104'050
Éditions Héros-Limite	bourse mise en valeur du livre	12'500
Fabienne radi	bourse lauréat.-te nouvel-le auteur-e	6'000
Georg Édition	bourse mise en valeur du livre	12'500
Isabelle sbrissa	bourse lauréat-te nouvel-le auteur-e	6'000
Jacques probst	bourse auteur-e confirmé-e	10'000
La Librerit	bourse aux librairies indépendantes	5'000
La macchia yannis	bourse d'aide à l'illustration	6'000
La macchia yannis	bourse d'aide à l'écritures numériques	5'000
Le rameau d'or SA	bourse aux librairies indépendantes	5'000
Librairie Albatros	bourse aux librairies indépendantes	3'500
Librairie Arabe L'olivier	bourse aux librairies indépendantes	5'000
Librairie Archigraphy	bourse aux librairies indépendantes	5'000
Librairie du boulevard	bourse aux librairies indépendantes	5'000
Librairie Jullien	bourse aux librairies indépendantes	1'500
Librairie Le Parnasse	bourse aux librairies indépendantes	5'000
Librairie Lettres de Chine	soutien aux librairies indépendantes	2'250
Nouvelles pages Rossier Véronique	bourse d'aide aux librairies indépendant	2'800
Peggy Adam	bourse bande dessinée	6'000
SOUTIEN AU LIVRE ET À L'ÉDITION		712'850
Art & Fiction	collection re:pacific	9'000
Association au bout du conte	Festival conter entre voisins, 11 ^{ème} édition	2'000
Association BD-FIL	Festival BD-FIL	10'000
Association des Amis d'Alain-Pierre Pillet	volume un des œuvres complètes d'Alain-Pierre Pillet	5'000
Association des Éditions de l'encre fraîche	impasse khmère	5'000
Association des usagers des bains des Pâquis	Apéros poétiques et ateliers d'écriture	5'200
Association genevoise du musée des tramways	histoire des transports publics dans le canton de GE, vol. 3	6'000
Association Hecatombe	cligne-musette	3'000
Association le livre sur les quais	festival Le livre sur les quais	16'500
Association Lettres Frontières	tandem littéraire Rhône-Alpes/Suisse romande	3'000
Association Lettres Frontières	manifestations littéraires de l'association	15'000
Association patr'act	histoire et mémoire du tarentisme	4'000
Boabooks	publication photographies du projet vis-à-vis	20'000
Campiche Bernard Éditeur	un lieu sans raison de Anne-Claire Decorvet	6'000
Campiche Bernard Éditeur	retenir la vie de Silvia Harri	5'000
Campiche Bernard Éditeur	La meilleure façon de boiter Marina Salzmann	4'500
Circle de la Librairie et de l'Édition de Genève	salon du livre	51'550
Circle de la Librairie et de l'Édition de Genève	Fureur de lire	44'000
Circle de la Librairie et de l'Édition de Genève	café-Librairie L'ivresse au salon du livre	6'500
Circle de la Librairie et de l'Édition de Genève	Librairie festival livre et enfance	5'500

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Dialogai	ouvrage commémoratif 35 ans Dialogai	5'000
Édition la joie de Lire	Activités éditoriales annuelles	60'000
Éditions Atrabile	Activités éditoriales annuelles	25'000
Éditions cabédita	vies et couleurs d'un quartier, Les pâquis	4'000
Éditions d'autre part	genève en fauteuil de Raymond Farquet	5'000
Éditions de la Baconnière	solal Aronowicz, holocauste de F. Eglin	3'000
Éditions de l'encre fraîche	L'enfant de mers el-kébir, La mémoire effacée et si l'on revenait	6'000
Éditions de l'encre fraîche	désirs du collectif La maison close	3'000
Éditions D'en bas	Le mondes femmes: carnet de voyage tanzanie	10'000
Éditions D'en bas	déconstruire la pauvreté	6'000
Éditions D'en bas	nos chers protégés. trois générations d'assistés à Genève	6'000
Éditions des sauvages	milos marcourek	5'000
Éditions des sauvages	Absence prolongée de F. Wohnlich	5'000
Éditions des sauvages	Alexandre Friederich	6'000
Éditions Héros-Limite	Activités éditoriales annuelles	20'000
Éditions Labor et Fides	Activités éditoriales annuelles	60'000
Éditions L'Age d'Homme	L'Empreinte amoureuse de Mélanie Chappui	4'000
Éditions Médecine et Hygiène	drogues: un échec annoncé de Ch.-Nils Robert	3'500
Éditions Médecine et Hygiène	vieillesse et santé d'A. Stuckelberger	3'500
Éditions Médecine et Hygiène	La pyramide du nez de V. Bizzozero	3'500
Éditions Métispresses	Activités éditoriales annuelles	30'000
Éditions Olizane	Activités éditoriales annuelles	60'000
Éditions Parlez-nous de Saint-Jean	saint-jean - charmille, entre hier et aujourd'hui	5'000
Éditions rouge écarlate	Pascal Berney	3'000
Éditions Samizdat	1 dolci di Baghdad	2'000
Éditions Samizdat	Poèmes pour quand j'aurai 18 ans	2'000
Éditions Samizdat	Jack Perrot	2'000
Éditions Samizdat	Pierrine Poget	2'000
Éditions Slatkine	guide mortel de S. Widmer Joly	3'200
Éditions Zoé	Activités éditoriales annuelles	60'000
Eidgenössische Technische Hochschule ETH	Lieux de cristallisation de l'art de la scène	3'000
Infolio Éditions	Le Corbusier, correspondance, tome III	4'000
Infolio Éditions	démocratiser l'accès au savoir, le CO	5'000
La revue de belles-Lettres	Activités éditoriales annuelles	5'000
Librairie Droz SA	Jean Calvin	10'000
Librairie Droz SA	dans les marges de Méanandre d'A. Hurst	3'000
Michael Jakob	traduction de Poétique du Banc	4'000
Œuvre suisse des lectures pour la jeunesse	L'heure avec la figure de Larbaud et Robel	5'000
Roger Loponte	chansons	3'000
Société genevoise des écrivains	Activités annuelles	10'000
Théâtre du sentier	cycle de lectures publiques	12'400
Théâtre Marionnettes de Genève (TMG)	Le TMG de 2002 à 2015 Le lieu permanent de l'enfance	9'000
PRIX DE LA VILLE DE GENÈVE		30'000
Alex Baladi	Lauréat Prix Töpffer pour la bande dessinée	10'000
Mathilde Weibel	Lauréate Prix Société genevoise des écrivains	10'000
Patrick Killoffer	Lauréat Prix Töpffer pour la bande dessinée	10'000
3106000 Fonds général musique (montant budgété : CHF 639'000)		638'500
Arthur Hnatek	Résidence et enregistrement Melismetiq	3'500
Association 46 N	concert du trio 46N	3'000
Association Akouphène	13 ^{ème} édition du festival	10'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association Bernard & dominique reichel	Édition des œuvres de Bernard reichel	5'000
Association couleur café	Festival couleur café	45'000
Association de Amis de la musique juive (AMJ)	kael'yddish'scope	5'000
Association des usagers des bains des pâquis	Les Aubes musicales	30'000
Association Electronic Music Network	Écoutes au vert	10'000
Association Ensemble vide	Trois concerts à ARCOOP	8'000
Association FACE Z	Festival FACE K	10'000
Association glitch	tétras Lyre	1'900
Association headfun / E. Dorsaz & L. Finck	convention	80'000
Association kalvingrad	dispositif La scène	7'500
Association Le bloc	accueil et diffusion scène locale	7'500
Association Le bouffon	organisation de concerts	2'100
Association Le cabinet	programmation culturelle du cabinet	10'000
Association Lied et mélodie	récital au conservatoire	5'000
Association Pilot on mars	Album nebraska	5'000
Association Polhymnia	deux concerts à Genève	9'000
Bars en fête (BEF)	bars en fête	10'000
Blues Association de Genève	BAG Thursdays	6'000
cave 12	complément scène genevoise	18'500
cédric schaefer	Premier album de suidi's	5'000
choeur operami	La Traviata	3'000
compagnie Hime	entre deux	8'000
concertus saisonnus	saison de concerts	20'000
cyril bondi	nouvel album de plaistow	5'000
ensemble fecimeo	maestro/maestra	4'000
ensemble vocal Jessé Genevensis	musique baroque à Versailles	5'000
ensemble vortex	10 ^{ème} anniversaire	20'000
Fabrice chiovetta	enregistrement d'œuvres de Bach	5'000
Fanfare municipale Petit-Saconnex	subvention extraordinaire	5'000
Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles (FCMA)	soutien à la chanson romande	20'000
Franz Treichler	création Young Gods à l'Alhambra	10'000
Gabriel Zufferey	bourse musiques actuelles	10'000
Geneva Brass Festival	6 ^{ème} édition du festival	5'000
Geneva Camerata	Le violon danse	5'000
Genève Baroque	Intégrale des Chandos Anthems Haendel	3'000
Hell's Kitchen	bourse musiques actuelles	10'000
Hyperculte	enregistrement d'un premier album	5'000
Julien Reginato	enregistrement premier album	5'000
Juline Michel	Album CaramelBrown	5'000
Kara Sylla Ka	Réalisation d'un nouvel album	3'000
La Teuf	La Teuf s'amuse	8'000
Léonard Gremaud	disque Temps des Nuits	5'000
Les Amis de la Battalla	Le Temps de Noël	2'000
Les Amis de la Guitare	quatre concerts au théâtre les salons	4'000
Les concerts de l'Athénée 4	Les Athénéennes	20'000
Les Dimanches d'Orgue et de Chant	Festival d'Orgue et de Chant	2'000
Maring Lynn	3 ^{ème} album de The Chikitas	5'000
Olga Kokcharova	composition pour piano à quatre mains	2'000
Opéra-théâtre	Don Pasquale	6'000
Organic Flowers	Production 2 ^{ème} album	5'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
orioxy	bourse musiques actuelles	10'000
Paroisse protestante des Eaux-vives	enregistrement emile bret	3'000
PFL management	A night in...	15'000
quatuor de Genève	4 concerts romantiques allemands	6'000
quatuor terpsycordes	série de concert à Genève	20'000
Rock this town	série de concert sur Genève	24'000
Ron Lahyani	4 ^{ème} album du groupe rorcal	2'500
silvia barreiros	réalisation album Ensemble Iroko	5'000
soraya berent	Premier album du groupe ZATAR	1'000
swiss chamber concerts Genève	série de concert sur Genève	30'000
The Animen	bourse musiques actuelles	10'000
3106000 Fonds général pluridisciplinaire (montant budgété : CHF 510'300)		510'300
Association La Ribot / Maria Ribot	convention de soutien conjoint	70'000
Association Alba Lucera	traces	4'000
Association Amigos de España	Festival Goyescas	2'000
Association Bord Cadre Films	confusion.today	20'000
Association courant continu	pulse	15'000
Association Empty words	La chambre chinoise	12'000
Association glitch	il se décidera à gesticuler	7'500
Association headfun / E. Dorsaz & L. Finck	convention	55'000
Association HU	Axis Mundi	30'000
Association La Centrale	ohrtodhoxes	15'000
Association Makaronic	Poésies en mouvement #6	4'000
Compagnie József Trefeli	UP	8'000
Dreams come true / van duyvendak	convention de soutien conjoint	70'000
La Cueva Flamenca Naomi Krieger	Otras Formas 2	12'800
Le Ciel Production	Besoin de consolation	10'000
Les Bamboches	Petrouchka	15'000
Mapping v Jing Festival	mapping festival	70'000
Perceuse Productions Scène / Yann Marrussich	convention	80'000
Traghetto Nuovo	Interpreting Bardem Interpreting	10'000
3106610 Bourses et prix AC (montant budgété : CHF 50'000)		50'000
Marie Velardi	bourse pour artiste de plus de 35 ans	35'000
Théâtre de L'usine	bourse pour médiateur en art contemporain	15'000
3106610 Lieu d'expositions, Le commun (montant budgété : CHF 550'000)		550'000
Association ASA - handicap mental	exposition dix sur dix dans le cadre de la biennale out of the box	30'000
Association C(L)ASH	exposition C(R)ASH	40'000
Association Cinématou	Atelier de création d'une œuvre animée	25'000
Association Collectif Dimanche	exposition La possibilité d'une île	20'000
Association Ge Grave	exposition Labyrinthe	45'000
Association headfun / E. Dorsaz & L. Finck	exposition dans le cadre du festival Electron	100'000
Association LAM Laboratorium Artium memoriae	exposition Recherche PIMPA - un petit théâtre de la mémoire	75'000
Association Perceuse Productions Scène / Yann Marrussich	rétrospective des performances de Yann Marrussich	75'000
Association Utopiana	exposition La bête et l'adversité	60'000
Mapping v Jing Festival	exposition dans le cadre du mapping festival	80'000
3106610 Publication, résidence et atelier (montant budgété : CHF 50'000)		50'000
Association Miami Books	publication en collaboration avec l'artiste Xavier Robel	6'500
Association Mos Espa	subvention extraordinaire	3'000
Jelena Martinovic	publication Peak Performance	3'200

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
nicole hassler	publication monographique	10'000
Patrick weidmann	publication magazine de charme	5'000
Peter stoffel	résidence à la recherche de l'espace inconnu	16'300
serge Fruehauf	publication Architectures 1997 - 2014	3'000
yuki shiraishi	publication monographique	3'000
3106610 soutien aux manifestations (montant budgété : CHF 310'300)		310'300
Association BIG	biennale des espaces indépendants de Genève	96'880
Association centre d'édition contemporaine	projets voices show et Artists' voices	20'000
Association cöld Project	Festival ride the wall	10'000
Association design days	design days 2015	7'220
Association Forde	exposition , conférences et projections autour de la maison d'édition semiotexte	15'000
Association Ge Grave	Atelier de médiation improbable et de fabrication concrète	16'200
Association Interfoto	exposition au centre de la photographie	10'000
Association Mos Espa	Festival Mos Espa 2015	15'000
Association Piano Nobile	production d'œuvres et de publications	15'000
Association Utopiana	réalisation de la programmation 2015	50'000
Fondation centre d'art contemporain Genève	projets en lien avec la scène artistique genevoise	55'000
3106610 Acquisition d'œuvres mobiles AC		680'724
Belva Films	quatorze vidéos de Danièle Huillet et Jean-Marie Straub	75'000
centre de la photographie Genève	Acquisition de l'ensemble de cent vingt photographies tableau d'éclats de Jules Spinatsch	66'000
centre d'édition contemporaine	sérigraphie o.t. de Ian Anüll et de trois aquatintes sans titre (hexagone jaune), sans titre (disque bleu) et sans titre (pentagone noire) d'Olivier Mosset	10'000
Charles de Montaigne	sculpture ☼	20'000
Circuit Gallery	vidéo happy birthday !!! d'Ed Atkins dans le cadre de la biennale de l'image en mouvement	10'000
David Lehman	vidéo Fish Plane, heart clock d'Arvo Leo dans le cadre de la biennale de l'image en mouvement	10'000
Estelle Ferreira	trois dessins poison d'épreuves 2, poison d'épreuves 3 et poison d'épreuves 4	18'000
Esther Shalev--Gerz	deuxième acompte pour l'acquisition de l'installation Les Inséparables	42'512
Galerie Andata.Ritorno	photographie Letoon #1 de Xavier Bauer	5'000
Galerie Anton Meier	peinture / Malerei 2012 d'Adrian Schiess	45'000
Galerie Bernard Laurence	tableau Green Room 001 et d'une série de trois sculptures Eternal Landscape I, Eternal Landscape II et Bottomless Landscape, Ultramarine de Koka Ramishvili	14'500
Galerie Guy Bärtschi	deux peintures Waste Session (Karel Appel Nightmare) et Waste Session (Après Karel Appel) de Mathieu Dafflon	23'000
Galerie In Situ	deux monotypes Paradise Lost I et Paradise Lost III	7'600
Halle Nord	peinture Slaughter Box de Jonathan Delachaux	10'000
Halle Nord	vidéo Stove de Bastien Gachet	1'700
Halle Nord	installation Âmes sensibles de Rudy Décélière	23'000
Henry Deletra Hanna	installation vidéo La Muerte del Gallo	1'000
König Galerie	vidéo Quickeners de Jeremy Shaw dans le cadre de la biennale de l'image en mouvement	10'000
Marco Poloni	vidéo The Analogue Dam	3'862
Michel Grillet	deux aquarelles EAU-MONTAGNE-CIEL et EAU-CIEL	7'750
Milkshake Agency	céramique vos ancêtres vous réservent du bonheur II et de deux dessins rêve de voyage_p173-1 et rêve de voyage_p173-3 d'Eun Yeoung Lee	10'300
Philippe Deleglise	peinture Oracle VI	14'500
Piano Nobile	série de deux photographies Object Relationset de deux installations All the places I no longer have access to et AP d'Annaïk Lou Pitteloud	19'000
Skopia Galerie	xylographie Saintes Maries de la Mer de Franz Gertsch	162'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
thomas bonny	céramique Le grand n'importe quoi	5'000
ursula biemann	vidéo subatlantique	16'000
véronique go�l	cinq films un autre été, précis, perfect life, Allegroet soliloque 2/la barbarie	50'000
3106610 soutiens financiers AC		391'444
alan bogana	réalisation d'une exposition à Langenthal	8'000
Alexandre bainchini	réalisation du projet silet movie	6'600
Andreas kressig	réalisation du projet Le terrier	6'000
Angela marzullo	production de l'œuvre sputiamo su hegel	13'000
Anna varseghian et stefan kristensen	réalisation d'une exposition à istanbul	10'000
Antonin deme	réalisation du projet homo oeconomicus farniente	2'256
Association morris mendi	réalisation du projet mulino de fabrice gygi, présenté à l'exposition universelle de milan	68'750
Association pour la photographie et le dessin documentaire	réalisation de projet Autour de Fukushima, de la vie à la désertification	2'500
Ayshe kizilcay	production de l'œuvre esperluette point d'arrêt	800.00
benoît delauny	production de l'œuvre grande surface	7'050
Delphine depres	réalisation d'une exposition et d'une performance à Halle nord	3'025
Delphine renaud	réalisation d'une exposition à la salle crosnier	8'090
Edgard soares	réalisation d'une exposition à Halle nord	1'600
Fondamco	réalisation de la manifestation autour des vingt ans du mamco	50'000
Jeanne gillard	réalisation d'une exposition personnelle à piano nobile	8'422
Josse bailly	réalisation d'une exposition à Lugano	1'000
kim seob boninsegni et costanza candeloro	réalisation du projet erba voglio	3'000
Laurent valdes	réalisation du projet hak nam 2.0	4'000
Luc marelli	réalisation du projet tendresse après la pluie	2'500
Luc mettenberger	réalisation du projet pickup	7'549
Lucas cantori	réalisation du projet geneva disaster tour	3'871
maya kosa et sergio da costa	production de l'œuvre bosch, les aveugles et le guide	4'000
miami books	réalisation de livre d'artiste de stéphanie cygax	2'000
Nelly haliti	réalisation du projet A momentary lapse of reason	1'000
Nicolas field	production de l'installation sonore missa cuiusvis toni	2'500
Pascale Favre et Thomas schunke	réalisation d'une exposition à sion	4'000
Pauline Julier	réalisation du film The old Pompeii forest	10'000
Peter stoffel	réalisation d'une exposition à soleure	5'000
Rudy deceli�re	production de l'œuvre Ater	3'000
Sabine tholen	réalisation d'une exposition à Baden	3'500
simone holliger et shqipe gashi	réalisation d'une exposition à Jeudi	3'935
steeve tuncer	réalisation du projet rite pour passage	7'500
studio transmii	réalisation du projet bata canvas: sense your city	20'000
Theodora quiriconi	réalisation du projet vibrance	500
Troubadour Films	réalisation du projet dominique Appia, mémoires d'une œuvre	60'000
ursula mumenthaler	réalisation d'une exposition au centre de la photographie	7'500
vianney rivel et camille besson	réalisation d'un projet dans le cadre du prix platform 15 � zürich	4'406
vianney rivel et camille besson	réalisation d'une exposition à l'espace quark	4'590
Vincent du bois	réalisation du projet Art et cimetières	30'000
3106610 commande d'art public AC		161'472
Intervention artistiques sur le groupe scolaire rue chandieu		139'540
�uvre de melik ohanian en mémoire du génocide arménien		17'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
œuvre de Pieter Vermeersch sur les silos à sel de la voirie		2'985
restauration de l'œuvre de Philippe Deleglise, Auberge de Jeunesse rue Rotschild		1'947
3204000 PROMOTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MONTANT BUDGÉTÉ : CHF 10'000)		2'250
Yvan Papa	travail de master sur les poissons du fleuve Maroni en Guyane Française	2'250
3401000 FONDS-SOUTIEN À LA RELÈVE (MONTANT BUDGÉTÉ : CHF 740'000)		668'789
Académie de Volleyball de Genève		18'000
Association Genève Futur Hockey		250'000
Association Genevoise de Gymnastique		1'619
Genève Basket Espoir		12'000
Genève Éducation Football		115'000
Genève Futur Hockey		250'000
Institut Tennis de Table Genevois		8'670
Lions de Genève		13'500
3401000 FONDS-SOUTIEN À LA FORMATION SPORTIVE (MONTANT BUDGÉTÉ : CHF 500'000)		323'946
Association Clubs Boxe Amateur Ville de Genève		25'486
Association Genevoise de Gymnastique		15'656
Association Genevoise de Hockey sur Gazon AGHGA		1'894
Association HOPE-Genève Basketball Academy		15'000
Badminton Club de Genève		12'000
Budo Association de Genève		10'754
Collonge-Bellerive Wake Sport Center		5'000
Fédération Genevoise d'Échecs		5'000
Fédération Suisse de Gymnastique - Geisendorf		6'000
Fédération Suisse de Gymnastique - Petit-Saconnex		1'000
Football Club City Président		4'730
Genève Natation 1885		56'294
Genève Volley		9'000
Jet Roller Club Genève		1'500
Lions de Genève		25'000
Natation Sportive Genève		22'400
Santescalade		82'500
Satus Athlétisme Genève		2'000
Ski Club Espérance Genève		1'732
SupGenève		5'000
Switzers Geneva Rugby		6'000
Taekwondo Académie Genève		5'000
Volleyball Club Etoile Genève		5'000
3401000 FONDS-SOUTIEN À L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS (MONTANT BUDGÉTÉ : CHF 407'000)		602'100
Association Cantonale Genevoise de Rugby		15'000
Association Clubs Sportifs de Varembe		2'000
Association Courses Hors Stades Région Genevoise/Tour Cant		5'000
Association du GVA Wakesurf Tour		5'000
Association Festival International du Film sur les Droits Humains		1'000
Association Genève Marathon (Haute Route)		55'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association Genève marathon (marathon de Genève)		50'000
Association genevoise des sports		5'000
Association sfair management		5'000
CETG 2015		40'000
club nautique de Versoix		5'000
club sportif Italien FC		5'000
collonge-bellerive wake sport center		5'000
concours hippique international de Genève		50'000
Fédération genevoise d'échecs		2'000
Geneva senior open		500
Geneva trophy promotion		150'000
Genève basket Pâquis-seujet		3'500
Genève natation 1885		5'000
Genèvescalade		3'500
La classique genevoise Serge Lander		5'000
Lions de Genève		90'000
servette HC hockey sur gazon		5'000
société la pétanque genevoise		2'500
sports universitaires Genève		5'000
swiss tennis AG des Schweiz tennisverband		70'000
Tour cycliste des Jeunes		3'000
Triathlon international Genève		9'100
3401000 FONDS-SOUTIEN AUX PUBLICS SPÉCIFIQUES (MONTANT BUDGÉTÉ : CHF 80'000)		96'500
Association genevoise des sports		50'000
Association genevoise d'intégration sociale		1'000
handisport Genève		4'000
spécial olympics Switzerland		1'500
swiss open de tennis en fauteuil roulant		40'000
3401000 FONDS-SOUTIEN AUX SPORTIF-IVE-S INDIVIDUEL-LE-S (MONTANT BUDGÉTÉ : CHF 80'000)		64'500
Aïcha El Mehrek		2'500
Albane Valenzuela		2'000
Alexandre Haldemann		2'000
Benoît Schwarz		2'000
Damien Tollardo		2'000
Gregory Meichtry		2'000
Jérémy Desplanches		2'000
Johan Niklès		10'000
Juliane Robra		2'000
Julien Bill		3'000
Loïc Perizzolo		2'000
Lucas Tramèr		2'000
Nils Liess		2'000
Peter De Cruz		2'000
Romuald Hausser		2'000
Sébastien Chevallier		2'000
société nautique de Genève		15'000
Swann Oberson		2'000
Tadesse Abraham		2'000
Valentin Tanner		2'000
Yanier Bello-Díaz		2'000

ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ

4.5 ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ

4.5.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

trois axes politiques ont été déterminés pour le département de l'environnement urbain et de la sécurité (DEUS) pour l'année 2015 : renforcer la sécurité, améliorer la propreté et végétaliser la ville. ces axes ont été mis en œuvre selon trois principes conducteurs : la continuité, le renforcement et l'approfondissement.

renforcement de la sécurité et du secours

en matière de sécurité, l'année 2015 a été marquée par la création des 26 derniers postes permettant d'arriver à terme à un corps constitué de 200 agentes et agents de police municipale (APM). Le renforcement de la sécurité s'est aussi traduit par l'ouverture d'une nouvelle antenne de poste dans le quartier du petit-saconnex. Actuellement en travaux, une antenne de poste supplémentaire complètera le dispositif courant 2016 dans le quartier de champel. La constitution d'un corps de 200 APM couplée à l'ouverture de l'antenne de poste au petit-saconnex renforcent le contact de proximité de la police municipale avec les habitants, les commerçants et les associations présents dans les quartiers.

L'année 2015 a vu également l'intégration par toutes les agentes et tous les agents de police municipale des nouvelles prérogatives que leur confère la réforme de la loi sur les agents de la police municipale. Les APM sont désormais tous formés et assermentés pour exercer ces nouvelles compétences.

s'agissant du service d'incendie et de secours (SIS), le conseil municipal a doté, lors du budget 2016, le SIS de 11 postes de sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier supplémentaires. cette augmentation des effectifs permettra au conseil administratif de renforcer la sécurité et le secours, notamment la nuit. Actuellement, seule la caserne du vieux-billard est exploitée 24h sur 24h. Les engagements d'effectifs supplémentaires en 2017 et 2018 (25 postes de sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier supplémentaires) permettraient d'exploiter en continu, 24h sur 24h les deux casernes secondaires du SIS, à savoir la caserne de frontenex et la caserne des asters.

une ville plus propre

L'amélioration de la propreté en ville de Genève est une priorité.

Le nouveau règlement sur la gestion des déchets est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2015. cette modification légale implique désormais pour les propriétaires d'immeubles l'obligation de mettre à disposition des locataires des conteneurs dédiés pour les ordures ménagères, les déchets organiques ainsi que le papier-carton (sauf exceptions dûment justifiées). cette nouveauté facilite les levées pour le service voirie-ville propre (VVP) et devrait participer à l'augmentation du taux de recyclage des ménages. Le nouveau règlement prévoit également que tous les conteneurs devront désormais être en matière plastique. par rapport au métal, le plastique présente le double avantage de réduire considérablement le poids et le bruit que génèrent les conteneurs

lorsqu'ils sont manipulés par les employés de VVP.

de nouvelles installations de tri sélectif des déchets ont également été testées dans les parcs des franchises et La Grange. Au terme de la période d'essai, le service des espaces verts (SEVE) tire un bilan positif de cette démarche.

concernant la problématique des déchets sauvages (« littering » en anglais), si le phénomène n'a pas augmenté en 2015 par rapport à 2014, il reste une problématique d'actualité qui a nécessité des ajustements dans l'organisation des services en charge de la propreté de l'espace public.

végétalisation de la ville

Le département de l'environnement urbain et de la sécurité a également concentré ses efforts tout au long de l'année 2015 sur le 3^e objectif fixé : améliorer la qualité de vie en végétalisant davantage l'espace urbain.

L'année 2015 aura marqué les activités du service des espaces verts (SEVE) sous le sceau du développement de la biodiversité en milieu urbain. plusieurs projets, allant de la pose de 50 nichoirs à la végétalisation de plus d'une centaine de pieds d'arbres ont contribué à la réintroduction de la nature en ville.

Lancé en 2014, le programme urbanature a continué d'investir les rues et les places dans les quartiers de la ville de Genève. Les projets de requalifications d'espaces saisonniers initiés en 2014 ont été reconduits et étendus à d'autres espaces en 2015. Les rues basses, le pont des bergues et plusieurs places ont ainsi subi un « lifting végétal » durant la belle saison.

en 2015, le programme urbanature a également fait place à des requalifications durables d'espaces de quartier. Des nouveaux aménagements verts ont ainsi vu le jour sur la place isaac-mercier, sur la place des charmilles, ou encore sur la placette du prieuré dans le quartier des pâquis. concrètement, ce sont plus de 1'000 mètres carré de béton qui ont été remplacés par des surfaces végétales. il convient également de mentionner que 215 arbres ont été plantés sur le territoire municipal durant l'année écoulée.

enfin, toujours dans le but de promouvoir la qualité de vie en ville, deux nouveaux parcs ont vu le jour en 2015 : le parc Harry-marc à la pointe nord de plainpalais et le parc hentsch aux charmilles. Le parc Harry-marc a été entièrement repensé en tenant compte des usages du lieu pour en faire un lieu de vie où il est agréable de se prélasser. situé à l'emplacement de l'ancien stade de football du servette FC aux charmilles, le parc hentsch vient quant à lui compléter la liste des parcs de la ville de Genève. ce dernier parc a été offert à la population genevoise par un généreux donateur. Le transfert de propriété à la ville de Genève est prévu en 2016. d'une grande qualité, ces deux espaces verts permettront aux habitantes et habitants ainsi qu'aux personnes de passage de profiter pleinement d'espaces de détente en milieu urbain.

4.5.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

ENTREtenir ET VALORISER L'ENVIRONNEMENT URBAIN					
GARANTIR LA PROPreté SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRé DE RÉAL.
Améliorer le niveau de propreté	règlement sur la gestion des déchets (Lc 21 911)	règlement modifié	proposition d'adaptation du règlement	règlement validé par CA	
	Plan directeur d'implantation des poubelles	Plan directeur validé	Plan directeur rédigé	Plan directeur partiellement rédigé	
	concept de gestion des déchets dans les parcs	mise en œuvre du concept	validation du concept	concept mis en œuvre	
	Indice de propreté	fonctionnement effectif	données qualitatives et quantitatives disponibles	fonctionnement effectif depuis le 01/03/2015	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
un concept de tri des déchets a été effectué dans les parcs franchises et à La grange. Environ 100 corbeilles ont ainsi été remplacées par 12 points de collectes. Au terme de la période test, le SEVE tire un bilan positif de cette démarche. Le SEVE estime que le littering n'a pas augmenté et que le temps consacré au nettoyage a diminué. Le public a constaté les préoccupations environnementales de l'administration et un sondage mené auprès de 430 usagers-ères montre que 92% des sondé-es trouvent cette démarche positive.					
PROMOUVOIR LA BIODIVERSITÉ ET LA QUALITÉ DE VIE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRé DE RÉAL.
Promouvoir un environnement urbain de qualité et respectueux de la biodiversité en développant l'arborisation de l'espace public	nombre de projets de plantation d'arbres sur le domaine public	6	4	6	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
Les 6 nouveaux projets de plantations réalisés en 2015 sont les suivants : - Place des Alpes (mars 2015) - Parc de l'Ariana (mars 2015) - Parc Beaulieu verger (novembre 2015) - Rue Pécolat (décembre 2015) - Rue du Môle (décembre 2015) - Rue Jean-Antoine Gautier (décembre 2015)					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRé DE RÉAL.
végétaliser mieux et d'avantage l'espace urbain (programme urbanature) afin de promouvoir la biodiversité et la qualité de vie	projets temporaires	4	3	6	
	Espaces requalifiés durablement	3	2	5	
	Plan stratégique de végétalisation de la cité	document finalisé	document réalisé au 2/3	document réalisé, en cours de finalisation	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
Projets temporaires : « places au sud » à Bel-Air, place de Neuve, parvis Uni-Mail, rue de Saint-Jean, place de Hollande, place de l'Europe Espaces requalifiées : - Rue du Prieuré (nouvel aménagement), - Place Isaac-Mercier, place des Charmilles, square Théodore-Flournoy, rue François-Dussaud (dérapage du bitume et végétalisation)					

DEVELOPPER ET ANCRER LA SECURITE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Renforcer la police municipale	nombre de nouveaux postes d'APM (objectif PR 962 : 200 postes en 2015)	26	26	26	
	Évolution du nombre de postes de quartier entre 2014 et 2015	1	1	1 (poste du petit-saconnex)	
	% des APM formés aux nouvelles compétences	75%	70%	98%	

OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Adapter le dispositif organisationnel du SIS en se fondant sur le futur concept cantonal de protection et de sauvetage	document « dispositif organisationnel du SIS »	document validé	document finalisé		reporté
	textes normatifs	textes normatifs modifiés et validés	textes normatifs modifiés		reporté
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
Le concept cantonal n'étant pas abouti, le SIS n'a pas pu être en mesure d'entamer la mise en œuvre de modifications organisationnelles. cet objectif a donc été reporté en 2016.					

4.5.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	DEUS	SIS	SEEP	LOM	VVP	SEVE	Total
Administration générale	2'778	1'196	-	15'114	-	-	19'089
sécurité publique	-	54'397	44'973	-	-	-	99'370
culture et loisirs	-	-	15	4'682	-	34'416	39'113
trafic	-	68	32	68	29'559	-	29'727
protection et aménagement de l'environ.	70	12	8	230	33'801	464	34'586
Finances et impôts	-	0	-	-	-	6	6
total	2'849	55'673	45'029	20'094	63'360	34'886	221'891

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	DEUS	SIS	SEEP	LOM	VVP	SEVE	Total
Administration générale	20	-	-	331	-	-	352
sécurité publique	-	20'366	35'982	-	-	-	56'349
culture et loisirs	-	-	-	2'559	-	1'498	4'057
trafic	-	-	-	-	412	-	412
protection et aménagement de l'environ.	-	-	-	-	1'502	-	1'502
Finances et impôts	-	7	0	48	-	-	55
total	20	20'374	35'982	2'938	1'915	1'498	62'727

4.5.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ	TOTAL CHARGES	221'890'850	223'589'926	-1'699'076	-1%	217'282'343
	TOTAL REVENUS	62'727'307	60'857'524	1'869'783	3%	57'917'437
en francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
CHARGES		17'892'611	18'462'750	-570'139	-3%	17'852'026
30	charges de personnel	9'929'183	9'946'987	-17'805	-0%	9'704'474
301	traitements du personnel	7'802'124	8'022'237	-220'113	-3%	7'762'474
303	Assurances sociales	666'618	687'694	-21'076	-3%	663'190
304	caisses de pensions et de prévoyance	1'128'554	998'065	130'489	13%	973'250
305	Assurance maladie et accidents	227'169	171'035	56'134	33%	228'349
306	prestations en nature	50'851	59'500	-8'649	-15%	29'302
308	personnel interimaire	-	5'000	-5'000	-100%	-
309	Autres charges du personnel	53'867	3'456	50'411	>1'000%	47'909
31	biens, services et marchandises	6'759'219	7'475'265	-716'046	-10%	7'212'892
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	28'730	41'000	-12'270	-30%	43'717
311	meublier, machines, véhicules et matériel	246'063	344'000	-97'937	-28%	273'298
312	Eau, énergie, combustible	421'809	415'737	6'072	1%	394'287
313	Achats de fournitures et autres marchandises	1'426'182	1'888'300	-462'118	-24%	1'765'235
314	entretien des immeubles par des tiers	1'569'152	1'757'774	-188'622	-11%	1'668'603
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	1'821'978	1'816'054	5'924	0%	2'077'646
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	439'831	451'000	-11'169	-2%	528'451
317	dédommagements	25'607	41'500	-15'893	-38%	20'972
318	honoraires et prestations de service	779'748	719'400	60'348	8%	508'315
319	Frais divers	120	500	-380	-76%	-67'632
33	Amortissements	888'614	784'593	104'021	13%	661'068
331	Amortissements ordinaires du PA	887'246	783'093	104'154	13%	660'868
334	pertes sur débiteurs	1'367	1'500	-133	-9%	200
39	imputations internes	315'596	255'905	59'691	23%	273'592
390	Intérêts répartis	87'605	67'701	19'904	29%	64'977
391	Mise à disposition de locaux	133'665	128'680	4'985	4%	131'700
392	Autres prestations internes	94'326	59'524	34'802	58%	76'915
REVENUS		351'704	132'000	219'704	166%	287'996
42	revenus des biens	5'300	10'000	-4'700	-47%	10'200
427	Immeubles du patrimoine administratif	5'300	10'000	-4'700	-47%	10'200
43	revenus divers	314'024	102'000	212'024	208%	231'389
434	Autres redevances d'utilis. et prest. de service	44'311	60'000	-15'689	-26%	55'973
435	ventes	13'340	2'000	11'340	567%	27'717
436	dédommagements de tiers	182'330	-	182'330	-	81'435
439	Autres contributions	74'044	40'000	34'044	85%	66'264
49	imputations internes	32'380	20'000	12'380	62%	46'407
492	Autres prestations internes	32'380	20'000	12'380	62%	46'407

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
09 DIVERS (NON VENTILABLES)					
CHARGES	1'196'410	1'420'000	-223'590	-16%	979'071
30 charges de personnel	1'196'410	1'420'000	-223'590	-16%	979'071
307 prestations aux pensionnés	1'196'410	1'420'000	-223'590	-16%	979'071
1 SÉCURITÉ PUBLIQUE					
10 PROTECTION JURIDIQUE					
CHARGES	7'079'840	5'215'000	1'864'840	36%	7'091'832
36 subventions accordées	7'079'840	5'215'000	1'864'840	36%	7'091'832
365 subventions accordées - institutions privées	6'550'119	4'845'000	1'705'119	35%	6'660'587
366 subventions accordées - personnes physiques	529'721	370'000	159'721	43%	431'245
REVENUS	32'105'446	33'310'876	-1'205'430	-4%	27'993'501
42 revenus des biens	31'724'058	32'855'876	-1'131'818	-3%	27'497'445
427 immeubles du patrimoine administratif	31'724'058	32'855'876	-1'131'818	-3%	27'497'445
43 revenus divers	381'388	455'000	-73'612	-16%	496'056
431 émoluments administratifs	324'499	335'000	-10'501	-3%	328'133
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	56'889	120'000	-63'111	-53%	167'923
11 SÉCURITÉ MUNICIPALE					
CHARGES	37'893'023	40'592'399	-2'699'376	-7%	35'506'383
30 charges de personnel	32'862'727	36'146'358	-3'283'631	-9%	30'993'951
300 autorités et commissions	5'475	-	5'475	-	2'825
301 traitements du personnel	25'903'486	28'289'086	-2'385'600	-8%	24'362'480
303 assurances sociales	2'222'057	2'423'450	-201'394	-8%	2'066'811
304 caisses de pensions et de prévoyance	3'103'864	3'292'908	-189'044	-6%	2'864'317
305 assurance maladie et accidents	422'033	606'658	-184'625	-30%	398'062
306 prestations en nature	896'167	1'080'000	-183'833	-17%	832'144
309 autres charges du personnel	309'646	454'256	-144'610	-32%	467'311
31 biens, services et marchandises	2'619'590	2'323'134	296'456	13%	2'530'895
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	349'969	174'500	175'469	101%	170'866
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	36'170	15'500	20'670	133%	137'509
312 eau, énergie, combustible	345'578	331'802	13'776	4%	267'103
313 achats de fournitures et autres marchandises	142'989	101'600	41'389	41%	144'964
314 entretien des immeubles par des tiers	324'485	318'241	6'244	2%	289'077
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	330'011	419'000	-88'989	-21%	418'840
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	748'482	720'500	27'982	4%	557'851
317 dédommagements	34'236	38'500	-4'264	-11%	32'985
318 honoraires et prestations de service	303'382	197'991	105'391	53%	308'178
319 frais divers	4'288	5'500	-1'212	-22%	203'522
33 amortissements	878'818	594'712	284'106	48%	412'984
331 amortissements ordinaires du PA	302'494	294'712	7'782	3%	289'252
334 pertes sur débiteurs	576'324	300'000	276'324	92%	123'731

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
35 dédommagements à des collectivités publiques	281'491	290'000	-8'510	-3%	283'478
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	281'491	290'000	-8'510	-3%	283'478
36 subventions accordées	39'556	30'000	9'556	32%	41'170
365 subventions accordées - institutions privées	26'865	30'000	-3'135	-10%	31'410
366 subventions accordées - personnes physiques	12'691	-	12'691	-	9'760
39 imputations internes	1'210'841	1'208'195	2'646	0%	1'243'906
390 intérêts répartis	29'151	23'491	5'660	24%	22'590
391 mise à disposition de locaux	1'140'732	1'119'256	21'476	2%	1'137'892
392 autres prestations internes	40'958	65'448	-24'490	-37%	83'424
REVENUS	3'876'968	3'005'250	871'718	29%	3'299'893
42 revenus des biens	1'106	-	1'106	-	9'811
429 autres revenus	1'106	-	1'106	-	9'811
43 revenus divers	2'990'902	2'450'000	540'902	22%	2'575'772
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	60'990	45'500	15'490	34%	53'036
436 dédommagements de tiers	679'483	104'500	574'983	550%	544'340
437 amendes	2'116'789	2'200'000	-83'211	-4%	1'817'742
439 autres contributions	133'640	100'000	33'640	34%	160'653
49 imputations internes	884'960	555'250	329'710	59%	714'310
492 autres prestations internes	884'960	555'250	329'710	59%	714'310
14 INCENDIE ET SECOURS					
CHARGES	50'131'569	50'472'193	-340'624	-1%	48'566'468
30 charges de personnel	40'195'470	40'911'579	-716'109	-2%	39'258'534
301 traitements du personnel	31'312'693	32'088'106	-775'413	-2%	30'614'696
303 assurances sociales	2'694'272	2'742'964	-48'692	-2%	2'608'519
304 caisses de pensions et de prévoyance	4'297'576	4'219'102	78'473	2%	4'181'845
305 assurance maladie et accidents	522'161	718'778	-196'617	-27%	509'231
306 prestations en nature	259'700	249'500	10'200	4%	223'794
309 autres charges du personnel	1'109'068	893'128	215'940	24%	1'120'449
31 biens, services et marchandises	6'403'383	6'536'057	-132'674	-2%	5'962'999
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	138'031	120'500	17'531	15%	114'707
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	608'367	804'000	-195'633	-24%	780'869
312 eau, énergie, combustible	410'162	460'363	-50'201	-11%	454'071
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'638'928	1'570'728	68'200	4%	1'555'459
314 entretien des immeubles par des tiers	1'539'851	1'621'650	-81'799	-5%	1'094'546
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	905'704	853'248	52'456	6%	909'862
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	70'492	23'000	47'492	206%	66'963
317 dédommagements	427'945	401'000	26'945	7%	449'088
318 honoraires et prestations de service	640'584	670'268	-29'684	-4%	525'883
319 frais divers	23'319	11'300	12'019	106%	11'550
33 amortissements	2'628'879	2'419'764	209'115	9%	2'680'503
331 amortissements ordinaires du PA	2'312'073	2'319'764	-7'691	-0%	2'243'214

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
334 pertes sur débiteurs	316'806	100'000	216'806	217%	437'289
36 subventions accordées	135'374	135'469	-95	-0%	50'195
365 subventions accordées - institutions privées	135'374	135'469	-95	-0%	50'195
39 imputations internes	768'463	469'324	299'139	64%	614'237
390 intérêts répartis	99'221	90'678	8'543	9%	87'543
391 mise à disposition de locaux	495'508	329'744	165'764	50%	488'668
392 autres prestations internes	173'734	48'902	124'832	255%	38'026
REVENUS	19'697'310	19'161'351	535'959	3%	20'015'121
42 revenus des biens	12'843	1'000	11'843	>1'000%	8'502
427 immeubles du patrimoine administratif	435	-	435	-	348
429 autres revenus	12'408	1'000	11'408	>1'000%	8'154
43 revenus divers	6'234'338	6'174'833	59'505	1%	6'726'657
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	5'316'882	5'886'833	-569'951	-10%	5'795'874
435 ventes	111'802	139'000	-27'198	-20%	312'305
436 dédommagements de tiers	746'737	149'000	597'737	401%	544'388
439 autres contributions	58'917	-	58'917	-	74'091
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	1'602'295	1'465'000	137'295	9%	1'400'000
441 parts à des recettes cantonales	1'602'295	1'465'000	137'295	9%	1'400'000
45 dédommagements de collectivités publiques	11'509'560	11'254'518	255'042	2%	11'466'647
450 confédération	244'518	244'518	-	-	244'518
451 cantons	200'042	-	200'042	-	202'131
452 communes	11'065'000	11'010'000	55'000	0%	11'019'998
46 subventions acquises	15'200	-	15'200	-	98'917
461 subventions acquises - cantons	15'200	-	15'200	-	98'917
49 imputations internes	323'074	266'000	57'074	21%	314'398
491 mise à disposition de locaux	15'590	16'000	-410	-3%	20'560
492 autres prestations internes	307'484	250'000	57'484	23%	293'838
16 PROTECTION CIVILE					
CHARGES	4'265'110	4'139'790	125'320	3%	3'580'271
30 charges de personnel	2'080'173	1'951'211	128'962	7%	1'934'047
301 traitements du personnel	1'696'743	1'576'078	120'664	8%	1'553'561
303 assurances sociales	143'692	135'400	8'292	6%	134'407
304 caisses de pensions et de prévoyance	204'762	194'621	10'141	5%	215'075
305 assurance maladie et accidents	26'304	33'392	-7'088	-21%	24'855
306 prestations en nature	6'404	9'000	-2'596	-29%	3'403
309 autres charges du personnel	2'268	2'720	-452	-17%	2'747
31 biens, services et marchandises	857'149	811'360	45'789	6%	629'412
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	1'564	10'500	-8'936	-85%	4'313
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	12'246	38'000	-25'754	-68%	12'749
312 eau, énergie, combustible	292'867	279'655	13'212	5%	263'740
313 achats de fournitures et autres marchandises	81'906	121'500	-39'594	-33%	64'464

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
314 entretien des immeubles par des tiers	285'474	219'200	66'274	30%	125'491
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	47'582	40'103	7'479	19%	29'536
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	4'248	-	4'248	-	421
317 dédommagements	3'731	3'000	731	24%	10'837
318 honoraires et prestations de service	125'990	97'402	28'588	29%	116'100
319 frais divers	1'540	2'000	-460	-23%	1'761
33 Amortissements	776'014	764'047	11'967	2%	721'825
331 Amortissements ordinaires du PA	774'482	764'047	10'435	1%	721'825
334 pertes sur débiteurs	1'532	-	1'532	-	-
35 dédommagements à des collectivités publiques	201'636	120'000	81'636	68%	193'484
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	201'636	120'000	81'636	68%	193'484
36 subventions accordées	246'609	240'618	5'991	2%	9'595
363 subventions accordées - propres établissements	0	-	0	-	-
365 subventions accordées - institutions privées	246'609	240'618	5'991	2%	9'595
39 imputations internes	103'528	252'554	-149'026	-59%	91'908
390 intérêts répartis	82'319	69'640	12'679	18%	67'113
391 mise à disposition de locaux	19'952	179'016	-159'064	-89%	19'952
392 autres prestations internes	1'257	3'898	-2'641	-68%	4'843
REVENUS	668'870	584'770	84'100	14%	165'979
42 revenus des biens	198'432	91'000	107'432	118%	62'442
427 immeubles du patrimoine administratif	198'432	91'000	107'432	118%	62'442
43 revenus divers	311'901	265'270	46'631	18%	34'927
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	243'647	249'270	-5'623	-2%	11'852
435 ventes	46	16'000	-15'954	-100%	93
436 dédommagements de tiers	68'207	-	68'207	-	22'982
45 dédommagements de collectivités publiques	12'050	2'500	9'550	382%	3'100
451 cantons	12'050	2'500	9'550	382%	3'100
46 subventions acquises	144'201	220'000	-75'799	-34%	58'390
460 subventions acquises - confédération	17'311	-	17'311	-	-
461 subventions acquises - cantons	126'890	220'000	-93'110	-42%	58'390
49 imputations internes	2'286	6'000	-3'714	-62%	7'121
492 autres prestations internes	2'286	6'000	-3'714	-62%	7'121
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	4'696'998	4'499'468	197'530	4%	4'617'432
30 charges de personnel	2'750'925	2'699'900	51'024	2%	2'573'457
301 traitements du personnel	2'221'431	2'199'185	22'246	1%	2'066'633
303 assurances sociales	190'165	187'855	2'310	1%	176'482
304 caisses de pensions et de prévoyance	257'476	258'957	-1'480	-1%	252'038
305 assurance maladie et accidents	80'588	48'848	31'739	65%	76'177
306 prestations en nature	209	4'000	-3'791	-95%	1'139

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
309 Autres charges du personnel	1'056	1'056	-	-	988
31 biens, services et marchandises	417'962	437'196	-19'234	-4%	551'582
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	86'348	90'000	-3'652	-4%	96'407
313 Achats de fournitures et autres marchandises	42'983	47'500	-4'517	-10%	43'821
314 Entretien des immeubles par des tiers	37'021	77'100	-40'079	-52%	173'970
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	4'524	18'000	-13'476	-75%	3'758
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	986	5'000	-4'014	-80%	986
317 Dédommagements	640	-	640	-	1'180
318 honoraires et prestations de service	174'328	199'596	-25'268	-13%	165'779
319 Frais divers	71'132	-	71'132	-	65'680
33 Amortissements	82'451	191'748	-109'297	-57%	180'853
331 Amortissements ordinaires du PA	97'497	189'748	-92'251	-49%	157'531
334 Pertes sur débiteurs	-15'046	2'000	-17'046	-852%	23'322
36 subventions accordées	1'442'497	1'165'000	277'497	24%	1'306'880
361 subventions accordées - cantons	371'408	250'000	121'408	49%	346'232
362 subventions accordées - communes	14'752	5'000	9'752	195%	1'555
363 subventions accordées - propres établissements	-	2'000	-2'000	-100%	-
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	55'431	35'000	20'431	58%	42'927
365 subventions accordées - institutions privées	923'638	865'000	58'638	7%	844'363
366 subventions accordées - personnes physiques	13'828	6'000	7'828	130%	15'521
367 subventions accordées - étranger	63'440	2'000	61'440	>1'000%	56'282
39 imputations internes	3'164	5'624	-2'460	-44%	4'662
390 Intérêts répartis	3'164	4'124	-960	-23%	3'964
392 Autres prestations internes	-	1'500	-1'500	-100%	697
REVENUS	2'558'989	2'346'800	212'189	9%	2'528'202
42 revenus des biens	93	-	93	-	-
429 Autres revenus	93	-	93	-	-
43 revenus divers	1'663'389	1'405'000	258'389	18%	1'479'456
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	1'618'341	1'400'000	218'341	16%	1'465'914
436 Dédommagements de tiers	45'048	5'000	40'048	801%	13'542
49 imputations internes	895'508	941'800	-46'292	-5%	1'048'745
492 Autres prestations internes	895'508	941'800	-46'292	-5%	1'048'745
33 PARCS ET PROMENADES					
CHARGES	34'357'023	35'457'436	-1'100'413	-3%	34'847'884
30 charges de personnel	25'878'980	26'458'963	-579'982	-2%	25'605'114
301 traitements du personnel	20'656'944	21'313'319	-656'375	-3%	20'507'562
303 Assurances sociales	1'771'026	1'823'161	-52'134	-3%	1'738'625
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'535'949	2'711'086	-175'137	-6%	2'462'094
305 Assurance maladie et accidents	665'366	458'980	206'385	45%	668'026
306 prestations en nature	130'760	137'000	-6'240	-5%	122'910
309 Autres charges du personnel	118'935	15'416	103'519	672%	105'897

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
31 biens, services et marchandises	5'475'202	5'994'972	-519'770	-9%	5'862'778
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	24'658	49'700	-25'042	-50%	51'774
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	354'581	532'500	-177'920	-33%	649'527
312 Eau, énergie, combustible	868'849	882'833	-13'984	-2%	1'025'178
313 Achats de fournitures et autres marchandises	1'004'382	1'138'200	-133'818	-12%	1'034'441
314 entretien des immeubles par des tiers	1'874'022	1'864'401	9'621	1%	1'817'011
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	255'002	260'091	-5'089	-2%	233'000
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	370'701	361'000	9'701	3%	352'796
317 dédommagements	43'979	60'000	-16'021	-27%	45'651
318 honoraires et prestations de service	684'611	834'747	-150'136	-18%	574'591
319 frais divers	-5'582	11'500	-17'082	-149%	78'809
33 Amortissements	2'178'812	2'287'227	-108'416	-5%	2'674'039
331 Amortissements ordinaires du PA	2'178'812	2'287'227	-108'416	-5%	2'674'039
36 subventions accordées	72'210	69'500	2'710	4%	65'895
365 subventions accordées - institutions privées	72'210	69'500	2'710	4%	65'895
39 imputations internes	751'819	646'774	105'045	16%	640'057
390 intérêts répartis	383'492	278'005	105'487	38%	297'470
391 mise à disposition de locaux	284'128	268'532	15'596	6%	281'488
392 autres prestations internes	84'198	100'237	-16'039	-16%	61'099
REVENUS	1'498'030	784'577	713'453	91%	1'569'856
42 revenus des biens	37'227	37'227	-	-	37'227
427 immeubles du patrimoine administratif	37'227	37'227	-	-	37'227
43 revenus divers	985'604	376'000	609'604	162%	762'309
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	324'552	349'500	-24'948	-7%	320'148
435 ventes	27'503	6'500	21'003	323%	7'609
436 dédommagements de tiers	588'460	-	588'460	-	361'084
438 prestations du personnel pour les investissements	34'284	20'000	14'284	71%	63'047
439 autres contributions	10'805	-	10'805	-	10'421
46 subventions acquises	62'330	20'000	42'330	212%	398'982
460 subventions acquises - confédération	-	10'600	-10'600	-100%	-
461 subventions acquises - cantons	-	9'400	-9'400	-100%	-
469 autres subventions	62'330	-	62'330	-	398'982
49 imputations internes	412'869	351'350	61'519	18%	371'339
492 autres prestations internes	412'869	351'350	61'519	18%	371'339
34 SPORTS					
CHARGES	29'233	30'000	-767	-3%	24'511
36 subventions accordées	29'233	30'000	-767	-3%	24'511
365 subventions accordées - institutions privées	29'233	30'000	-767	-3%	24'511

En francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	30'000	30'000	-	-	30'000
36 subventions accordées	30'000	30'000	-	-	30'000
365 subventions accordées - institutions privées	30'000	30'000	-	-	30'000
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	-	15'000	-15'000	-100%	-
36 subventions accordées	-	15'000	-15'000	-100%	-
365 subventions accordées - institutions privées	-	15'000	-15'000	-100%	-
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	29'727'393	29'017'811	709'582	2%	1'721'456
30 charges de personnel	25'470'844	24'552'795	918'049	4%	-
301 traitements du personnel	20'484'327	19'921'008	563'318	3%	-
303 assurances sociales	1'758'508	1'697'464	61'043	4%	-
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'289'306	2'333'848	-44'542	-2%	-
305 assurance maladie et accidents	740'164	440'580	299'584	68%	-
306 prestations en nature	184'872	149'550	35'322	24%	-
309 autres charges du personnel	13'668	10'344	3'324	32%	-
31 biens, services et marchandises	3'258'762	3'702'263	-443'501	-12%	1'721'456
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	208'398	247'900	-39'502	-16%	-
312 eau, énergie, combustible	287'502	352'560	-65'058	-18%	-
313 achats de fournitures et autres marchandises	647'763	696'500	-48'737	-7%	-
314 entretien des immeubles par des tiers	1'933'002	2'208'500	-275'498	-12%	1'721'456
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	15'928	40'452	-24'524	-61%	-
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	60'694	80'000	-19'306	-24%	-
318 honoraires et prestations de service	105'475	76'351	29'124	38%	-
33 Amortissements	789'443	493'293	296'150	60%	-
331 amortissements ordinaires du PA	789'443	493'293	296'150	60%	-
39 imputations internes	208'345	269'460	-61'115	-23%	-
390 intérêts répartis	43'805	24'720	19'085	77%	-
391 mise à disposition de locaux	164'540	165'740	-1'200	-1%	-
392 autres prestations internes	-	79'000	-79'000	-100%	-
REVENUS	412'395	107'000	305'395	285%	-
43 revenus divers	390'359	51'000	339'359	665%	-
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	-	51'000	-51'000	-100%	-
436 dédommagements de tiers	390'359	-	390'359	-	-
49 imputations internes	22'036	56'000	-33'964	-61%	-
492 autres prestations internes	22'036	56'000	-33'964	-61%	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX					
CHARGES	229'808	264'310	-34'502	-13%	161'870
31 biens, services et marchandises	229'808	264'310	-34'502	-13%	161'870
312 Eau, énergie, combustible	229'808	264'310	-34'502	-13%	161'870
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	34'201'680	33'806'812	394'868	1%	62'140'983
30 charges de personnel	15'342'390	15'257'325	85'065	1%	40'711'682
301 traitements du personnel	12'154'831	12'244'361	-89'530	-1%	32'513'376
303 assurances sociales	1'045'353	1'047'224	-1'871	-0%	2'730'207
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'415'730	1'459'952	-44'223	-3%	3'805'187
305 Assurance maladie et accidents	427'931	264'741	163'190	62%	1'156'375
306 prestations en nature	46'584	43'450	3'134	7%	220'244
308 personnel interimaire	171'189	190'000	-18'811	-10%	179'895
309 autres charges du personnel	80'772	7'596	73'176	963%	106'398
31 biens, services et marchandises	17'745'742	17'619'864	125'878	1%	19'370'296
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	160'597	196'700	-36'103	-18%	166'244
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	78'923	29'500	49'423	168%	264'725
312 eau, énergie, combustible	-	-	-	-	323'881
313 achats de fournitures et autres marchandises	533'470	398'178	135'292	34%	1'222'984
314 entretien des immeubles par des tiers	40'554	135'552	-94'998	-70%	294'500
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	522'018	528'082	-6'064	-1%	527'693
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	7'778	-	7'778	-	88'422
317 dédommagements	18'789	18'500	289	2%	18'653
318 honoraires et prestations de service	16'372'409	16'299'752	72'657	0%	16'449'919
319 frais divers	11'205	13'600	-2'395	-18%	13'276
33 Amortissements	919'754	837'668	82'087	10%	1'698'793
331 Amortissements ordinaires du PA	931'404	837'668	93'737	11%	1'683'793
334 pertes sur débiteurs	-11'650	-	-11'650	-	15'000
39 imputations internes	193'793	91'955	101'838	111%	360'213
390 intérêts répartis	74'016	50'606	23'410	46%	72'436
391 mise à disposition de locaux	2'960	-	2'960	-	168'950
392 autres prestations internes	116'817	41'349	75'468	183%	118'827
REVENUS	1'502'380	1'424'900	77'480	5%	2'050'678
43 revenus divers	1'264'196	1'230'000	34'196	3%	1'835'330
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	137'680	-	137'680	-	51'085
435 ventes	501'307	750'000	-248'693	-33%	614'995
436 dédommagements de tiers	196'866	-	196'866	-	724'733
439 autres contributions	428'343	480'000	-51'657	-11%	444'516
49 imputations internes	238'184	194'900	43'284	22%	215'348
492 autres prestations internes	238'184	194'900	43'284	22%	215'348

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	154'488	166'957	-12'469	-7%	162'157
35 dédommagements à des collectivités publiques	70'406	70'000	406	1%	65'200
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	70'406	70'000	406	1%	65'200
36 subventions accordées	84'082	96'957	-12'875	-13%	96'957
365 subventions accordées - institutions privées	84'082	96'957	-12'875	-13%	96'957
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	5'665	-	5'665	-	-
32 intérêts passifs	5'665	-	5'665	-	-
320 engagements courants	5'665	-	5'665	-	-
REVENUS	7'343	-	7'343	-	6'211
42 revenus des biens	7'343	-	7'343	-	6'211
420 avoirs à vue	3	-	3	-	10
421 créances	7'340	-	7'340	-	6'201
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
REVENUS	47'871	-	47'871	-	-
42 revenus des biens	47'871	-	47'871	-	-
424 gains comptables sur les placements du PF	47'871	-	47'871	-	-

4.5.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

05 Administration générale

313 Achats de fournitures et autres marchandises

une gestion plus rigoureuse des pièces détachées par le garage municipal ainsi qu'un retard dans l'entretien des bancs (absence maladie prolongée du personnel en charge) expliquent l'écart constaté.

10 Protection juridique

365 subventions accordées – institutions privées

Le dépassement budgétaire est le fait des gratuités accordées pour l'utilisation du domaine public. ces gratuités restent toujours difficiles à évaluer puisqu'elles dépendent du nombre de demandes et des conditions d'octroi associées.

427 immeubles du patrimoine administratif

La contrepartie des gratuités accordées pour l'utilisation du domaine public, la redevance des services industriels supérieure aux prévisions et des taxes de chantiers moins importantes que prévues constituent l'essentiel de l'écart.

11 sécurité municipale

334 pertes sur débiteurs

La facturation tardive suite à la modification des tarifs d'utilisation du domaine public a engendré une accumulation subite des soldes débiteurs.

14 incendie et secours

334 pertes sur débiteurs

Les factures liées aux interventions faites par les ambulances du SIS sont de plus en plus difficiles à recouvrir étant entendu que seul un transport en cas de maladie est remboursé par l'assurance maladie obligatoire.

434 autres redevances d'utilis. et prest. de service

L'essentiel de l'écart provient d'une facturation des interventions moins importante qu'estimée.

451 cantons

ce revenu consiste en la participation du canton au traitement de l'officier NRBC (risques nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques).

72 traitement des déchets

435 ventes

Le prix du papier a baissé de 10 francs la tonne entre l'élaboration budgétaire et l'exercice sous gestion.

divers

436 dédommagements de tiers

Les écarts s'expliquent par les remboursements des assurances à la suite d'absences des collaborateurs et collaboratrices pour des motifs d'accidents, d'invalidité ou de maternité.

4.5.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2015	Écart postes	C 2015	B 2015	Écart
05	Administration générale	65.7	3.0	68.7	68.7	-	399'671	360'000	39'671
11	sécurité municipale	265.5	30.0	295.5	298.0	-2.5	29'459	60'000	-30'541
14	Incendie et secours	257.5	9.0	266.5	270.3	-3.8	235'232	140'000	95'232
16	Protection civile	15.0	-	15.0	14.8	0.2	114'327	-	114'327
30	encouragement à la culture	21.5	-	21.5	21.5	-	245'798	225'000	20'798
33	Parcs et promenades	201.4	2.0	203.4	206.0	-2.6	504'761	180'000	324'761
62	routes communales	216.0	1.0	217.0	217.0	-	134'072	170'000	-35'928
72	traitement des déchets	126.2	1.6	127.8	127.2	0.6	591'379	410'000	181'379
	TOTAL	1'168.8	46.6	1'215.4	1'223.5	-8.1	2'254'700	1'545'000	709'700

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.5.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
subventions monétaires	126	169	-43	-25%	145
1 sécurité publique	42	42	-	-	33
3 culture et loisirs	30	45	-15	-33%	45
5 prévoyance sociale	-	15	-15		-
7 protection et aménagement de l'environ.	54	67	-13	-19%	67
gratuités	9'033	6'858	2'175	32%	8'572
1 sécurité publique	7'459	5'579	1'880	34%	7'160
3 culture et loisirs	1'544	1'250	294	24%	1'382
7 protection et aménagement de l'environ.	30	30	-	-	30
total	9'159	7'028	2'132	30%	8'717

4.5.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2015	B 2015	Écart
4 environnement urbain et sécurité	126'425	169'300	-42'875
14 incendie et secours	37'300	37'300	-
365 subventions accordées - institutions privées	37'300	37'300	-
Association pour la formation de jeunes sapeurs-pompiers	10'300	10'300	-
musée pompiers	15'000	15'000	-
société internationale de sauvetage du Léman	12'000	12'000	-
16 protection civile	5'000	5'000	-
365 subventions accordées - institutions privées	5'000	5'000	-
REDOG - société suisse pour chiens de recherche et de sauvetage	5'000	5'000	-
30 encouragement à la culture	-	15'000	-15'000
365 subventions accordées - institutions privées	-	15'000	-15'000
soutien actions s/espace public - culture	-	15'000	-15'000
35 autres loisirs	30'000	30'000	-
365 subventions accordées - institutions privées	30'000	30'000	-
société genevoise d'horticulture - concours international de roses nouvelles de Genève	30'000	30'000	-
58 aide sociale	-	15'000	-15'000
365 subventions accordées - institutions privées	-	15'000	-15'000
soutien actions s/espace public - social	-	15'000	-15'000
78 autres tâches de protection de l'env.	54'125	67'000	-12'875
365 subventions accordées - institutions privées	54'125	67'000	-12'875
Association la libellule	38'625	51'500	-12'875
Association pour la sauvegarde du Léman	15'500	15'500	-

4.5.9 GRATUITÉS

en francs	C 2015	B 2015	Écart
4 environnement urbain et sécurité	9'032'975	6'858'244	2'174'731
10 protection juridique	7'079'840	5'215'000	1'864'840
365/366 subv. accordées - institutions privées & pers. physiques	7'079'840	5'215'000	1'864'840
gratuités SEEP Attestations, émoluments	41'920	35'000	6'920
gratuités SEEP chantiers	162'395	350'000	-187'605
gratuités SEEP Installations saisonnières	24'052	20'000	4'052
gratuités SEEP Taxes d'empiètement	593'058	430'000	163'058
gratuités SEEP Taxes manifestations	6'125'893	4'250'000	1'875'893
gratuités SEEP Taxes publicité	132'523	130'000	2'523
11 sécurité municipale	39'556	30'000	9'556
365/366 subv. accordées - institutions privées & pers. physiques	39'556	30'000	9'556
gratuités SEEP Attestations, émoluments	324	-	324
gratuités SEEP Location de signaux routiers	39'232	30'000	9'232

en francs		C 2015	B 2015	Écart
14	incendie et secours	98'074	98'169	-95
365	subventions accordées - institutions privées	98'074	98'169	-95
	Ass. int. Plainpalais sauveteurs auxiliaires	9'336	9'336	-
	Association du musée SIS	83'633	83'633	-
	diverses gratuits SIS	4'349	5'200	-851
	gratuits SIS transport sanitaire	756	-	756
16	protection civile	241'609	235'618	5'991
365	subventions accordées - institutions privées	241'609	235'618	5'991
	Association gymnasia genevensis	4'356	4'348	8
	Fondation l'Abri	228'470	228'470	-
	Mise à disposition locaux	8'241	-	8'241
	Mise à disposition matériel	543	1'500	-957
	Rabais octroyés SAPP	-	1'300	-1'300
30	encouragement à la culture	1'442'497	1'150'000	292'497
361	subventions accordées - cantons	371'408	250'000	121'408
	Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	371'408	250'000	121'408
362	subventions accordées - communes	14'752	5'000	9'752
	Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	14'752	5'000	9'752
363	subventions accordées - propres établissements	-	2'000	-2'000
	Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	-	2'000	-2'000
364	subventions accordées - sociétés d'économie mixte	55'431	35'000	20'431
	Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	55'431	35'000	20'431
365	subventions accordées - institutions privées	923'638	850'000	73'638
	chorale de la police	15'052	-	15'052
	Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	908'586	850'000	58'586
366	subventions accordées - personnes physiques	13'828	6'000	7'828
	Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	13'828	6'000	7'828
367	subventions accordées - étranger	63'440	2'000	61'440
	Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	63'440	2'000	61'440
33	parcs et promenades	72'210	69'500	2'710
365	subventions accordées - institutions privées	72'210	69'500	2'710
	divers tiers externes VGE	72'210	69'500	2'710
34	sports	29'233	30'000	-767
365	subventions accordées - institutions privées	29'233	30'000	-767
	CSI - entretien des végétaux	29'233	30'000	-767
78	Autres tâches de protection de l'env.	29'957	29'957	-
365	subventions accordées - institutions privées	29'957	29'957	-
	La Libellule - pavillon Plantamour	23'489	23'489	-
	panda-club WWF (locaux bois de la bâtie)	6'468	6'468	-

COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ

4.6 COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ

4.6.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

esther Alder ayant accédé à la charge de maire de la ville de Genève depuis le 1^{er} juin 2015, le département de la cohésion sociale et de la solidarité a été largement impliqué à la mise en œuvre des valeurs fortes de cette mairie, à savoir, la proximité, la participation et le partage.

ces grands thèmes ont été déclinés dans le cadre d'événements conviviaux. Les festivités organisées pour les familles lors du 1^{er} août, au parc La Grange, ont permis de mettre en valeur l'agriculture contractuelle de proximité, tandis que la partie officielle du soir s'est déroulée en collaboration avec les fêtes de Genève.

un partenariat inédit avec les Bains des Pâquis, à l'occasion du 31 décembre, a favorisé le déroulement d'un réveillon populaire très apprécié au bord du lac sur le thème de l'eau.

cette année a été ponctuée de rencontres improbables au Palais Eynard où des représentants de différents milieux, mais aussi des habitants et des enfants ont été invités par la maire pour échanger sur des thèmes d'actualité, comme l'isolement des aînés, la COP 21, le harcèlement de rue ou encore la Journée de la Terre. Cette Journée de la Terre du 22 avril, a constitué le point d'orgue d'une mairie centrée sur le développement durable.

par ailleurs, la maire s'est fortement impliquée dans de nombreuses manifestations organisées par les organisations internationales et les grandes entreprises, afin de contribuer à jeter des ponts entre les différentes communautés et à favoriser les rencontres entre des groupes de populations qui ont peu l'occasion de se côtoyer.

dans le cadre de la nouvelle législature, le département de la cohésion sociale et de la solidarité a poursuivi son action autour des axes prioritaires suivants :

1. développer le soutien aux familles ;
2. promouvoir une politique d'inclusion sociale ;
3. favoriser la cohésion sociale dans l'environnement urbain ;
4. renforcer le tissu culturel et social, notamment par un soutien à la vie associative.

ces priorités ressortent des politiques publiques conduites par le département.

dans le domaine de l'enfance, il faut relever l'élaboration d'un plan d'actions en faveur de la promotion des droits de l'enfant qui couronne le travail amorcé dans le cadre du projet 2014, année de l'enfance et des rapports publiés à cette occasion. sur la base de ces documents, le conseil administratif a pris une série d'engagements qui mettent en avant 4 priorités :

- Le maintien et l'amélioration de la qualité de vie des enfants ;
- La promotion de l'égalité, qui est une des clés pour

l'intégration des enfants ;

- La participation de tous les enfants à la vie de la cité ;
- ce qui suppose, et c'est la 4^{ème} priorité, une information adéquate et adaptée aux enfants.

un projet d'aide à la parentalité a débuté dans cette perspective. Il s'agit d'une action préventive de « coaching parental » mis en œuvre en collaboration avec la Fondation officielle de la Jeunesse dans deux secteurs pilotes de la ville situés sur la rive droite.

dans le domaine de la petite enfance, 3 institutions ont été inaugurées Ella Maillart, Carfagni-Léman (extension) et Origami (en partenariat avec JPI), pour un total de 242 nouvelles places. A fin 2015, la ville de Genève apporte son soutien à 16 secteurs de la petite enfance, regroupant 72 institutions. Au total, le dispositif propose 3662 places d'accueil.

Le service de la petite enfance prévoit de créer 270 nouvelles places en 2016, avec, notamment, l'ouverture de la crèche de Chandieu. Dans le même temps, la réflexion sur la gouvernance des structures d'accueil de la petite enfance se poursuit ; les travaux de révision du règlement vont aboutir et des contrats de prestation seront établis.

en ce qui concerne le service des écoles et institutions pour l'enfance, l'année 2015 a été marquée par la réorganisation de l'entretien des bâtiments scolaires. ceci a permis de renforcer le nettoyage des préaux et d'assurer une permanence dans les écoles les jours scolaires, de 6h30 à 19h00.

tout au long de l'année, le service a travaillé sur des projets de construction qui ont abouti à la mise à disposition du Pavillon Doré de Baulacre tandis que le chantier de rénovation de l'école des Crêts-de-Champel se poursuit. en matière de restaurants scolaires, des travaux d'insonorisation et de réfection ont également permis d'améliorer les conditions d'accueil et de confort dans les réfectoires des restaurants scolaires de Carl-Vogt, de Liotard, de Pré-Picot, de Ferdinand-Hodler, d'Hugo-Desseger, de Sécheron, à Le Corbusier, aux Vollandes et aux Eaux-Vives. Au total, plus de 845'000 repas ont été servis par les 13 associations de cuisines et restaurants scolaires, subventionnés par la ville de Genève.

Les places de jeux de l'Ancien-Palais et de Vincy-Vermont, ainsi que des préaux de Ferdinand Hodler et de Saint Jean ont été réaménagées. Des modules de miniskate ont été installés et deux nouveaux équipements de Proxisport ont été inaugurés au quai Ansermet et au parc Bertrand.

La ville de Genève a également développé la prise en charge des enfants sur le temps extrascolaire, en augmentant le nombre d'ateliers découverte, qui sont désormais proposés dans 29 écoles à plus de 1500 enfants. par ailleurs, des ateliers mobiles sont offerts dans 6 écoles avec des activités en lien avec l'art, la musique et le développement durable. Les 11 ludothèques ont

accueilli chaque semaine des milliers d'enfants, familles et accompagnants.

L'équipe du service de la jeunesse est notamment formée de 11 travailleurs sociaux hors murs (ТСНМ) présents dans les quartiers. Les ТСНМ ont poursuivi leurs activités de prévention et de suivi des jeunes favorisant le dialogue et l'intégration. une campagne de communication a été lancée avec ВАР-ВІА pour promouvoir l'insertion socio-professionnelle des jeunes. des locaux en gestion accompagnée sont mis à leur disposition pour des activités associatives, de loisirs ou musicales.

deux moments forts ont ponctué l'année écoulée : les promotions citoyennes marquant le passage à la majorité des jeunes gens et jeunes filles, ainsi que la deuxième édition de plaine de jeunes qui a réuni près de 80 associations et des milliers de jeunes, un week-end de septembre sur la plaine de Plainpalais.

comme chaque année, la ville de Genève a reconduit l'opération chaises longues, le golf urbain et les patinoires saisonnières, dont le fonctionnement est assuré par des jeunes. enfin, la ville soutient 17 maisons de quartier qui proposent des activités aux adolescents et aux jeunes adultes notamment.

Le service social de la ville de Genève contribue à l'amélioration du cadre et des conditions de vie de ses habitants en leur permettant de participer pleinement à la vie de la cité.

Privilégiant une action de proximité, le service offre des prestations individuelles et collectives, en coordination avec les partenaires cantonaux et associatifs. en matière d'information sociale, un quatrième point info services a été inauguré aux eaux-vives en mars 2015.

L'évaluation du secteur communautaire par l'institut des hautes études en administration publique (IDHEAP) s'est poursuivie et a été communiquée en automne 2015. La mise en œuvre des recommandations permettra de clarifier le périmètre de la politique sociale de proximité et de faire évoluer les prestations proposées pour répondre aux besoins de la population.

Le service social a versé des prestations sociales à près de 4'600 personnes – principalement des personnes âgées ou handicapées. une allocation de rentrée scolaire a été versée à près de 2500 familles ayant des revenus modestes.

Le service social a poursuivi son travail auprès des personnes sans-abri, en améliorant leur prise en charge dans les différents dispositifs (hébergement, repas, santé, hygiène, accompagnement social). un accent a été mis sur l'accueil et le suivi individuel des personnes en grande difficulté. Au total, les deux clubs sociaux ont fourni près de 119'000 repas. L'ouverture des abris de la protection civile durant l'hiver 2015-2016 a permis d'assurer 6000 nuitées (chiffre au 31.12.15).

Le service social développe enfin la participation et l'engagement des habitants, en soutenant des projets à l'intention des personnes nouvellement installées à Genève, des familles ou des aînés. Les espaces de quartier des charmilles et de sécheron ont accueilli des milliers de visiteurs. cité seniors, qui fêtera son 10^{ème} anniversaire en 2016, connaît une hausse continue de sa fréquentations. par ailleurs, le service anime le contrat de quartier au Pâquis.

Le département de la cohésion sociale et de la solidarité soutient de nombreux partenaires associatifs, dont les activités complètent l'action des services publics. en 2015, l'unité de la vie associative a versé des subventions de fonctionnement à près de 80 associations ; 240 demandes de financements ponctuels à des projets ont également été examinées.

deux missions découlant du droit fédéral relèvent du département : la tenue des registres de l'état civil ainsi que les prestations des pompes funèbres, la gestion des installations funéraires et des cimetières.

Le service des pompes funèbres a assuré la prise en charge de plus de 3200 défunts, dont près de la moitié des familles ont bénéficié de la gratuité des obsèques. depuis plusieurs années, une attention particulière est portée à l'accueil des familles en deuil.

La poursuite des travaux à la chapelle camoletti, et au cimetière de châtelaine vont permettre une mise en fonction de nouvelles prestations dans le courant de l'année 2016, année qui marque le 150^{ème} anniversaire du service.

Le service de l'état civil enregistre tous les événements marquant le parcours de vie d'une personne dans le registre officiel fédéral de l'état civil. il enregistre également les commandes de cartes d'identité, procède à la célébration des mariages et à l'enregistrement des partenariats. Le service a vu ses compétences élargies, avec la responsabilité nouvelle d'enregistrer les données des candidats à la naturalisation. Le service mène à bien la numérisation des registres, ainsi que la saisie des données des citoyens genevois dans INFOSTAR.

Les négociations entre le canton et les communes sur le désenchevêtrement des tâches ont occupé tout au long de l'année 2015 les services du département qui ont contribué à la prise de position de la ville de Genève.

Le projet de premier train de loi soumis au grand conseil donne une compétence exclusive aux communes en matière d'accueil parascolaire des enfants inscrits dans les écoles primaires. par ailleurs, les communes se voient confier des compétences dans l'accompagnement social des personnes âgées. enfin, la ville de Genève pourra continuer de verser les prestations complémentaires municipales aux aînés ou personnes à l'AI à revenu modeste.

4.6.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

DÉVELOPPER LE SOUTIEN AUX FAMILLES					
AUGMENTER ET AMÉLIORER LE DISPOSITIF D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
créer de nouvelles places d'accueil collectif (IPE) et en accueil familial de jour (AFJ)	nombre de nouvelles places créées	200 places en IPE	180 places en IPE	242 places en IPE	
		45 places en AFJ	30 places en AFJ	8 places en AFJ	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
La structure de coordination des accueillantes familiales de jour propose fin 2015 33 places (équivalent temps plein) au lieu de 25 en 2014. Pour rappel, la décision a été prise de faire évoluer ce dispositif vers un système proche de celui des crèches familiales.					

DÉVELOPPER L'OFFRE D'ACCUEIL PARA- ET PÉRISCOLAIRE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Augmenter l'offre d'accueil et améliorer la qualité de la prise en charge face à l'augmentation de la demande d'accueil para- et périscolaire	nombre d'écoles	45 écoles	25 écoles	32 écoles	
	nombre d'ateliers	210 ateliers	100 ateliers	184 ateliers	
	nombre d'enfants	2500 enfants	1200 enfants	1820 enfants	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
L'ambition est de proposer des ateliers dans toutes les écoles de la ville de Genève. Pour compléter l'offre existante d'ateliers découverte, des ateliers mobiles ont été mis en place dans 6 écoles supplémentaires dès la rentrée scolaire 2015/2016, augmentant ainsi le nombre d'écoles impactées. Seule une augmentation budgétaire permettrait d'atteindre la valeur cible.					

RENFORCER LE TISSU CULTUREL ET SOCIAL					
DÉVELOPPER DES INFRASTRUCTURES SOCIO-CULTURELLES DE PROXIMITÉ					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
développer des activités physiques ludiques et socioculturelles pour la jeunesse et la population, en impliquant des jeunes en recherche d'emploi	nombre de jeunes impliqués	400 jeunes	350 jeunes	546 jeunes	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
ces jeunes proviennent pour la plupart de l'association BAB-VIA. Le chiffre ci-dessus n'inclut pas les moniteurs travaillant dans les maisons de quartier.					

PROMOUVOIR UNE POLITIQUE D'INCLUSION SOCIALE					
RENFORCER LES PRESTATIONS POUR LES PERSONNES PRÉCARISÉES					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Aider financièrement des personnes fragilisées	nombre de dossiers ayant reçu une aide financière	8'070	7'700	7'854	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
La cible est pratiquement atteinte, soit à 97 %.					

RENFORCER LES PRESTATIONS POUR LES PERSONNES PRÉCARISÉES					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
renforcer le dispositif d'urgence en matière d'hébergement des personnes en situation de grande précarité	nombre de logements relais	100	80	79	
	nombre de personnes hébergées	180	150	199	
commentaire sur l'évaluation de l'objectif :					
Les logements relais se composent de la manière suivante : 65 logements individuels, 14 places réparties en 3 logements collectifs. concernant les hébergements, il s'agit des personnes logées dans le dispositif au minimum pendant un mois.					

4.6.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	SJS	SPE	ECO	CIV	SPF	SOC	SEJ	total
Administration générale	4'491	-	-	-	-	-	-	4'491
sécurité publique	-	-	-	4'090	-	-	-	4'090
enseignement et formation	872	1	61'966	-	-	-	-	62'839
culture et loisirs	2'550	-	5'148	-	-	2'283	13'041	23'021
prévoyance sociale	9'263	100'590	5'377	-	-	36'495	5'140	156'865
Trafic	-	-	-	-	-	-	129	129
protection et aménagement de l'environ.	-	-	-	-	11'565	-	-	11'565
Finances et impôts	-	-	-	-	0	-	-	0
total	17'176	100'592	72'490	4'090	11'565	38'778	18'310	263'001

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	SJS	SPE	ECO	CIV	SPF	SOC	SEJ	total
Administration générale	14	-	-	-	-	-	-	14
sécurité publique	-	-	-	1'881	-	-	-	1'881
enseignement et formation	-	-	4'226	-	-	-	-	4'226
culture et loisirs	-	-	663	-	-	157	-	820
prévoyance sociale	160	3'990	2'096	-	-	2'172	2'102	10'520
protection et aménagement de l'environ.	-	-	-	-	4'711	-	-	4'711
Finances et impôts	-	-	-	0	1	0	-	1
total	174	3'990	6'985	1'881	4'712	2'329	2'102	22'173

4.6.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ	TOTAL CHARGES	263'001'350	264'654'822	-1'653'472	-1%	257'414'327
	TOTAL REVENUS	22'172'706	21'307'153	865'553	4%	20'396'037
En francs		C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
CHARGES		4'490'978	4'250'294	240'684	6%	4'068'917
30	charges de personnel	3'879'261	3'643'558	235'703	6%	3'531'172
301	traitements du personnel	2'989'576	2'880'318	109'257	4%	2'763'230
303	Assurances sociales	259'185	247'322	11'863	5%	237'225
304	caisses de pensions et de prévoyance	532'382	430'564	101'818	24%	434'684
305	Assurance maladie et accidents	42'253	60'993	-18'740	-31%	39'007
306	prestations en nature	2'700	3'400	-700	-21%	1'870
309	Autres charges du personnel	53'165	20'960	32'205	154%	55'157
31	biens, services et marchandises	413'143	409'962	3'181	1%	346'374
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	40'358	27'932	12'426	44%	16'535
311	meubles, machines, véhicules et matériel	1'008	-	1'008	-	4'243
312	Eau, énergie, combustible	9'638	11'785	-2'147	-18%	11'582
313	Achats de fournitures et autres marchandises	1'250	1'000	250	25%	3'000
314	entretien des immeubles par des tiers	12'665	12'645	20	0%	13'418
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	31'831	54'306	-22'475	-41%	37'754
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	17'837	-	17'837	-	15'673
317	Dédommagements	14'655	20'480	-5'825	-28%	21'384
318	Honoraires et prestations de service	282'190	279'614	2'576	1%	220'740
319	Frais divers	1'710	2'200	-490	-22%	2'045
33	Amortissements	738	28'863	-28'125	-97%	738
331	Amortissements ordinaires du PA	738	28'863	-28'125	-97%	738
39	imputations internes	197'836	167'912	29'924	18%	190'633
390	Intérêts répartis	50	43	7	17%	41
391	Mise à disposition de locaux	151'104	149'584	1'520	1%	149'584
392	Autres prestations internes	46'682	18'285	28'397	155%	41'008
REVENUS		14'290	-	14'290	-	31'285
43	Revenus divers	14'290	-	14'290	-	31'285
434	autres redevances d'utilis. et prest. de service	5'575	-	5'575	-	6'350
436	Dédommagements de tiers	8'715	-	8'715	-	24'935
1 SÉCURITÉ PUBLIQUE						
10 PROTECTION JURIDIQUE						
CHARGES		4'090'224	4'475'353	-385'130	-9%	3'781'294
30	charges de personnel	3'365'164	3'621'947	-256'784	-7%	3'095'491
301	traitements du personnel	2'741'065	2'945'710	-204'645	-7%	2'525'465

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
303 Assurances sociales	235'746	249'919	-14'174	-6%	212'847
304 caisses de pensions et de prévoyance	333'789	359'140	-25'352	-7%	301'997
305 Assurance maladie et accidents	43'058	61'994	-18'936	-31%	39'637
306 Prestations en nature	1'426	3'600	-2'174	-60%	2'664
309 Autres charges du personnel	10'080	1'584	8'496	536%	12'880
31 biens, services et marchandises	315'596	388'950	-73'354	-19%	311'645
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	33'495	61'700	-28'205	-46%	34'695
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	12'322	6'500	5'822	90%	3'705
312 eau, énergie, combustible	20'615	19'834	781	4%	18'943
313 Achats de fournitures et autres marchandises	7'107	11'500	-4'393	-38%	785
314 entretien des immeubles par des tiers	52'639	67'000	-14'361	-21%	55'269
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	72'659	97'683	-25'024	-26%	90'116
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	53'569	50'000	3'569	7%	53'498
317 dédommagements	8'549	13'220	-4'671	-35%	7'229
318 honoraires et prestations de service	54'640	59'013	-4'373	-7%	47'406
319 Frais divers	-	2'500	-2'500	-100%	-
33 Amortissements	2'049	57'312	-55'263	-96%	1'775
331 Amortissements ordinaires du PA	1'775	57'312	-55'537	-97%	1'775
334 pertes sur débiteurs	274	-	274	-	-
35 dédommagements à des collectivités publiques	187'981	187'000	981	1%	159'364
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	187'981	187'000	981	1%	159'364
39 imputations internes	219'434	220'144	-710	-0%	213'019
390 Intérêts répartis	43	38	5	13%	37
391 mise à disposition de locaux	203'868	203'868	-	-	203'868
392 autres prestations internes	15'523	16'238	-715	-4%	9'114
REVENUS	1'880'961	1'834'302	46'659	3%	1'674'466
42 revenus des biens	270	-	270	-	147
429 autres revenus	270	-	270	-	147
43 revenus divers	1'880'690	1'834'302	46'388	3%	1'674'319
431 émoluments administratifs	1'834'744	1'821'402	13'342	1%	1'625'183
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	5'178	4'600	578	13%	4'622
435 ventes	7'950	8'300	-350	-4%	8'130
436 dédommagements de tiers	32'818	-	32'818	-	36'384
2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION					
21 ÉCOLES PUBLIQUES					
CHARGES	62'838'782	61'429'260	1'409'522	2%	61'260'921
30 charges de personnel	16'043'774	17'014'742	-970'968	-6%	15'577'187
301 traitements du personnel	12'309'441	13'485'348	-1'175'907	-9%	11'659'349

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
303 Assurances sociales	1'074'109	1'144'694	-70'585	-6%	990'949
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'277'395	1'436'445	-159'050	-11%	1'069'351
305 Assurance maladie et accidents	209'302	291'655	-82'352	-28%	197'148
306 Prestations en nature	55'026	51'000	4'026	8%	40'604
308 personnel interimaire	1'043'179	593'772	449'407	76%	1'543'450
309 autres charges du personnel	75'321	11'828	63'493	537%	76'335
31 biens, services et marchandises	16'019'243	13'786'746	2'232'497	16%	16'902'664
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	44'987	44'638	349	1%	30'559
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	712'074	652'000	60'074	9%	569'590
312 Eau, énergie, combustible	3'920'506	3'929'894	-9'388	-0%	3'886'777
313 Achats de fournitures et autres marchandises	510'483	523'704	-13'221	-3%	571'893
314 entretien des immeubles par des tiers	7'947'879	5'638'866	2'309'013	41%	8'745'460
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	354'709	379'058	-24'349	-6%	359'251
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	529'222	543'586	-14'364	-3%	543'992
317 dédommagements	384'024	435'635	-51'611	-12%	402'799
318 honoraires et prestations de service	1'614'454	1'638'415	-23'961	-1%	1'792'240
319 frais divers	907	950	-43	-4%	105
33 Amortissements	13'521'502	14'097'023	-575'521	-4%	14'083'601
331 Amortissements ordinaires du PA	13'508'435	14'097'023	-588'588	-4%	14'078'442
334 pertes sur débiteurs	13'067	-	13'067	-	5'159
35 dédommagements à des collectivités publiques	13'127'793	12'855'000	272'793	2%	11'429'774
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	289'844	205'000	84'844	41%	276'364
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	12'837'949	12'650'000	187'949	1%	11'153'410
36 subventions accordées	1'050'190	1'188'781	-138'591	-12%	833'845
361 subventions accordées - cantons	123'849	187'890	-64'041	-34%	102'795
365 subventions accordées - institutions privées	891'606	968'891	-77'285	-8%	698'261
366 subventions accordées - personnes physiques	34'735	32'000	2'735	9%	32'789
39 imputations internes	3'076'280	2'486'968	589'312	24%	2'433'850
390 Intérêts répartis	2'360'719	1'841'113	519'606	28%	1'779'728
391 mise à disposition de locaux	366'960	377'180	-10'220	-3%	376'390
392 autres prestations internes	348'601	268'675	79'926	30%	277'732
REVENUS	4'226'039	4'267'520	-41'481	-1%	4'457'887
42 revenus des biens	3'837'486	3'842'423	-4'937	-0%	3'904'717
427 Immeubles du patrimoine administratif	3'837'226	3'841'723	-4'497	-0%	3'904'251
429 autres revenus	260	700	-440	-63%	466
43 revenus divers	132'299	185'300	-53'001	-29%	279'737
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	36'823	36'500	322	1%	42'180

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
435 ventes	4'158	2'800	1'358	48%	2'395
436 dédommagements de tiers	84'890	44'000	40'890	93%	226'618
438 prestations du personnel pour les investissements	6'429	102'000	-95'571	-94%	8'544
45 dédommagements de collectivités publiques	233'442	206'000	27'442	13%	216'111
451 cantons	-	-	-	-	2'300
452 communes	233'442	206'000	27'442	13%	213'811
46 subventions acquises	20'611	-	20'611	-	21'275
469 autres subventions	20'611	-	20'611	-	21'275
49 imputations internes	2'200	33'797	-31'597	-93%	36'047
491 mise à disposition de locaux	-	31'557	-31'557	-100%	31'557
492 autres prestations internes	2'200	2'240	-40	-2%	4'490
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	104'525	104'525	-	-	491'014
36 subventions accordées	104'525	104'525	-	-	491'014
365 subventions accordées - institutions privées	104'525	104'525	-	-	491'014
33 PARCS ET PROMENADES					
CHARGES	1'116'955	1'122'752	-5'797	-1%	1'195'858
31 biens, services et marchandises	1'116'955	1'122'752	-5'797	-1%	1'195'858
314 entretien des immeubles par des tiers	1'116'955	1'122'752	-5'797	-1%	1'195'858
34 SPORTS					
CHARGES	-	-	-	-	133'000
36 subventions accordées	-	-	-	-	133'000
365 subventions accordées - institutions privées	-	-	-	-	133'000
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	21'799'858	21'801'927	-2'069	-0%	21'274'765
30 charges de personnel	972'489	1'106'064	-133'575	-12%	1'017'297
301 traitements du personnel	793'264	887'681	-94'417	-11%	825'903
303 assurances sociales	68'848	75'560	-6'712	-9%	71'038
304 caisses de pensions et de prévoyance	97'448	123'397	-25'949	-21%	106'546
305 Assurance maladie et accidents	12'544	18'994	-6'450	-34%	13'358
306 prestations en nature	-	-	-	-	40
309 autres charges du personnel	384	432	-48	-11%	412
31 biens, services et marchandises	799'498	733'112	66'386	9%	751'546
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	-	-	-	-	12
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	10'061	-	10'061	-	2'870
312 eau, énergie, combustible	137'005	124'062	12'943	10%	131'401
313 achats de fournitures et autres marchandises	20'957	-	20'957	-	1'573

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
314 Entretien des immeubles par des tiers	210'588	358'100	-147'512	-41%	203'497
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	6'984	-	6'984	-	5'572
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	368'682	241'484	127'198	53%	359'540
317 Dédommagements	1'354	-	1'354	-	1'320
318 honoraires et prestations de service	43'867	9'466	34'401	363%	45'641
319 frais divers	-	-	-	-	120
33 Amortissements	191'815	191'815	-	-	191'815
331 Amortissements ordinaires du PA	191'815	191'815	-	-	191'815
36 subventions accordées	19'132'001	19'105'931	26'070	0%	18'627'227
361 subventions accordées - cantons	10'164'478	9'934'649	229'829	2%	10'073'805
365 subventions accordées - institutions privées	8'967'523	9'171'282	-203'759	-2%	8'553'422
39 imputations internes	704'055	665'005	39'050	6%	686'880
390 Intérêts répartis	29'953	24'708	5'245	21%	23'759
391 Mise à disposition de locaux	598'198	566'008	32'190	6%	597'258
392 Autres prestations internes	75'905	74'289	1'616	2%	65'862
REVENUS	820'014	773'602	46'412	6%	768'307
42 revenus des biens	674'402	679'602	-5'200	-1%	675'010
427 Immeubles du patrimoine administratif	674'402	679'602	-5'200	-1%	675'010
43 revenus divers	145'612	94'000	51'612	55%	93'297
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	126'616	94'000	32'616	35%	93'297
436 Dédommagements de tiers	18'995	-	18'995	-	-
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE					
CHARGES	112'431'591	114'072'033	-1'640'441	-1%	109'492'122
30 charges de personnel	8'902'728	9'266'616	-363'888	-4%	8'606'754
300 Autorités et commissions	1'335	9'000	-7'665	-85%	3'458
301 traitements du personnel	7'175'109	7'297'620	-122'511	-2%	6'969'058
303 Assurances sociales	622'508	624'838	-2'330	-0%	599'784
304 caisses de pensions et de prévoyance	931'251	1'171'040	-239'789	-20%	891'824
305 Assurance maladie et accidents	113'310	154'815	-41'504	-27%	107'541
306 prestations en nature	3'091	4'800	-1'709	-36%	3'987
309 Autres charges du personnel	56'124	4'504	51'620	>1000%	31'103
31 biens, services et marchandises	4'724'435	4'772'508	-48'073	-1%	4'602'071
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	72'485	112'150	-39'665	-35%	121'502
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	273'524	260'200	13'324	5%	259'535
312 Eau, énergie, combustible	208'309	206'405	1'904	1%	211'046
313 Achats de fournitures et autres marchandises	83'644	60'850	22'794	37%	95'115
314 Entretien des immeubles par des tiers	1'327'050	1'188'778	138'272	12%	1'010'331

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	181'583	212'810	-31'226	-15%	192'624
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'363'668	1'399'891	-36'223	-3%	1'425'698
317 Dédommagements	27'847	38'800	-10'953	-28%	29'421
318 Honoraires et prestations de service	1'180'870	1'288'124	-107'254	-8%	1'250'063
319 Frais divers	5'453	4'500	953	21%	6'737
33 Amortissements	2'100'618	2'184'611	-83'993	-4%	2'323'325
331 Amortissements ordinaires du PA	2'100'618	2'184'611	-83'993	-4%	2'402'435
334 Pertes sur débiteurs	-	-	-	-	-79'110
36 subventions accordées	95'609'858	97'090'750	-1'480'892	-2%	93'098'985
365 subventions accordées - institutions privées	94'865'161	96'610'750	-1'745'589	-2%	92'428'158
366 subventions accordées - personnes physiques	744'697	480'000	264'697	55%	670'827
39 imputations internes	1'093'953	757'548	336'405	44%	860'987
390 Intérêts répartis	541'432	247'130	294'302	119%	246'965
391 Mise à disposition de locaux	145'268	151'448	-6'180	-4%	224'284
392 Autres prestations internes	407'253	358'970	48'283	13%	389'738
REVENUS	8'188'090	7'524'650	663'440	9%	6'844'438
42 revenus des biens	5'530'771	5'326'883	203'888	4%	5'328'386
427 Immeubles du patrimoine administratif	5'530'679	5'326'083	204'596	4%	5'326'310
429 Autres revenus	92	800	-708	-89%	2'076
43 revenus divers	437'130	285'237	151'893	53%	471'119
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	311'500	266'637	44'863	17%	271'723
435 ventes	60'961	15'000	45'961	306%	58'027
436 Dédommagements de tiers	64'650	3'600	61'050	>1'000%	139'533
439 Autres contributions	20	-	20	-	1'837
45 dédommagements de collectivités publiques	64'160	65'000	-840	-1%	70'940
451 cantons	20'000	20'000	-	-	20'000
452 communes	44'160	45'000	-840	-2%	50'940
46 subventions acquises	2'156'029	1'847'530	308'499	17%	973'994
460 subventions acquises - confédération	1'024'399	715'900	308'499	43%	386'194
461 subventions acquises - cantons	136'630	126'630	10'000	8%	126'630
469 autres subventions	995'000	1'005'000	-10'000	-1%	461'170
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	44'433'824	45'601'901	-1'168'077	-3%	44'208'684
30 charges de personnel	11'331'108	11'624'941	-293'833	-3%	11'250'874
301 traitements du personnel	8'981'733	9'224'442	-242'709	-3%	9'019'863
303 Assurances sociales	778'893	789'216	-10'323	-1%	771'853
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'104'426	1'165'799	-61'373	-5%	1'009'228
305 Assurance maladie et accidents	143'666	195'712	-52'046	-27%	143'501

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
306 prestations en nature	4'763	9'000	-4'237	-47%	4'936
308 personnel interimaire	202'599	200'000	2'599	1%	219'408
309 autres charges du personnel	115'029	40'772	74'257	182%	82'084
31 biens, services et marchandises	5'636'660	6'353'511	-716'851	-11%	5'519'782
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	241'804	302'346	-60'542	-20%	237'642
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	98'162	98'950	-788	-1%	75'341
312 eau, énergie, combustible	384'538	333'085	51'453	15%	366'256
313 achats de fournitures et autres marchandises	61'554	82'500	-20'946	-25%	55'958
314 entretien des immeubles par des tiers	1'013'418	1'471'918	-458'500	-31%	1'040'125
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	144'291	211'217	-66'926	-32%	197'017
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	2'820'407	2'971'681	-151'274	-5%	2'845'736
317 dédommagements	25'442	42'850	-17'408	-41%	34'546
318 honoraires et prestations de service	831'134	825'974	5'160	1%	654'273
319 frais divers	15'910	12'990	2'920	22%	12'888
33 Amortissements	1'811'713	1'798'905	12'808	1%	1'651'335
331 amortissements ordinaires du PA	1'724'063	1'798'905	-74'842	-4%	1'651'335
334 pertes sur débiteurs	87'650	-	87'650	-	-
35 dédommagements à des collectivités publiques	333'650	333'719	-69	-0%	333'719
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	333'650	333'719	-69	-0%	333'719
36 subventions accordées	23'328'583	23'631'868	-303'285	-1%	23'535'415
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	745'750	744'970	780	0%	700'039
365 subventions accordées - institutions privées	8'919'601	9'057'098	-137'497	-2%	9'260'969
366 subventions accordées - personnes physiques	13'663'232	13'829'800	-166'568	-1%	13'574'407
37 subventions redistribuées	-	-	-	-	-43
371 subventions redistribuées - cantons	-	-	-	-	-43
39 imputations internes	1'992'110	1'858'957	133'153	7%	1'917'603
390 intérêts répartis	539'106	371'201	167'905	45%	409'398
391 mise à disposition de locaux	1'277'802	1'324'736	-46'934	-4%	1'289'654
392 autres prestations internes	175'202	163'020	12'182	7%	218'551
REVENUS	2'331'621	1'964'479	367'142	19%	2'359'489
42 revenus des biens	1'567'808	1'490'479	77'329	5%	1'525'643
425 prêts du patrimoine administratif	-	116'468	-116'468	-100%	113'880
427 immeubles du patrimoine administratif	1'567'808	1'374'011	193'797	14%	1'411'763
43 revenus divers	260'932	114'000	146'932	129%	263'738
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	81'653	99'000	-17'347	-18%	116'399
435 ventes	2'825	7'000	-4'175	-60%	6'830
436 dédommagements de tiers	165'199	-	165'199	-	124'606

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
439 autres contributions	11'254	8'000	3'254	41%	15'904
45 dédommagements de collectivités publiques	121'992	-	121'992	-	97'574
451 cantons	121'992	-	121'992	-	97'574
46 subventions acquises	380'890	360'000	20'890	6%	463'348
461 subventions acquises - cantons	379'208	360'000	19'208	5%	456'815
469 autres subventions	1'682	-	1'682	-	6'533
47 subventions à redistribuer	-	-	-	-	-43
471 subventions à redistribuer - cantons	-	-	-	-	-43
49 imputations internes	-	-	-	-	9'228
491 mise à disposition de locaux	-	-	-	-	9'228
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	-	-	-	-	3'360
36 subventions accordées	-	-	-	-	3'360
365 subventions accordées - institutions privées	-	-	-	-	3'360
65 TRAFIC RÉGIONAL					
CHARGES	129'136	110'000	19'136	17%	117'852
36 subventions accordées	129'136	110'000	19'136	17%	117'852
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	129'136	110'000	19'136	17%	117'852
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	3'517	7'000	-3'483	-50%	4'046
31 biens, services et marchandises	3'517	7'000	-3'483	-50%	4'046
318 honoraires et prestations de service	3'517	7'000	-3'483	-50%	4'046
74 CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES					
CHARGES	11'561'640	11'679'776	-118'136	-1%	11'382'491
30 charges de personnel	7'313'222	7'024'156	289'066	4%	6'772'132
301 traitements du personnel	5'832'121	5'648'378	183'743	3%	5'471'562
303 assurances sociales	507'011	482'870	24'141	5%	460'856
304 caisses de pensions et de prévoyance	735'455	634'894	100'561	16%	611'286
305 assurance maladie et accidents	98'596	120'523	-21'927	-18%	87'496
306 prestations en nature	89'606	114'850	-25'244	-22%	90'360
309 autres charges du personnel	50'432	22'640	27'792	123%	50'572
31 biens, services et marchandises	3'408'036	3'635'307	-227'271	-6%	3'454'232
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	65'749	66'439	-690	-1%	58'301
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	46'906	34'200	12'706	37%	37'453
312 eau, énergie, combustible	524'166	498'054	26'112	5%	382'828
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'495'734	1'556'600	-60'866	-4%	1'370'545

en francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
314 Entretien des immeubles par des tiers	971'917	1'081'337	-109'420	-10%	1'311'538
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	90'184	93'144	-2'960	-3%	88'527
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	19'451	6'000	13'451	224%	20'321
317 Dédommagements	12'062	37'500	-25'438	-68%	16'900
318 honoraires et prestations de service	179'819	257'533	-77'714	-30%	165'351
319 frais divers	2'047	4'500	-2'453	-55%	2'468
33 Amortissements	548'731	724'165	-175'434	-24%	860'651
331 Amortissements ordinaires du PA	537'462	709'165	-171'703	-24%	813'387
334 pertes sur débiteurs	11'269	15'000	-3'731	-25%	47'264
36 subventions accordées	-	-	-	-	3'413
366 subventions accordées - personnes physiques	-	-	-	-	3'413
39 imputations internes	291'652	296'149	-4'497	-2%	292'063
390 Intérêts répartis	76'737	66'463	10'274	15%	64'139
391 mise à disposition de locaux	195'144	203'712	-8'568	-4%	203'712
392 autres prestations internes	19'770	25'974	-6'204	-24%	24'213
REVENUS	4'710'639	4'942'600	-231'961	-5%	4'259'821
42 revenus des biens	466'459	380'000	86'459	23%	398'968
427 Immeubles du patrimoine administratif	466'459	380'000	86'459	23%	398'968
43 revenus divers	4'244'181	4'562'600	-318'419	-7%	3'860'853
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'108'213	3'355'000	-246'787	-7%	2'836'090
435 ventes	984'811	1'100'000	-115'189	-10%	823'250
436 dédommagements de tiers	36'611	7'600	29'011	382%	104'718
439 autres contributions	114'546	100'000	14'546	15%	96'795
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	319	-	319	-	1
31 biens, services et marchandises	-	-	-	-	0
319 frais divers	-	-	-	-	0
32 intérêts passifs	319	-	319	-	1
320 engagements courants	319	-	319	-	1
REVENUS	1'053	-	1'053	-	344
42 revenus des biens	1'053	-	1'053	-	344
420 AVOIRS à vue	4	-	4	-	63
421 créances	1'049	-	1'049	-	281

4.6.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

21 Écoles publiques

314 Entretien des immeubles par des tiers

La réorganisation de la cellule d'exploitation du service des écoles a été finalisée pour la rentrée scolaire 2015/2016. Jusqu'à cette date, il avait été décidé de ne pas repourvoir les postes vacants et de faire appel à des tiers. Cette pratique a généré un dépassement sur la rubrique 314. De son côté, le DPBA a dépassé son budget de 1.4 mio sur les comptes dont elle a la maîtrise.

54 Institutions pour la jeunesse

365 subventions accordées – institutions privées

Les versements 2015 aux institutions de la petite enfance ont été inférieurs aux prévisions dès lors que les comptes 2014 ont été bénéficiaires, en raison de pensions encaissées supérieures aux attentes. À relever que certaines places n'ont pas pu être ouvertes en raison de la difficulté à trouver du personnel éducatif qualifié.

366 subventions accordées – personnes physiques

Les bénéficiaires de l'aide sociale bénéficient d'une participation de l'hospice général à hauteur de 50 % des repas aux restaurants scolaires. Lors du bouclage des comptes 2014, il a été décidé de modifier le traitement comptable. Cette participation figure désormais en revenu et le montant de subvention se trouve augmenté d'autant. Cette présentation est sans incidence sur le résultat de la ville de Genève et n'est intervenue qu'après l'établissement du projet de budget 2015.

460 subventions acquises - confédération

Les subventions fédérales de l'office fédéral des assurances sociales (OFAS) pour le programme d'impulsion pour l'accueil extra-familial des enfants ont été supérieures à celles budgétées : principalement, l'extension de l'EVE Le Gazouillis (+ 52 places) a pu bénéficier d'un nouveau crédit voté à Berne.

58 Aide sociale

314 Entretien des immeubles par des tiers

Il s'agit pour l'essentiel des comptes compétents gérés par la DPBA. Les dépenses d'entretien des bâtiments publics ont été moins importantes que prévu.

4.6.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	FIXES					AUXILIAIRES		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2015	Écart postes	C 2015	B 2015	Écart
05	Administration générale	17.2	-	17.2	15.6	1.6	465'204	361'795	103'409
10	Protection juridique	26.8	-	26.8	27.0	-0.2	86'808	156'610	-69'802
21	Écoles publiques	135.5	10.2	145.7	140.5	5.2	474'239	134'950	339'289
35	Autres loisirs	6.4	-	6.4	7.3	-0.9	25'514	11'320	14'194
54	Institutions pour la jeunesse	56.6	2.1	58.7	59.2	-0.5	406'401	227'085	179'316
58	Aide sociale	64.9	5.2	70.1	71.4	-1.3	1'421'033	949'195	471'838
74	cimetières et crématoires	51.8	1.0	52.8	51.6	1.2	346'007	71'700	274'307
	TOTAL	359.2	18.5	377.7	372.6	5.1	3'225'205	1'912'655	1'312'550

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.6.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2015	B 2015	Écart	%	C 2014
subventions monétaires	125'238	127'522	-2'284	-2%	122'924
2 enseignement et formation	935	1'073	-139	-13%	776
3 culture et loisirs	14'626	14'697	-70	-0%	14'694
5 prévoyance sociale	109'548	111'643	-2'094	-2%	107'336
6 trafic	129	110	19	17%	118
gratuités	14'116	13'709	406	3%	13'920
2 enseignement et formation	115	115	-	-	58
3 culture et loisirs	4'610	4'514	97	2%	4'557
5 prévoyance sociale	9'390	9'080	310	3%	9'298
6 trafic	-	-	-	-	3
7 protection et aménagement de l'environ.	-	-	-	-	3
total	139'354	141'232	-1'878	-1%	136'844

4.6.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2015	B 2015	Écart
5 cohésion sociale et solidarité	125'238'482	127'522'488	-2'284'006
21 écoles publiques	934'699	1'073'290	-138'591
361 subventions accordées - cantons	123'849	187'890	-64'041
9 ^{ème} année du co	40'980	40'890	90
budget participatif dans les écoles	64'308	80'000	-15'692
diverses activités enfance et écoles	-	20'000	-20'000
fêtes dans les écoles	1'472	25'000	-23'528
subvention p/promotions décentralisées, cortège	17'089	22'000	-4'911
365 subventions accordées - institutions privées	776'115	853'400	-77'285
Ass.ctres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, grpt gen. (CEMEA)	4'600	4'600	-
Association Atelier x	20'600	20'600	-
Association école des parents	65'000	65'000	-
Association université ouvrière de Genève (UOG)	240'400	240'400	-
Association université populaire albanaise	67'000	67'000	-
Association université populaire du canton de Genève	150'000	150'000	-
diverses activités enfance et écoles	1'000	-	1'000
Éducation et information	200'515	200'000	515
Frais de perfectionnement professionnel et de stages	1'200	80'000	-78'800
grpt cant.genevois des ass.de parents d'élèves des écoles primaires et enfantines (GAPP) - Pédibus	25'800	25'800	-
366 subventions accordées - personnes physiques	34'735	32'000	2'735
Aides aux parents	34'735	32'000	2'735
30 encouragement à la culture	45'000	45'000	-
365 subventions accordées - institutions privées	45'000	45'000	-
Association maison kultura	45'000	45'000	-
35 Autres loisirs	14'581'212	14'651'649	-70'437
361 subventions accordées - cantons	10'164'478	9'934'649	229'829
FAS'é	7'632'608	7'536'649	95'959
FAS'é (salaires ludothèques)	2'531'870	2'398'000	133'870
365 subventions accordées - institutions privées	4'416'734	4'717'000	-300'266
Association caritas-jeunesse	41'800	41'800	-
Association centre protestant de vacances (CPV)	175'300	175'300	-
Association cheetah-baby Plage	10'300	10'300	-
Association des unions chrétiennes de Genève	252'500	252'500	-
Association du scoutisme genevois	83'500	83'500	-
Association genevoise pour vacances familiales	3'100	3'100	-
Association La bataille des livres	10'300	10'300	-
Association païdos	41'200	41'200	-
Association usagers bains des Pâquis	245'000	245'000	-
Association vacances nouvelles	46'400	46'400	-
black movie	15'000	15'000	-
centres de loisirs	2'552'900	2'640'000	-87'100

en francs	C 2015	B 2015	Écart
ciné transat	100'000	100'000	-
clubs d'ainés ville et Fédération	18'000	22'200	-4'200
colonies diverses, travaux aux colonies	184'841	230'000	-45'159
École de cirque	28'000	28'000	-
Fédération des colonies de vacances catholiques romaines du canton de Genève	4'100	4'100	-
Fédération des colonies laïques	4'100	4'100	-
Fédération protestante des colonies de vacances	4'100	4'100	-
GLAJ-groupe de Liaison des Associations de Jeunesse	41'200	41'200	-
Loisirs et activités ludiques	144'980	172'000	-27'020
Ludothèques	252'213	389'000	-136'787
MJSR-Mouvement de la Jeunesse suisse romande	10'300	10'300	-
salle de spectacle des maisons de quartier	60'000	60'000	-
villa Dutoit	87'600	87'600	-
54 institutions pour la jeunesse	88'678'381	90'501'746	-1'823'365
365 subventions accordées - institutions privées	87'933'683	90'021'746	-2'088'063
Acquisitions de matériel pour crèches et garderies	358'829	400'000	-41'171
Association Boîte à Boulots	321'500	321'500	-
Association Fourchette verte	10'300	10'300	-
Association Pro Jeunesse	17'500	50'000	-32'500
Astural, service éducatif itinérant	18'000	18'000	-
CODAP	10'000	10'000	-
crèches, garderies, jardins d'enfants et activités liées	85'549'502	87'657'346	-2'107'844
Fondation pour l'avenir	10'300	10'300	-
Restaurants scolaires	1'028'152	994'300	33'852
travaux crèches, garderies, jardins d'enfants	609'601	550'000	59'601
366 subventions accordées - personnes physiques	744'697	480'000	264'697
Restaurants scolaires	578'132	380'000	198'132
Restaurants scolaires (participation VGE repas impayés)	166'566	100'000	66'566
58 Aide sociale	20'870'055	21'140'803	-270'748
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	745'750	744'970	780
Participation frais d'exploitation maisons de vacances pour personnes âgées (nouvelle Roseraie)	745'750	744'970	780
365 subventions accordées - institutions privées	6'461'072	6'566'033	-104'961
ADC - Association de Défense des Chômeurs	150'000	150'000	-
ALCIP - Lutte injustice sociale précarité	30'000	30'000	-
Association 360	86'700	86'700	-
Association Aspasia	470'200	470'200	-
Association café Cornavin	91'433	91'433	-
Association Camarada	52'800	52'800	-
Association Carrefour-rue	352'800	352'800	-
Association Centre de contact suisses-immigrés	181'400	181'400	-
Association Centre F-Information	165'000	165'000	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
Association centre genevois du volontariat	96'200	96'200	-
Association club en fauteuil roulant Genève	99'400	99'400	-
Association colis du cœur	20'600	20'600	-
Association collectif de soutien aux sans-papiers de Genève	51'500	51'500	-
Association genevoise des malentendants	27'800	27'800	-
Association gymnastique seniors Genève	8'400	8'400	-
Association icvolontaires-suisse (icv)	12'400	12'400	-
Association Insieme	74'200	74'200	-
Association La coulou	139'200	139'200	-
Association Le caré	316'300	316'300	-
Association Le racard	476'800	476'800	-
Association Le triologue	214'900	214'900	-
Association Lecture et compagnie	10'300	10'300	-
Association Lestime	128'900	128'900	-
Association Lire et écrire	25'000	25'000	-
Association mouvement des Aînés Genève	50'000	50'000	-
Association Partage, Partenariat Alimentaire Genevois	323'200	323'200	-
Association pour le bateau Genève	277'700	277'700	-
Association voie F	90'000	90'000	-
AVIVO-Ass.de défense et de détente de tous les retraités	159'800	159'800	-
cohésion sociale et solidarité	311'400	300'000	11'400
conseil des anciens	12'000	12'000	-
CTAS-centre de consultation spécialisé dans le traitement des séquelles d'abus sexuels	10'300	10'300	-
Espace solidaire Pâquis	50'000	50'000	-
Fédération genevoise des associations LGBT	25'000	25'000	-
Fondation « Au cœur des grottes »	500'800	500'800	-
Fondation suisse du service social international	30'000	30'000	-
Fondation trajets - buanderie	268'534	400'000	-131'466
Forum des démocraties participatives	50'000	50'000	-
La carte blanche	15'000	15'000	-
Mouvement populaire des familles	50'000	50'000	-
Participation citoyenne	197'335	200'000	-2'665
Plate-Forme Associations d'Aînés Genève	75'000	75'000	-
société coopérative Armée du salut œuvre sociale - Accueil de nuit	555'000	555'000	-
vestiaire social	10'000	10'000	-
vie associative	117'770	100'000	17'770
366 subventions accordées - personnes physiques	13'663'232	13'829'800	-166'568
A.v.s. paiement des cotisations	371'128	300'000	71'128
Action communautaire	66'726	100'800	-34'074
Actions sociales exclusion (square hugo)	891'691	950'000	-58'309
Allocation rentrée scolaire	530'550	600'000	-69'450

en francs	C 2015	B 2015	Écart
Allocations sociales	155'195	285'000	-129'805
Allocations sociales ponctuelles	162'513	219'000	-56'488
Espace aînés	361'720	405'000	-43'280
Prestations municipales	11'179'870	10'970'000	209'870
prestations municipales et allocations avant 2015 en retour	-56'160	-	-56'160
65 trafic régional	129'136	110'000	19'136
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	129'136	110'000	19'136
noctambus	129'136	110'000	19'136

4.6.9 GRATUITÉS

en francs	C 2015	B 2015	Écart
5 cohésion sociale et solidarité	14'115'811	13'709'367	406'444
21 Écoles publiques	115'491	115'491	-
365 subventions accordées - institutions privées	115'491	115'491	-
Assoc. Lire et écrire	6'587	6'587	-
Atelier x	57'380	57'380	-
Fédération des A.P.E. du cycle d'orientation	9'563	9'563	-
GAPP Group. cant. genevois ass. parents d'élèves	18'091	18'091	-
Groupe responsables bâtiments scolaires vGE	1'510	1'510	-
LO'13'TO - Gares 17	22'360	22'360	-
30 encouragement à la culture	59'525	59'525	-
365 subventions accordées - institutions privées	59'525	59'525	-
Association bureau culturel	31'504	31'504	-
Association de musiciens cent villages	8'584	8'584	-
Association Lieux de rencontre et de culture	18'000	18'000	-
Groupe réalisation audiovisuel GRAD	1'437	1'437	-
35 Autres loisirs	4'550'789	4'454'282	96'507
365 subventions accordées - institutions privées	4'550'789	4'454'282	96'507
1,2,3, Planète - Europe ludoth.	3'568	3'568	-
1,2,3, Planète ludoth.	44'294	44'294	-
Aéro-club de Genève	7'842	7'842	-
Ass. ludothèques genevoises - château-Bloch 19	12'732	12'732	-
ASSOC. PULP 68 - vernier 115	40'132	40'132	-
ASSOC. SALAMANDRA - vernier 115	19'328	19'328	-
ASSOC. vacances nouvelles	2'663	2'663	-
ASSOC. vacances nouvelles - grand-Pré 11	26'508	26'508	-
Association la Bulle d'Air	53'944	53'944	-
Association La Teuf	1'116	1'112	4
Association païdos - Louis-Favre 43	42'562	40'848	1'714
Association païdos - servette 20	43'615	41'984	1'631
Association usagers bains des pâquis	105'000	105'000	-
Ateliers bricolos (païdos) - vignes 2	28'338	25'164	3'174
club gare versoix	6'189	6'189	-
compagnie 1602	6'392	6'392	-
CR Franchises - cité vieusseux 2	70'132	-	70'132
div. util. salles communales par DEJ	2'040	4'000	-1'960
Eaux-vives ludoth.	68'472	68'472	-
EQ sécheron - ludothèque	29'194	29'194	-
Féd. des colonies de vacances du canton de GE	2'939	2'939	-
Fondation cap Loisirs	3'778	3'778	-
Franchises ludoth.	34'563	34'563	-
genolier colonie (Insieme-Genève)	502'360	502'360	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
groupe de Liaison Associations de Jeunesse	18'177	18'177	-
groupe scout d'intervention en cas de catastrophe (gsicc)	5'451	5'451	-
groupe tanganyika , st-martin-st-pierre	5'228	5'228	-
Héli-Passion club Genève	5'077	5'077	-
Jardin Robinson - verseuse 8	19'212	19'212	-
LEgg - diverses associations	38'779	38'779	-
Les Plattets	145'190	145'190	-
Mouvement Jeunesse Suisse Romande	34'598	34'598	-
MQ Acacias - route des Acacias 17-19-21	150'000	150'000	-
MQ Acacias (annexe) - cheval-blanc 8	15'458	19'036	-3'578
MQ Asters-servette - schaub 45 (001)	27'657	26'592	1'065
MQ Asters-servette - schaub 45 (012)	85'582	84'032	1'550
MQ Asters-servette - servette 100	32'096	32'096	-
MQ ATB - battoirs 10	31'744	31'744	-
MQ champel - peschier 32	127'484	127'484	-
MQ chausse-coq (dépôt) - saint-Antoine 8	1'338	1'338	-
MQ chausse-coq- chausse-coq 4-6	126'630	126'360	270
MQ Eaux-vives - route de Frontenex 56	205'420	205'420	-
MQ Franchises - Franchises 54	80'702	80'702	-
MQ Franchises (dépôt) - franchises 54	3'568	3'568	-
MQ Jonction - saint-clotilde 18bis	194'321	182'368	11'953
MQ Jonction (arcade) - village-suisse 3	29'543	28'404	1'139
MQ Jonction (Rinia contact) - vélodrome 8	14'270	13'596	674
MQ La source - Lac 17	46'524	46'524	-
MQ Le chalet - bout-du-monde 6	156'770	145'888	10'882
MQ Les créAteliers - Jean-Jaquet 1	21'360	21'360	-
MQ Les créAteliers (129 m2) - Léman 14	37'560	37'560	-
MQ Les créAteliers (22 m2) - Léman 14	8'652	8'652	-
MQ ouches - chemin des sports 4	13'044	13'100	-56
MQ Pâquis - Berne 50	251'167	251'167	-
MQ Pâquis - Buis 14	191'414	191'414	-
MQ Plainpalais - la tour 1	308'130	308'130	-
MQ Plainpalais - parking - Prévost-Martin 19	3'360	3'360	-
MQ Pré en bulle - montbrillant 18	24'456	24'456	-
MQ Pré en bulle - parking	-	2'160	-2'160
MQ Pré en bulle (tamagotchi) - Gares 31	7'552	7'552	-
MQ saint-gervais - Jean-Gutenberg 5	15'780	15'780	-
MQ saint-Jean - François-Furet 7	370'573	370'573	-
MQ saint-Jean - source saint-Jean 3	25'956	25'956	-
Pâquis-sécheron ludoth.	25'503	25'503	-
Petit-saconnex ludoth.	37'583	37'583	-

en francs		C 2015	B 2015	Écart
	plainpalais-jonction ludoth.	101'620	101'520	100
	Pré-Picot ludoth.	27'348	27'348	-
	Prêt-Ludes ludoth.	18'791	18'791	-
	Rhatia, group. amis chemin de fer	17'138	17'138	-
	saint-Jean ludoth.	36'744	36'744	-
	serviette ludoth.	31'207	31'207	-
	société de géographie	2'560	2'560	-
	société des colonies de vacances de Plainpalais	9'650	9'650	-
	Tobogame	8'725	8'725	-
	Train Passion	6'189	6'189	-
	vieille-ville et environs ludoth.	14'094	14'094	-
	villa Dutoit - Association de la villa Dutoit	161'832	161'832	-
	Zanco	4'336	4'336	-
	Zanco - Théâtre itinérant	9'944	9'972	-28
54	Institutions pour la jeunesse	6'931'477	6'589'004	342'473
365	subventions accordées - institutions privées	6'931'477	6'589'004	342'473
	31-Décembre restaurant scolaire	11'745	11'745	-
	31-Décembre restaurant scolaire - transport repas	8'225	6'635	1'590
	A.M.P. Barthélémy-Menn/rue verte 1 restaurant scolaire	80'080	78'632	1'448
	A.M.P. Barthélémy-Menn/rue verte 1 restaurant scolaire - transport repas	14'766	13'266	1'500
	ACS P - La Pépinière-mq Jonction restaurant scolaire	20'973	20'973	-
	Allières restaurant scolaire	23'825	23'825	-
	Allières restaurant scolaire - transport repas	13'088	11'297	1'791
	Allobroges restaurant scolaire	34'227	34'227	-
	Allobroges restaurant scolaire - transport repas	11'593	11'412	181
	Assoc. des rest. scolaires Champel	6'543	6'543	-
	Association des amis du Dr Korczak	20'652	20'652	-
	Association du centre de l'Orangerie	54'857	54'857	-
	Associations Jeunesse (Eaux-vives)	28'187	28'187	-
	Associations pour la jeunesse	21'811	21'811	-
	Carl-Vogt 6g restaurant scolaire	45'636	45'636	-
	Carl-Vogt 6g restaurant scolaire - transport repas	9'444	7'444	2'000
	Cayla restaurant scolaire	34'898	34'898	-
	Cayla restaurant scolaire - transport repas	10'944	9'957	987
	Champel - cité universitaire restaurant scolaire	9'000	9'000	-
	Chateaubriand pavillon restaurant scolaire	10'570	10'570	-
	Chateaubriand pavillon restaurant scolaire - transport repas	4'666	4'346	320
	Cité-Jonction restaurant scolaire	6'040	6'040	-
	Cité-Jonction restaurant scolaire - transport repas	4'432	4'441	-9
	Cité-Rive association des restaurants scolaires	4'669	4'669	-
	Contamines restaurant scolaire	44'462	44'462	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
contamines restaurant scolaire - transport repas	19'103	12'543	6'560
crèche des ouches	203'349	203'349	-
crèche Eaux-vives	215'219	205'128	10'091
crèche école Europe (dépôt exposition)	2'565	2'565	-
crèche école Pré-Picot (dépôt meubles et matériel)	5'576	5'576	-
crèche maison des enfants (3,5 pces)	39'711	37'640	2'071
crèche Planète des enfants	84'729	84'729	-
crèche P'tit monde	48'493	45'428	3'065
croquettes restaurant scolaire	64'260	68'622	-4'362
de Budé restaurant scolaire	23'489	23'489	-
déchets restaurants scolaires	70'544	-	70'544
devin-du-village restaurant scolaire	17'114	17'114	-
devin-du-village restaurant scolaire - transport repas	8'444	8'708	-264
Eaux-vives restaurant scolaire	33'556	33'556	-
Eaux-vives restaurant scolaire, salle la coccinelle	9'228	9'228	-
École Franchises (cuisine pour crèche)	16'445	16'445	-
EQ sécheron - restaurant scolaire	44'646	44'646	-
EQ sécheron - transport repas	19'655	18'074	1'581
EQ sécheron - crèche	337'718	337'718	-
Europe restaurant scolaire	56'039	56'039	-
Féd. cuisines et rest. scolaires canton de Genève	2'939	2'939	-
Ferdinand-Hodler restaurant scolaire	30'368	30'368	-
Ferdinand-Hodler restaurant scolaire - transport repas	15'620	13'608	2'012
FOJ - Fond. officielle de la Jeunesse - village-suisse 3	184'068	184'068	-
FOJ - Fond. officielle Jeunesse - voltaire 9	159'000	159'000	-
Franchises restaurant scolaire	27'180	27'180	-
Franchises restaurant scolaire - transport repas	10'355	9'830	525
Geisendorf restaurant scolaire	31'878	31'878	-
Geisendorf restaurant scolaire - transport repas	11'794	11'756	38
Genêts restaurant scolaire	41'777	41'777	-
Grottes restaurant scolaire	32'717	32'717	-
Grottes restaurant scolaire - transport repas	14'801	12'544	2'257
Jardin d'enfants Grenade	49'952	49'952	-
Jardin d'enfants Papillons - rieu 22	34'812	34'812	-
Jonction restaurant scolaire	91'368	91'368	-
Jonction restaurant scolaire - transport repas	13'861	13'750	111
La souris verte - parking - schaub 38	2'040	2'040	-
Le Corbusier restaurant scolaire	51'676	51'676	-
LEgg - crèche	297'334	297'334	-
LEgg - restaurant scolaire	66'483	66'483	-
Liotard restaurant scolaire	12'080	12'080	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
Liotard restaurant scolaire - transport repas	15'910	12'408	3'502
Lyon 99 - transport repas	12'183	11'963	220
micheli-du-crest restaurant scolaire	23'321	23'321	-
micheli-du-crest restaurant scolaire - transport repas	11'095	12'202	-1'107
MQ Jonction - La Pépinière - tr. repas	3'380	2'824	556
MQ saint-Jean - restaurant scolaire	20'469	20'469	-
MQ saint-Jean - transport repas	5'071	4'448	623
ouches restaurant scolaire	26'006	26'006	-
ouches restaurant scolaire - transport repas	6'936	6'826	110
Pâquis restaurant scolaire	95'635	95'635	-
Parlement des Jeunes	8'892	8'892	-
Pastourelle	77'112	77'112	-
Peschier restaurant scolaire	34'563	34'563	-
Peschier restaurant scolaire - transport repas	18'685	15'659	3'026
Plainpalais (Hugo-de-senger) restaurant scolaire	33'892	33'892	-
Plantaporêts restaurant scolaire	58'220	58'220	-
Pomme d'Api jardin d'enfants	38'422	38'422	-
Pré-picot restaurant scolaire	10'906	10'906	-
Pré-Picot restaurant scolaire - transport repas	11'679	10'594	1'085
Roches restaurant scolaire	41'106	41'106	-
Roches restaurant scolaire - transport repas	8'941	7'413	1'528
saint-gervais restaurant scolaire	51'005	51'005	-
saint-jean restaurant scolaire	27'851	27'851	-
saint-jean restaurant scolaire - transport repas	6'526	5'291	1'235
SDPE-Asters - soubeyran 6	198'709	198'709	-
SDPE-Atelier des Petits	61'276	61'276	-
SDPE-BOIS de la Bâtie	33'556	33'556	-
SDPE-champel - Alf.-Bertrand 20	-	291'790	-291'790
SDPE-champel - Bout-du-monde 4B	-	87'537	-87'537
SDPE-champel - Louis-Aubert 2	522'304	142'977	379'327
SDPE-châteaubriand	290'039	290'039	-
SDPE-Frontenex	72'948	72'948	-
SDPE-Gazouillis	116'716	116'716	-
SDPE-Germaine Duparc	140'059	140'059	-
SDPE-La souris verte - schaub 38	70'030	70'030	-
SDPE-Madeleine	288'872	288'872	-
SDPE-Pré-Picot EVF	154'649	154'649	-
sécheron restaurant scolaire	12'919	8'389	4'530
secteur petite enfance A.carfagni-Pâquis - La Pirouette	69'533	66'484	3'049
secteur petite enfance A.carfagni-Pâquis - Prieuré	163'984	-	163'984
secteur petite enfance de la servette - crèche des Asters - soubeyran 8	34'914	33'240	1'674

en francs	C 2015	B 2015	Écart
secteur petite enfance de plainpalais - chaumettes - Lombard 5	29'574	28'104	1'470
secteur petite enfance de plainpalais - minoteries	246'861	234'304	12'557
secteur petite enfance de saint-gervais - sujet 34 loc. poussette	10'531	9'972	559
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Favre 33	130'558	125'716	4'842
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Favre 37	22'360	22'360	-
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Favre 39	24'476	24'476	-
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Gd-Pré 11 (102m2)	31'782	30'824	958
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Gd-Pré 11 (22m2)	2'452	2'452	-
secteur petite enfance plainpalais - crèche des sources (300m2)	94'647	90'660	3'987
secteur petite enfance plainpalais - crèche des sources (67m2)	21'253	20'248	1'005
secteur saint-gervais - EVE du sujet	294'998	279'300	15'698
SMP - La source bleue	6'543	6'543	-
trembley restaurant scolaire	40'938	34'059	6'879
vidollet restaurant scolaire	24'873	24'873	-
vidollet restaurant scolaire - transport repas	6'262	5'238	1'024
vollandes restaurant scolaire	20'134	20'134	-
vollandes restaurant scolaire - transport repas	7'603	2'160	5'443
58 Aide sociale	2'458'529	2'491'065	-32'536
365 subventions accordées - institutions privées	2'458'529	2'491'065	-32'536
AA groupe centre	24'366	24'366	-
Ass. défense des chômeurs	24'962	23'872	1'090
Assoc. « solidarité femmes »	120'332	120'332	-
Assoc. carrefour-rue - montbrillant 3	73'132	73'132	-
Assoc. carrefour-rue - stand 3/3bis	36'072	36'072	-
Assoc. des habitants 95 F - Av. d'Aire	4'573	4'573	-
Assoc. Journées du cœur	6'776	6'776	-
Assoc. triologue - ch.de la forêt	33'844	33'844	-
Association 360°	22'664	22'664	-
Association Action civique intempestive	43'800	87'600	-43'800
Association Aspasia	13'596	13'596	-
Association BIOPOP - Gares 19	12'144	12'144	-
Association l'expérience	16'104	16'104	-
Association vires	70'028	70'028	-
ATD quart-monde	46'250	46'250	-
Autrement-Aujourd'hui assoc.	11'447	11'447	-
carrefour rue - Point d'eau vermont 21	20'432	20'432	-
centre social protestant	67'392	67'392	-
conseil des Anciens	9'540	9'540	-
croix-rouge genevoise (Eaux-vives)	29'742	29'742	-
croix-rouge suisse, section genevoise (dépôt)	5'451	5'451	-
croix-rouge-vet'shop Arcade-Eaux-vives	16'620	16'620	-

en francs	C 2015	B 2015	Écart
div. util. salles communales par uva	3'010	-	3'010
EMS résidence Fort-Barreau	412'080	412'087	-7
EMS résidence Les tilleuls	483'336	483'176	160
Espoir pour les enfants de Tchernobyl	3'791	3'791	-
Fédération icvolontaires - carouge 104	6'576	6'578	-2
Fogolar Furlan di Ginevra	8'097	8'097	-
Fond. Au cœur des grottes - ch. Dr-J.-L.-Prévoist 19	54'000	54'000	-
Fond. Au cœur des grottes - Riant-Parc 21	72'000	72'000	-
Fond. Au cœur des grottes - Zurich 40	32'940	32'940	-
Fondation Cap Loisirs	7'862	-	7'862
Fondation Pro Patria	6'593	6'380	213
Fondation Suisse Service Social International	4'460	4'460	-
Fondation Trajets - Buanderie - Pont-d'Arve 35	73'872	73'868	4
Groupe SIDA Genève - Louis-Favre 43	45'000	45'000	-
Groupement expérimental d'émissions TV	10'048	10'048	-
Groupes Familiaux Al-Anon 13m2	3'669	3'669	-
Groupes Familiaux Al-Anon 92m2	7'531	7'531	-
Gym Seniors	13'035	13'035	-
Gym Seniors - Salle des Asters	6'360	2'500	3'860
Icvolontaires-Suisse - Carouge 106	22'664	22'664	-
La Carte Blanche	46'044	46'068	-24
Maison de la Naissance La Roseraie	48'000	48'000	-
Mouvement des Aînés - Carl-Vogt 2	30'672	30'672	-
Mouvement des Aînés - Parking - Carl-Vogt 4	2'520	2'520	-
Mouvement Populaire des Familles	16'924	7'052	9'872
Première ligne - Grottes 8	5'032	5'032	-
Procap - Minoterie 3	71'924	71'924	-
Procap - Parking - Minoterie 7	3'000	1'800	1'200
Quai 9 (Première ligne)	58'656	58'656	-
S.A.I.G (soc. ass. italiennes de GE)	42'308	42'308	-
T-Interactions - Carouge 106	5'325	21'300	-15'975
T-Interactions - ch. Dr-J.-L.-Prévoist 10	102'000	102'000	-
T-Interactions - Grand-Pré 11	39'932	39'932	-

4.6.10 LISTE DES SUBVENTIONS PONCTUELLES EN FRANCS (1/3)

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Loisirs et activités ludiques		144'980
Akwaba	festival d'ici et d'ailleurs	5'000
Art'o'danse	festival groove'n'move	5'000
Assoc. Europe-charmille	semaine d'actions contre le rascisme	4'000
Association 60*60	projet socioculturel de proximité	15'000
Bus magique	création d'un cd	5'000
cinématou	festival animatou	21'500
Fédération genevoise d'échecs	Les echecs contre les maladies dégénératives	2'000
Genève basket club Pâquis	30 ^{ème} anniversaire du club	4'000
gliss'en ville	toboggan géant à Genève	5'000
Label-vie	grand roue Label-vie au parc de la grange	5'000
Liaisons urbaines	summer break 2015	1'000
Pré en bulle	projet préaubulle 2015	72'480
Education et information		200'515
APDH	permanence pour migrants arabophone	40'000
ATE	cours « être et rester mobile »	7'200
CGV	formation contre l'exclusion	1'200
collectif nocturne	FMR	2'000
coordination enfants de la jonction	soutien au fonctionnement	600
Espace A	soutien à la conférence de sensibilisation	5'215
Espace adoption	concert et témoignage dida guigan	2'300
FAAG	jeudis de la FAAG	5'000
FOJ	projet AMF	70'000
maison de la créativité	aide au démarrage	30'000
Pro natura	centres nature et sorties nature	15'000
service social international	atelier vidéo « ici, mon futur? »	3'000
stop suicide	campagne prévention 2015	5'000
vie-déo et débats	4 ^{ème} volet « L'autre miroir »	4'000
WWF panda club	sorties en nature pour les enfants	10'000
cohésion sociale et solidarité		311'400
Assoc. Le gai savoir	festival everybody's perfect - subv. exceptionnelle	5'000
Association 360	soutien exceptionnel 2015	10'000
AUBP	patinoire synthétique	50'000
Baz'art	manifestation artistique	3'400
carrefour-rue	hameau studios mobiles noé	80'000
collectif 17 octobre	journée mondiale du refus de la misère	3'000
dance with me	dancing communities	5'000
dialogai	Le refuge Genève	35'000
dire pour voir	audio-description pièce de théâtre	3'000
EPER	soutien aux permanences volantes	5'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
EPER	permanences volantes	10'000
Escapade familiale	escapade familiale 2015	3'000
Esprit nomade	sensibilisation ...chez moi, chez nous	5'000
Europe-charmilles	soutien aux activités	8'000
Fédération LGBT	totem -Jeunes LGBT	10'000
Festival black movie	soutien aux ateliers parascolaire	8'000
La teuf	la teuf s'amuse	3'000
LEPA	soutien au cours de langue	5'000
Les Artichauts	Jardin de cuillettes à beaulieu	5'000
Les Artichauts	Jardin de cuillettes à beaulieu	5'000
oiseau à ressort	projet « confluence »	2'000
Pavillon cayla	l'atelier vélo	20'000
PFIR	valorisation diversité et dialogue interreligieux	5'000
POUR Y croire encore	17 ^{ème} fête de l'Espoir	5'000
S5	cafés des signes	3'000
SAIG	Journal la notizia	10'000
voie-F	fonds garderie	5'000
Participation citoyenne		197'335
Acqua-diving	nettoyage du lac	5'000
AIESEC	soutien à global village	1'300
AJEG	Les zeurs au foyer de réfugiés	530
Alternatiba Léman	Alternatiba 2015	10'000
ARV	buvette à la pointe	22'000
Ass. 750 ^{ème} Petit saconnex	750 ^{ème} anniversaire	5'000
Ass. habitant du petit saconnex	soutien aux activités	3'000
champel s'éveil	animations champel s'éveil	5'000
codap	soutien pour outils de gestions projets	5'000
collectif beaulieu	guinguette au parc beaulieu	3'000
Dream's Factory	soutien warriorz krump game 8	1'000
Dream's Factory	soutien à la soirée de présentation	4'533
F-Information	soutien à la réalisaiton d'un recueil « récit de vie »	21'342
FTA	Festival l'été au parc bertrand	5'000
Geis&dorf	fête à geis	1'250
Geneva E-sport	soutien au clip de promotion et sensibilisation	7'000
Genève Bénévolat	soutien au fonctionnement	42'000
GLAJ	projet Action 72 heures	9'790
maison de l'architecture	bâches du grand théâtre	18'000
osj	battle de l'escalade	3'125
sasfera	monnaie léman	3'000
step into action	soutien à step into action	10'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Tako	boîtes d'échange entre voisins	6'000
Thune du cœur	soutien de fin d'année	465
urban zone colors	soutien au projet « on est ensemble »	5'000
vie associative		117'770
3e optimiste-jonction	soutien à l'emploi d'une intendante salle à manger	36'400
ACAB	soutien aux activités	1'000
Action Innocence	subvention de fin d'année	2'000
AMIC	subvention de fin d'année	2'000
APDH	subvention de fin d'année	1'000
Aspasie	subvention de fin d'année	1'500
CAPAS	journée de réflexion	3'500
carrefour-rue	subvention de fin d'année	2'000
carrefour-rue	formation	1'500
centre de la roseraie	subvention de fin d'année	2'000
chalet suisse	soutien au fonctionnement	20'000
colis du cœur	subvention de fin d'année	2'000
CPV	formation au management	1'500
Ecole des parents	installation nouvelle arcade	5'000
Espace solidaire pâquis	subvention de fin d'année	2'000
FAAG	soutien aux activités	3'000
ISS	soutien à la création d'un site web	10'000
La coulou	subvention de fin d'année	2'000
Le Bateau	subvention de fin d'année	2'000
Philiias	plateforme humagora	5'000
Plate-forme des aînés	subvention de fin d'année	1'500
Pro jeunesse	location salle des Astéris	2'550
Pro jeunesse	rbt subv. pro jeunesse	-16'680
Racard	soutien exceptionnel 2015	10'000
samedi du partage	soutien aux charges logistiques	15'000
TOTAL DES ENVELOPPES		972'000

5

PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5 PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.1 PSDD - SUIVI ANNUEL 2011-2015 PAR OBJECTIF

contexte

Le programme stratégique de développement durable (PSDD) 2011-2014, a été adopté le 24 septembre 2010 par le conseil administratif (CA) ; il a été intégralement prolongé en 2015 pour permettre une meilleure transition avec la nouvelle stratégie municipale de développement durable qui débutera en 2016. ce programme vise avant tout l'élaboration d'une vision cohérente et transversale du développement durable (DD). La ville de Genève s'est dotée d'objectifs communs, concrets et mesurables pour une période donnée, dont le suivi annuel est l'objet des pages suivantes.

Le conseil administratif (CA) a délégué à madame sandrine salerno, conseillère administrative en charge du département des finances et du logement (DFL), la coordination et le suivi de la mise en œuvre du PSDD. en complément, pour en assurer la transversalité, le comité de pilotage du PSDD est composé des directeurs et directrices des départements de la ville de Genève (CODIR).

Le service Agenda 21 – ville durable (A21) est chargé de son opérationnalisation, en collaboration avec 16 équipes de projet réparties à travers l'administration municipale. Le suivi annuel des objectifs du PSDD, publié dans ce rapport, se base sur les informations transmises par les cinq départements.

de manière générale, ce programme peut être considéré comme un projet novateur, notamment par sa mise en œuvre interdépartementale. il trouve donc sa place au sein de ce document dans la partie regroupant les projets transversaux.

en 2014, le service A21 a réalisé un bilan du PSDD sous forme de publication téléchargeable sur le site internet de la ville¹. on y trouve également les lettres d'information «Genève, ville durable».

situation 2015

L'année 2015 correspond au cinquième et dernier suivi annuel du PSDD. La réalisation des objectifs formulés les années précédentes s'est poursuivie dans le cadre des outils mis en place en 2010, puis optimisés en 2012. une notice méthodologique expliquant la manière d'effectuer le suivi a été publiée en 2013 sur le site internet de la ville. Le budget 2015 alloué aux objectifs du PSDD est resté identique à celui de 2014.

globalement, les résultats du PSDD sont très satisfaisants. Les bilans de chaque objectif sont résumés sur la page ci-contre :

- onze objectifs sont dans le vert: les résultats escomptés ont été atteints, voir dépassés. il est réjouissant de voir combien de projets ont pu être développés durant cinq ans.
- quatre objectifs sont dans le jaune, c'est-à-dire qu'ils sont partiellement atteints mais les prévisions initiales formulées en 2010 ont dû être modifiées et/ou retardées. notamment au niveau de l'énergie et de la qualité de l'air, les progrès sont, pour l'heure, trop lents pour atteindre les objectifs climatiques ambitieux fixés à l'horizon 2050 (100% renouvelable). La municipalité devra intensifier ses efforts et ses investissements pour réduire les émissions de CO₂ dues à ses véhicules et bâtiments. en ce qui concerne les objectifs en lien avec la participation citoyenne et la gestion des incivilités, également dans le jaune, différents outils sont encore en train d'être développés par l'administration, ce travail pourra se poursuivre en 2016-2020. ces objectifs avaient pris du retard lorsque leur responsabilité a changé de département en cours de programme.

- un des objectifs (12B) n'est plus suivi dans le cadre du PSDD depuis 2013.
- aucun objectif n'est dans le rouge.

perspective 2016

pour la période 2016-2020, le CA a décidé d'adapter sa stratégie de développement durable comme suit :

- L'intégration du développement durable dans les politiques publiques s'inscrira dans le cadre des perspectives du CA pour 2015-2020 et des feuilles de route par département pour renforcer la continuité et la cohérence de l'action publique. Le service A21 poursuivra son travail de soutien transversal à l'ensemble de l'administration, en fonction des demandes et des besoins.
- L'innovation sociétale sera particulièrement encouragée dès 2016 par le programme G'innove (voir www.ville-ge.ch/ginnove).
- des rapports annuels de développement durable en ville de Genève seront développés sur la base des indicateurs existants et publiés régulièrement, en complément au rapport des comptes.

Le monitoring systématique des seize objectifs du premier PSDD ne se poursuivra pas au-delà de 2015. Au niveau financier, une partie du budget PSDD a été réalloué à G'innove en 2016 (le projet de budget était de 454'522 pour G'innove, montant réduit à 371'148.95 lors du vote du budget 2016). certains objectifs du PSDD reçoivent un financement partiel encore en 2016, afin de conclure les projets en cours. L'ensemble des financements PSDD qui ne sont pas liés à des postes fixes ou au fonds délégation Genève ville solidaire s'arrêteront fin 2016.

¹http://www.ville-geneve.ch/fileadmin/public/departement_1/documents_de_demarches/brochure-realizations-2011-2014.pdf

Résumé

Évaluation globale

	2011	2012	2013	2014	global 2011-2015
OBJECTIF 1 : VISION PARTAGÉE	😊	😐	😐	😊	😊
OBJECTIF 2 : PARTICIPATION	😐	😊	😐	😞	😐
OBJECTIF 3 : QUALITÉ DE L'AIR	😊	😐	😊	😐	😐
OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT	😊	😐	😐	😐	😐
OBJECTIF 5 : BIODIVERSITÉ	😊	😊	😊	😐	😊
OBJECTIF 6 : ACHATS DURABLES	😊	😐	😐	😊	😊
OBJECTIF 7 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	😐	😊	😐	😊	😊
OBJECTIF 8 : MOBILITÉ	😊	😊	😐	😐	😊
OBJECTIF 9A : INTÉGRATION	😞	😐	😐	😐	😊
OBJECTIF 9B : INCIVILITÉS	😞	😐	😐	😐	😐
OBJECTIF 10 : ÉCONOMIE LOCALE	😊	😊	😐	😐	😊
OBJECTIF 11 : CONDITIONS DE TRAVAIL	😞	😊	😊	😊	😊
OBJECTIF 12A: HANDICAP ET CULTURE	😊	😊	😊	😊	😊
OBJECTIF 12B: INFRASTRUCTURES CULTURELLES	😊	😊	😊	😐	😐
OBJECTIF 12C: DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES	😊	😊	😊	😐	😊
OBJECTIF 13 : COOPÉRATION	😐	😊	😊	😊	😊

Légende

évaluation globale

- 😊 = bonne
- 😐 = moyenne
- 😞 = mauvaise
- 😐 = pas noté

degré de réalisation de l'objectif

- = atteint
- = partiellement atteint
- = pas atteint ou reporté
- = non évaluable

résultats planifiés en 2015

- ✓ = réalisé
- ~ = partiellement réalisé ou léger retard
- * = pas réalisé, reporté ou abandonné

LA VILLE DE GENÈVE ÉLABORE AVEC LES ACTRICES ET ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UNE VISION PARTAGÉE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE SA GOUVERNANCE.

responsable : DFL

collaborations : AUT, DCA, DCS, DEUS et DCSS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
1.1 INTERNE À L'ADMINISTRATION : LE CA ET LE CM, AINSI QUE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL MUNICIPAL, SONT RÉGULIÈREMENT INFORMÉS SUR LE SUIVI DU PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD).							
nombre de personnes ayant participé à une formation sur le développement durable en ville de Genève	max	50	39	●	50	57	●
	min	25			25		
pourcentage des groupes cibles internes à l'administration tenus informés annuellement (CA, CM, CODIR, correspondant-e-s Agenda 21)	max	100 %	100 %	●	100 %	100 %	●
	min	75 %			75 %		
1.2 EXTERNE À L'ADMINISTRATION : LA VILLE DE GENÈVE INFORME LES HABITANT-E-S ET SES PARTENAIRES DU CONTENU DU PROGRAMME STRATÉGIQUE ET LES SENSIBILISE AUX ENJEUX DU DD.							
nombre d'actions de communication à destination du grand public	max	12	8	●	12	14	●
	min	8			8		
nombre d'abonné-e-s à la lettre d'information trimestrielle (externe à l'administration)	max	600	1'814	●	1'900	1'933	●
	min	500			1'814		
nombre de « clics » sur les pages Genève ville durable du site internet de la ville de Genève (total global annuel)	max	10'000	17'697	●	20'000	10'082	●
	min	9'000			10'000		

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

<p>enjeux : La ville de Genève défend une vision large du développement durable. Au-delà des défis écologiques, celle-ci inclut les questions de droits humains, d'égalité et de diversité. Pour devenir une ville plus verte et solidaire, l'ensemble des actions publiques et privées doivent converger. L'information, la consultation et la sensibilisation de la société civile, des entreprises et des habitant-e-s sont ainsi des objectifs à long-terme qui sous-tendent le programme stratégique dans son ensemble. Dans le cadre du renouvellement de la stratégie municipale pour 2016-2020, un nouveau programme d'encouragement à l'innovation sociétale a été créé, intitulé G'innove, qui favorisera les collaborations entre l'administration et la société civile.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ processus de consultation en 2010 impliquant 130 personnes internes et externes à l'administration, dont les résultats ont contribué au programme stratégique 2011-2015. Dans le cadre du renouvellement de la stratégie municipale de développement durable pour la période 2016-2020 il a été décidé de privilégier la consolidation des pratiques durables au sein de l'administration, sur la base de la consultation de 2010, plutôt que de recommencer une consultation externe. La participation d'entités externes à l'administration est désormais facilitée grâce au nouveau programme d'encouragement à l'innovation sociétale G'innove, créé dès janvier 2016, qui sera ouvert aux services municipaux ainsi qu'aux personnes physiques et morales éligibles. ✓ organisation de la 7^{ème} conférence européenne des villes durables - Genève 2013, réunissant près de 900 personnes des secteurs public, privé et associatif en provenance de 51 pays. ✓ création de nouveaux outils de communication, dont notamment une lettre d'information avec 1'933 abonné-e-s en 2015. Les suivis annuels du PSDD et le bilan des réalisations 2011-2014 sont disponibles sur les pages «Genève, ville durable» du site internet de la ville, dont la fréquentation s'est stabilisée autour de 10'000 clics par an, ce qui reste assez limité. ✓ plusieurs actions destinées au grand public entre 2011 et 2015 (minigolf du DD, tenues de stands lors de manifestations en lien avec le développement durable, conférences,...) ainsi que 22 articles dans le vivre à Genève présentant divers volets du PSDD. ✓ vingt-quatre subventions accordées entre 2011 et 2015 en lien avec la sensibilisation au développement durable. ✓ matériel de sensibilisation aux éco-gestes pour les jeunes enfants « Adèle et Barnabé » distribué dans toutes les institutions de la petite enfance de la ville de Genève. ✓ développement des formations « Les Midis du DD » - un espace de partage et de réflexion pour une meilleure mise en oeuvre du développement durable au sein de l'administration. ✓ rencontres régulières entre les autorités municipales et les associations actives dans les domaines «égalité», «diversité», «LGBTIQ», «participation citoyenne», «intégration socio-professionnelle», «environnement» et «agriculture de proximité».

LA VILLE DE GENÈVE ÉTABLIT DES STANDARDS ET UNE MARCHÉ À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION.

responsable : dcsc

collaborations : AUT, DFL, DCA, DCS et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
indicateur(s)							
2.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE MET À DISPOSITION DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UN GUIDE SPÉCIFIQUE CONTENANT DES STANDARDS ET UNE MARCHÉ À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION.							
% de l'état d'avancement de l'objectif de mise à disposition du guide spécifique	max	100%	45%	●	75%	60%	●
	min	75%			45%		
2.2 D'ICI FIN 2014, L'ENSEMBLE DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION CONCERNÉS PAR LES DÉMARCHES PARTICIPATIVES AURA SUIVI UNE FORMATION CONTINUE SUR L'UTILISATION DU GUIDE (1 PERSONNE MIN/SERVICE CONCERNÉ).							
							●

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux : inviter les habitant-e-s à proposer des améliorations de leur lieu de vie, c'est ce qu'on appelle la «démocratie participative». elle accompagne la démocratie traditionnelle, dite «représentative», celle des hommes et des femmes élu-e-s par leurs pairs pour les représenter. La ville de Genève souhaite développer ces pratiques et les rendre accessibles à toutes et tous. cet objectif a d'abord permis la réalisation d'un état des lieux de l'action participative à Genève et a relevé une grande diversité de pratiques et de besoins. La réalisation d'un guide spécifique lié aux questions de participation a ainsi été remis en question. toutefois, le thème de la participation, sa pertinence, son efficacité, son efficacité, n'ont cessé de questionner l'administration durant ces dernières années et de produire des nouvelles pratiques. L'avènement d'une charte de la participation, qui devrait être soumise aux élu-e-s courant 2016, représentera un point important pouvant présider à la mise en pratique de nouveaux espaces de parole et de participation pour les habitant-e-s et les acteurs économiques de la commune.

- ✓ 2011: réalisation d'un état des lieux sur l'action participative de la ville de Genève qui a analysé la participation citoyenne dans dix projets municipaux. cela concerne des situations variées, allant de l'aménagement d'une place publique ou d'une zone 30 à la vision long-terme du Plan directeur communal, en passant par les budgets participatifs des écoles.
- ✓ 2013: évaluation externe, poursuite et développement des initiatives «contrats de quartier» réunissant les autorités, les habitant-e-s et les commerçant-e-s d'un quartier, dans le but d'améliorer les parcs, les salles de quartier, la circulation dans les rues, etc.
- ✓ 2016: proposition d'une charte de la participation; document en cours de préparation, qui fixera sur papier la volonté de la ville d'inclure les habitant-e-s dans les décisions concernant leur environnement proche, en particulier lors de «grands projets».
- ✓ 2016: essai de modélisation des pratiques participatives au département de la cohésion sociale et de la solidarité, dans le but de dégager les bonnes pratiques et d'explorer les objets et les publics non-sollicités à ce jour par les processus existants.
- ✓ une proposition de formation pour les collaborateurs et collaboratrices de l'administration sera élaborée courant 2016; pour commencer, une action de sensibilisation sur le thème de la participation sera organisée dans le cadre des «midis du développement durable» le 28 avril 2016.

LA VILLE DE GENÈVE RATIONALISE ET ASSAINIT SON PARC DE VÉHICULES AFIN DE DIMINUER DE FAÇON SIGNIFICATIVE LES ÉMISSIONS POLLUANTES.

responsable: DEUS

collaborations: COGEVE

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
3.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE APPROUVE ET MET EN ŒUVRE UNE NOUVELLE POLITIQUE ET STRATÉGIE DE GESTION ET DE RENOUVELLEMENT DES VÉHICULES.							
degré de réalisation et de mise en œuvre de la nouvelle politique et stratégie de gestion et de renouvellement des véhicules	max	75%	78%	●	80%	80%	●
	min	70%			75%		
3.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE MET EN PLACE UN SYSTÈME D'INFORMATION QUI INTÈGRE ET CONNECTE ENTRE ELLES LES DIFFÉRENTES DONNÉES RELATIVES À LA GESTION DU PARC DE VÉHICULES (FINANCES, ASSURANCES, ENTRETIEN ET MAINTENANCE, ENVIRONNEMENT, TYPOLOGIE DES VÉHICULES, ETC.).							
3.3 D'ICI 2014, PLUS DE 80 VÉHICULES ET ENGIN VÉTUSTES SONT REMPLACÉS PAR DES VÉHICULES TECHNIQUEMENT ADAPTÉS AUX BESOINS ET PERFORMANTS DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL, DANS LE CADRE DE L'ASSAINISSEMENT DU PARC ACTUEL.							
nombre de véhicules et engins du plan d'assainissement inclus dans un nouveau processus de remplacement	max	80 (100%)	74 (93%)	●	80 (100%)	74 (93%)	●
	min	60 (75%)			68 (85%)		
nombre total de véhicules et engins du plan d'assainissement remplacés	max	80 (100%)	64 (80%)	●	80 (100%)	69 (86%)	●
	min	64 (80%)			64 (100%)		
3.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE 4% LES ÉMISSIONS DE CO₂ ANNUELLES GÉNÉRÉES PAR LA CONSOMMATION DE CARBURANT DU PARC DE VÉHICULES PAR RAPPORT À L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2010.							
variation des émissions de CO ₂ annuelles générées par la consommation de carburant par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2'363)	-3.4% (2'377)	●	-4% (2'363)	6.9% (2'632)	●
	min	-2% (2'412)			-2% (2'412)		
moyenne des variations des émissions de CO ₂ annuelles générées par la consommation de carburant de la période de 2011 à 2014 par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2'363)	-3.4% (2'378)	●	-4% (2'363)	-1.3% (2'428)	●
	min	-2% (2'412)			-2% (2'412)		

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement du département en charge de la mise en œuvre et principalement sur les crédits d'investissements relatifs au renouvellement et à l'assainissement du parc de véhicules.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux : L'utilisation de véhicules à moteurs dégrade la qualité de l'air ambiant et a des répercussions sur la santé et le climat. une municipalité exemplaire se doit d'utiliser les modèles les plus écologiques possibles et d'en faire un usage responsable et parcimonieux. en 2010, la ville ne disposait pas d'outils de gestion assez performants pour mener une stratégie globale de réduction des impacts environnementaux de ses véhicules. en plus des investissements consentis pour le remplacement de véhicules vétustes par des engins plus performants d'un point de vue environnemental et économique, la municipalité est aujourd'hui en mesure d'optimiser son utilisation d'engins et véhicules pour réduire les émissions polluantes et sonores sur son territoire. L'objectif global est en bonne voie de réalisation. bien qu'accusant un retard par rapport à la planification faite en 2010, l'assainissement du parc avance convenablement. d'autre part, la gestion du parc s'est améliorée notamment dans le domaine de la cession des véhicules et engins. le rapport de la cour des comptes a confirmé que la politique de gestion des véhicules et engins ainsi que le plan d'actions vont dans la bonne direction.

L'objectif global a été en grande partie réalisé sur la période 2011-2015. une appréciation des trois différents volets de l'objectif est donnée ci-après:

gestion des véhicules

La gestion des véhicules s'est nettement améliorée entre 2011 et 2015 avec la mise en place d'éléments importants:

- une nouvelle politique et une stratégie de gestion des véhicules (programme d'actions) ont été élaborées;
- un nouveau système d'information qui intègre et relie toutes les données relatives aux véhicules de la ville de Genève (technique, finances, environnement, etc.) a été mis en production.

Par ailleurs, la cour des comptes (cdc) a mené un audit sur la gestion des véhicules en ville de Genève (rapport publié en avril 2014). Bien qu'un total de 12 recommandations ait été formulées par la CDC, le bilan de l'audit est globalement positif. De plus, la grande majorité des recommandations ont repris le sens des objectifs du programme d'actions élaboré par la commission de gestion des véhicules (COGEVE) en 2012.

renouvellement et assainissement

Le rythme de renouvellement et d'assainissement du parc véhicules a pris un certain retard dû au fait qu'aucune proposition de crédit pour le renouvellement de véhicules n'a été déposée sur la période 2012-2013. cette situation découle de la volonté politique de limiter et de diminuer le volume des dépenses d'investissements pour l'ensemble de l'administration. ce retard a toutefois un impact négatif sur l'état du parc de véhicules. malgré ce retard et en plus du renouvellement standard des autres véhicules, un total de 69 véhicules et engins vétustes ont été remplacés par des modèles plus écologiques depuis 2011.

émissions de CO₂

Initialement, le suivi du CO₂ ne faisait pas partie de l'objectif 3 «qualité de l'air» puisque cet objectif était orienté vers la diminution de la pollution locale de l'air. toutefois, compte tenu des interactions des polluants atmosphériques et des gaz à effets de serre ainsi que de l'importance du CO₂, il a été décidé de mettre en place un monitoring annuel des émissions de CO₂ générées par la consommation de carburant. ce suivi statistique porte aujourd'hui sur une période de 6 ans (2010 à 2015) et, par rapport à 2010 (année de référence), une tendance générale à la baisse a pu être observée de 2011 à 2014. toutefois, les émissions de CO₂ de 2015 ont augmenté de manière drastique: env. 7% de plus par rapport à celles de 2010. en 2015, 100'000 litres de diesel supplémentaires ont été consommés par rapport à 2014 (+22,5%). cette forte augmentation est en grande partie expliquée par le fait que le transport fluvial des déchets incinérables (du quai de chargement de la jonction à l'usine d'incinération des ordures ménagères des cheneviers) a été interrompu pendant plus de 6 mois en 2015 (28 semaines). par conséquent, une grande quantité de déchets a dû être transportée jusqu'à l'usine en camion ce qui a eu un impact significatif sur la consommation totale de carburant. malgré le pic de 2015, la moyenne des émissions de CO₂ sur la période 2011-2015 reste inférieure de -1,3% par rapport à 2010 (année de référence).

Perspectives

dans les prochaines années, la ville de Genève va, d'une part, finaliser la mise en œuvre des recommandations de la cour des comptes ainsi que les objectifs du programme d'actions. d'autre part, l'effort pour rationaliser et renouveler le parc véhicules par des modèles toujours plus performants d'un point de vue environnemental va également être poursuivi. ce travail de longue haleine sera facilité par les outils de gestion et de suivi mis en œuvre ces dernières années dans le cadre de cet objectif.

OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT

évaluation globale 

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE EN VISANT UN TERRITOIRE À ZÉRO ÉMISSION DE CO₂ ET 100 % D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN 2050. ELLE RÉDUIT SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE DE MOITIÉ, NOTAMMENT PAR L'ASSAINISSEMENT ÉNERGÉTIQUE DE SES BÂTIMENTS ET PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.

responsable : DCA

collaborations : DFL et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
indicateur(s)							
4.1 D'ICI FIN 2013, MISE EN ŒUVRE DE LA TOTALITÉ DU PROGRAMME D'ACTIONS DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE (VERSION 2009-2013).							●
4.2 D'ICI FIN 2013, RÉDUCTION DE 15% DES ÉMISSIONS DE CO₂ DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF MUNICIPAL (CONVENTION D'OBJECTIF POUR L'EXONÉRATION DE LA TAXE SUR LE CO₂). (BASE 2005)							
taux de réduction des émissions de CO ₂ – Patrimoine administratif municipal (tonne CO ₂)	max	15%	15.3% (2013)	●	15%	15.3% (2013) Fin convention	●
	min	12%			12%		
4.3 D'ICI FIN 2015, RÉDUCTION DE 11% DES CONSOMMATIONS MUNICIPALES D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE (BASE 2005).							
taux de réduction des consommations d'énergies thermiques	max	12%	6.10%	●	13.00%	8.32%	●
	min	10%			11.00%		
nombre de chaudières municipales assainies depuis 2009	max	60	95	●	100	102	●
	min	50			95		
4.4 D'ICI FIN 2015, COUVERTURE DE 13% DES BESOINS MUNICIPAUX D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE PAR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (BASE 2005).							
part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement thermique municipal	max	12.29%	3.40%	●	13.00%	3.73%	●
	min	7.88%			9.20%		
4.5 RÉDUCTION DE 30% DES CONSOMMATIONS D'ÉLECTRICITÉ DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC MUNICIPAL (BASE 2005)							
taux de réduction de la consommation d'électricité pour l'éclairage public municipal	max	34%	36%	●	37%	37%	●
	min	31%			36%		
production totale d'électricité renouvelable (mwh) (données statistiques complémentaires, uniquement à titre informatif)	max	-	260	-	-	322	-
	min	-			-		
consommation totale d'électricité municipale (mwh) (données statistiques complémentaires, uniquement à titre informatif)	max	-	40'418	-	-	40'447	-
	min	-			-		
4.6 D'ICI FIN 2015, ENGAGEMENT DE RÉDUCTION D'ÉNERGIE SUR LE TERRITOIRE MUNICIPAL (BASE 2005).							
consommation d'électricité du territoire de la ville de Genève (gwh)	max	1'273'151	1'229'207 (2013) "	●	1'273'151	1'185'343	●
	min	1'351'078			1'351'078		
consommation de gaz du territoire de la ville de Genève (gwh)	max	955'624	1'245'270 (2013) "	●	955'624	1'186'406	●
	min	1'225'433			1'225'433		
consommation de mazout du territoire de la ville de Genève (gwh)	max	1'041'847	1'021'860 (2013) "	●	1'041'847	pas disponible	●
	min	1'175'594			1'175'594		
4.7 LA VILLE DE GENÈVE PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.							
nombre d'actions de communication	max	14	22	●	14	20	●
	min	10			10		

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite intégralement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: cet objectif est très ambitieux et globalement en bonne voie de réalisation. L'approvisionnement en énergie de la cité et la protection du climat sont des défis majeurs aux échelles locale et planétaire. La ville de Genève met en oeuvre une stratégie volontariste depuis 2006 : « 100% renouvelable en 2050 ». Les actions réalisées jusqu'à présent vont dans le bon sens, mais devront être intensifiées pour atteindre l'objectif visé, surtout en ce qui concerne la proportion d'énergie renouvelable dans le chauffage. La mise en fonction de grandes infrastructures de chaleur renouvelable dans les quartiers, telles que CADECO-Jonction prévue dès 2017, contribueront à réaliser les ambitions municipales sur le long terme. De plus, il s'agit de renforcer la collaboration avec d'autres acteurs et actrices à l'échelle territoriale pour permettre à Genève de réaliser la transition énergétique qui s'impose. En 2015, l'objectif annuel est ainsi partiellement atteint.

- ✓ La ville de Genève a obtenu le renouvellement du label cité de l'énergie GOLD en 2014, en améliorant notablement son score. La politique énergétique et climatique a été mise à jour suite à l'audit cité de l'énergie et un nouveau plan d'actions 2014 - 2018 a été élaboré.
- ✓ Les outils de comptabilisation des émissions de CO₂ sont opérationnels tant à l'échelle de l'administration que du territoire. La ville de Genève réalise ses objectifs en la matière. La première convention d'objectifs avec la confédération pour l'exonération de la taxe sur le CO₂ (cycle 2008 - 2012) est close. Les objectifs de réduction des émissions sont également atteints. Un nouvel indicateur pour la période 2013 - 2020 est élaboré, mais il ne comptabilise pas les mêmes bâtiments. Afin de ne pas engendrer de confusion dans le suivi pluriannuel du PSDD, cet indicateur spécifique est donc figé à l'exercice 2013.
- ✓ Les objectifs fixés en matière d'assainissement des chaudières municipales ont été largement dépassés.
- ✓ Plus de 4'500 points lumineux, ainsi que le cordon lumineux de la rade, ont été remplacés depuis 2010. Cela a permis de diminuer la consommation d'électricité pour l'éclairage public municipal de 37% (année de référence 2005).
- ✓ Les objectifs de communication sont également atteints.
- ✗ La réduction des consommations d'énergies thermiques se poursuit, mais toujours à un rythme trop lent.
- ✗ La progression des énergies renouvelables dans l'approvisionnement de la ville de Genève progresse, mais également à un rythme trop lent.

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE DES ESPACES NATURELS ET DES HABITATS DE QUALITÉ, EN RÉSEAU, POUR AUGMENTER LA BIODIVERSITÉ.

responsable: dcs

collaborations: DCA et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	au 31.12.2014		au 31.12.2015		
					valeur cible	valeur atteinte	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
5.1 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).									
5.1.1 D'ici fin 2014, les 23 sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève bénéficient d'un inventaire floristique (plantes vasculaires). ●									
5.1.2 D'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de lichens qui s'y développent) font l'objet d'un inventaire sur les lichens.									
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les lichens a été réalisé (dès 2012)	max	100	71	●	100	154	●		
	min	65			65				
5.1.3 D'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de mousses qui s'y développent) font l'objet d'un inventaire sur les mousses.									
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les mousses a été réalisé (dès 2012)	max	100	72	●	100	72	●		
	min	65			65				
5.1.4 D'ici fin 2014, 10 murs « sanctuaires » présents sur le territoire de la ville de Genève sont définis sur la base d'un inventaire sur les lichens et les mousses. ●									
5.1.5 D'ici fin 2014, les milieux naturels des 23 sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève sont cartographiés. ●									
5.2 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).									
5.2.1 D'ici fin 2014, 100% des espèces d'insectes connues sur l'ensemble du territoire de Genève (ville et canton) sont répertoriées. ●									
5.2.2 D'ici fin 2014, 5 sites d'intérêt sur le territoire de la ville de Genève font l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois.									
nombre de sites d'intérêt ayant fait l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois	max	5	4	●	5	14	●		
	min	4			4				
5.3 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).									
5.3.1 D'ici fin 2014, 7 espèces prioritaires (selon la liste des espèces prioritaires cantonales ¹) présentes sur le territoire de la ville de Genève bénéficient d'un plan d'action de protection.									
nombre de plans d'action réalisés (dès 2012)	max	7	5	●	7	5	●		
	min	5			5				
¹ selon la liste cantonale des sites et espèces prioritaires (Lambelet-Haeter, C. C. Schneider et B. von Arx (2011) conservation des plantes vasculaires du canton de Genève : espèces et sites prioritaires. Conservatoire et Jardin botaniques de la ville de Genève - hors-série n° 12). cet ouvrage présente la liste de 256 espèces de plantes vasculaires dites « prioritaires » car plus ou moins fortement menacées sur le plan cantonal voire national. ces espèces sont présentes sur un ensemble de 433 sites, eux-mêmes qualifiés de « prioritaires ».									
5.4 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).									
5.4.1 D'ici fin 2014, 4 espèces prioritaires de coléoptères du bois inventoriées et cartographiées bénéficient d'un plan d'action de protection.									
nombre de plans d'action réalisés (dès 2012)	max	4	2	●	4	2	●		
	min	2			3				
5.5 MENER DES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION SUR LA BIODIVERSITÉ.									
5.5.1 réaliser 2 actions de communication par an sur la biodiversité.									
nombre d'actions de communication réalisées par année	max	2	12	●	2	35	●		
	min	2			2				

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
CHF 160'000,- CHF 60'000.- (CJB) / 30'000.- (DSIC) / 70'000.- (MHN)	CHF 148'698.34,- CHF 61'110.74 (CJB) / 17'787.60.- (DSIC) / 69'800.- (MHN)
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: malgré la densité du tissu urbain, plusieurs espèces de plantes et d'animaux trouvent refuge en ville. Afin de préserver cette biodiversité, il s'agissait d'abord de savoir quelles espèces sont présentes sur le territoire municipal. c'est désormais chose faite sur une sélection de sites et espèces prioritaires, grâce aux inventaires effectués par les conservatoire et jardin botaniques (CJB) ainsi que le muséum d'histoire naturelle (MHN). maintenant il s'agit de mesurer l'évolution de la biodiversité, poursuivre l'élaboration des plans de gestion des espèces et sites prioritaires, continuer les collaborations avec les services chargés de l'entretien et de l'aménagement des espaces verts municipaux et développer la sensibilisation de la population aux richesses naturelles. Les transversalités développées entre les CJB, MHN, le service des espaces verts et le service de l'urbanisme durant les cinq ans du programme stratégique de développement durable commencent à porter leurs fruits en ouvrant de nouvelles perspectives en termes d'efficacité, de cohérence et de pertinence des actions menées par ces services en faveur de la biodiversité.

- ✓ Inventaires des plantes, insectes et sites prioritaires en ville de Genève.
- ✓ Publication de « Flore en ville », un livre richement illustré qui répertorie les 23 sites ayant fait l'objet d'un inventaire floristique.
- ✓ Identification de murs sanctuaires hébergeant des espèces rares.
- ✓ obtention de la distinction cantonale du développement durable 2014 pour le travail effectué sur les insectes du bois autour des « gîtes à Lucanes » construits en ville.
- ✓ Formation spécifique développée pour sensibiliser les jardiniers et jardinières ainsi que le personnel de l'unité de gestion des incivilités ainsi que celui du service du génie civil; mise à disposition d'une carte situant les « murs sanctuaires » de notre ville ainsi que d'une adresse mail générique « alertemurs.cjb@ville-ge.ch » permettant au personnel de signaler tout problème relatif à ces murs.
- ✓ Publication du premier numéro de la nouvelle série « La nature urbaine en poche »: « murs sanctuaires - A la découverte des murs de la ville de Genève ».

LA VILLE DE GENÈVE ACHÈTE EN PRENANT EN COMPTE DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DEMANDE AUX ÉTABLISSEMENTS AUTONOMES ET AUX ORGANISMES SUBVENTIONNÉS DE FAIRE DE MÊME.

responsable : DFL

collaborations : DCA, DEUS, DCS, DCSS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
6.1 D'ICI FIN 2014, 65% DES ACHATS DE L'ADMINISTRATION SONT EFFECTUÉS EN RESPECTANT LA LÉGISLATION SUR LES MARCHÉS PUBLICS ET EN INTÉGRANT SYSTÉMATIQUEMENT DES CRITÈRES DE DÉVELOP. DURABLE.							
pas d'évaluation possible pour cet objectif, dû au report du développement informatique d'un outil de suivi adéquat.							
6.2 POURSUIVRE LE PROCESSUS DE CENTRALISATION, LA RÉORGANISATION DES ACHATS ET L'OPTIMISATION DES PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT À L'ÉCHELLE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE.							
nombre de contrats signés par la CMAI après adjudication de marchés selon AIMP (année en cours)	max	30	32	●	45	38	●
	min	20			20		
nombre de projets d'appel d'offres lancés par la CMAI (année en cours)	max	16	17	●	16	40	●
	min	8			8		
6.3 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DEVIENT UNE RÉFÉRENCE DANS LES ACHATS DURABLES ET RESPONSABLES ET FAIT PARTAGER SON EXPÉRIENCE AUX AUTRES COMMUNES.							
nombre d'actions de communication	max	4	3	●	4	6	●
	min	2			2		
nombre de sollicitations pour des conférences	max	4	2	●	4	3	●
	min	2			2		

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
CHF 390'000.-	CHF 390'000.-
Le budget alloué a été utilisé. Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

Le bilan global 2011-2015 peut être considéré comme très positif. En effet, la ville de Genève a amélioré de manière significative la prise en compte du développement durable dans ses achats. Le rôle transversal de la CMAI, centre de compétences en la matière, a permis le déploiement d'un ensemble de mesures visant des acquisitions plus responsables. De plus, un projet de formalisation de la politique d'achat est en cours de validation; cela permettra d'ancrer de manière encore plus large les bonnes pratiques au niveau de tous les services concernés.

- ✓ redéfinition du positionnement stratégique de la CMAI ayant pour fondements la flexibilité, la réactivité et la mise en place de solutions adaptées aux besoins et au niveau de maturité des achats des services de la ville de Genève. Augmentation de la quantité et de la diversité d'achats centralisés en ville de Genève.
- ✓ exemplarité de la CMAI : prise en compte systématique de critères de développement durable pour l'ensemble des achats qu'elle réalise. Renforcement et professionnalisation de l'équipe des acheteurs et acheteuses de l'administration municipale.
- ✓ développement de la collaboration avec le service Agenda 21 - ville durable.
- ✓ mise en place d'une base de données des entreprises sociales par domaine d'activité et nomination d'une personne en charge de la mise à jour de la base et de la relation avec les entreprises sociales. Analyse systématique, dans le cadre des marchés passés par la CMAI afin d'étudier les opportunités de travailler avec des entreprises sociales.
- ✓ redéfinition des marchés afin d'avoir un impact positif sur la dimension sociale du développement durable (lutte contre les travailleurs et travailleuses pauvres). projet pilote pour le nettoyage de jour des bâtiments administratifs sur deux sites.
- ✓ développement du suivi de la mise en oeuvre des contrats - suivi de la relation fournisseur:
 - renforcement de l'accompagnement aux services bénéficiaires ;
 - optimisation du suivi des contrats (modifications, négociations, établissement des avenants) ;
 - garant du respect des conditions contractuelles ;
 - mise en place de suivis statistiques ;
 - établissement de bilans de mise en oeuvre des contrats (en collaboration avec le contrôleur) dans une optique d'amélioration continue ;
 - économies substantielles réalisées grâce à la centralisation des assurances.
- ✓ collaboration avec la chambre de l'économie sociale et solidaire (Après-ge).
- ✓ première place (en 2011) et 2e place (en 2013) au rating « solidar » des communes suisses pour les achats responsables et la coopération internationale.

LA VILLE DE GENÈVE OPTIMISE L'OCCUPATION DURABLE DU SOL SUR SON TERRITOIRE.

responsable: DCA

collaborations: DFL, DEUS, DCS, DCSS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
7.1 AFIN D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS QUE LA VILLE DE GENÈVE S'EST FIXÉE EN MATIÈRE DE GESTION DURABLE DU SOL, LA CONDUITE DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL « GENÈVE 2020 » (PDCOM) EST INTÉGRÉE DANS UN PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'AMÉLIORATION CONTINUE.							
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées	max	19	19	●	20	20	●
	min	18			19		
7.2 RÉALISATION ET SUIVI QUALITATIF DES FICHES D' ACTIONS PAR PROGRAMME URBAIN (VOIR PDCOM).							●
7.3 ÉLABORER UN PROJET VISANT À METTRE EN PLACE UN QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION SUR LA QUALITÉ DE VIE DES HABITANT-E-S/EMPLOYÉ-E-S EN VILLE DE GENÈVE.							●

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: Le sol est une ressource limitée, qu'il s'agit d'utiliser judicieusement. Genève est une ville dense, traversée par un lac et des rivières, et qui est en pleine croissance. Pour mieux orienter l'aménagement de son territoire, la ville a formulé un Plan directeur communal en 2010, énonçant huit priorités de développement. Pour mesurer l'avancement du plan, un système d'indicateurs « monitoring du PDCOM », permettant de suivre l'évolution de ces priorités et d'ajuster les actions municipales au besoin a été mis en place.

- ✓ Le monitoring du plan directeur communal est disponible sur Internet, voir <http://www.ville-geneve.ch/themes/amenagement-construction-logement/urbanisme-planification/monitoring/> il est aussi diffusé au conseil municipal et au sein de l'administration. un guide méthodologique constitué en interne est aussi accessible sur Internet.
- ✓ En 2015, le département a également mis en place une directive interne sur le monitoring afin d'optimiser et de garantir le processus de mise à jour.
- ✗ En revanche, le projet de mise en place d'un questionnaire de satisfaction à destination de la population a été abandonné.

OBJECTIF 8 : MOBILITÉ

LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART MODALE DU TRAFIC INDIVIDUEL MOTORISÉ À GENÈVE EN RENFORÇANT LES MOBILITÉS DOUCES, L'INFRASTRUCTURE ET L'UTILISATION DES TRANSPORTS PUBLICS ET EN RATIONALISANT LE STATIONNEMENT. ELLE LIMITE ÉGALEMENT LES COMPORTEMENTS DOMMAGEABLES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT, DE QUALITÉ DE VIE ET DE SÉCURITÉ.

responsable : DCA

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
indicateur(s)							
8.1 MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS « MOBILITÉ » INSCRITS AU PLAN DIRECTEUR GENÈVE 2020 ET INTÉGRATION DU PROGRAMME D' ACTIONS DU SAM DANS UN PROCESSUS D'ÉVALUATION D'ICI 2012, PUIS D'AMÉLIORATION CONTINUE.							●
8.2 DÉVELOPPER UN SET D'INDICATEURS POUR CHAQUE THÉMATIQUE DU PROGRAMME D'ACTION DU SAM ET L'INTÉGRER DANS LE SYSTÈME DE MONITORING DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL (PDCOM).							●

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite intégralement sur le budget de fonctionnement et crédits d'investissement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: La mobilité est un enjeu central du développement durable, tant par son impact sur la qualité de vie et la santé, que par les émissions sonores et atmosphériques issues des véhicules à moteurs. malgré une part importante d'habitant-e-s privilégiant la marche, le vélo ou les transports publics (près de 70%), Genève est confrontée à une forte demande en mobilité au centre-ville, qui vient de toute l'agglomération, et doit trouver des solutions pour y faire face. La municipalité investit des ressources importantes pour étudier et réaliser des aménagements cyclables et piétons, accessibles à toutes les personnes. elle soutient activement la mobilité douce et encourage l'utilisation des transports publics.

- ✓ Au 31 décembre 2014, 116 km de réseau cyclable sont aménagés. 44% du programme en matière d'aménagements cyclables inscrit au plan directeur communal Genève 2020 est réalisé. En 2015, 2,8 km de réseau supplémentaires ont été aménagés pour les cycles.
- ✓ mise en service des minibus électriques de la ligne 36 en vieille ville : collaboration entre la ville de Genève et les TPG.
- ✓ bruit routier : 3'000 habitant-e-s supplémentaires ont vu diminuer leur exposition au bruit routier en 2015, portant le total des habitant-e-s concerné-e-s par des réductions dues aux mesures d'assainissement du bruit routier à 32'500. Plus de 30% des rues soumises à des nuisances trop élevées ont été assainies.
- ✓ nouvelle zone 30 aux eaux-vives et nouvelles zones à priorité piétonne: place simon-goulart, place de saint-gervais, place Longemalle, cœur piétonnier des pâquis première étape, chemin rigot, square chantepoulet. La zone de rencontre du chemin champendal a été autorisée, de même que celle de la place du petit-saconnex et la création d'un square à l'avenue sainte-clotilde. de multiples améliorations ponctuelles de sécurité ont été réalisées. La zone 30km/h de cluse-roseraie a été améliorée. Le projet d'amélioration de la zone 30 de Liotard a été accepté en autorisation de construire.
- ✓ développement de fiches « mobilité » pour le plan directeur communal (voir objectif 7, page précédente). nota bene: Les indicateurs de cet objectif ont atteint leur valeur cible maximale en 2012, c'est pourquoi dans ce rapport nous mentionnons d'autres activités menées par la ville en faveur de la mobilité à Genève. un nouvel indicateur zone 30km/h a été mis en place dès 2015. Les fiches créées en 2012 et mises à jour en 2013 permettent de communiquer sur les réalisations en matière de mobilité, dans le domaine concerné.

LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS AUX PRESTATIONS DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ET DE SES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS AUX MIGRANTES ET AUX MIGRANTS NON FRANCOPHONES.

responsable : dcsc

collaborations : DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
9A.1 D'ICI À 2013, DES OUTILS DE COMMUNICATION SPÉCIFIQUES SUR LES PRESTATIONS DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ AURONT ÉTÉ DÉVELOPPÉS À L'ATTENTION DE 5 COMMUNAUTÉS ÉTRANGÈRES À GENÈVE							
nombre d'outils de communication retenus et mis en œuvre	max	5	5	●	10	30	●
	min	2			5		
9A.2 D'ICI À FIN 2013, UNE FORMATION TYPE DE SENSIBILISATION AUX DIFFÉRENCES CULTURELLES SERA PROPOSÉE AUX EMPLOYÉ-E-S DE PROXIMITÉ (RBS, TSHM, CAC, PERSONNEL DES CRÈCHES, LUDOTHÉCAIRES, ETC.)							
% d'employé-e-s de proximité formé-e-s	max	50%	30%	●			
	min	30%					
9A.3 D'ICI À FIN 2014, UN CONCEPT DE MÉDIATION CULTURELLE EST DÉVELOPPÉ NOTAMMENT EN LIEN AVEC L'OUVERTURE DES POINTS INFO-SERVICES.							
							●

SUIVI FINANCIER

Budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
CHF 231'200.-	CHF 228'074.30

Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: Pour pouvoir participer à la vie de leur cité, les habitant-e-s doivent en connaître le fonctionnement. A Genève, les statistiques ont relevé que 14% des résident-e-s (fonctionnaires internationaux non-inclus) ne parlent aucune langue nationale. Pour beaucoup d'autres, le maniement du français reste restreint. Ainsi, quelle que soit leur situation sociale et économique, de nombreux habitant-e-s de la ville n'ont pas accès à l'information communale, aussi bien sur les services qui peuvent leur être offerts (ex. crèches), que sur les contributions qui leur sont demandées (ex. recyclage des déchets). c'est pourquoi, une information « multilingue » se révèle indispensable dans notre société multiculturelle. en conclusion: l'avènement de ce projet a permis l'émergence de la thématique de l'accessibilité aux prestations municipales par les publics vulnérables, laquelle va se poursuivre pour d'autres catégories d'usager-ère-s.

- ✓ En 2013: sensibilisation des employé-e-s de proximité à la communication multiculturelle.
- ✓ En 2014: enquête auprès de groupes provenant de cinq communautés linguistiques, afin de connaître leurs besoins d'information.
- ✓ En 2015: traduction de multiples supports de communication (dépliants, pages web,...) dans les principales langues parlées à Genève, avec les associations communautaires; de plus, ouverture de permanences multilingues aux points-info-services, assurées par les associations communautaires (projet-pilote, déc. 2015 - juin 2016).
- ✓ La démarche d'enquête, surtout à l'interne, a permis d'ouvrir le débat sur les publics allophones et leur accès aux prestations municipales. une directive municipale clôturera cette première phase, en pérennisant des règles en termes de traduction de documents de primo-information ainsi que de langage accessible. des associations communautaires ont activement participé à l'ensemble du processus : de l'enquête à l'adaptation des documents qui se fait avec leur concours.

A améliorer:

Les interfaces de l'administration restent très statiques au regard d'une population en constante mutation. Pour pouvoir se pérenniser, les mesures en faveur d'un accès multilingue devraient devenir partie prenante des prestations. cette sensibilisation reste à renforcer.

OBJECTIF 9B : INCIVILITÉS

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN PROJET PILOTE DE LUTTE CONTRE LES INCIVILITÉS DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES, CULTURELLES ET SPORTIVES.

responsable : dcs

collaborations : DFL, DEUS, SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	au 31.12.2014		au 31.12.2015	
					valeur cible	valeur atteinte	valeur cible	valeur atteinte
indicateur(s)								
9B.1 D'ICI À FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A DÉFINI, MIS EN ŒUVRE ET TESTÉ UN MODE OPÉRATOIRE TRANSVERSAL SUR LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS.								
état des lieux réalisé des problématiques de sécurité et d'incivilités et des types d'interventions existants en ville de Genève (dès 2013)	max	réalisé	-	●	réalisé	-	●	
	min	réalisé			réalisé			
validation par le ca d'un mode opératoire transversal (dès 2013)	max	réalisé	-	●	réalisé	-	●	
	min	réalisé			réalisé			
évaluation réalisée du projet pilote (dès 2013)	max	réalisé	-	●	réalisé	-	●	
	min	réalisé			réalisé			
9B.2 D'ICI À FIN 2014, LE DCS A FORMÉ L'ENSEMBLE DE SON PERSONNEL « TERRAIN » À LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS ET À L'APPROCHE DE LA SÉCURITÉ PRÉVENTIVE.								
% du personnel « terrain » du dcs ayant suivi une formation à la gestion des conflits et des incivilités et à l'approche de la sécurité préventive	max	95%	63%	●	-	63%	●	
	min	85%			-			
9B.3 D'ICI À FIN 2014, DIMINUTION DE 20% DE CAS D'INCIVILITÉS (BASE 2011) DANS L'INFRASTRUCTURE CHOISIE (PHASE TEST) ENREGISTRÉS PAR L'USP (INTERVENTIONS DE LA POLICE COMPRISE).								
% des cas d'incivilités (base 2011) dans l'infrastructure choisie (phase test) enregistrés par l'usp (interventions de la police comprise)	max	20%	20%	●	-	-	N/A	
	min	10%			-			

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
CHF 205'000.-	CHF 282'883.-

Le budget de fonctionnement de la direction du département en charge de l'objectif a également été utilisé pour compléter ces objectifs détaillés et le budget alloué.

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: En comparaison internationale, Genève reste une ville sûre, avec une bonne qualité de vie. Toutefois, une augmentation des incivilités est ressentie dans les lieux culturels et sportifs. En conséquence, la ville de Genève a renforcé son unité de sécurité préventive, a développé plusieurs projets pilotes de sensibilisation aux questions d'incivilités et a développé un module de formation pilote à l'intention de son personnel d'accueil en collaboration avec l'université de Genève. Suite à l'observation des résultats de cet objectif, celui-ci sera adapté durant les années 2016-2020.

- ✓ « traversée nocturne » en 2013, permettant d'observer et d'échanger sur des perspectives de mise en œuvre d'une politique de la nuit à Genève, à l'instar de nombreuses villes européennes.
- ✓ État des lieux des acteurs en charge de la gestion des incivilités en ville de Genève, réalisé en 2014.
- ✓ 63% du personnel de terrain a été formé pour gérer les incivilités (surveillant-e-s de musées, salles de spectacle et de sport). En 2015, une formation continue spécifique « accueil du public et gestion des incivilités dans les bibliothèques » pour les collaborateurs et collaboratrices des bibliothèques a été mise en place avec l'observatoire universitaire de la sécurité de l'université de Genève. Le personnel aura terminé cette formation en 2016. On observe une plus-value significative de ces formations, qui se sont très bien passées, à la grande satisfaction des participant-e-s.
- ✓ renforcement de l'unité de sécurité préventive (usp) du département de la culture et du sport, par l'engagement de 3 auxiliaires et extension de leurs actions au domaine du sport. En 2015, l'usp a été rattachée à l'unité administration de la direction du département de la culture et du sport. Le volet formation de l'objectif, la réalisation de l'étude sur les incivilités et l'accompagnement organisationnel de l'usp ont complété le dispositif. Cela a permis un suivi hiérarchique et un pilotage optimaux.
- ✓ une étude externe a été conduite à la grande satisfaction des participant-e-s et du copil, le rapport et les recommandations sont très pertinents. Ces éléments ont constitué la base de la note au conseil administratif déposée en 2015.
- ✓ soutien précieux de la DRH, excellente collaboration avec l'observatoire universitaire des incivilités de l'université de Genève. Grands changements organisationnels au sein de l'usp, gain d'efficacité et de cohésion d'équipe.
- ✓ en 2015, une délégation ad hoc du conseil administratif a été constituée en vue de déterminer le cadre politique en matière de prévention et de gestion des incivilités et se positionner sur les pistes d'actions élaborées par un groupe de travail interdépartemental ainsi que sur l'élaboration d'un référentiel en la matière.
- ✗ La phase test de l'indicateur 9B.3 n'a pas pu commencer car l'infrastructure choisie n'a pas été désignée. La validation d'un mode opératoire transversal est actuellement en cours d'examen auprès du département de l'environnement urbain et de la sécurité. Le chiffre de 20% se fonde sur la base de 2011 alors qu'en 2015, le nombre d'équivalents temps plein au sein de l'usp a augmenté et le nombre de sites à surveiller également. Du fait de ces changements, les chiffres 2015 ne peuvent pas être mis en regard de ceux de 2011, c'est pourquoi c'est non-applicable (n/a).

LA VILLE AUGMENTE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART DES PRODUITS LOCAUX ET DE SAISON CONSOMMÉS AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS PROPRIÉTÉS DE LA VILLE DE GENÈVE.

responsable: dcscs

collaborations: DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
10.1 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA).							
% d'établissement proposant 1 menu GRTA par mois	max	100%	65%		100%	69%	
	min	90%			90%		
10.2 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) UN - DES PRODUIT-S GRTA CHAQUE JOUR.							
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 1 produit GRTA	max	95%	95%		100%	96%	
	min	90%			95%		
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 2 produits GRTA (dès 2013)	max	20%	17%		100%	82%	
	min	10%			80%		
10.3 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR LES ENFANTS.							
nombre d'actions de sensibilisation auprès des enfants	max	8	17		15	15	
	min	6			10		
10.4 AUGMENTATION DU NOMBRE D'ENTREPRISES LABELLISÉES GRTA.							
nombre d'entreprises labellisées GRTA	max	370	340		340	349	
	min	310			310		
10.5 AUGMENTER LE NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (CAFÉS, RESTAURANTS) PROPRIÉTÉS DE LA VILLE OU SITUÉS SUR SON TERRITOIRE QUI PARTICIPENT À LA SEMAINE DU GOÛT.DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA).							
% d'établissements propriété de la ville participant à la semaine du goût	max	-	-	-	-	15	-
	min	-			-		
nombre de lieux situés sur la ville de Genève intégrés à la semaine du goût (hors établissements propriété de la ville de Genève)	max	20	34		30	51	
	min	15			20		
10.6 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENGAGEMENT DES ÉTABLISSEMENTS PARTICIPANT À LA SEMAINE DU GOÛT.							
% d'établissements ayant reçu la plus haute catégorie du label « semaine du goût », décerné par le service Agenda 21 (dès 2013)	max	30%	30%		30%	30%	
	min	25%			25%		
% d'établissement proposant un plat du jour « semaine du goût » et ayant établi une relation directe avec un producteur de la région. (dès 2013)	max	80%	80%		90%	90%	
	min	60%			70%		

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
DCSS : CHF 145'022.-	DCSS : CHF 145'022.-

La réalisation des objectifs détaillés s'est faite en partie (DCSS) ou totalement (DFL) sur le budget de fonctionnement des services en charge de la mise en œuvre.

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: consommer plus de produits régionaux et de saison est une manière de soutenir l'économie locale. ce faisant, la ville entend promouvoir des modes de production et de consommation responsables, tout en limitant les transports de livraison. cet objectif a été mené selon deux axes : d'une part, à travers l'utilisation quotidienne de produits locaux et de saison dans les restaurants scolaires et les institutions de la petite enfance ; d'autre part, grâce à la promotion des produits locaux et de qualité auprès des cafés et restaurants situés en ville de Genève, lors de la semaine du goût. de par sa visibilité et le public qu'il cible, cet objectif du programme stratégique de développement durable ambitionne de sensibiliser, au-delà des consommateurs et consommatrices, les employé-e-s et partenaires, les familles et le grand public au plaisir et à la nécessité de consommer des produits du locaux et de saison.

Exemples de réalisations:

- ✓ Plus de 80% des restaurants scolaires et institutions pour la petite enfance proposent chaque jour deux produits locaux, attestés par la certification « Genève région - terre Avenir » pour restaurants de collectivité.
- ✓ Depuis 2011, plus de 60 ateliers de sensibilisation ont été menés auprès de 5'700 élèves.
- ✓ un recueil de recettes édité à 17'000 exemplaires et mettant en valeur les produits locaux, a été publié dans le cadre de la semaine du goût 2015.
- ✓ une cinquantaine de cafés et restaurants participent chaque année à la semaine du goût en ville de Genève, proposant durant 10 jours des repas de produits locaux, faits maison et de saison, spécialement élaborés pour l'occasion. un certain nombre d'entre eux adaptent également leur carte de façon permanente.

ACRS/IPE :

grâce à un partenariat fort avec la direction générale de l'agriculture (DGA) du canton de Genève, le nombre de produits labellisés « Genève région - terre Avenir » (GRTA) dans les assiettes des enfants des restaurants scolaires et des crèches n'a cessé de progresser durant les 5 années du programme, dans le cadre de la campagne « croquons local ». en démarrant avec un produit GRTA par jour en 2011, ce sont, fin 2015, 80 établissements qui servent 2 produits GRTA quotidiennement. dès 2013, la certification GRTA pour restaurants de collectivité de la DGA a encadré le projet pour assurer la conformité, la traçabilité et la fréquence des produits GRTA. La proposition d'un menu GRTA mensuel, qui est l'autre principe de la campagne « croquons local », a été moins bien appliqué par les cuisiniers et cuisinières, au profit d'un renforcement quotidien des produits et d'un élargissement de la variété.

La proportion de produits locaux a ainsi fortement progressé avec, par exemple, l'utilisation dans les restaurants scolaires de 40% de fruits et légumes GRTA et 13% de viande GRTA, en moyenne annuelle. Les chef-fe-s de cuisine ont maintenant intégré le réflexe « local » dans leurs pratiques quotidiennes, aidé-e-s par le développement du marché et la création fin 2014 de la plateforme d'approvisionnement en produits GRTA. cette dernière facilite l'approvisionnement avec plus de 1'000 produits disponibles en temps réel, tout en favorisant les échanges entre producteurs, productrices, cuisiniers et cuisinières.

tout au long du programme, afin d'accompagner le projet en termes éducatifs, une attention particulière a été portée à la communication aux familles et à la sensibilisation des enfants dans les écoles. La publication d'un recueil de recettes des cuisiniers, diffusé à l'ensemble des enfants des écoles et des IPE, a mis à l'honneur les produits GRTA et prolongé ainsi l'action au sein des familles. Les animations GRTA ont été proposées dans l'ensemble des écoles, offrant des ateliers ludiques et pédagogiques sur la provenance et la saisonnalité des produits à plus de 5'700 élèves. des sensibilisations sont également régulièrement proposées aux enfants des crèches. A partir de 2013, des ateliers de cuisine dans le cadre des « ateliers découverte aux enfants des écoles », ont complété cette offre, avec une septantaine d'enfants participants chaque année. du matériel promotionnel a été développé et diffusé pour renforcer l'information auprès des enfants, des partenaires et des familles (dépliants, affiches, cartes postales, serviettes).

si le programme stratégique de développement durable prend fin en 2015, la campagne de promotion des produits locaux va se poursuivre dans les crèches et les restaurants scolaires. un renforcement des proportions de produits GRTA par catégorie et par période sera travaillé de façon individuelle avec chaque cuisine, sur la base de standards raisonnables. Le travail d'accompagnement pédagogique du personnel et des enfants devra se poursuivre, voir être renforcé, pour donner du sens au projet.

semaine du goût

Le nombre de restaurants participants à la semaine du goût s'est stabilisé à une cinquantaine d'établissements, avec, en parallèle, un intérêt grandissant du public. mais c'est surtout au niveau de la qualité de l'engagement que la progression a été notable, en particulier autour de la traçabilité des produits, la transparence et la communication aux client-e-s ; c'est notamment la mise en place d'un suivi personnalisé des gérant-e-s dès 2014 qui a permis cette évolution favorable. pour l'édition 2015, ce sont 90% des restaurateurs et restauratrices qui ont répondu aux exigences d'engagement, la création du prix de la semaine du goût, ayant probablement joué un rôle stimulateur supplémentaire. on note également une meilleure compréhension globale des enjeux de la part des restaurateurs et restauratrices, avec un accueil extrêmement favorable et des bénéfices reconnus de la semaine du goût sur une clientèle de plus en plus sensible.

malgré une action très décentralisée et se déroulant sur 10 jours, rendant la communication diffuse et complexe, la semaine du goût a beaucoup d'impact sur la fidélisation du public. par ailleurs, cette opération est toujours plus reconnue comme un catalyseur pour intégrer de bonnes pratiques tout au long de l'année, de plus en plus de restaurants modifiant leur carte de manière durable suite à la semaine du goût, avec de nouvelles recettes ou de nouveaux liens directs avec des producteurs. néanmoins, l'opération peine encore à créer une réelle émulation dans la population et sa notoriété doit encore être améliorée. L'offre et la distribution des produits locaux restent encore fragiles, rendant relativement complexe la tâche des restaurateur-trice-s. une meilleure coordination / information entre production, distribution et restauration est nécessaire, notamment avec la collaboration de la direction générale de l'agriculture du canton (GRTA).

Erratum concernant l'indicateur 10.6. Le chiffre de 74% figurant dans le suivi 2014 publié l'an dernier était faux, il a été corrigé (30% en réalité).

LA VILLE DE GENÈVE AUGMENTE LES POSSIBILITÉS DE TEMPS PARTIEL ET D'EMPLOIS PARTAGÉS DANS SON ADMINISTRATION AFIN DE FACILITER L'ARTICULATION ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET PRIVÉE.

responsable : DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
11.1 D'ICI FIN 2014, 100% DES EMPLOYÉ-E-S DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ONT ÉTÉ INFORMÉ-E-S DES POSSIBILITÉS D'ACCÈS AU TEMPS PARTIEL ET SUR LES QUESTIONS D'ÉQUILIBRE ENTRE VIE PRIVÉE ET PROFESSIONNELLE.							
nombre d'interventions effectuées dans les séminaires du catalogue annuel de formation	max	14	6	●	14	9	●
	min	10			10		
% d'employé-e-s touché-e-s par des formations « égalité » depuis 2011	max	20%	22%	●	20%	25%	●
	min	15%			15%		
nombre d'actions de communication réalisées (internes et publiques)	max	4	5	●	4	2	●
	min	3			3		
nombre de rencontres DRH-RRHD organisées qui traitent du temps partiel (dès 2013)	max	4	3	●	4	8	●
	min	2			2		
11.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A EFFECTUÉ UN ÉTAT DES LIEUX DU TEMPS PARTIEL AU SEIN DE SON ADMINISTRATION ET A MIS EN PLACE UN MONITORING ANNUEL.							●

SUIVI FINANCIER	
budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite presque totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global, à l'exception des frais de réceptions pris en charge par le CA.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

<p>enjeux: Les emplois à temps partiel et emplois partagés offrent un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Le temps partiel est tout particulièrement promu en ville de Genève et un premier emploi partagé a pu être créé en 2013. ces pratiques font partie de la modernisation de la gestion des ressources humaines de la ville de Genève, désireuse de développer une culture du service public et de garantir à son personnel un cadre de travail sûr, humain et respectueux. Elle s'inscrit aussi dans la politique plus large de promotion de l'égalité professionnelle entre femmes et hommes au sein de l'administration municipale. Les domaines de progression demeurent encore la promotion du temps partiel auprès des hommes et des cadres supérieur-e-s, malgré des hausses importantes durant la période.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La promotion de l'articulation des vies professionnelle et privée en ville de Genève s'ancre progressivement dans les processus RH. Les interventions « égalité », les différentes communications internes et externes ainsi que la collaboration avec les départements permettent une sensibilisation et une information importante en la matière contribuant au travail en profondeur et dans le temps, nécessaire à ce champ d'action. Ainsi, 25% du personnel de l'administration municipale a été touché par au moins une action depuis 2011. ✓ Les postes cibles, à savoir les hommes et les cadres supérieur-e-s travaillant à temps partiel I (entre 50% et 89%), ont particulièrement progressé, avec des hausses respectives de 33% et 25% depuis 2011. De plus, la thématique de l'articulation des vies fait désormais partie des objectifs de parité de la législature 2015 - 2020. La réalisation des mesures s'est presque totalement effectuée sur le budget de fonctionnement des services concernés. ✓ exemples de réalisations: <ul style="list-style-type: none"> • monitoring du temps partiel au sein de l'administration effectué dès 2012. • quatorze actions de communication (internes et publiques) réalisées depuis 2012. • 69 interventions en formation interne destinées au personnel de l'administration municipale entre 2012 et 2015. • premier emploi partagé créé au sein du service Agenda 21- ville durable en 2013. ~ La promotion de l'articulation des vies professionnelle et privée est à poursuivre sur la base des réalisations menées jusqu'ici et devrait être complétée par la création d'emplois partagés plus nombreux (actuellement un seul emploi partagé existe). ~ Les stéréotypes associés au temps partiel, comme le degré d'engagement professionnel ou la disponibilité des personnes travaillant à temps partiel, sont encore parfois bien présents et requièrent par conséquent des mesures continues de sensibilisation. ~ Des outils tels que des fiches de bonnes pratiques ou sur les procédures internes en la matière ainsi que des offres de formations spécifiques, destinés aux membres du personnel et facilitant l'équilibre entre les vies professionnelle et privée, pourraient être développés. De plus, ces outils pourraient être diffusés plus largement, notamment sur des pages dédiées sur Intranet et Internet.
--

LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS À L'OFFRE CULTURELLE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES.

responsable: dcs

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
12A.1 LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN RÉSEAU DE PARTENARIATS EFFICACES AVEC LES ASSOCIATIONS ŒUVRANT DANS LE HANDICAP ET LES ASSOCIATIONS CULTURELLES DANS LE BUT DE TRAVAILLER EN PARTENARIAT.							
nombre d'actions par année réalisées en partenariat	max	9	10	●	9	8	●
	min	6			6		
12A.2 LA VILLE DE GENÈVE FACILITE L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS.							
nombre de typologies de mesure (concepts) d'accessibilité par type de handicap mis en œuvre par année	max	6	8	●	12	13	●
	min	4			10		
nombre d'actions mises en œuvre par année	max	15	38	●	30	35	●
	min	10			20		
nombre de manifestations par année pouvant accueillir des personnes en situation de handicap (visuel, ou auditif, ou mental, ou à mobilité réduite) (dès 2014)	max	1	1	●	1	4	●
	min	1			2		
12A.3 LA VILLE DE GENÈVE OFFRE UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE DEGRÉ D'ACCESSIBILITÉ DE SES MUSÉES POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (TOUS HANDICAPS CONFONDUS).							
nombre de musées de la ville de Genève offrant une information détaillée sur l'accès pour les personnes en situation de handicap (dès 2012)	max	2	2	●	2	6	●
	min	1			1		
12A.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE MET EN ŒUVRE UN PLAN DE COMMUNICATION SUR L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS.							
plan de communication (réalisé en 2013)							●
nombre d'actions de communication	max	10	10	●	15	18	●
	min	6			10		
SUIVI FINANCIER							
budget supplémentaire PSDD				dépenses liées au budget supplémentaire PSDD			
CHF 229'000.-				CHF 145'343.-			
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite en plus sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.							

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: La diversité, les échanges et les rencontres font partie intégrante de la qualité de vie urbaine. En ville de Genève, le mot d'ordre en matière de promotion culturelle est l'accès à la culture pour toutes et tous, sans distinction d'origine, d'âge, de revenus ou, comme il en est question ici, de handicap. De 2011 à 2015 un ensemble de mesures a été développé pour permettre à des publics en situation de handicap de profiter de l'offre culturelle genevoise dans les musées, les bibliothèques et les salles de spectacle. cet objectif ambitieux et innovant a été reconnu à l'échelle nationale et devra être poursuivi à l'avenir en collaboration étroite avec les associations et publics concernés.

- ✓ Le programme qui a été mis en œuvre dès 2011 a permis à la ville de Genève de se positionner sur le plan local, régional et national en matière d'accessibilité. Les moyens fournis par le programme stratégique de développement durable a rendu possible l'atteinte des objectifs fixés. La situation actuelle de l'accessibilité à la culture pour les personnes en situation de handicap en ville de Genève est aujourd'hui à un niveau que l'on peut juger de réjouissant. En effet, non seulement les objectifs fixés ont été atteints mais au-delà, le programme a essaimé pour contaminer d'autres communes, convaincre d'autres instances publiques, fédérer de nombreuses associations du domaine du handicap, convertir de nombreux opérateurs culturels de différents domaines, fidéliser des personnes en situation de handicap pour ne citer que quelques exemples.
- ✓ Le rôle de pionnier a permis une avancée rapide dans la mesure où les exemples locaux n'existaient pas, et un système faisant preuve d'une bonne réactivité a été mis en place. chaque action a été réalisée sur le mode participatif, et a fait l'objet d'une évaluation permettant ainsi d'apporter des correctifs pour la fois suivante.
- ✓ La quantité d'acteurs et d'actrices impliqués dans le projet a permis de tisser un vaste réseau, de créer de nouvelles professions, de nouvelles structures qui pour certaines sont déjà en mesure de voler de leurs propres ailes. Le projet a en outre suscité de la part d'acteurs de terrain la volonté d'aller plus loin et de pointer la question de l'inclusion. c'est ainsi qu'une biennale d'art inclusif a été créée ainsi qu'un projet d'art public inclusif transfrontalier.
- ✓ bien sûr il reste encore du chemin à parcourir car l'intégration et l'inclusion restent des actions qui, pour convaincre le plus grand nombre, nécessitent des efforts conséquents, mais on peut déclarer qu'un cap a été franchi pour la ville. plus d'une cinquantaine d'événements variés ont été rendus accessibles à différents publics entre 2011 et 2015. Aujourd'hui, un programme d'audiodescription au théâtre et à l'opéra est instauré en ville de Genève. Des spectacles théâtraux sont régulièrement surtitrés chaque saison culturelle. D'autres spectacles sont traduits en langues des signes tant pour le jeune public que pour le public adulte. nombres de personnes dans les dispositifs culturels ont été sensibilisés à la question du handicap sous ses différentes formes. Les musées proposent fréquemment des mesures d'accès pour des personnes avec un handicap mental ou sensoriel. plusieurs manifestations ainsi que les bibliothèques de la ville proposent également une offre de médiation culturelle pour certains types de handicap.
- ✓ Le travail mené par la ville durant les années 2011 à 2015 a été reconnu, entre autres, par le bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées. Il a également fait l'objet d'une récompense octroyée par la Fédération suisse des sourds. ces deux exemples attestent bien de l'impact positif du programme.

LA VILLE DE GENÈVE MET À NIVEAU LES INFRASTRUCTURES CULTURELLES.

responsable: dcs

collaborations: dca

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global et principalement sur les crédits d'investissements	

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: Les musées et salles de spectacles sont des ingrédients essentiels à la vie culturelle d'une ville-centre. ceci implique que la collectivité accepte de consacrer d'importants financements à l'infrastructure nécessaire. plusieurs projets ont pu être réalisés entre 2011 et 2015. ces efforts devront être poursuivis lors de la prochaine législature.

cet objectif fait déjà l'objet d'un suivi dans le cadre du plan directeur communal 2020 (PDCOM). Les résultats sont consultables sur le site du PDCOM de la ville de Genève, voir www.ville-geneve.ch/monitoring. Les délais n'étant pas ceux du programme stratégique de développement durable il a été décidé de ne pas poursuivre le suivi à cet endroit.

LA VILLE DE GENÈVE RENFORCE LA DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES.

responsable: dcs

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
12C.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE SE DOTE D'UN DOCUMENT DE RÉFÉRENCE POUR LA POLITIQUE D'ACQUISITION DE SES INSTITUTIONS PATRIMONIALES, RENFORÇANT L'ENGAGEMENT DÉONTOLOGIQUE DESDITES INSTITUTIONS ET ASSURANT LA CONFORMITÉ DES COLLECTIONS AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES DE LA PROFESSION.							
% de mise en œuvre d'un document de référence encadrant la politique d'acquisition des musées et des institutions patrimoniales municipales	max	100%	75%		100%	100%	
	min	75%			75%		
12C.2 D'ICI FIN 2014, 100% DES CONVENTIONS RELATIVES AUX PARTENARIATS, DONNS, LEGS, DÉPÔTS ET PRÊTS D'OBJETS, D'ŒUVRES OU DE COLLECTIONS AUX INSTITUTIONS PATRIMONIALES DE LA VILLE DE GENÈVE ONT ÉTÉ RELUES ET MISES À JOUR.							
% des conventions relatives aux partenariats, dons, legs, dépôts et prêts d'objets, d'œuvres ou de collections aux institutions patrimoniales de la ville de Genève relues et mises à jour (dès 2012)	max	100%	90%		100%	100%	
	min	80%			80%		
12C.3 À DATER DE 2011, LES OBJETS, ŒUVRES OU COLLECTIONS DONT LA PROVENANCE EST INSUFFISAMMENT DOCUMENTÉE OU NON-CONFORME AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES INTERNATIONALES, FONT SYSTÉMATIQUEMENT L'OBJET D'UN EXAMEN ET DE RECOMMANDATIONS DE LA PART DE LA COMMISSION DE DÉONTOLOGIE.							
							

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
CHF 43'800.-	CHF 43'800.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite entièrement sur le budget supplémentaire PSDD	

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: Les musées genevois hébergent des richesses culturelles de toutes provenances. La longue histoire de ces collections a pour effet que, parfois, des questions éthiques peuvent se poser quant à l'origine de certaines œuvres ou objets. La commission de déontologie créée dans le cadre de cet objectif veille à ce que les activités des musées municipaux se déploient en parfaite conformité avec les normes déontologiques internationales. Elle accompagne les musées dans l'évaluation de leur situation patrimoniale et constitue un outil indispensable d'aide à la décision, pour les institutions et le magistrat en charge de la culture, en matière de gestion des collections, d'acquisition, de donation et de partenariat avec des organismes privés. Elle permet aux institutions de porter un regard critique sur elles-mêmes et au magistrat en charge de la culture de répondre aux questions de la population.

- ✓ **exemples de réalisations:**
 - création d'une commission de déontologie : Genève est la première ville d'Europe à travailler avec une telle entité.
 - rédaction d'un document de référence encadrant la politique d'acquisition des musées et des institutions patrimoniales municipales.
 - 100% des cas litigieux ont été traités entre 2011 et 2015.
- ✓ perspective à venir : le travail fait au niveau du document de référence pour les collections patrimoniales va être mené pour le domaine de l'art contemporain (2016). un travail va également être mené sur le statut juridique des collections patrimoniales de la ville de Genève.

OBJECTIF 13 : COOPÉRATION

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN PRIVILÉGIANT LA COOPÉRATION AVEC DES VILLES, EN FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET EN CONTRIBUANT AU RENFORCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES. ELLE S'ENGAGE À Y CONSACRER 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÈS 2018.

responsable: DFL

collaborations: dcs et dcsc

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2014			au 31.12.2015		
13.1 D'ICI 2018, LA VILLE DE GENÈVE S'ENGAGE À ATTEINDRE LE 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÉDIÉ À DES PROJETS DE COOPÉRATION.							
évolution de la part du budget de fonctionnement consacré à la coopération	max	0.54%	0.60%	●	0.58%	0.60%	●
	min	0.50%			0.54%		
13.2 D'ICI FIN 2015, LA VILLE DE GENÈVE A OPTIMISÉ LA GESTION OPÉRATIONNELLE ET FINANCIÈRE D'ANALYSE ET DE SUIVI DES PROJETS SOUTENUS PAR LE FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA VILLE DE GENÈVE.							
constitution d'une commission consultative externe en 2012							●
état d'avancement du processus d'optimisation (dès 2012)	max	100%	80%	●	100%	90%	●
	min	80%			80%		
13.3 D'ICI FIN 2014, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST PRIS EN COMPTE DANS LA SÉLECTION DES PROJETS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT FINANÇÉS PAR LA VILLE DE GENÈVE.							
intégration dans le formulaire de demande de subvention d'un chapitre sur le développement durable dès 2013							●
état d'avancement de la mise en place des critères de développement durable (dès 2014)	max	40%	40%	●	40%	50%	●
	min	10%			10%		
13.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE GAGNE EN VISIBILITÉ ET SE POSITIONNE COMME UN ACTEUR RECONNU DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT GRÂCE À SES ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION.							
nombre d'actions d'information et de sensibilisation à la coopération au développement soutenues ou organisées par la ville de Genève	max	24	24	●	24	22	●
	min	20			20		

SUIVI FINANCIER

Budget supplémentaire PSDD	dépenses liées au budget supplémentaire PSDD
CHF 1'800'000.-	CHF 1'800'000.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN GLOBAL 2011-2015

enjeux: La solidarité entre régions de notre planète fait partie intégrante du concept de développement durable. La ville de Genève soutient des projets de coopération internationale de longue date (dès 1967), mais son engagement avait besoin d'être consolidé pour atteindre les objectifs ambitieux formulés en 2010. Ainsi, la Délégation Genève ville solidaire (DGVS) a élargi le champ de ses actions, tout en renforçant la qualité des projets et le suivi rigoureux des actions entreprises. L'augmentation des ressources et l'optimisation de la gestion sont des objectifs en très bonne voie de réalisation.

- ✓ Augmentation des fonds alloués à la DGVS pour la coopération internationale, qui évoluent de 0.41% (2011) à 0.60% (2013) du budget de fonctionnement de la ville. Le niveau stagne à 0.60% depuis 2013 vu les contraintes budgétaires.
- ✓ 67 projets ont été soutenus directement par la ville de Genève en 2015; de plus, 49 projets ont été financés à travers la Fédération genevoise de coopération, qui réunit plusieurs associations membres. Les projets ont été soutenus dans de nombreux domaines, p.ex. : la gestion des déchets, l'agriculture durable et la sécurité alimentaire, l'énergie solaire, l'accès à l'eau, la formation, le renforcement de la société civile, la promotion droits humains et la protection des défenseur-e-s des droits humains.
- ✓ optimisation des processus du secrétariat de 2011 à 2015 : affinage des formulaires, définition de critères de sélection, accompagnement des associations requérantes, formalisation des outils de suivi, fiches de clôture des projets (analyse des rapports narratifs et financiers en fin de projet), analyses des comptes annuels et des rapports d'activité des associations subventionnées.
- ✓ stratégie de communication pour donner plus de visibilité aux projets de développement (rapport d'activité, parrainage de soirées d'information du public, lettre d'information trimestrielle «Genève ville solidaire»). Participation et coorganisation d'événements de sensibilisation et de communication en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds.
- ✓ Intégration de critères de développement durable dans le choix des projets avec une attention particulière à l'égalité de genre (informations et atelier de formation pour les associations subventionnées). suivi des objectifs du développement durable adoptés par la communauté internationale et examen des objectifs les plus importants pour Genève.

A poursuivre et à renforcer:

- Finalisation de la formalisation et application des critères de développement durable
- renforcement du suivi des projets et systématisation de l'évaluation
- Affinage des supports virtuels de communication et consolidation des actions sur le partage de savoirs

DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

6 DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

6.1 DÉLÉGATION GENÈVE VILLE SOLIDAIRE (DGVS)

fidèle à ses valeurs et à ses engagements historiques, la ville de Genève est une actrice incontournable de l'aide au développement à Genève et en Suisse. En 2015, son Fonds dédié à la solidarité internationale a été doté d'un montant de 5'501'100.

Au cours de l'année, le secrétariat du Fonds a traité 99 nouvelles demandes de subvention. Il a dû en écarter 47 : 41 ne répondaient pas aux critères du règlement d'application du Fonds et 6 étaient incomplètes. Pour le reste, 12 demandes ont été préavisées par la commission consultative avant leur passage devant la DGVS et 40 ont été directement adressées à la DGVS. Cette dernière a approuvé 46 demandes et en a refusé 6. Le conseil administratif a systématiquement suivi la DGVS dans ses choix.

44% des fonds de la DGVS ont par ailleurs été alloués à la Fédération genevoise de coopération (FGC), le partenaire historique de la ville de Genève en matière de solidarité internationale.

Au final, la ville de Genève a soutenu un total de 129 actions, réparties comme suit :

par le biais de la DGVS :

- 46 nouveaux projets ;
- 20 projets pluriannuels ;
- 13 subventions nominatives ;
- 3 conventions de partenariat.

par le biais de la FGC :

- 45 projets d'organisations membres de la FGC ;
- 2 plans d'actions d'organisations membres de la FGC.

ces 129 projets ont été menés par 93 associations, fondations à but non lucratifs et quelques services municipaux dans 41 pays du monde.

Les trois principaux pays soutenus en 2015 sont les mêmes qu'en 2014 : le Sénégal, la Colombie et la Cisjordanie/Bande de Gaza. Avec un montant total de 1.9 millions de francs, le continent africain continue à recevoir la plus grande partie de l'aide. La majorité des projets de coopération au développement soutenus par la ville se concentrent dans les domaines d'action suivants: la promotion des droits humains (28%), l'éducation et la formation (19%), la santé (13%), l'environnement (11%) et le développement rural (10%).

signalons encore que, fin 2015, l'accord-cadre liant la ville de Genève à la FGC (2012-2015) est arrivé à échéance. Afin d'harmoniser le cycle du prochain accord-cadre avec le programme quadriennal de la FGC et de se coordonner avec les autres bailleurs de fonds, le contrat a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2016.

DÉLÉGATION GENÈVE VILLE SOLIDAIRE (DGVS)

INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (1/6)

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
PROJETS FINANCÉS PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION FGC				
367 BUDGET 2015 : CHF 1'585'000 + CHF 539'000 (TRANSFÉRÉS DE LA RUBRIQUE « SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ») = CHF 2'124'000				
Afrique	Bénin	Action de soutien à l'enfance démunie - ASED	Développement du collège champagnat : un lycée pour l'accès à une éducation secondaire de qualité, dans la région de kandi	25'232
	Bénin	Genève tiers-monde	Économie locale et accès à l'emploi pour jeunes et femmes	56'090
	Burkina Faso	Centre Écologique Albert Schweitzer - Genève - CEAS	Projet d'appui à la gestion des déchets municipaux de trois communes	10'000
	Burkina Faso	Enfants du monde	Les femmes enceintes, les familles et les communautés en action pour améliorer la santé maternelle et néonatale (2015-2016) dans les régions du centre-est, du centre-nord et cascades (12 districts)	57'898
	Cameroon	Innovations et réseaux pour le développement - IRED	Programme de formation et d'appui au développement local, renforcement du réseau des organisations paysannes du secteur agricole et artisanal	55'000
	Guinée	Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs - SIT	Formation de jeunes en syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs - situation précaire, région de Conakry	15'399
	Guinée	Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs - SIT	Renforcement des capacités des femmes dans le secteur informel : microcrédits et création d'une coopérative de restauration, Conakry	40'000
	Mali	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	Formation et insertion professionnelle pour jeunes futurs micro-entrepreneurs	45'000
	Niger	Swissaid Genève	Appui à la production agricole dans la commune rurale de Torodi, Phase II	42'646
	Niger	Swissaid Genève	Appui à la société civile engagée, en faveur d'une gestion transparente des revenus des industries extractives	48'842
	Niger	Equiterre	Appui à l'adaptation des pratiques pastorales (PAPP), 2011-2013, communes de Dakoro, Bermo, Gababedji, Rombou et Goula, Dpt de Dakoro	37'931
	République démocratique du Congo	Assotic	Promotion du théâtre en milieu scolaire à Kinshasa (phase 2015-2016), République démocratique du Congo	45'000
	Rwanda	Espoir pour ceux qui ont faim - ESFA	Appui aux associations et coopératives agricoles de la Province du Sud	41'920
	Sénégal	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	Projet d'appui à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'insertion socio-économique des jeunes de la ville de Thiès	40'000
	Sénégal	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	Lutte contre le travail des enfants et les nuisances environnementales sur les syndicats interprofessionnels de travailleuses et travailleurs, sites de l'orpaillage	35'000
	Sénégal	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	Appui à l'insertion et à la réinsertion scolaire et professionnelle des orphelins de guerre et du sida (OEV), région de Ziguinchor	18'496
	Sénégal	Urbanomde	Projet Urbanomde 2: appui à la reconstruction, région de Dakar	43'000
	Sénégal	Centre Écologique Albert Schweitzer - Genève - CEAS	Gestion de proximité des déchets de la communauté rurale de N'dande	25'000
	Sénégal	Espace Femmes International - EFI	Formation en ligne (e-learning) en genre et développement 2013-2015, Afrique de l'ouest et Europe francophones	45'000
	Tanzanie	Association pour le développement des aires protégées - ADAP	Gestion communautaire des ressources naturelles dans la division d'Inyonga (2014-2016), District de Mlele, région de Katavi	32'677
Tchad	Utopie Nord-Sud	Gestion des ordures ménagères par les comités d'assainissement de la ville de Mongo	35'000	
Amérique centrale	Guatemala	Traditions pour demain	Santé mentale, santé sexuelle et reproductive: encourager la pratique des méthodes traditionnelles de soins des psychotraumatismes post-conflits, Dpt. de Quiché	17'000
	Guatemala	Helvetas	PROBERT: projet de développement économique rural territorial	73'000
	Haïti	Kombit	Projet d'appui-renforcement des acquis au réseau des organisations de producteurs-trices agricoles de la Grand'Anse (ROPAGA) en vue du désengagement	35'000

6.1

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(2/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
Amérique centrale	mexique	madre tierra	santé communautaire: formation de promoteurs et promotrices, campagnes de santé et forums, chiapas, jacaltenango	45'000
	nicaragua	urbamonde	renforcement de la dynamique inter-municipale de la gestion du territoire du bassin versant du rio grande	42'000
	nicaragua	Espace Femmes International - EFI	prévention de la violence de genre et accès à la justice, mulukuku	50'000
	nicaragua	urbamonde	Appui au développement de coopératives d'habitation dans le département de matagalpa	35'000
Amérique du sud	bolivie	solidar	Éducation à la citoyenneté et promotion des droits humains, lanzarte	40'000
	bolivie	IDH suisse. santé - Environnement - droits humains en bolivie	de l'espace privé à la société civile, une sexualité sans dérapage. Prévention des abus sexuels et prévention de la violence dans les 1 ^{ères} relations affectives chez les adolescent-e-s de quillacollo	21'384
	colombie	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	renforcement et responsabilisation de la jeunesse en faveur de la formation personnelle, la citoyenneté, la culture et la paix, bogota	50'000
	colombie	genève tiers-monde	gestion communautaire de l'eau potable en zones périurbaines, Antioquia	42'232
	colombie	E-changer	Appui à la construction de la paix et à la défense des droits humains avec l'organisation PAS	20'000
	colombie	genève tiers-monde	quand les quartiers populaires se mobilisent contre la dégradation environnementale, endacol	23'349
	colombie	Mouvement Populaire des Familles - MPF	renforcement de la ferme traditionnelle paysanne pour la sécurité alimentaire et la protection de l'eau à puerto escondido, cordoba	35'000
	Équateur	traditions pour demain	Le poids des mots et le choc de l'image pour l'identité culturelle kichwa au nord de l'Equateur	40'000
	pérou	kallpa genève	municipalités promotrices de la santé qui s'investissent dans la petite enfance, san Juan de Lurigancho	40'000
	pérou	genève tiers-monde	droits et protection des enfants et adolescentes travailleuses domestiques dans les districts de Lima, cusco et tumbes	29'265
pérou	genève tiers-monde	prévention de l'émigration et restitution des droits en lien avec le travail infantile domestique	35'010	
Asie	bangladesh	enfants du monde	travailler avec les individus, les familles et les communautés pour améliorer la santé maternelle et néonatale (Phase 2015-2016- niveau local et national), district de netrokona	7'438
moyen-orient	cisjordanie et gaza	centrale sanitaire suisse romande	Amélioration de la santé mentale des enfants ex-détenus par la dramathérapie et le théâtre	55'000
Europe	suisse	centre Europe tiers-monde	soutien 2015 aux pages « solidarité » du courrier	50'000
	suisse	cinémas des trois mondes	17 ^{ème} Festival « Filmar en América latina »	25'000
	suisse	centre Europe tiers-monde	Publication : « exploitation des hydrocarbures de roche mère et fracturation hydraulique : les pratiques en Argentine »	17'325
Divers continents	divers pays	terre des hommes	Plan d'action quadriennal 2013-2016 de terre des Hommes suisse Genève « pour l'enfance et un développement solidaire »	170'000
	divers pays	service de coopération au développement (ex caritas-genève) - secodév	Plan d'action quadriennal 2012-2015, service de coopération au développement de caritas Genève	273'116
	divers pays	déclaration de berne	campagne clean clothes 2016-2017. conditions de travail dans l'industrie de la chaussure*	57'750
total Fédération genevoise de coopération				2'124'000

PROJETS FINANCÉS DIRECTEMENT PAR LA VILLE DE GENÈVE
367 BUDGET 2015 : CHF 3'406'500 - CHF 539'000 = 2'867'500

Afrique	Bénin	Association de solidarité avec les villages du Bénin, ASVB	construction d'un atelier de couture au centre de formation professionnelle d'Allada	38'000
	Bénin	Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales, FGFRM	Programme de prévention et de traitement des fistules obstétricales, hôpital de tanguieta et formation de médecins africains	100'000

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(3/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
Afrique	Burkina Faso	Terragir énergie solidaire	Amélioration de 5 foyers dans cinq écoles et installation solaire dans l'une des écoles, en collaboration avec graine de baobab. projet solidarité sud dans le cadre des activités énergie de l'école de cayla	13'862
	Burkina Faso	Association BUUD-YAM	construction du centre de santé dans le village de mesga, dans le cadre de l'appui au développement rural de ce village de la province du passoré	35'000
	Burkina Faso	yankadiy	soutien à l'école yankadiy pour aider à la scolarisation d'enfants démunis et créer un lieu d'échanges culturels dans la ville de Fada N'Gourma à l'est du pays	8'619
	Burkina Faso	Association des jeunes associés temporairement à une région, JATUR	Projet de soutien au développement communautaire dans la commune de kombissiri. construction d'un château d'eau, en collaboration avec IAS - Ingénieurs et architectes solidaires	40'000
	cameroun	Antenna technology	Projet-pilote « solar square ». diffusion de lampes avec alimentation par énergie solaire, avec un système de micro-crédits	13'200
	cameroun	AESOPFE - suisse - Association pour l'éducation, les soins et la promotion des femmes et enfants	scolarisation de 50 enfants d'une école primaire et mise en place de latrines	27'000
	cameroun	Association main tendue	« construction d'un bâtiment composé de deux salles de classes, d'une bibliothèque et de latrines »	12'000
	côte d'Ivoire	conservatoire et jardin botaniques de Genève, CJB	Phase 2 du projet « Palmiers solidaires ». création d'un centre d'éducation environnementale et de formation autour des palmiers utiles, au profit de la population de Divo	45'000
	côte d'Ivoire	Association graines de Paix	soutien au cycle de formation « consolidation de la paix par l'éducation en Côte d'Ivoire : prévenir la violence et faire des droits de l'enfant une réalité du quotidien dans la région de Man » dans le cadre du programme national de formation des enseignant-e-s	21'000
	guinée	Association solidarité suisse guinée	Prévention de transmission de l'épidémie d'Ebola pour les femmes tenancières des lieux de restauration dans les axes routiers à Tamagaly et Linsan	10'808
	kenya	Association Solferino, des élèves de l'école de culture générale ECG Henry Dunant	Poursuite du soutien à un centre de formation professionnelle « Rarieda Training and Resource Center » à Bondo. Installation de panneaux solaires et équipements pour le centre	55'000
	kenya	Association School Against Aids, Sidécole	scolarisation, aide nutritionnelle et santé pour 1020 enfants vulnérables. soutien pour l'école « Have Mercy » dans le bidonville de Sembule à Kampala et soutien pour trois écoles du district de Kaliro »	12'000
	Madagascar	glocal	Agenda21 local des communes rurales d'Antanétibé, d'Androvakely et de Belanitra	41'000
	Mali	Association Le Pont du Mali	construction de magasins de stockage de céréales à Bourem-Inaly	12'900
	maroc	Association le chemin de l'école	« une crèche pour les enfants du Dadès et un centre polyvalent »	20'689
	Mauritanie	Association pour la prévention de la torture, APT	soutien à la mise en œuvre par la Mauritanie du traité international de prévention de la torture	58'200
	niger	Association Zozodinga	équipement de puits pastoraux avec systèmes de pompes solaires, Iférouane	27'138
	Ouganda	Association Keiser Initiative for Ouganda	Faciliter l'accès aux soins pour les habitant-e-s de Busunga, district de Kasere	15'000
	Ouganda	Association d'aide aux enfants Omoana	centre de réhabilitation pour enfants séropositifs et malnutris, Mbiko, district du sud de l'Ouganda	27'000
	République démocratique du Congo	Luvumamu	Projet d'appui à la coopérative de fabrication de chicouangue (produit à base de manioc) - Kinshasa et Bas-Congo	40'000
Rwanda	comité pour le concours des grands lacs, CGL	Programme régional de formation en droit humanitaire et en droits humains - concours francophone de plaidoyer dans les grands lacs africains. 4ème édition	18'560	
sénégal	Association de développement Ndiyam Nguurdanm, ADENN suisse	Formation, forage et installation de pompes à corde pour l'eau dans la vallée du fleuve Sénégal	20'000	
sénégal	Diapalanté, Arts, Education	Réfection, réhabilitation et rééquipement de l'école primaire Seckagueye, à Bargny, Dakar	22'320	

6.1

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(4/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
Afrique	sénégal	Association des Femmes pour la planète - AFP	Appui du groupement des femmes productrices de beurre de karité, kédougou	20'000
	sénégal	Avocats sans frontière suisse	colloque « Afrique face à l'homosexualité », dakar	30'000
	sénégal	conservatoire et jardin botaniques de Genève, CJB	Jardin ethnobotanique des parcs forestiers et zoologiques de Hann à dakar et création d'un centre d'éducation environnementale à Fandène, Thiès	35'905
	sud soudan	Les Amis de soeur Emmanuelle, ASASE	soutien au centre de formation professionnelle et développement communautaire de Lologo, Juba	75'000
	tanzanie	Fonds spécial du CICR en faveur des handicapés, FSH	Programme pour faciliter l'intégration sociale des personnes handicapées physiques au travers de services de réhabilitation physique de qualité et pérennes. Dar es salaam et moshi	60'000
	tchad	Médecins sans frontières, MSF	Programme de prise en charge intégrée de la santé de la mère et de son enfant à Massakory	100'000
	zimbabwe	International Bridges to Justice, IBJ	Projet « vers une justice équitable pour tous ». Aide juridique, formation de professionnel-le-s et sensibilisation du public sur les droits de la défense lors de procès	40'000
Amérique centrale	Guatemala	commission internationale juristes, CIJ	Accès à la justice pour les groupes vulnérables et les communautés autochtones. protection des défenseur-e-s des droits humains et de l'environnement	39'500
	Haïti	Association Roger Riou	Projet de réhabilitation du système d'irrigation des champs dans la localité de valeureux 2, à désarmes, commune de verrettes, département de l'Artibonite	5'000
Amérique du sud	Colombie	Peace Watch Switzerland, PWS	soutien au réseau de protection des défenseur-e-s des droits humains en zone rurale	16'000
	Colombie	Association Lectures Partagées	création de réseau de lecture en Colombie	40'000
	Colombie	Fondation Aide aux enfants	Programme d'insertion sociale et professionnelle des mères célibataires pour l'amélioration des conditions de vie des mères et des enfants PROMEFA (Programa de mejoramiento para las familias)	50'000
	Paraguay	conservatoire et jardin botaniques de Genève, CJB	soutien au programme « Ethnobotanica Paraguaya », à l'Institut Supérieur Campotech et à la station de recherche Patino	28'780
Pérou	Association « du muletier au guide de montagne »	Programme de formation de guides de montagne autochtones et agences locales pour le tourisme	10'000	
Asie	Afghanistan	dialogue	soutien en faveur de l'émancipation économique des femmes et lutte contre la faim, province de dyakundi	21'300
	Afghanistan	Bahktar Development Network	Formation intensive pour l'amélioration des compétences des sages-femmes communautaires sur les complications les plus courantes de la grossesse et de l'accouchement, leurs diagnostics et traitement, province de Bamiyan	15'000
	Cambodge	campagne internationale de l'ordre de Malte contre la lèpre, CIOMAL	« renforcement de l'information ciblée permettant la prévention et la sensibilisation dans la lutte contre la lèpre et contre la stigmatisation des personnes atteintes par la lèpre et de leur famille »	50'000
	Cambodge	Association OneAction	Alternatives économiques durables autour de la forêt protégée de Seima, dans le Mondulkiri. Formation et appui pour des micro-entreprises auprès du peuple Bunong	40'000
	Inde	Fondation Heart of India	Favoriser l'intégration professionnelle des jeunes femmes dans la société indienne, Chennai	20'000
	Inde	Association Les Amis du Tibet	« Développement intégré pour les populations de montagne. District de Bageshwar, Uttarakhand, Kargil et Zaskar, Jammu et Cachemire »	36'580
	Kirghizistan	Fondation suisse de déminage, FSD	Réhabilitation d'une mine de plomb abandonnée à Sumsar : Étude de faisabilité et mesures d'urgence	45'000
	Sri Lanka	Association Cayla Solidaire	construction de l'école maternelle à Madaatugama	15'000
	Thaïlande	Association Le Sourire de Chiang Khong	construction d'un vestiaire pour les filles dans le foyer d'accueil pour enfants défavorisés, pour les minorités ethniques du nord du pays	30'000
Europe	Bosnie-Herzégovine	Fondation Digger DTR	renforcement du déminage mécanisé et intervention après catastrophe, Sarajevo, Tuzla	25'000
	Moldavie	Global Water Solidarity	coopération solidaire locale pour l'eau et l'assainissement dans le district de Nisporeni	50'000

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(5/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
Europe	suisse	Association Festival du film et forum international sur les droits humains, FIFDH	Édition 2015 du festival et Forum sur les droits humains	120'000
	suisse	UPR Info	Pré-sessions à l'examen périodique universel. EPU 2015-2016	50'000
	suisse	Fédération genevoise de coopération FGC	Accord-cadre 2012-2015, contribution aux frais de fonctionnement 10%	183'200
Moyen-orient	cisjordanie et gaza	Association Palestine demain	Programme de repas chauds pour les enfants de la « Hope Flowers school » de Bethléem	55'000
	cisjordanie et gaza	collectif urgence Palestine, CUP	observatoire des droits humains, projet du centre d'information alternative, Jérusalem	53'500
	cisjordanie et gaza	Fondation « Les Instruments de la paix »	Projet les instruments de la paix - formation musicale classique et orientale pour des jeunes palestiniens-e-s	75'000
	Liban	conservatoire et jardin botaniques de Genève, CJB	création du 1 ^{er} jardin botanique du Liban à Beyrouth	26'250
	Liban	rencontres et cultures du monde arabe	Journée de la science 2015 à Beyrouth	50'000
Divers continents	divers pays	centre de conseils et d'appui pour les jeunes en matière des droits de l'homme, CODAP	Programme de renforcement des jeunes défenseur-e-s des droits humains et développement des réseaux régionaux	80'000
	divers pays	centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones, DOCIP	Reconnaissance des droits des peuples autochtones	16'625
	divers pays	Track Impunity Always, TRIAL	Lutter contre l'impunité des individus et des entreprises impliqués dans des crimes internationaux : une brèche dans le mur de l'impunité	75'000
	divers pays	Fondation Hirondelle	couverture par JusticeInfo.net des initiatives de justice transitionnelle dans la Genève internationale	100'000
	divers pays	Appel de Genève	Lutter contre les violences sexuelles dans les conflits armés et renforcer le respect des droits des femmes	100'000
	divers pays	FIAN International	renforcer la société civile pour garantir le respect des droits humains	71'700
	divers pays	Fondation Martin Ennals	Prix Martin Ennals pour les défenseur-e-s des droits humains. soutien au travail sur le terrain des organisations actives dans la promotion des droits humains	49'950
	divers pays	organisation mondiale contre la torture, OMCT	Mise en œuvre des normes internationales visant à protéger les enfants contre la torture, au Bénin, en Uruguay et aux Philippines	100'000
	divers pays	Peace Brigades International, PBI	Renforcement des mécanismes de protection des droits humains	20'000
	divers pays	défense des enfants international, DEI	« Maa'n for Adala- ensemble pour la justice » : Mise en place d'un réseau dans la région du MENA (Middle East and North Africa) pour la promotion d'une justice adaptée aux enfants	50'000
			remboursement des non dépensés sur projets d'années antérieures	-70'726
			solde non attribué	29'640
sous-total				2'867'500

367 BUDGET 2015: CHF 209'500

Association internationale des maires francophones, AIMF	convention de partenariat 2014-2016	37'711
	solde non utilisé AIMF	12'289
Track Impunity Always, TRIAL	subvention nominative 2015	100'000
comité international de la Croix-Rouge, CICR	subvention nominative 2015	51'500
Médecins sans frontières, MSF	subvention nominative 2015	8'000
sous-total		209'500

365 BUDGET 2015: CHF 300'100

centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones, DOCIP	subvention nominative 2015	20'600
centre Europe-Tiers monde	subvention nominative 2015	51'500

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(6/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
		Association Genève tiers- monde	subvention nominative 2015	15'500
		Association cap-vert	subvention nominative 2015	2'000
		dignité en détention, didé	subvention nominative 2015	5'200
		terre des hommes suisse	subvention nominative 2015	8'900
		organisation mondiale contre la torture, OMCT	subvention nominative 2015	18'600
		service international pour les droits de l'homme, SIDH	subvention nominative 2015	4'100
		Fondation L'appel de Genève	subvention nominative 2015	30'900
		centre Accueil Genève International, CAGI	subvention nominative 2015	50'000
		Fédération genevoise de coopération	subvention nominative 2015	92'800
sous-total 367				300'100
total 365+367				5'501'100

6.2 DÉLÉGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La délégation à l'aménagement du territoire a pour but de traiter des dossiers d'aménagement des espaces publics ou de plans d'affectation du sol conduits par les services du département des constructions et de l'aménagement, par le service des espaces verts ou par des tiers et portant sur le territoire de la ville de Genève.

La délégation donne l'orientation des études, des rapports et travaux à exécuter, et en définit les priorités. Elle décide des options stratégiques en relation avec les dossiers d'aménagement. Les dossiers ainsi traités sont régulièrement rapportés au conseil administratif par le département des constructions et de l'aménagement en vue des décisions à prendre qui relèvent de sa compétence.

Elle est composée des magistrats en charge du département des constructions et de l'aménagement (Monsieur Rémy Pagani, conseiller administratif), du département de la culture et du sport (Monsieur Sami Kanaan, conseiller administratif) et du département de l'environnement urbain et de la sécurité (Monsieur Guillaume Barazzone, conseiller administratif). La délégation comprend également la présence permanente de la direction du département des constructions et de l'aménagement (Madame Isabelle Charollais, codirectrice, et Monsieur Claude-Alain Macherel, codirecteur).

La présidence a été assurée successivement par Monsieur Rémy Pagani, de janvier à juin 2015, puis par Monsieur Sami Kanaan, de juin à décembre 2015.

En 2015, la délégation s'est réunie à 9 reprises. Madame Annick Viaccoz, responsable du secrétariat du magistrat au département des constructions et de l'aménagement, a assuré la prise des notes de séances.

La délégation a instruit de nombreux dossiers. Parmi les objets les plus importants il convient de citer notamment :

gare de cornavin

Au terme d'une expertise indépendante, les partenaires du projet d'extension de la gare de Cornavin ont décidé à l'unanimité de porter leur choix sur la variante d'extension souterraine, qui présente de meilleures qualités que la variante dite « en surface » soutenue initialement par les CFF. Cette solution permet aussi de sauvegarder la dimension urbanistique de la partie basse du quartier des Grottes.

La délégation a été régulièrement informée de l'avancement des études relatives aux volets ferroviaire et urbanistique du projet.

Elle a notamment suivi le processus ayant abouti à la signature d'une convention-cadre entre la ville de Genève, le canton et les CFF relative à la répartition du financement du projet et de ses études.

Pourtour de la rade

La délégation a pris acte de la décision du conseil municipal de refuser la proposition du conseil administratif (PR-1076) en vue de l'ouverture d'un crédit destiné à l'organisation d'un concours d'idées et de projet pour l'aménagement des espaces publics de la rade.

Elle reste toutefois persuadée de la nécessité de définir une image directrice et des principes d'aménagement, en coordination avec les projets cantonaux de plage publique et d'accès à l'eau, afin de pouvoir disposer d'une vision à long terme de l'aménagement de la rade, tout en proposant des améliorations et des réalisations concrètes à court et moyen terme.

Aménagement piétonnier du secteur de rive

En relation avec la résolution R-167 du 31 octobre 2012 intitulée « pour que la stratégie de piétonisation puisse un jour se réaliser, construisons le parking dit des clés-de-rive », le conseil administratif a délivré un préavis favorable à la requête préalable en autorisation déposée par les constructeurs du parking des clés-de-rive.

Une convention et des accords ont été signés permettant de garantir une simultanéité des procédures concernant à la fois la construction du parking et la réalisation d'une vaste zone piétonne au centre-ville.

La délégation a suivi les différentes étapes qui ont mené au lancement et à la réalisation d'un concours d'aménagement d'espaces publics du secteur de rive.

Elle a également consacré une séance aux questions relatives au calcul de la rente liée au droit de superficie.

Parc Gustave et Léonard Hentsch

La remise à la ville de Genève de la parcelle qu'occupait anciennement le stade des Charmilles, propriété de M. B. Hentsch, s'inscrit dans le cadre des accords globaux d'échanges entre la ville et le canton en vue de la réalisation de divers équipements publics, en particulier un stade dans le secteur de La Praille.

Un protocole d'accord signé en 2007 précise que la parcelle prévue remise à la ville sera aménagée par le canton en parc public, la ville s'engageant à entretenir à ses frais l'intégralité du parc et du mobilier urbain.

La délégation a consacré l'entier d'une séance à débattre des dispositions prévues par l'acte de donation et la convention d'entretien du parc.

Projet « Les Réverbères de la Mémoire »

Le projet, issu à l'origine d'une volonté du conseil municipal votée à une très large majorité, consiste à ériger dans l'espace public un monument œuvre de l'artiste Melik Ohanian, dédié à la mémoire commune des Genevois et des Arméniens et offert par la communauté arménienne de Genève.

sa réalisation dans le parc de l'Ariana n'ayant pas été rendue possible, la délégation a opté pour un nouveau site. Ainsi, un nouveau dossier de requête en autorisation a été préparé en vue de l'érection du monument dans le parc trembley.

La délégation a également traité de plusieurs autres dossiers, au gré de l'actualité ou des nécessités exprimées. Il s'agit notamment :

- de la planification des équipements sportifs en ville de Genève, et plus particulièrement d'une étude prioritaire qui doit concerner les sites de Vessy et du Bout-du-Monde ;
- du programme consistant à replanter un grand nombre d'arbres dans l'espace public, dans le but de pallier à des abattages rendus nécessaires pour des raisons sanitaires ;
- de l'évolution du réseau cyclable, respectivement des espaces réservés prioritairement aux piétons, en lien avec les développements prévus par le plan directeur cantonal de la mobilité douce ;
- de la stratégie générale d'évolution du parc des wc publics ;
- du grand projet châtelaine, lequel prévoit à terme la réalisation de quelques 2'500 logements dans les quatre secteurs concernés, soit châtelaine, franchises, concorde et Lignon ;
- d'un projet de jardin commémoratif du bicentenaire de l'entrée de Genève dans la confédération, à proximité du monument national au Jardin anglais ;
- d'une demande d'autorisation visant l'implantation sur le site de la Perle du Lac, d'un jeu pour enfants-œuvre d'art donné par l'Association Art for the world ;
- du rôle et des missions confiés au groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) ;
- du rôle et des missions confiés à la communauté des communes urbaines (CCU).

dans le cadre de ses travaux, la délégation a procédé à plusieurs auditions de personnes internes ou externes à l'administration municipale. Parmi ces dernières, mentionnons :

- L'office cantonal de l'urbanisme (DALE), sur demande de M. Antonio Hodgers, conseiller d'Etat, pour une présentation du grand projet châtelaine, lequel prévoit à terme la réalisation de quelques 2'500 logements dans les quatre secteurs concernés, soit châtelaine, franchises, concorde et Lignon ;
- M. Luc Barthassat, conseiller d'Etat, et ses collaborateurs de la direction générale des transports (DGT),

ainsi que M. Alain Rolland, pour la société Valartis-group, et les mandataires du projet de construction du parking des clés-de-rive, dans le cadre de la mise en œuvre du concours d'aménagement d'espaces publics du secteur de rive ;

- Les représentants de l'Association des commerçants de la Halle de rive, inquiets de la conséquence des futurs travaux de réalisation du parking des clés-de-rive et des différents aménagements extérieurs ;
- M. Thierry Lombard, porteur du projet, accompagné de M. Bernard Lescaze, historien, et des mandataires, pour une présentation d'un projet de jardin commémoratif du bicentenaire de l'entrée de Genève dans la confédération, à proximité du monument national au Jardin anglais ;
- M. Bénédicte Hentsch, président de la Fondation Hypomène, et les personnes en charge du dossier, dans le cadre de la constitution de l'acte de donation et convention d'entretien du Parc Gustave et Léonard Hentsch.

7

ANNEXES

7 ANNEXES

7.1 GRANDES MANIFESTATIONS

depuis les comptes 2013, la comptabilisation en coûts complets a été abandonnée au profit d'une présentation des manifestations en coûts directs. seule la manifestation des « fêtes de Genève » est présentée en coûts complets.

des éléments statistiques ont également été introduits, apportant ainsi un éclairage nouveau quant au déroulement de ces dernières.

pour mémoire, le tableau ci-dessous, présente les différentes manifestations par année de publication :

grandes manifestations publiées	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Fête de la musique	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Musiques en été festival				x	x	x	x	x	x	x	x	x
La ville est à vous		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
La fureur de lire (biennale)		x		x		x		x				
La nuit de la science (biennale)			x		x		x		x			
centenaire du MAH							x					
Fêtes de Genève		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
EURO 2008					x							
Fête des écoles							x	x	x	x		x
2012 Rousseau pour tous									x			

7.1.1 LES FÊTES DE GENÈVE DU 16 JUILLET AU 9 AOÛT 2015

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	Total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS COMPLETS
Total des coûts complets	2015	183'908	91'150	80'217	1'290'175	1'645'450	375'468	2'020'918
	2014	203'637	103'795	355'380	911'185	1'573'997	370'352	1'944'348
	2013	291'900	140'909	330'185	971'775	1'734'769	359'983	2'094'752

7.1.2 LA VILLE EST À VOUS DE MAI À SEPTEMBRE 2015

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
Total des coûts directs	2015	338'081	14'600	208'928	-	561'609	43'795	605'404
	2014	343'351	15'300	197'161	3'220	559'032	44'414	603'446
	2013	302'107	14'750	205'590	10'600	536'047	62'320	598'366

chiffres clés

12 quartiers inscrits et 61 rues

quartiers qui ont fait la fête : 11 (comités organisateurs) et environ 660 bénévoles

23 jours de fêtes de rue

11 parcs, esplanades et cours intérieures et 9 préaux

quantité de panneaux posés : 183 tonnes

170 représentations (danse, concerts, dj, etc.), 18 spectacles pour adultes et enfants, 38 Activités et ateliers, 63 animations et concerts de rue. 165 stands de nourriture

surfaces des périmètres : 118'061 m²

surfaces des rues fermées à la circulation : 80'504 m² (sans compter les parcs, cours, préaux, etc.)

Participants (acteurs des fêtes) : 22'260 participants

nombre de badauds *estimation* : 236'000 badauds

nombre de vide grenier calcul sur plan : 7'700 (moyenne de 350 stands par jour de fête)

7.1.3 FÊTE DE LA MUSIQUE DU 19 AU 21 JUIN 2015

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
Total des coûts directs	2015	731'579	11'800	84'902	241'155	1'069'436	1'674'612	2'744'048
	2014	609'309	50'169	18'624	186'075	864'177	1'604'468	2'468'646
	2013	601'168	2'100	72'499	118'940	794'707	1'653'181	2'447'888

chiffres clés

3 jours de manifestation

500 concerts

29 lieux

6'000 musiciens

2 familles musicales et 21 genres musicaux

200'000 spectateurs

Les équipes

coordination : 210% de poste fixes - 5 pers.

programmation : 40% de poste auxiliaires - 5 pers.

Logistique : auxiliaires - 15 pers.

entretien, promotion et surveillance : auxiliaires - 160 pers.

Aménagement et technique : auxiliaires - 31 pers.

1'500 repas servis pour les équipes

équipe du SPC - 6 pers.

équipes du SAT - Ateliers de décors, scènes culturelles - 30 pers.

7.1.4 MUSIQUE EN ÉTÉ FESTIVAL DU 28 JUIN AU 19 AOÛT 2015

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
total des coûts directs	2015	112'993	550	2'450	229'000	344'993	887'022	1'232'016
	2014	78'818	1'485	225'889	229'000	535'192	668'400	1'203'593
	2013	24'434	1'825	267'063	10'625	303'947	879'708	1'183'655

chiffres clés

8'280 spectateurs pour les concerts payants (jazz, classique et opéra de chambre)

38'900 spectateurs pour les concerts gratuits des musique colorées

34 concerts et 4 représentations lyriques

400 musiciens environ

3 sites dont deux à ciel ouvert / 2 lieux de rocades

musiques classiques et actuelles / 4 styles musicaux (classique, opéra de chambre, jazz et musiques colorées)

7.1.5 FÊTES DES ÉCOLES DU 24 AU 26 JUIN 2015

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
total des coûts directs	2015	156'218	15'250	65'505	85'540	322'513	614'328	936'841
	2013	95'451	10'100	36'119	-	141'670	746'505	888'176
	2012	118'600	13'600	66'500	-	198'700	707'100	905'800

chiffres clés

2 sites : parc des bastions et grand théâtre

8'000 spectateurs environ lors de la fête du 26 juin

environ 12'000 livres distribués aux enfants

environ 6'000 enfants le 24 juin (parc des bastions) et environ 4'500 enfants le 26 juin (parc des bastions et grand théâtre)

28 manèges le mercredi et 21 stands de nourriture/boissons tenus par des associations le vendredi

8 fanfares au départ du cortège le mercredi

1 spectacle et 1 disco le vendredi

7.2 LISTE DES ABRÉVIATIONS

A21	Agenda 21 - ville durable
ACE	Administration centrale
AIMP	Accord intercantonal sur les marchés publics
ARI	Musée de l'Ariana
BAC	Bâtiment d'art contemporain
BGE	Bibliothèque de Genève
BMU	Bibliothèques et discothèques municipales
CA	conseil administratif
CEVA	Liaison ferroviaire cornavin-eaux-vives-Annemasse
CFF	chemins de fer fédéraux
CFI	contrôle financier
CIV	état civil
CJB	conservatoire et jardin botaniques
CM	conseil municipal
COATTRIM	comité d'attribution immobilière
DCA	Département des constructions et de l'aménagement
DCS	département de la culture et du sport (ex-dc)
DCSS	direction et secrétariat du département de la cohésion sociale et de la solidarité
DEJ	Jeunesse
DETA	département de l'environnement, des transports et de l'agriculture (canton)
DEUS	département de l'environnement urbain et de la sécurité
DFIN	direction financière
DFL	département des finances et du logement
DG	direction générale
DGA	directives de gestion administrative
DGT	direction générale des transports
DGVS	délégation Genève ville solidaire
DPBA	direction du patrimoine bâti
DRH	direction des ressources humaines
DSIC	direction des systèmes d'information et de communication
ECO	écoles et institutions pour l'enfance
ENE	énergie
ESS	Economie sociale et solidaire
FAD	Fondation d'art dramatique
FAS'e	Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle
FI	Fonds intercommunal
FIA	Fonds intercommunal d'assainissement
FMAC	Fonds municipal d'art contemporain
FONDETEC	Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève
GCI	génie civil
GIM	Gérance immobilière municipale
GTG	Grand théâtre de Genève
LAC	Loi sur l'administration des communes
LEX	service juridique
LOM	Logistique et manifestations
MAH	Musées d'art et d'histoire
MEG	Musée d'ethnographie

MHN	muséum d'histoire naturelle
OCSTAT	office cantonal de la statistique
OFAS	office fédéral des assurances sociales
OFSPPO	office fédéral du sport
OLO	office du logement
OPB	ordonnance sur la protection contre le bruit
PAV	Praille-Acacias-vernets
Pdcom	Plan directeur communal
PDQ	Plan directeur de quartier
PFI	Plan financier d'investissement
PLQ	Plan localisé de quartier
SAM	Aménagement urbain et de la mobilité
SCI	système de contrôle interne
SCM	secrétariat du conseil municipal
SDPE	petite enfance (ex-DPE)
SEC	service culturel
SEEP	sécurité et espace publics
SEVE	Espaces verts
SIG	services industriels de Genève
SIS	Incendie et de secours
SIT	syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs
SOC	social
SPF	pompes funèbres, cimetières et crématoires (ex-FUN)
SPO	sports
SRE	relations extérieures
TAX	taxe professionnelle communale
TPG	transports publics genevois
URB	urbanisme
VVP	voirie – ville propre